

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Riposter à la crise
du coût de la vie

OCT
2022



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Riposter à la crise
du coût de la vie

OCT
2022



©2022 Fonds monétaire international

Couverture et maquette : département services intégrés et équipements du FMI,
division des services multimédias
Composition : AGS, une société du groupe RR Donnelley

Édition française

Département services intégrés et équipements du FMI,
section française de la division des services linguistiques

Cataloging-in-Publication Data

Joint Bank-Fund Library

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 979-8-40021-843-9 (English Paper)

979-8-40022-121-7 (English ePub)

979-8-40022-128-6 (English Web PDF)

979-8-40022-217-7 (French Paper)

Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM le 29 septembre 2022. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

Référence recommandée : Fonds monétaire international. 2022. *Perspectives de l'économie mondiale — Riposter à la crise du coût de la vie*. Washington, octobre.

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org
www.imfbookstore.org
www.elibrary.imf.org

TABLE DES MATIÈRES

Hypothèses et conventions	vii
Autres informations	ix
Données	x
Préface	xi
Avant-propos	xii
Résumé	xv
Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales	1
Inflation et incertitude	1
Les banques centrales luttent contre une inflation obstinément élevée	3
La guerre en Ukraine crée davantage de souffrances humaines et de dégâts économiques	6
La COVID-19 continue de freiner les progrès économiques	8
Prévisions : une production qui reste basse, mais une inflation à son pic	8
Risques pesant sur les perspectives : les facteurs de dégradation dominant encore	17
Action des pouvoirs publics : de l'inflation à la croissance	22
Encadré 1.1. Analyse d'erreurs récentes dans les prévisions de l'inflation des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	28
Encadré 1.2. Pouvoir de marché et inflation pendant la pandémie de COVID-19	32
Encadré 1.3. Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	35
Dossier spécial : évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires	39
Bibliographie	51
Chapitre 2. Dynamique des salaires post-COVID-19 et risques d'une spirale prix-salaires	53
Introduction	53
Épisodes similaires dans l'histoire récente	56
Déterminants des salaires lors du choc de la COVID-19 et de la reprise post-pandémie	58
Désancrage de l'inflation — anticipations et politique publique	63
Conclusions	68
Encadré 2.1. Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	70
Bibliographie	71
Chapitre 3. Impact macroéconomique à court terme des politiques de décarbonation	73
Introduction	73
Décarbonation de l'économie : le temps est venu d'agir de manière crédible	76
Des politiques climatiques permettant d'atteindre les objectifs de Paris	77
Crédibilité des politiques : le facteur clé d'une transition réussie	83
Coûts de la transition en cas de nouveaux reports des mesures	86
Conclusions et conséquences pour l'action des pouvoirs publics	87

Encadré 3.1. Implications à court terme de la tarification du carbone : passage en revue des études consacrées au sujet	89
Encadré 3.2. Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	92
Encadré 3.3. Décarboner le secteur de l'électricité tout en gérant l'intermittence des énergies renouvelables	95
Bibliographie	98
Appendice statistique	101
Hypothèses	101
Modifications récentes	101
Données et conventions	102
Notes sur les pays	103
Classification des pays	105
Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	105
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2021	107
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	108
Tableau C. Union européenne	108
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	109
Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant	110
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	112
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	113
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays	123
Liste des tableaux de l'appendice statistique A	128
Production mondiale (tableaux A1–A4)	129
Inflation (tableaux A5–A7)	136
Politiques financières (tableau A8)	141
Commerce extérieur (tableau A9)	142
Transactions courantes (tableaux A10–A12)	144
Balance des paiements et financement extérieur (tableau A13)	151
Flux de ressources (tableau A14)	155
Scénario de référence à moyen terme (tableau A15)	158
<i>Perspectives de l'économie mondiale, questions d'actualité</i>	159
Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, septembre 2022	169
Tableaux	
Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	10
Tableau 1.2. Aperçu des projections des Perspectives de l'économie mondiale avec pondération selon les taux de change du marché	12
Tableau 1.DS.1. Phases d'envolée des prix du pétrole, des céréales et des aliments	41
Tableau 1.DS.2. Corrélations entre les prix du pétrole et des céréales	42
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	45
Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	46

Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	47
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	48
Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	49
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	50
Tableau 3.1. Trois trains de mesures visant à réduire les émissions de 25 % en 2030	82
Tableau 3.1.1. Comparaison des variations du PIB calculées selon différents modèles	91

Graphiques

Graphique 1.1. Les indicateurs avancés présentent des signes de ralentissement	2
Graphique 1.2. Changements de cycle de la politique monétaire dans les pays du G20	2
Graphique 1.3. Écarts de rendement sur les obligations souveraines des PEPD	2
Graphique 1.4. Les prix de gros des denrées alimentaires et des combustibles devraient baisser	3
Graphique 1.5. Températures terrestres médianes	3
Graphique 1.6. L'inflation hors alimentation et énergie et sa distribution parmi les pays	4
Graphique 1.7. Les pauvres pâtissent le plus de l'inflation	4
Graphique 1.8. Rééquilibrage de la demande : biens et services	5
Graphique 1.9. Inflation liée aux denrées alimentaires et aux combustibles	5
Graphique 1.10. Les taux réels de court terme augmentent	6
Graphique 1.11. Divergence de part et d'autre de l'Atlantique	7
Graphique 1.12. Livraisons de gaz russe à l'UE via différents gazoducs	7
Graphique 1.13. Nouveaux cas confirmés de décès dus à la COVID-19	8
Graphique 1.14. Pays en contraction en proportion du PIB mondial, 2022–23	12
Graphique 1.15. Projections de croissance et d'inflation au niveau mondial	12
Graphique 1.16. Chocs en 2022 : pertes durables de production	14
Graphique 1.17. Séquelles économiques de la pandémie	15
Graphique 1.18. Baisse de l'inflation probable l'année prochaine	16
Graphique 1.19. Soldes courants et positions extérieures globales	17
Graphique 1.20. Mentions des principaux risques macroéconomiques dans les annonces de résultat des entreprises	18
Graphique 1.21. Anticipations d'inflation à long terme	18
Graphique 1.22. Le continent africain compte le moins de personnes vaccinées contre la COVID-19	21
Graphique 1.23. Ralentissement en Chine	21
Graphique 1.24. Taux d'intérêt naturel, États-Unis	23
Graphique 1.25. Appréciation généralisée du dollar	24
Graphique 1.26. Variation du solde primaire corrigé des variations cycliques	24
Graphique 1.27. Surendettement dans les pays émergents et pays en développement	26
Graphique 1.1.1. Prévisions de l'inflation globale	28
Graphique 1.1.2. Erreurs des prévisions de l'inflation globale annuelle publiées dans les PEM par rapport aux prévisions des éditions de janvier précédentes de la <i>Mise à jour des PEM</i>	29
Graphique 1.1.3. Erreurs de prévision de l'inflation hors alimentation et énergie et de la production	29
Graphique 1.1.4. Incidence sur les erreurs de prévision de l'inflation hors alimentation et énergie	30
Graphique 1.2.1. Décomposition de la croissance du déflateur du PIB par composantes des revenus	32
Graphique 1.2.2. Marges pondérées par les ventes et IPC dans un échantillon de pays avancés	33
Graphique 1.2.3. Coefficient de répercussion des coûts de production sur les prix	34
Graphique 1.3.1. Distribution des projections de croissance du PIB mondial	36
Graphique 1.3.2. Incidence des hypothèses du scénario pessimiste sur le PIB et l'inflation	37
Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base	39
Graphique 1.DS.2. Exportations et cours du gaz en provenance de Russie	40

Graphique 1.DS.3. Indice des prix de plusieurs produits de base	41
Graphique 1.DS.4. Réaction des cours des céréales à divers chocs	42
Graphique 1.DS.5. Réaction de l'IPC alimentaire à un choc international sur les prix des denrées alimentaires	43
Graphique 1.DS.6. Projections conditionnelles de l'inflation alimentaire intérieure	44
Graphique 2.1. Dynamique récente des salaires, des prix et du chômage	54
Graphique 2.2. Évolution des salaires, des prix et du chômage après des épisodes passés similaires	57
Graphique 2.3. Évolution des salaires, des prix et du chômage après les épisodes passés d'accélération des prix et des salaires	58
Graphique 2.4. La croissance des salaires nominaux vue à travers le prisme de la courbe de Phillips des salaires	59
Graphique 2.5. Le rôle des caractéristiques structurelles dans la dynamique des salaires	60
Graphique 2.6. Déterminants de l'évolution des salaires, des prix et de l'emploi pendant la pandémie de COVID-19 et lors de la reprise	63
Graphique 2.7. Effets cumulés des tensions sur les chaînes d'approvisionnement et du resserrement monétaire sur les salaires et les prix	65
Graphique 2.8. Effets cumulatifs des tensions sur les chaînes d'approvisionnement sur les anticipations d'inflation	66
Graphique 2.9. Scénarios à court terme avec une trajectoire de taux d'intérêt fixe dans le cadre d'anticipations différentes	67
Graphique 2.10. Scénario de politique publique optimal pour les estimations par apprentissage adaptatif	69
Graphique 2.1.1. Transmission des salaires aux prix	70
Graphique 3.1. Émissions mondiales passées et projetées	76
Graphique 3.2. Incidence macroéconomique en 2030 d'une taxe sur les GES selon différents calibrages des élasticités	79
Graphique 3.3. Incidences macroéconomiques des différentes possibilités de recyclage aux États-Unis	81
Graphique 3.4. Incidences macroéconomiques des trois trains de mesures dans les régions couvertes par la simulation	83
Graphique 3.5. Incidences en 2030 de politiques d'atténuation totalement et partiellement crédibles	84
Graphique 3.6. Incidences macroéconomiques de différentes cibles de politique monétaire aux États-Unis	85
Graphique 3.7. Incidences macroéconomiques de différentes cibles de politique monétaire dans un contexte d'indexation des salaires	86
Graphique 3.8. Mesures de réduction des émissions de GES progressives et retardées aux États-Unis	87
Graphique 3.1.1. Tarification du carbone en 2022 dans plusieurs pays	89
Graphique 3.2.1. Prix du carbone en Suède	92
Graphique 3.2.2. Prix du carbone et couverture des émissions, 2022	93
Graphique 3.3.1. Prix de gros mensuels de l'électricité dans plusieurs pays européens	95
Graphique 3.3.2. Prix journaliers de l'électricité dans plusieurs pays européens en fonction de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité	96

HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les *taux de change effectifs réels* resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 22 juillet 2022 et le 19 août 2022, et que les taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les *politiques économiques nationales* actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 98,19 dollars le baril en 2022 et de 85,52 dollars le baril en 2023 ; que le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 1,8 % en 2022 et à 4,0 % en 2023 pour les États-Unis, à -0,2 % en 2022 et à 0,8 % en 2023 pour la zone euro, et à -0,1 % en 2022 et à 0,0 % en 2023 pour le Japon ; enfin, le *rendement des obligations d'État à dix ans* s'établira en moyenne à 3,2 % en 2022 et à 4,4 % en 2023 pour les États-Unis, à 0,9 % en 2022 et à 1,3 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,2 % en 2022 et à 0,3 % en 2023 pour le Japon. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 26 septembre 2022.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes ;
- – entre des années ou des mois (par exemple 2021–22 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement ;
- / entre deux années (par exemple 2021/22) indique un exercice budgétaire (financier).
- Par « billion », il faut entendre mille milliards.
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à $\frac{1}{4}$ de point (de pourcentage).
- Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.
- Pour certains pays, les données de 2021 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations, et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

- Pour l'Algérie, à partir de l'édition d'octobre 2022 des PEM, le total des dépenses publiques et la capacité nette/le besoin net de financement englobent les prêts nets consentis par l'État, ce qui s'explique principalement par l'appui apporté au régime de retraite et à d'autres entités du secteur public.
- Les projections pour le secteur budgétaire de l'Équateur, qui ne figuraient pas dans l'édition précédente en raison d'entretiens en cours au titre de la revue du programme, sont présentées dans cette édition.
- Les données prévisionnelles pour la Tunisie, auparavant écartées en raison d'entretiens techniques en cours en vue de possibles négociations au titre d'un programme, sont maintenant incluses.
- La Turquie est désormais dénommée Türkiye.
- Pour le Sri Lanka, certaines projections correspondant à la période 2023–27 ne sont pas publiées en raison d'entretiens en cours au sujet de la restructuration de la dette souveraine, à la suite de l'accord au niveau des services récemment conclu sur un programme appuyé par le FMI.

- Pour le Venezuela, une révision de données rétrospectives à partir de 2012 a été réalisée à la suite d'améliorations méthodologiques. Des variables nominales qui n'avaient pas été publiées dans l'édition d'avril 2022 des PEM figurent dans cette édition.

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Dans ce rapport, les graphiques et les tableaux qui citent parmi leurs sources les « calculs des services du FMI » ou les « estimations des services du FMI » utilisent des données qui proviennent de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.
- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.
- Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

AUTRES INFORMATIONS

Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Web du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

Versions imprimée et numériques

Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse imfbk.st/512000.

Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues et HTML) sont disponibles à la bibliothèque en ligne du FMI : <http://www.elibrary.imf.org/OCT22WEO>.

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Web du FMI à l'adresse www.imf.org/publications/weo ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des *Perspectives de l'économie mondiale*.



Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse www.imf.org/external/terms.htm.

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et le site du FMI (www.imf.org). On trouvera à la même adresse un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les *International Financial Statistics* du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies «telles quelles» et «telles que disponibles», et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et sur le site Internet du FMI (www.imf.org). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur (www.imf.org/external/terms.htm).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division
Research Department
International Monetary Fund
700 19th Street, NW
Washington, DC 20431, USA
Forum en ligne : www.imf.org/weoforum

PRÉFACE

Les projections et l'analyse présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidentale et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Pierre-Olivier Gourinchas, conseiller économique et directeur du département des études. Les travaux ont été dirigés par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, et Daniel Leigh, chef de division du département des études.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Silvia Albrizio, Jorge Alvarez, Philip Barrett, Mehdi Benatiya Andaloussi, John Bluedorn, Christian Bogmans, Benjamin Carton, Christopher Evans, Allan Dizioli, Niels-Jakob Hansen, Florence Jaumotte, Christoffer Koch, Toh Kuan, Dirk Muir, Jean-Marc Natal, Diah Noureldin, Augustus J. Panton, Andrea Pescatori, Ervin Prifti, Alexandre Sollaci, Martin Stuermer, Nico Valckx, Simon Voigts et Philippe Wingender.

Ont aussi contribué : Michael Andriele, Gavin Asdorian, Jared Bebee, Rachel Brasier, Moya Chin, Yaniv Cohen, Federico Díez, Wenchuan Dong, Angela Espiritu, Rebecca Eyassu, Ziyang Han, Jinjin He, Youyou Huang, Eduard Laurito, Jungjin Lee, Li Lin, Li Longj, Yousef F. Nazer, Cynthia Nyanchama Nyakeri, Emory Oakes, Myrto Oikonomou, Clarita Phillips, Carlo Pizzinelli, Rafael Portillo, Evgenia Pugacheva, Tianchu Qi, Yiyuan Qi, Aneta Radzikowski, Max Rozycki, Muhammad Ahsan Shafique, Nicholas Tong, Yarou Xu, Jiaqi Zhao et Canran Zheng.

Joseph Procopio (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec le concours de Michael Harrup en matière de production et de relecture ainsi que de Lucy Scott Morales, de James Unwin, d'Harold Medina et de son équipe, du Grauel Group et de TalentMEDIA Services.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 29 septembre 2022. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

Alors que l'horizon s'assombrit, les décideurs doivent maintenir le cap.

L'économie mondiale continue d'être confrontée à des défis de taille, sous l'effet persistant de trois forces puissantes : l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une crise du coût de la vie provoquée par des pressions inflationnistes qui se prolongent et s'étendent, et un ralentissement en Chine.

D'après nos dernières prévisions, la croissance mondiale devrait demeurer inchangée en 2022, à 3,2 %, puis ralentir à 2,7 % en 2023, soit 0,2 point de pourcentage de moins que selon les prévisions de juillet, avec une probabilité de 25 % qu'elle passe sous la barre des 2 %. Plus d'un tiers de l'économie mondiale se contractera cette année ou l'année prochaine, tandis que les trois principales économies (États-Unis, Union européenne et Chine) resteront au point mort. En somme, le pire est encore à venir et pour beaucoup, 2023 aura l'effet d'une récession.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie continue de déstabiliser fortement l'économie mondiale. Outre l'escalade insensée de destructions de vies et de moyens d'existence, elle a provoqué une grave crise énergétique en Europe qui augmente considérablement le coût de la vie et freine l'activité économique. Les prix du gaz ont plus que quadruplé en Europe depuis 2021, la Russie ayant ramené ses livraisons de gaz à moins de 20 % de leur niveau de 2021, ce qui fait craindre des pénuries d'énergie l'hiver prochain, et même après. Plus généralement, le conflit a aussi fait augmenter les prix alimentaires sur les marchés mondiaux, même si l'« initiative céréalière de la mer Noire » a récemment amélioré la situation. Cette augmentation a mis les ménages à faible revenu du monde entier en grande difficulté, en particulier dans les pays à faible revenu.

Des pressions inflationnistes persistantes et croissantes ont déclenché un durcissement rapide et synchronisé des conditions monétaires, parallèlement à une forte appréciation du dollar par rapport à la plupart des autres monnaies. Le resserrement des conditions monétaires et financières mondiales aura des répercussions sur l'ensemble de l'économie, pesant sur la demande et contribuant à dompter progressivement l'inflation. Jusqu'à présent, les pressions sur les prix se révèlent cependant

assez tenaces, ce qui est très préoccupant pour les décideurs. L'inflation mondiale devrait culminer à la fin de 2022, mais rester élevée plus longtemps que prévu, redescendant à 4,1 % d'ici à 2024.

En Chine, les confinements fréquents en application de la politique zéro COVID ont porté un coup dur à l'économie chinoise, en particulier au deuxième trimestre 2022. De plus, le secteur de l'immobilier, qui représente un cinquième environ de l'activité économique du pays, connaît un fléchissement rapide. Compte tenu de la taille de l'économie chinoise et de son importance pour les chaînes d'approvisionnement mondiales, cette situation va peser lourdement sur le commerce et l'activité à l'échelle internationale.

La conjoncture extérieure est déjà très difficile pour de nombreux pays émergents et pays en développement. L'appréciation marquée du dollar intensifie sensiblement les pressions sur les prix intérieurs et la crise du coût de la vie dans ces pays. Les mouvements de capitaux ne se sont pas rétablis, et de nombreux pays en développement et pays à faible revenu restent en situation de surendettement. Les chocs de 2022 vont rouvrir les blessures dont souffrait l'économie, qui ne s'étaient que partiellement cicatrisées après la pandémie.

Les risques de révision à la baisse des perspectives restent élevés, et les arbitrages nécessaires pour faire face à la crise du coût de la vie sont devenus extrêmement difficiles. Le risque de mal calibrer les mesures monétaires, budgétaires ou financières a fortement augmenté à l'heure où l'économie mondiale reste plus fragile que jamais et où des signes de tension apparaissent sur les marchés financiers.

L'intensification des pressions sur les prix demeure la menace la plus immédiate qui pèse sur la prospérité actuelle et future, car elle comprime les revenus réels et fragilise la stabilité macroéconomique. Dans le monde entier, les banques centrales concentrent aujourd'hui leurs efforts sur le rétablissement de la stabilité des prix, et le rythme du resserrement de leur politique s'est fortement accéléré. Le risque est à la fois d'en faire trop et pas assez. Un durcissement insuffisant renforcerait davantage le processus inflationniste, saperait la crédibilité des banques centrales et provoquerait un désancrage des

anticipations d'inflation. Or l'histoire nous a montré à maintes reprises que cela ne ferait qu'accroître, à terme, le coût d'une maîtrise de l'inflation. Un durcissement excessif risquerait d'entraîner l'économie mondiale dans une récession inutilement sévère. Comme l'ont fait valoir récemment plusieurs instances, ce durcissement excessif est plus probable lorsque les banques centrales n'agissent pas de façon coordonnée. Les marchés financiers peuvent eux aussi peiner à faire face à un durcissement si son rythme est trop rapide. Ces erreurs n'ont cependant pas un coût égal. Sous-estimer une fois de plus à quel point l'inflation est obstinément tenace pourrait se révéler beaucoup plus préjudiciable à la stabilité macroéconomique future, car cela ébranlerait gravement la crédibilité que les banques centrales avaient péniblement gagnée. À mesure que le rythme de croissance va commencer à ralentir et que les fragilités financières se feront jour, les appels à assouplir les conditions monétaires se feront inévitablement plus pressants. Lorsqu'il y a lieu, les mesures financières devront faire en sorte que les marchés restent stables, mais les banques centrales du monde entier doivent maintenir le cap et bien concentrer leur politique monétaire sur la maîtrise de l'inflation.

Pour autant, ces difficultés ne signifient pas qu'un fléchissement de grande ampleur est inévitable. Dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro, les marchés du travail restent tendus, avec des taux de chômage historiquement bas et de nombreux postes vacants. Le chapitre 2 du présent rapport montre comment dans le contexte actuel, malgré la hausse rapide des prix et des salaires, on peut encore éviter d'entrer dans une spirale prix-salaires, à moins que les anticipations d'inflation ne perdent leur ancrage.

Formuler une politique budgétaire qui convient en tenant compte de la juxtaposition des crises énergétique, alimentaire et du coût de la vie est devenu un défi redoutable pour de nombreux pays. Permettez-moi de rappeler ici quelques principes importants. Premièrement, dans les pays où la pandémie recule bien, il est temps de reconstituer les volants budgétaires. La pandémie a montré de façon frappante qu'il était essentiel de disposer d'un espace budgétaire pour faire face aux crises. Les pays qui avaient le plus de marge de manœuvre sur ce plan ont été mieux à même de protéger les ménages et les entreprises. Deuxièmement, la politique budgétaire ne doit pas contrecarrer les efforts des autorités monétaires pour calmer l'inflation. Autrement, elle ne ferait que prolonger le combat pour réduire l'inflation,

risquerait de déstabiliser les anticipations d'inflation, augmenterait les coûts de financement et alimenterait l'instabilité financière, compliquant ainsi la tâche non seulement des autorités budgétaires, mais aussi des autorités monétaires et financières, comme les événements récents l'ont montré. Troisièmement, la crise énergétique, en particulier en Europe, n'est pas un choc transitoire. Le réajustement géopolitique de l'approvisionnement énergétique à la suite de la guerre que la Russie mène à l'Ukraine est à la fois vaste et permanent. L'hiver 2022 sera difficile pour l'Europe, mais il y a lieu de s'attendre à ce que l'hiver 2023 soit pire. Les autorités budgétaires de la région doivent donc planifier et coordonner leur action en conséquence. Quatrièmement, les signaux donnés par les prix sont essentiels pour contribuer à réduire la demande et stimuler l'offre. Des mesures telles que la réglementation des prix, les subventions non ciblées ou les interdictions d'exporter sont coûteuses sur le plan budgétaire et se traduisent par une demande excédentaire, une offre insuffisante, une mauvaise allocation des ressources, un rationnement et des primes au marché noir. L'histoire nous a appris qu'elles sont rarement efficaces. Au contraire, la politique budgétaire doit viser à protéger les plus vulnérables à l'aide de transferts ciblés et temporaires. Si des pays ne peuvent éviter d'apporter un certain soutien budgétaire global, en particulier les pays les plus touchés par la crise énergétique, il est important d'inscrire ces mesures dans un cadre budgétaire à moyen terme crédible. Cinquièmement, la politique budgétaire peut aider les pays à s'adapter à une conjoncture plus instable et à rebondir en investissant dans le développement de la capacité de production : le capital humain, la transformation numérique, l'énergie verte et la diversification des chaînes d'approvisionnement peuvent rendre les pays plus résilients face aux prochaines crises. Hélas, ces principes simples ne guident pas uniformément les politiques actuelles, et le risque que de nombreux pays adoptent des programmes de relance budgétaire surdimensionnés et mal ciblés n'est pas négligeable.

Dans beaucoup de pays émergents, la vigueur du dollar crée de graves difficultés, car elle durcit les conditions financières et augmente le coût des produits importés. Le dollar est aujourd'hui à son plus haut niveau depuis le début de la première décennie 2000. Jusqu'à présent, cette appréciation semble résulter essentiellement de forces fondamentales telles que le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis et la crise énergétique. Dans la plupart des pays, la riposte adéquate

consiste à calibrer la politique monétaire de façon à maintenir la stabilité des prix, tout en laissant les taux de change s'adapter, en conservant des réserves de change qui seraient précieuses si la situation financière s'aggravait vraiment. Alors qu'un avis de tempête plane sur l'économie mondiale, des turbulences financières pourraient bien surgir, incitant les investisseurs à privilégier des investissements refuges tels que les titres du Trésor des États-Unis, ce qui ferait grimper encore plus le dollar. Le temps est venu pour les décideurs des pays émergents de fermer les écoutilles. Les pays admissibles qui mènent des politiques avisées doivent envisager sans délai d'améliorer leurs volants de liquidité en sollicitant un accès aux instruments de précaution du FMI. À terme, les pays doivent également viser à réduire au minimum les répercussions des turbulences financières à venir en prenant à la fois des mesures macroprudentielles préventives et des mesures relatives aux flux de capitaux, lorsqu'il y a lieu, conformément à notre cadre stratégique intégré. Trop de pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou s'en rapprochent. Pour éviter une vague de crises de la dette souveraine, il est urgent d'aider les pays les plus touchés à bénéficier d'une restructuration ordonnée de leur dette au titre du cadre commun du Groupe des Vingt, avant qu'il ne soit trop tard.

Enfin, les crises énergétique et alimentaire, conjuguées aux températures estivales extrêmes, nous montrent sans ambages à quoi ressemblerait la transition climatique si elle n'était pas maîtrisée. Il y a beaucoup à faire pour mettre en œuvre les politiques climatiques propres à éviter les effets catastrophiques des changements climatiques. On verra au chapitre 3 que ces mesures pourraient avoir de légères conséquences néfastes sur l'activité et l'inflation à court terme, mais que ces conséquences sont sans commune mesure avec les coûts catastrophiques de l'inaction. Qui plus est, plus on tarde à s'engager dans la transition écologique, plus ces coûts augmentent fortement. Le message est donc clair : une transition crédible et sans retard n'est pas seulement essentielle pour l'avenir de notre planète, elle favorise également la stabilité macroéconomique.

C'est en progressant dans la mise en œuvre des mesures climatiques, ainsi que dans la résolution de la dette et sur d'autres questions multilatérales spécifiques, que l'on prouvera qu'un multilatéralisme déterminé peut effectivement assurer le progrès de tous et réussir à surmonter les risques d'une fragmentation géoéconomique.

Pierre-Olivier Gourinchas
Conseiller économique

L'économie mondiale traverse des turbulences difficiles à négocier. L'inflation, qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives. La normalisation des politiques monétaires et budgétaires, qui avaient apporté un soutien sans précédent pendant la pandémie, freine la demande en cette période où les décideurs sont soucieux de ramener l'inflation aux niveaux cibles. Cependant, les pays sont de plus en plus nombreux à connaître un ralentissement, voire une contraction, de leur activité économique. Le sort de l'économie mondiale dépend essentiellement de la bonne calibration de la politique monétaire, du déroulement de la guerre en Ukraine et d'éventuelles nouvelles perturbations de l'offre liées à la pandémie, en Chine par exemple.

La croissance mondiale devrait ralentir de 6,0 % en 2021 à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023. Ce profil de croissance, le plus morose depuis 2001 si l'on excepte la crise financière mondiale et le pic de la pandémie de COVID-19, tient aux ralentissements marqués des grandes puissances économiques : une contraction du PIB américain au premier semestre de 2022, suivi d'un repli dans la zone euro au second, et une persistance des flambées de COVID-19 et des confinements en Chine, sur fond de crise grandissante du secteur immobilier. Environ un tiers de l'économie mondiale connaîtra des taux de croissance négatifs pendant deux trimestres consécutifs. Selon les prévisions, l'inflation mondiale bondira de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et 4,1 % en 2024. C'est dans les pays avancés que l'inflation a le plus souvent été plus élevée qu'attendu, alors que l'on constate une plus grande variabilité dans les pays émergents et les pays en développement.

Des risques de détérioration plus élevés que d'habitude continuent de peser sur les perspectives. Les autorités monétaires pourraient faire fausse route dans leurs stratégies de réduction de l'inflation. Les grands pays pourraient maintenir des orientations de plus en plus divergentes, ce qui alimenterait l'appréciation du dollar et

les tensions entre pays. L'inflation pourrait persister plus encore, sous l'effet de nouveaux chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale pourrait être à l'origine d'une vague de surendettement dans les pays émergents. L'interruption des livraisons de gaz par la Russie pourrait faire baisser la production en Europe. La croissance pourrait de nouveau être entravée par une résurgence de la COVID-19 ou de nouvelles alertes sanitaires d'ampleur mondiale. Une aggravation de la crise du secteur immobilier en Chine pourrait se propager à son secteur bancaire et peser lourdement sur la croissance du pays, ce qui aurait des retombées néfastes sur le reste du monde. Enfin, la fragmentation géopolitique pourrait gêner les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux, entravant davantage la coopération en matière climatique. Les aléas qui influent sur les perspectives sont nettement orientés à la baisse : la probabilité de voir la croissance mondiale à un horizon d'un an passer sous la barre des 2,0 % (dans le dixième centile des chiffres de la croissance mondiale depuis 1970) est d'environ 25 %.

Pour prévenir ces risques, il faut avant tout que la politique monétaire continue de s'employer à rétablir la stabilité des prix. Comme démontré dans le chapitre 2, il est capital de procéder sans délai à un durcissement vigoureux de la politique monétaire afin d'éviter un désancrage des anticipations d'inflation, qui pourrait survenir si les ménages et les entreprises fondent leurs attentes en matière de salaires et de prix sur l'évolution récente de l'inflation. La politique budgétaire doit avoir pour priorité la protection des groupes vulnérables au moyen d'aides ciblées à court terme pour atténuer les effets de la crise du coût de la vie, qui se fait sentir à l'échelle mondiale. Néanmoins, son orientation globale doit rester suffisamment restrictive pour ne pas détourner la politique monétaire de son cap. Une amélioration sensible des cadres de résolution de la dette s'impose pour remédier à l'aggravation de l'endettement des États provoquée par le ralentissement de la croissance et l'augmentation des coûts de l'emprunt. Dans ce contexte de resserrement des conditions financières, les autorités macroprudentielles doivent faire preuve de vigilance face aux risques

systemiques. Une intensification des réformes structurelles destinées à améliorer la productivité et la capacité économique atténuerait les problèmes d'approvisionnement, ce qui épaulerait la politique monétaire dans sa lutte contre l'inflation. Les mesures visant à accélérer la transition vers les énergies vertes porteront leurs fruits à long terme en matière de sécurité énergétique et de coûts

du changement climatique. Comme le montre le chapitre 3, l'introduction progressive des mesures adéquates au cours des huit prochaines années permettra de maîtriser le coût macroéconomique. Enfin, une coopération multilatérale efficace évitera une fragmentation qui pourrait anéantir les progrès accomplis en matière de bien-être économique grâce à 30 ans d'intégration économique.

Inflation et incertitude

Le monde traverse une période d'instabilité : des mutations, tant économiques que géopolitiques et écologiques, influent sur les perspectives mondiales. L'inflation a atteint des sommets inégalés depuis plusieurs décennies, ce qui a amené les autorités monétaires à durcir rapidement leur politique et a amputé le budget des ménages, au moment même où les aides budgétaires liées à la pandémie de COVID-19 faiblissent. De nombreux pays à faible revenu sont confrontés à de profondes difficultés budgétaires. Dans le même temps, la guerre qui se poursuit en Ukraine et les tensions dans d'autres régions ont accru la possibilité de bouleversements géopolitiques majeurs. Bien que les effets de la pandémie se soient atténués dans la plupart des pays, ils persistent et continuent de perturber l'activité économique, en particulier en Chine. De plus, l'intensité des vagues de chaleur et des sécheresses dans l'ensemble de l'Europe et de l'Asie centrale et du Sud a donné un avant-goût d'un avenir plus inhospitalier assombri par les changements climatiques mondiaux.

Dans ce contexte changeant, des données publiées récemment confirment que l'économie mondiale connaît un ralentissement généralisé alors que les aléas négatifs, y compris ceux mis en lumière dans la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) de juillet 2022, se concrétisent, même s'ils s'accompagnent de certains signaux contradictoires. Le deuxième trimestre de 2022 a vu le PIB réel mondial se contracter légèrement, la croissance baissant de 0,1 point de pourcentage en taux trimestriel annualisé, avec une croissance négative en Chine, en Russie et aux États-Unis, et de forts ralentissements dans les pays d'Europe de l'Est les plus directement touchés par la guerre en Ukraine et les sanctions internationales visant à faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin aux hostilités. Dans le même temps, certaines grandes économies ne se sont pas contractées. La croissance dans la zone euro a dépassé les prévisions au deuxième trimestre, portée par la croissance des pays d'Europe méridionale tributaires du tourisme. Les indicateurs avancés, notamment les nouvelles commandes dans l'industrie manufacturière et les indicateurs du climat économique, laissent entrevoir un ralentissement dans les grandes économies (graphique 1.1). Dans certains cas,

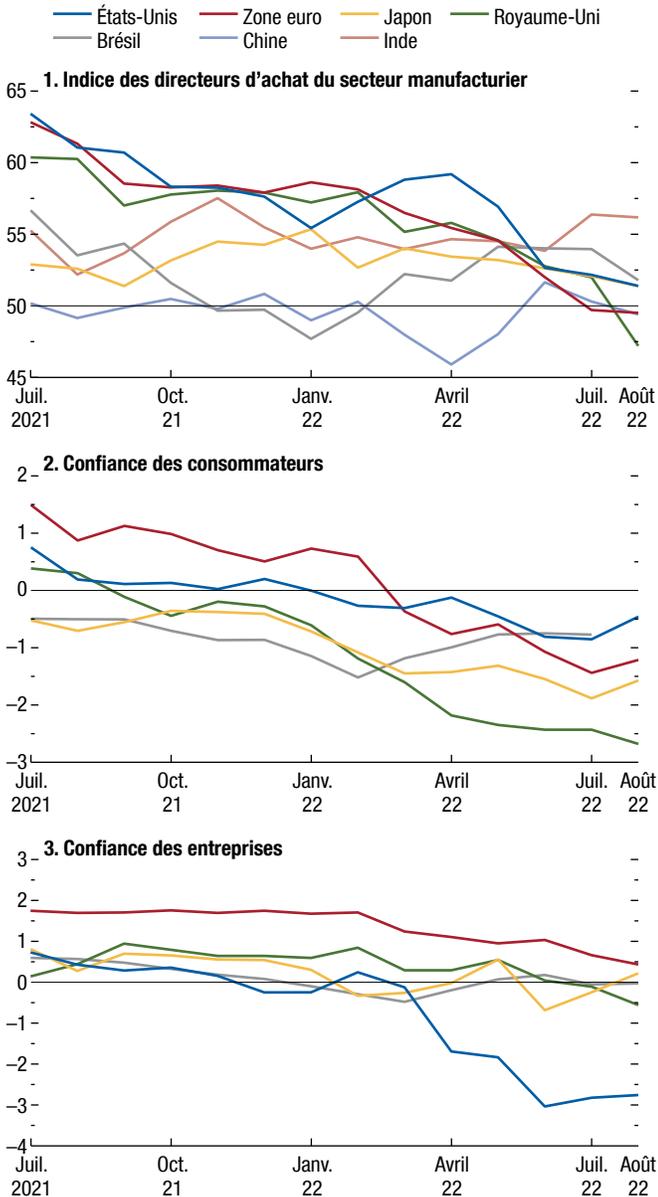
cependant, les signaux sont contradictoires, certains indicateurs révélant des faiblesses dans la production sur fond de solidité du marché du travail.

Un facteur important sur lequel repose le ralentissement du premier semestre de cette année est le retrait rapide de la politique monétaire accommodante alors que de nombreuses banques centrales s'efforcent de modérer une inflation durablement élevée (graphique 1.2). La hausse des taux d'intérêt et l'augmentation concomitante du coût des emprunts, notamment les taux hypothécaires, produisent l'effet souhaité en calmant la demande intérieure, le marché du logement montrant les signes les plus précoces, et les plus évidents, d'un ralentissement dans certains pays comme les États-Unis. Le resserrement de la politique monétaire s'est en général accompagné d'une réduction de l'appui budgétaire qui avait soutenu le revenu disponible des ménages, même si cela n'a pas été le cas partout. Globalement, les taux directs nominaux sont aujourd'hui supérieurs à leur niveau d'avant la pandémie, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Alors que l'inflation est élevée, de façon générale, les taux d'intérêt réels n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la pandémie. Le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, à l'exception notable de la Chine (édition d'octobre 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde), s'est traduit par une forte appréciation réelle du dollar des États-Unis.

Cette situation a en outre creusé les écarts de rendement (la différence entre le rendement des obligations d'État libellées en dollar des États-Unis ou en euro et le rendement des obligations d'État des États-Unis ou de l'Allemagne) dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire surendettés (graphique 1.3). En Afrique subsaharienne, les écarts de rendement de plus des deux tiers des obligations souveraines ont dépassé 700 points de base en août 2022, et ainsi atteint un niveau sensiblement plus élevé qu'il y a un an. En Europe orientale et centrale, les effets de la guerre en Ukraine ont exacerbé le revirement de l'appétit pour le risque à l'échelle mondiale.

Outre la politique monétaire, les flambées de COVID-19 et les restrictions sur les déplacements en Chine dans le cadre de la stratégie zéro COVID des autorités, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont également

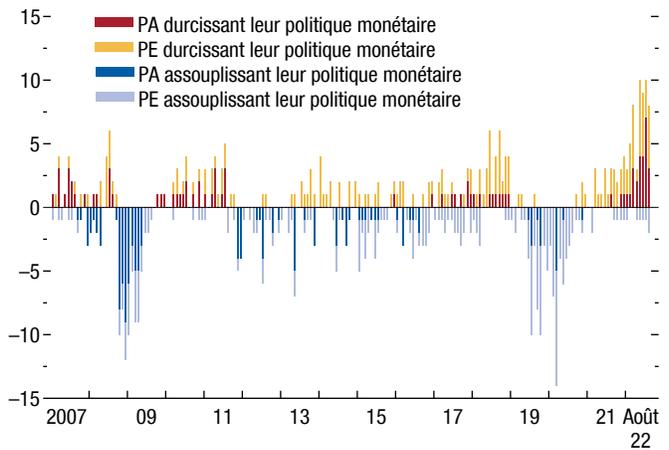
Graphique 1.1. Les indicateurs avancés présentent des signes de ralentissement
(Indices)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Dans la page 1, un indice des directeurs d'achat supérieur à 50 indique une expansion. Les valeurs indiquées dans les pages 2 et 3 sont des scores z normalisés.

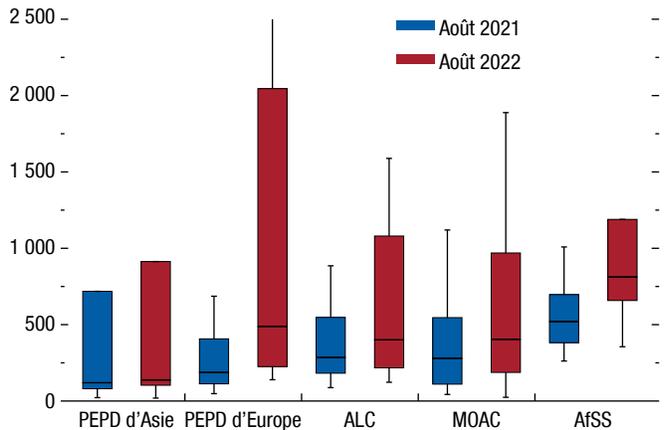
freiné l'activité économique. Les confinements en Chine ont imposé des contraintes notables dans le pays et grippé des chaînes de valeur mondiales déjà mises à rude épreuve. La guerre en Ukraine et l'aggravation des réductions des livraisons de gaz en Europe ont amplifié les difficultés pré-existantes des marchés mondiaux des matières premières et fait augmenter une fois de plus les prix du gaz naturel (graphique 1.4). Les économies européennes, y compris la

Graphique 1.2. Changements de cycle de la politique monétaire dans les pays du G20
(Nombre de hausses et de baisses des taux directeurs)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.
Note : PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

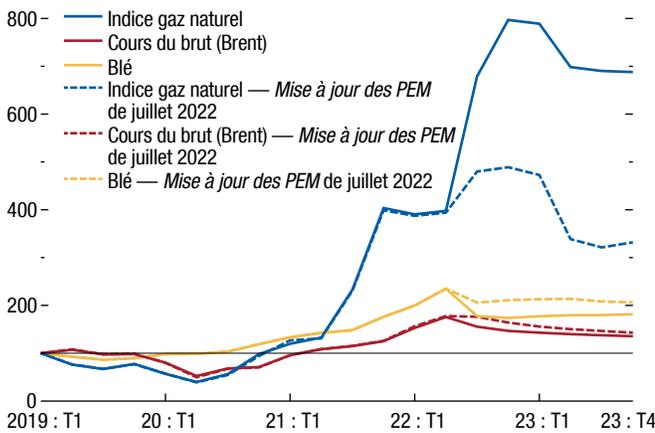
Graphique 1.3. Écarts de rendement sur les obligations souveraines des PEPD
(En points de base)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.
Note : Les rectangles représentent le quartile supérieur, la médiane et le quartile inférieur des pays membres de chaque région, et les segments verticaux donnent les valeurs maximale et minimale bornant un intervalle dont la longueur est égale à 1,5 fois l'écart entre le quartile supérieur et le quartile inférieur. L'axe des ordonnées n'indique pas de valeur supérieure à 2 500 points de base. AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

plus grande, à savoir l'Allemagne, sont exposées aux répercussions des réductions des livraisons de gaz. L'incertitude qui continue d'entourer l'offre énergétique a contribué à ralentir l'activité économique réelle en Europe, en particulier dans le secteur manufacturier, et a érodé la confiance des consommateurs et, dans une moindre mesure, des entreprises (graphique 1.1). Toutefois, une forte reprise dans

Graphique 1.4. Les prix de gros des denrées alimentaires et des combustibles devraient baisser
(Indice, janvier 2019 = 100)



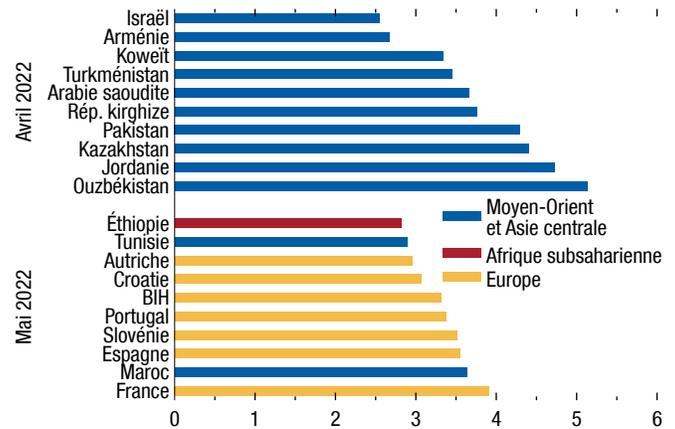
Source : calculs des services du FMI.
Note : L'indice gaz naturel associe les indices européen, japonais et américain.
PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

les pays du Sud dépendants du tourisme les a aidés à enregistrer une croissance globale au premier semestre de 2022 plus forte que prévu.

Les prix des produits alimentaires, qui ont été cette année, jusqu'à présent, le moteur principal de l'inflation mondiale, ont apporté l'une des rares bonnes nouvelles, avec une baisse des cours à terme (graphique 1.4) et l'initiative céréalière de la mer Noire qui laissent espérer une amélioration de l'offre les mois prochains. Plus généralement, certains signes indiquent que les prix des produits de base pourraient commencer à fléchir alors que la demande mondiale ralentit, ce qui contribue à modérer l'inflation. Toutefois, les vagues récentes de chaleur et de sécheresse extrêmes rappellent brutalement la menace que fait peser à court terme le changement climatique et ses conséquences probables sur la productivité agricole (graphique 1.5).

Même si un léger rebond est prévu au deuxième semestre de 2022, la croissance sur l'ensemble de l'année va vraisemblablement être inférieure au niveau moyen auquel elle se situait avant la pandémie et la forte reprise de la croissance de 2021. En 2022, on prévoit que l'économie mondiale connaîtra une croissance de 3,2 % par rapport à 2021, la croissance dans les pays avancés s'établissant à 2,4 % et dans les pays émergents et les pays en développement à 3,7 %. L'économie mondiale se développera encore plus lentement en 2023, au rythme de 2,7 %, soit 1,1 % dans les pays avancés et 3,7 % dans les pays émergents et les pays en développement.

Graphique 1.5. Températures terrestres médianes
(Degrés Celsius ; écarts par rapport aux normales 1960–91)



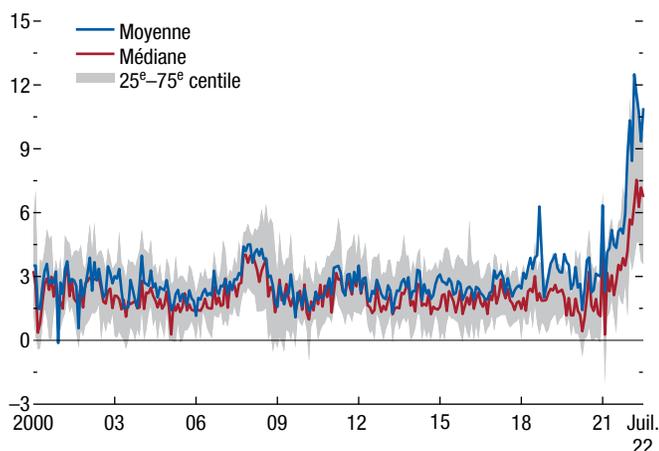
Sources : Osborn *et al.*, (2021) ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique représente les écarts par rapport aux températures mensuelles normales entre 1960 et 1991 des 10 pays les plus chauds par mois.
BIH = Bosnie-Herzégovine.

Trois grands facteurs déterminent ces perspectives économiques : l'orientation de la politique monétaire face à l'inflation élevée, l'impact de la guerre en Ukraine et l'effet durable des confinements et des perturbations des chaînes d'approvisionnement liés à la pandémie. Chacune de ces forces est analysée dans les sections suivantes avant une présentation détaillée des perspectives.

Les banques centrales luttent contre une inflation obstinément élevée

Depuis 2021, l'inflation a augmenté de façon plus rapide et persistante que prévu. En 2022, dans les pays avancés, elle a atteint son taux le plus élevé depuis 1982. Bien que l'inflation soit un phénomène général qui touche la plupart des pays du monde (graphique 1.6), c'est dans les pays en développement, parmi les groupes dont les revenus sont les plus faibles, que ses conséquences sont les plus graves. Dans ces pays, les ménages consacrent jusqu'à la moitié de leurs dépenses de consommation à l'alimentation, ce qui signifie que l'inflation peut avoir un effet particulièrement prononcé sur la santé humaine et les niveaux de vie (graphique 1.7). Malgré un léger recul de l'indice des prix à la consommation en juillet et août, aux États-Unis, l'inflation a atteint l'un de ses niveaux les plus hauts en une quarantaine d'années, les prix d'août étant plus élevés de 8,3 % par rapport à un an plus tôt. La zone euro a vu l'inflation atteindre 10 % en septembre, tandis

Graphique 1.6. L'inflation hors alimentation et énergie et sa distribution parmi les pays
(Valeurs annualisées, en pourcentage)



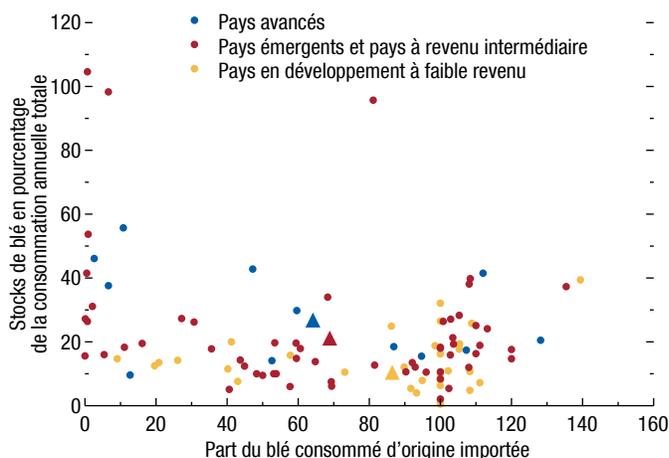
Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les pays étudiés sont : ARG, BRA, CAN, CHE, CHL, CHN, COL, CZE, DEU, DNK, ESP, FRA, GBR, HKG, HUN, IDN, IND, ISR, ITA, JPN, KOR, MEX, MYS, NOR, PER, PHL, POL, RUS, SGP, SWE, THA, TUR, TWN, USA et ZAF. Ce groupe de pays représente 89,4 % du PIB des pays avancés, 75 % du PIB des pays émergents et des pays en développement, et 81 % du PIB mondial pondéré en parités de pouvoir d'achat. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

que le Royaume-Uni a enregistré une inflation annuelle de 9,9 %. On estime que les pays émergents et les pays en développement ont connu une inflation de 10,1 % au deuxième trimestre de 2022 et que leur inflation atteindra un sommet de 11,0 % au troisième trimestre, taux le plus élevé depuis 1999. Les répercussions de la forte reprise de la demande l'année dernière et la poursuite du rééquilibrage de la demande en faveur des services comme les voyages (graphique 1.8) ont provoqué la hausse de l'inflation. Malgré la baisse des cours à terme, la répercussion tardive de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques des marchés mondiaux des matières premières sur les prix à la consommation pourrait continuer de faire augmenter l'inflation encore davantage à court terme. En Europe, ces effets sont aggravés par l'impact considérable des chocs énergétiques liés à la guerre, tandis qu'en Asie, une incidence plus limitée sur les prix des produits alimentaires contribue à empêcher l'inflation d'augmenter autant qu'ailleurs (graphique 1.9).

Un phénomène important intervenu récemment est que, bien que des chocs volatils sur des éléments tels que les prix de l'énergie ou de l'alimentation soient responsables d'une grande partie de l'inflation globale, ils n'en sont plus les moteurs prépondérants. C'est plutôt l'inflation sous-jacente, mesurée à l'aide de différents indicateurs de l'inflation hors énergie et alimentation, qui a

Graphique 1.7. Les pauvres pâtissent le plus de l'inflation
(Pourcentage, 2022)



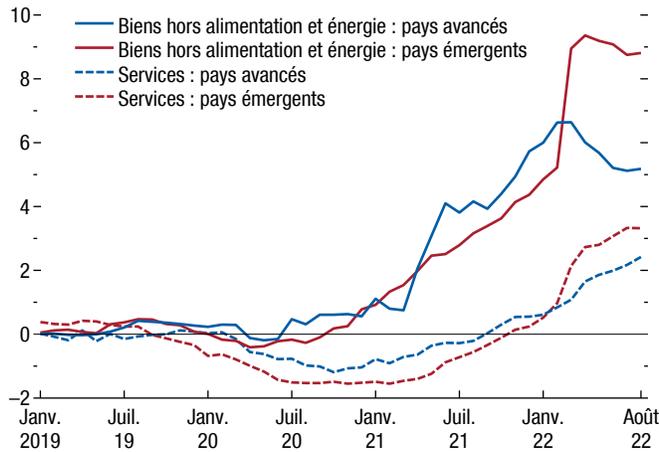
Sources : ministère de l'Agriculture des États-Unis, service agricole pour l'étranger ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Les données sont calculées à partir d'estimations des niveaux de stocks à la fin du premier trimestre 2022 et de projections des niveaux de consommation en 2022. La part des importations peut dépasser 100 % du fait de l'accumulation des stocks et des réexportations. Les triangles représentent les moyennes par groupe de pays.

elle aussi augmenté et qui va sans doute rester élevée une bonne partie du deuxième semestre de 2022. L'inflation hors alimentation et énergie devrait s'établir à 6,6 % au niveau mondial d'un quatrième trimestre à l'autre, sous l'effet des prix de l'énergie, des pressions sur les coûts exercées par les chaînes d'approvisionnement et des pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans les pays avancés. À l'inverse, le ralentissement de l'activité économique en Chine a lui aussi réduit l'inflation sous-jacente. En moyenne, les salaires nominaux mettent du temps à augmenter face à l'inflation, ce qui amène les salaires réels à diminuer et à agir comme un amortisseur sur la demande (voir le chapitre 2). Mais, malgré une incertitude sporadique, les anticipations d'inflation à long terme sont généralement restées stables dans la plupart des grandes économies.

L'inflation élevée en 2021 et 2022 a surpris de nombreux prévisionnistes macroéconomiques, y compris au sein du FMI. Des hausses inattendues de l'inflation se sont produites dans la plupart des économies, mais elles ont été particulièrement nombreuses dans les pays avancés. Une question simple se pose alors : pour quelle raison ? Bien que notre compréhension de cette question évolue encore, il est probable que les prévisionnistes aient sous-estimé l'effet de la forte reprise économique de 2021, soutenue par des interventions budgétaires dans

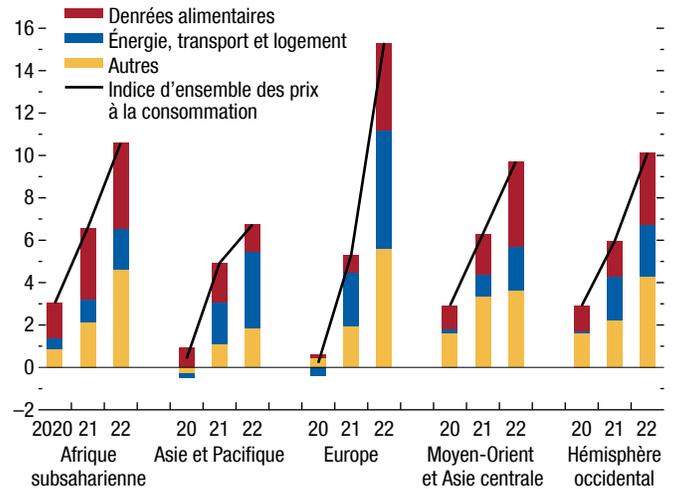
Graphique 1.8. Rééquilibrage de la demande : biens et services
(Écart en pourcentage par rapport aux moyennes antérieures à la pandémie)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
 Note : Les courbes représentent, pour chaque secteur, la différence entre la variation en pourcentage sur un an des indices de prix, pour chaque mois, et la moyenne observée en 2018 et 2019. Les pays sont regroupés en utilisant des pondérations en parités de pouvoir d'achat. Le groupe des pays avancés englobe l'Australie, le Canada, la Corée, les États-Unis, le Japon et la zone euro. Le groupe des pays émergents englobe l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique et la Russie.

les pays avancés, qui a coïncidé avec des tensions sur les chaînes d'approvisionnement et des pénuries de main-d'œuvre (encadré 1.1). Dans tous les pays avancés, les erreurs de prévision sont liées à l'ampleur des trains de mesures de relance budgétaire face à la COVID-19. La corrélation entre les erreurs de prévision de la production et de l'inflation est positive aussi bien en 2021 qu'en 2022, mais la relation était plus étroite en 2021 que jusqu'à présent en 2022. Ces erreurs vont dans la même direction, ce qui permet de penser que la demande excédentaire a été un facteur dominant, en particulier en 2021, lorsque certaines grandes économies auraient pu se situer à l'extrémité la plus prononcée de la courbe de l'offre globale. Le fait que la corrélation entre les différents pays diminue en 2022 laisse entendre que les chocs sur l'offre jouent un rôle accru, lié à l'engorgement des chaînes d'approvisionnement et, plus récemment, à la guerre en Ukraine. Les erreurs de prévision de l'inflation globale ont été plus importantes sur les pays d'Europe orientale en 2022, la guerre en Ukraine faisant augmenter l'inflation globale. Plus généralement, les erreurs de prévision de la partie non sous-jacente de l'inflation (qui représente principalement les prix de l'alimentation et de l'énergie), qui peuvent s'expliquer par le rôle des chocs sur l'offre, ont contribué davantage aux hausses imprévues de l'inflation en 2022 qu'en 2021. Les erreurs de prévision de l'inflation sous-jacente en Chine et

Graphique 1.9. Inflation liée aux denrées alimentaires et aux combustibles
(Valeurs annualisées, en pourcentage)



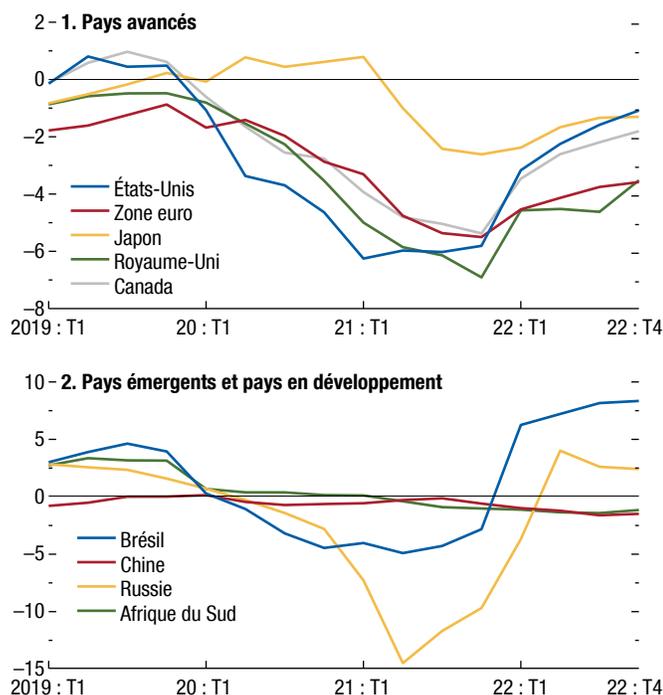
Sources : FMI, base de données sur les indices de prix à la consommation ; calculs des services du FMI.
 Note : Le graphique représente les contributions de différentes catégories de biens et services à l'inflation. Ces contributions sont d'abord calculées par pays ; lorsque les données sont lacunaires, elles sont annualisées à partir des mois pour lesquels les données sont disponibles (c'est par exemple le cas pour l'année 2022). Pour chaque région, le graphique représente les contributions médianes et le taux global d'inflation.

dans les pays en développement d'Asie ont été négatives et relativement faibles jusqu'à présent cette année, ce qui concorde avec le ralentissement de l'activité réelle.

Le débat public a également porté sur le rôle des marges des entreprises (le ratio prix/coût marginal) durant la pandémie comme moteur possible de l'inflation. Les marges augmentent régulièrement depuis plusieurs années, ce qui suscite un débat intense. Or leur dynamique récente n'indique pas qu'elles contribuent de façon significative au climat inflationniste qui prévaut actuellement (encadré 1.2). En réalité, des marges élevées réduisent la probabilité de spirales prix-salaires persistantes, car elles servent d'amortisseurs flexibles entre les augmentations générales des salaires et celles des prix (voir le chapitre 2, et en particulier l'encadré 2.1). De plus, alors que la pénurie de main-d'œuvre est historiquement forte dans les pays avancés, aucune amorce de spirale prix-salaires ne se profile à l'horizon.

La hausse de l'inflation aux États-Unis a retenu particulièrement l'attention, car elle est survenue plus tôt que dans d'autres pays avancés et a surpris de nombreux économistes. L'un des facteurs expliquant cette surprise a été les chocs défavorables inattendus provoqués par la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix énergétiques. Il semble que l'effet de ces chocs se

Graphique 1.10. Les taux réels de court terme augmentent
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les projections pour la zone euro sont établies à partir des projections pour 16 de ses pays membres. Le taux réel correspond au taux d'intérêt nominal à court terme moins l'inflation hors alimentation et énergie anticipée sur un horizon d'un an.

soit répercuté sur l'inflation sous-jacente. Une autre raison pour laquelle les économistes n'ont pas anticipé l'épisode d'inflation élevée est qu'en général, ils mesurent la pénurie de main-d'œuvre à partir du taux de chômage, lequel, depuis toujours, a une relation relativement linéaire avec l'inflation et n'a pas baissé en deçà des niveaux d'avant la pandémie. Dans le même temps, d'autres indicateurs de la pénurie de main-d'œuvre, notamment le ratio postes vacants/chômeurs et l'intensité de la recherche d'un emploi en cours d'emploi, ont, contrairement à toute attente, atteint des sommets historiques et expliquent mieux la hausse de l'inflation (Ball, Leigh et Mishra, à paraître).

Pour éviter que l'inflation s'enracine, les banques centrales ont rapidement relevé les taux directeurs nominaux. La Réserve fédérale a augmenté le taux cible des fonds fédéraux de 3 points de pourcentage depuis le début de 2022 et a fait savoir que de nouvelles hausses étaient probables. La Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur de 2 points de pourcentage depuis le début de l'année bien qu'elle prévoit une faible croissance. Quant à la Banque centrale européenne, elle a augmenté son taux directeur de 1,25 point de pourcentage

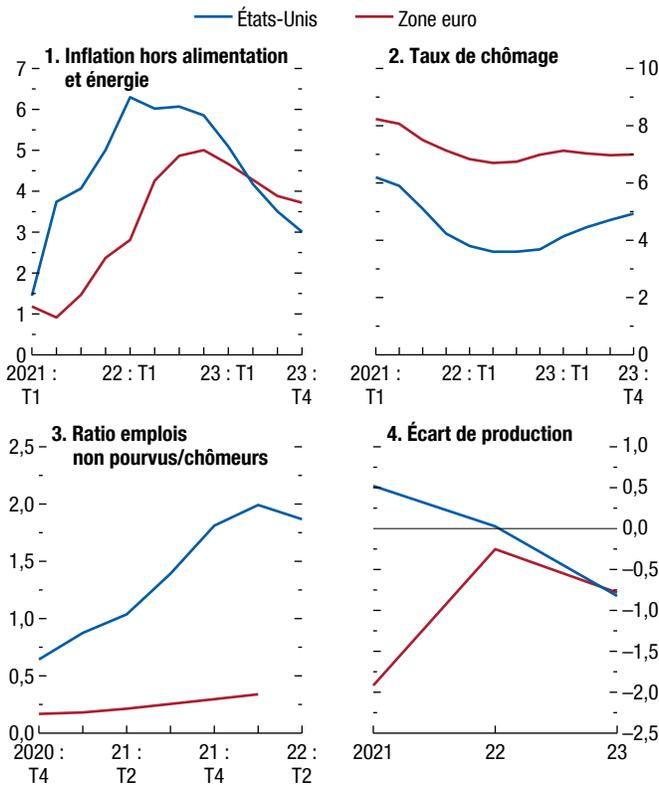
cette année. Toutefois, l'inflation ayant été supérieure à ces hausses, à quelques exceptions près, les taux directeurs réels restent inférieurs au niveau qu'ils avaient avant la pandémie (graphique 1.10). Les différences des trajectoires de normalisation de la politique monétaire s'expliquent en partie par le fait que l'inflation sous-jacente a augmenté rapidement dans certains pays avancés, surtout aux États-Unis, avant de le faire dans d'autres pays. L'activité réelle et les marchés financiers ont réagi au retrait de la politique monétaire accommodante, avec les premiers signes d'un ralentissement des marchés du logement, en particulier aux États-Unis, et une perte de vigueur des marchés de l'emploi. Les taux d'intérêt et les écarts de rendement ont également augmenté dans de nombreux pays et sur toute la courbe des taux, ce qui a rendu les marchés financiers volatils.

La Réserve fédérale a relevé les taux d'intérêt plus énergiquement que la Banque centrale européenne, en partie du fait des différences dans la dynamique de l'inflation sous-jacente et des conditions économiques qui prévalent jusqu'à présent. L'inflation hors énergie et alimentation a augmenté plus tôt et davantage aux États-Unis que dans la zone euro, avec une forte pénurie de main-d'œuvre et un écart de production estimé plus élevé (graphique 1.11). Ces disparités s'expliquent en partie par les différences transatlantiques dans l'ampleur des mesures directes de relance budgétaire prises plus tôt durant la pandémie, ainsi que dans les conséquences des chocs des cours des matières premières et de l'évolution de l'épargne privée (voir le graphique 2.6). En outre, l'écart entre la croissance des salaires réels et nominaux s'est réduit plus rapidement aux États-Unis que dans la zone euro, ce qui a alimenté davantage la dynamique de l'inflation sous-jacente aux États-Unis. Des pressions inflationnistes s'accumulent cependant dans la zone euro : la guerre en Ukraine continue d'avoir des conséquences très manifestes, les prix de l'énergie et des produits alimentaires représentant deux tiers environ de la hausse de l'inflation globale, et l'augmentation des prix énergétiques se répercutant sur des mesures plus larges de l'inflation.

La guerre en Ukraine crée davantage de souffrances humaines et de dégâts économiques

La guerre que la Russie mène en Ukraine continue de laisser des traces sur la région et le reste du monde. Elle a déplacé des millions de personnes et provoqué des pertes en vies humaines et en capital physique considérables en Ukraine. Outre les sanctions financières et technologiques visant à faire pression sur la Russie pour qu'elle

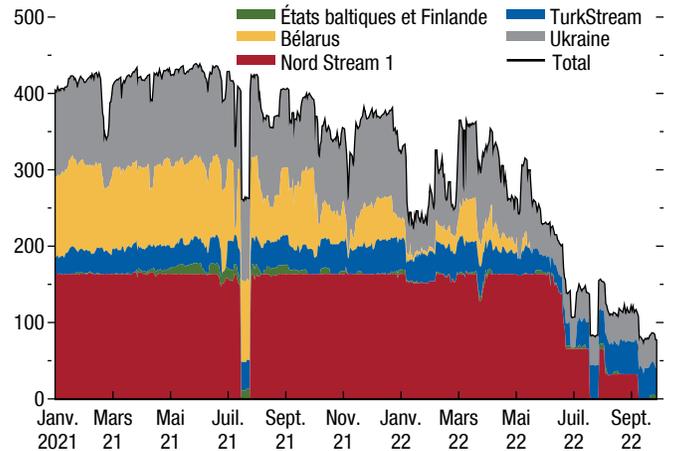
Graphique 1.11. Divergence de part et d'autre de l'Atlantique
(En pourcentage, sauf indication contraire)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Le ratio emplois non pourvus/chômeurs se calcule en divisant la somme des emplois non pourvus par le nombre de chômeurs dans chaque pays. Pour mesurer le nombre de chômeurs, les tranches d'âge considérées sont les 15-64 ans dans la zone euro, et les plus de 16 ans aux États-Unis. En fonction des statistiques disponibles pour chaque pays, les données sur les emplois non pourvus peuvent porter sur tous les secteurs d'activité ou seulement sur l'ensemble industrie manufacturière-BTP-services. Pour la zone euro, le ratio emplois non pourvus/chômeurs est calculé après avoir additionné les données nationales sur le nombre d'emplois non pourvus et sur le nombre de chômeurs.

mette fin aux hostilités, l'Union européenne a imposé un embargo sur les importations de charbon en août 2022. Elle a en outre annoncé une interdiction du transport par voie maritime du pétrole russe à la fin de 2022, ainsi que des services d'assurance du transport maritime. La réduction des exportations depuis la Russie, en particulier de gaz, a également touché le commerce des combustibles fossiles, le volume de gaz russe acheminé par gazoduc vers l'Europe ayant été ramené à 20 % environ de son niveau d'il y a un an (graphique 1.12), ce qui a contribué à la forte hausse des cours du gaz naturel. La guerre a de graves répercussions économiques en Europe, notamment une augmentation des prix de l'énergie, une érosion de la confiance des consommateurs et un ralentissement de la dynamique de l'industrie manufacturière du fait des

Graphique 1.12. Livraisons de gaz russe à l'UE via différents gazoducs
(En millions de mètres cubes par jour)



Sources : gestionnaire du réseau ukrainien de transport de gaz ; réseau européen des gestionnaires de réseau de transport de gaz ; calculs des services du FMI.
Note : Les dernières données disponibles remontent au 18 septembre 2022. Les données récentes sont provisoires. Les flux de gaz en volume sont mesurés aux frontières de l'UE ; pour le Bélarus, on ne tient pas compte des flux à destination de l'enclave russe de Kaliningrad. UE = Union européenne.

perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement et de la hausse du coût des facteurs de production. Les pays voisins — les pays baltes et les États d'Europe orientale — en ont le plus subi les effets, puisque leur croissance a fortement ralenti aux deuxième et troisième trimestres et leur taux d'inflation a flambé.

On estime qu'au deuxième trimestre, l'économie russe s'est contractée de 21,8 % (en taux trimestriel annualisé), même si les exportations de pétrole brut et les exportations hors énergie ont résisté. La demande intérieure russe fait preuve d'une certaine stabilité grâce à la maîtrise de l'effet des sanctions sur les mesures de soutien au secteur financier intérieur, et le marché du travail a été résilient.

En outre, la guerre en Ukraine a des conséquences à l'échelle mondiale sur les prix des produits alimentaires. Malgré l'accord récent de la mer Noire sur les exportations de céréales, les cours mondiaux des produits alimentaires restent élevés, mais devraient quelque peu s'atténuer. Le dossier spécial de ce chapitre intitulé « Évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires » montre que des facteurs liés à l'offre dominent la dynamique actuelle des prix alimentaires et sont aggravés par les restrictions aux exportations imposées par plusieurs pays. Globalement, l'inflation internationale a augmenté, alimentée par de nouvelles hausses des prix à la consommation de l'énergie et de l'alimentation, alors que la guerre a accru les pressions

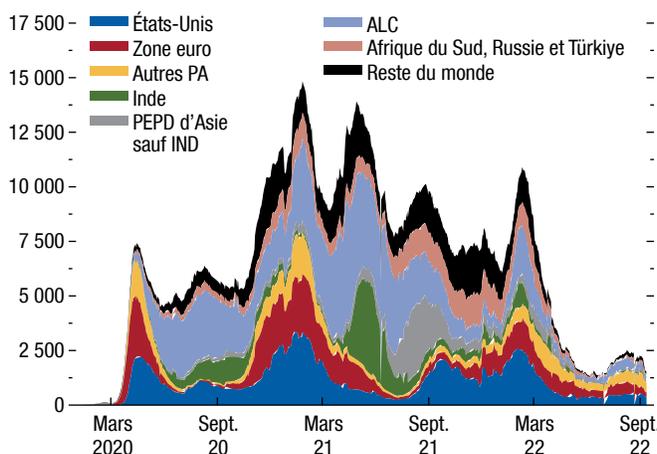
inflationnistes. Les pays dont les régimes alimentaires reposent fortement sur les aliments dont le prix a le plus augmenté, en particulier le blé et le maïs, les pays les plus tributaires des importations de denrées alimentaires et ceux dont les régimes alimentaires comprennent des quantités importantes de denrées qui ont subi de fortes répercussions des cours mondiaux sur les cours locaux sont ceux qui ont été les plus affectés. Les pays à faible revenu dont les citoyens souffraient déjà de malnutrition aiguë et d'une mortalité avant la guerre ont été particulièrement touchés, les conséquences ayant été spécialement graves en Afrique subsaharienne, où la nourriture représente en moyenne 40 % environ du panier de consommation, et où le taux de répercussion des prix mondiaux des denrées alimentaires sur les prix alimentaires intérieurs est relativement élevé, à 30 % (édition d'avril 2022 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*).

La COVID-19 continue de freiner les progrès économiques

Alors que l'inflation, le durcissement de la politique monétaire et budgétaire et la guerre en Ukraine continuent de comprimer l'activité mondiale, la pandémie (graphique 1.13) pèse elle aussi sur les perspectives macroéconomiques. Les forces liées à la pandémie ont été particulièrement importantes en Chine, où une contraction au deuxième trimestre a contribué à faire ralentir l'activité mondiale. Les confinements temporaires à Shanghai et ailleurs du fait des flambées de la COVID-19 ont affaibli la demande locale, comme le montre l'élément « nouvelles commandes » de l'indice des directeurs d'achat (graphique 1.1). D'autres données corroborent ce tableau d'une activité économique ralentie en Chine. Ainsi, l'utilisation des capacités manufacturières du pays a été ramenée à moins de 76 % au deuxième trimestre, son plus bas niveau en cinq ans, si l'on exclut la phase aiguë de la pandémie. Ces perturbations en Chine n'ont pas uniquement un effet au niveau intérieur, mais se propagent à l'échelle internationale, le recul de la demande se traduisant par une baisse des exportations pour les fournisseurs étrangers. De plus, les contraintes de capacité dans la production et la logistique retardent le désengorgement des chaînes d'approvisionnement, et les pressions mondiales sur l'offre, et partant l'inflation, restent donc élevées.

La résurgence de variants de la COVID-19 met également en péril la reprise économique dans les autres régions. Les vaccinations ayant été limitées en Afrique subsaharienne, cette région est plus exposée à la poursuite de

Graphique 1.13. Nouveaux cas confirmés de décès dus à la COVID-19
(Nombre de personnes, moyenne mobile sur sept jours)



Sources : Our World in Data ; calculs des services du FMI.

Note : données disponibles au 13 septembre 2022. Les classifications des groupes de pays et des régions sont celles utilisées dans les *Perspectives de l'économie mondiale*. Le groupe des « autres PA » englobe les pays suivants (codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) : AUS, CAN, CHE, CZE, DNK, GBR, HKG, ISL, ISR, JPN, KOR, MAC, NOR, NZL, SGP, SMR, SWE et TWN. ALC = pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; PA = pays avancés ; PEPD d'Asie sauf IND = pays émergents et pays en développement d'Asie, à l'exception de l'Inde.

la maladie et à de nouveaux variants. En Afrique, les taux de vaccination demeurent très inférieurs à ceux de toutes les autres régions, à 26 % environ, contre 66 % environ dans d'autres régions. En moyenne, 2 % seulement de la population des pays africains a reçu des injections de rappel, soit considérablement moins que le taux affiché dans d'autres continents, où entre un tiers et la moitié de la population est couverte par des injections de rappel. Ce faible taux de vaccination explique en partie pourquoi la croissance du PIB réel par habitant en Afrique subsaharienne reste inférieure à celle des pays avancés en 2022. En outre, les séquelles de la pandémie ont ralenti l'accumulation de capital humain en raison des pertes d'apprentissage par manque de scolarisation et d'acquisition de compétences en cours d'emploi (voir Barrett *et al.*, 2021).

Prévisions : une production qui reste basse, mais une inflation à son pic

Les faits nouveaux décrits dans la section précédente, avec des risques de révision à la baisse qui se concrétisent, signifient que la croissance mondiale prévue diminue et se situe désormais, en 2023, en deçà du scénario de référence de la *Mise à jour des PEM* de juillet et des autres scénarios possibles. Les incertitudes continuent

d'assombrir les prévisions de croissance mondiale et d'inflation. Les prévisions de référence décrites dans l'analyse qui suit reposent sur plusieurs hypothèses qui pourraient plausiblement ne pas se vérifier : l'absence d'une nouvelle forte réduction des flux de gaz naturel en provenance de Russie vers le reste de l'Europe en 2022, en plus de la baisse actuelle de 80 % par rapport à un an plus tôt ; des anticipations d'inflation à long terme qui restent stables ; un durcissement de la politique monétaire désinflationniste qui ne provoque pas de récession généralisée (une vaste contraction de l'activité économique qui dure généralement plus que quelques mois) et des ajustements désordonnés des marchés financiers internationaux.

Pour tenir compte de l'incertitude qui entoure l'évolution de l'économie mondiale, ce rapport sur les perspectives de l'économie mondiale présente, dans cette section, des prévisions de référence et, plus loin, un graphique en éventail qui illustre la distribution de probabilité autour du scénario de référence, ainsi que dans un scénario pessimiste (encadré 1.3).

Croissance mondiale : un ralentissement à court terme

Les prévisions tablent sur un ralentissement de la croissance mondiale, ramenée de 6,0 % en 2021 à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023 (tableau 1.1). Le ralentissement mondial prévu en 2022 est conforme aux prévisions de la *Mise à jour des PEM* de juillet 2022, tandis que les prévisions pour 2023 sont inférieures de 0,2 point de pourcentage (tableau 1.1). Ce pronostic sur l'économie mondiale est très inférieur à la moyenne puisque la croissance économique mondiale se situait en moyenne à 3,6 % en 2000–21 (tout comme en 1970–2021). Pour la plupart des pays, les perspectives sont considérablement dégradées par rapport aux projections d'il y a six mois, dans l'édition d'avril 2022 des PEM. Les prévisions pour 2023 sont moins bonnes que prévu pour 143 économies (qui représentent 92 % du PIB mondial). Elles sont les plus défavorables depuis le taux de croissance de 2,5 % observé durant le ralentissement mondial de 2001, à l'exception de celles réalisées pendant la crise financière mondiale et la crise de la COVID-19.

Les trois plus grandes économies mondiales (la Chine, la zone euro et les États-Unis) ralentiront sensiblement en 2022 et 2023, les dégradations étant constatées par comparaison avec les prédictions d'avril et, dans la plupart des cas, de juillet. Les révisions à la baisse s'expliquent par la concrétisation des risques de dégradation présentés dans l'édition d'avril 2022 des PEM et la *Mise à jour des PEM* de juillet 2022 et analysés longuement dans la section

précédente : un durcissement des conditions financières mondiales dans la plupart des régions allant de pair avec l'attente de relèvements plus marqués des taux d'intérêt par les principales banques centrales afin de lutter contre l'inflation (édition d'octobre 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde), un ralentissement plus marqué en Chine du fait de confinements prolongés et de l'aggravation de la crise du marché immobilier, et les effets de contagion de la guerre en Ukraine avec la réduction des livraisons de gaz de la Russie vers l'Europe.

Un recul du PIB mondial ou du PIB mondial par habitant, souvent observé en présence d'une récession mondiale, ne figure pas actuellement dans les prévisions de référence. Cependant, une contraction du PIB réel qui durerait au moins deux trimestres consécutifs (ce que certains économistes appellent une « récession technique ») est observée à un certain moment en 2022–23 dans 43 % environ des pays sur lesquels on dispose de données sur les prévisions trimestrielles (31 sur 72), ce qui représente plus du tiers du PIB mondial (graphique 1.14). De plus, les projections de croissance mondiale en comparant les quatrièmes trimestres indiquent une contraction sensible, à seulement 1,7 % en 2022 et 2,7 % en 2023 (tableau 1.1). Les révisions négatives sont plus prononcées pour les pays avancés que pour les pays émergents et les pays en développement ; en effet, ce dernier groupe de pays n'étant pas exposé aux mêmes phénomènes sous-jacents, les perspectives le concernant sont plus nuancées (graphique 1.15). Globalement, on table sur une disparité accrue entre la croissance des pays avancés et celle des pays émergents et des pays en développement.

Prévisions de croissance pour les pays avancés

Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir, passant de 5,2 % en 2021 à 2,4 % en 2022, puis à 1,1 % en 2023. Alors que ce ralentissement se renforce, la croissance est révisée à la baisse par rapport à la *Mise à jour des PEM* de juillet (de 0,1 point de pourcentage pour 2022 et 0,3 point de pourcentage pour 2023). Le ralentissement prévu et les révisions à la baisse sont concentrés sur les États-Unis et les pays européens.

La croissance aux États-Unis devrait être ramenée de 5,7 % en 2021 à 1,6 % en 2022 et 1,0 % en 2023, aucune croissance n'étant enregistrée en 2022 si l'on compare les quatrièmes trimestres. La croissance de 2022 a été revue à la baisse de 0,7 point de pourcentage depuis juillet en raison de la contraction inattendue du PIB réel au deuxième trimestre. La baisse du revenu disponible réel continue de mettre à mal la demande des

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2022 ¹		Différence par rapport aux PEM d'avril 2021 ¹	
		2022	2023	2022	2023	2022	2023
Production mondiale	6,0	3,2	2,7	0,0	-0,2	-0,4	-0,9
Pays avancés	5,2	2,4	1,1	-0,1	-0,3	-0,9	-1,3
États-Unis	5,7	1,6	1,0	-0,7	0,0	-2,1	-1,3
Zone euro	5,2	3,1	0,5	0,5	-0,7	0,3	-1,8
Allemagne	2,6	1,5	-0,3	0,3	-1,1	-0,6	-3,0
France	6,8	2,5	0,7	0,2	-0,3	-0,4	-0,7
Italie	6,7	3,2	-0,2	0,2	-0,9	0,9	-1,9
Espagne	5,1	4,3	1,2	0,3	-0,8	-0,5	-2,1
Japon	1,7	1,7	1,6	0,0	-0,1	-0,7	-0,7
Royaume-Uni ²	7,4	3,6	0,3	0,4	-0,2	-0,1	-0,9
Canada	4,5	3,3	1,5	-0,1	-0,3	-0,6	-1,3
Autres pays avancés ³	5,3	2,8	2,3	-0,1	-0,4	-0,3	-0,7
Pays émergents et pays en développement	6,6	3,7	3,7	0,1	-0,2	-0,1	-0,7
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,2	4,4	4,9	-0,2	-0,1	-1,0	-0,7
Chine	8,1	3,2	4,4	-0,1	-0,2	-1,2	-0,7
Inde ⁴	8,7	6,8	6,1	-0,6	0,0	-1,4	-0,8
ASEAN-5 ⁵	3,4	5,3	4,9	0,0	-0,2	0,0	-1,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	6,8	0,0	0,6	1,4	-0,3	2,9	-0,7
Russie	4,7	-3,4	-2,3	2,6	1,2	5,1	0,0
Amérique latine et Caraïbes	6,9	3,5	1,7	0,5	-0,3	1,0	-0,8
Brésil	4,6	2,8	1,0	1,1	-0,1	2,0	-0,4
Mexique	4,8	2,1	1,2	-0,3	0,0	0,1	-1,3
Moyen-Orient et Asie centrale	4,5	5,0	3,6	0,2	0,1	0,4	-0,1
Arabie saoudite	3,2	7,6	3,7	0,0	0,0	0,0	0,1
Afrique subsaharienne	4,7	3,6	3,7	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3
Nigéria	3,6	3,2	3,0	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1
Afrique du Sud	4,9	2,1	1,1	-0,2	-0,3	0,2	-0,3
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	5,8	2,9	2,1	0,0	-0,3	-0,6	-1,0
Union européenne	5,4	3,2	0,7	0,4	-0,9	0,3	-1,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,1	5,0	3,6	0,1	0,2	0,0	0,0
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,8	3,6	3,6	0,1	-0,2	-0,2	-0,7
Pays en développement à faible revenu	4,1	4,8	4,9	-0,2	-0,3	0,2	-0,5
Volume du commerce mondial (biens et services)	10,1	4,3	2,5	0,2	-0,7	-0,7	-1,9
Importations							
Pays avancés	9,5	6,0	2,0	-0,2	-0,8	-0,1	-2,5
Pays émergents et pays en développement	11,8	2,4	3,0	1,3	-0,3	-1,5	-1,8
Exportations							
Pays avancés	8,7	4,2	2,5	-0,3	-1,0	-0,8	-2,2
Pays émergents et pays en développement	11,8	3,3	2,9	0,1	-0,4	-0,8	-0,7
Cours des produits de base (en dollars)							
Pétrole ⁶	65,9	41,4	-12,9	-9,0	-0,6	-13,3	0,4
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	26,3	7,3	-6,2	-2,8	-2,7	-4,1	-3,7
Prix à la consommation⁷	4,7	8,8	6,5	0,5	0,8	1,4	1,7
Pays avancés ⁸	3,1	7,2	4,4	0,6	1,1	1,5	1,9
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,9	9,9	8,1	0,4	0,8	1,2	1,6

Source : estimations des services du FMI.

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 22 juillet et le 19 août 2022. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, les prévisions de la dernière Mise à jour des PEM (juillet 2022) et celles des PEM d'avril 2022.²Voir la note sur le Royaume-Uni dans la section des notes de l'appendice statistique.³Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.⁴Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (fin)
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre ⁹						
	2021	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2022 ¹		Différence par rapport aux PEM d'avril 2021 ¹	
		2022	2023	2022	2023	2022	2023
Production mondiale	4,5	1,7	2,7	0,0	-0,5	-0,8	-0,8
Pays avancés	4,7	0,9	1,3	-0,4	-0,2	-1,6	-0,7
États-Unis	5,5	0,0	1,0	-1,0	0,4	-2,8	-0,7
Zone euro	4,6	1,0	1,4	0,3	-0,7	-0,8	-0,9
Allemagne	1,2	0,6	0,5	0,1	-1,0	-1,8	-2,0
France	5,0	0,4	0,9	0,0	-0,2	-0,5	-0,6
Italie	6,6	0,6	0,5	0,0	-1,1	0,1	-1,7
Espagne	5,5	1,3	2,0	0,0	-0,3	-1,0	-2,0
Japon	0,5	2,1	0,9	-0,3	0,3	-1,4	0,1
Royaume-Uni ²	6,6	1,0	0,2	0,9	-1,1	-0,1	-1,3
Canada	3,2	2,2	1,3	-0,3	-0,4	-1,3	-0,9
Autres pays avancés ³	4,9	1,5	2,3	-0,5	-0,5	-1,0	-0,5
Pays émergents et pays en développement	4,3	2,5	3,9	0,4	-0,8	0,0	-1,0
Pays émergents et pays en développement d'Asie	3,8	4,0	4,2	0,0	-0,5	-0,4	-1,6
Chine	3,5	4,3	2,6	0,2	-0,6	-0,5	-2,1
Inde ⁴	3,9	3,3	6,8	-0,8	-0,4	0,6	-2,2
ASEAN-5 ⁵	4,7	3,8	6,0	0,4	-0,1	-1,3	0,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	6,4	-4,0	4,5	3,0	-3,2	2,0	1,2
Russie	4,8	-7,6	1,0	6,3	-3,8	6,5	-2,3
Amérique latine et Caraïbes	4,0	2,1	2,2	0,3	0,1	0,5	-0,3
Brésil	1,6	2,9	0,7	1,4	-0,8	2,1	-1,2
Mexique	1,2	2,4	1,2	-0,5	0,2	-0,9	-0,7
Moyen-Orient et Asie centrale	...	...	...	...	...	...	...
Arabie saoudite	6,7	4,5	3,7	-2,4	0,0	-2,4	0,1
Afrique subsaharienne	...	...	...	...	...	...	...
Nigéria	2,4	2,1	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud	1,8	2,1	1,0	-0,1	-0,7	-0,2	-0,1
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	4,5	1,5	2,1	-0,1	-0,4	-1,1	-0,8
Union européenne	5,0	0,9	2,0	0,0	-0,8	-0,9	-0,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	...	...	...	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,3	2,4	3,9	0,4	-0,8	0,0	-1,0
Pays en développement à faible revenu	...	...	...	...	...	...	...
Cours des produits de base (en dollars)							
Pétrole ⁶	77,0	15,7	-8,3	-12,9	5,1	-12,9	3,3
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	16,7	-0,3	-0,3	-6,0	0,3	-9,7	2,2
Prix à la consommation⁷	5,6	9,3	4,7	1,0	0,6	2,4	0,8
Pays avancés ⁸	4,9	7,5	3,1	1,2	0,8	2,7	0,9
Pays émergents et pays en développement ⁷	6,2	10,9	6,1	0,9	0,4	2,1	0,8

⁵Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

⁶Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2021 était de 69,42 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 98,19 dollars le baril pour 2022 et 85,52 dollars pour 2023.

⁷Hors Venezuela. Voir la note sur le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁸Les taux d'inflation pour 2022 et 2023 sont respectivement les suivants : 8,3 % et 5,7 % pour la zone euro ; 2,0 % et 1,4 % pour le Japon ; 8,1 % et 3,5 % pour les États-Unis.

⁹Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 85 % de la production annuelle de ces pays en parités de pouvoir d'achat.

Tableau 1.2. Aperçu des projections des *Perspectives de l'économie mondiale* avec pondération selon les taux de change du marché
(Variation en pourcentage)

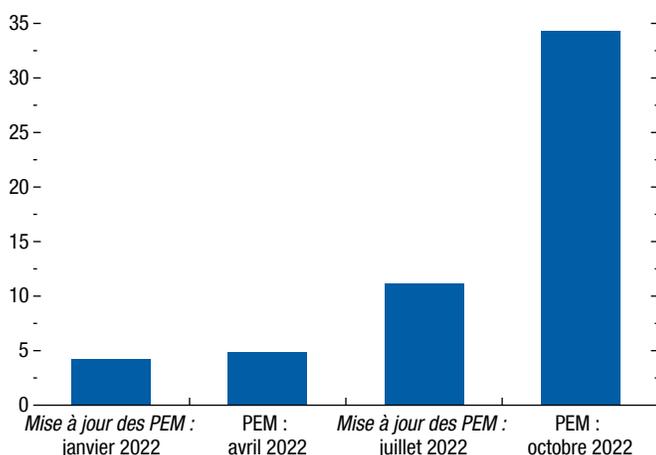
	2021	Projections		Différence par rapport à la <i>Mise à jour des PEM</i> de juillet 2022 ¹		Différence par rapport aux PEM d'avril 2021 ¹	
		2022	2023	2022	2023	2022	2023
Production mondiale	5,8	2,9	2,1	0,0	-0,3	-0,6	-1,0
Pays avancés	5,2	2,3	1,1	-0,2	-0,3	-1,0	-1,2
Pays émergents et pays en développement	6,7	3,6	3,6	0,1	-0,1	-0,2	-0,6
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,4	4,0	4,7	-0,1	-0,1	-1,0	-0,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	6,5	0,9	0,2	1,4	0,1	3,0	-0,6
Amérique latine et Caraïbes	6,7	3,3	1,6	0,5	-0,3	0,9	-0,8
Moyen-Orient et Asie centrale	4,4	4,7	3,3	0,0	0,1	0,1	-0,1
Afrique subsaharienne	4,6	3,5	3,6	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	5,3	3,1	0,6	0,4	-0,9	0,3	-1,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,2	4,7	3,2	-0,1	0,1	-0,1	0,0
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,9	3,5	3,5	0,1	-0,2	-0,2	-0,7
Pays en développement à faible revenu	4,1	4,7	4,8	-0,2	-0,3	0,1	-0,5

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées ; une moyenne mobile du PIB en dollar pour les trois années précédentes est utilisée comme pondération. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, les prévisions de la dernière *Mise à jour des PEM* (juillet 2022) et celles des PEM d'avril 2022.

Graphique 1.14. Pays en contraction en proportion du PIB mondial, 2022–23
(En pourcentage)

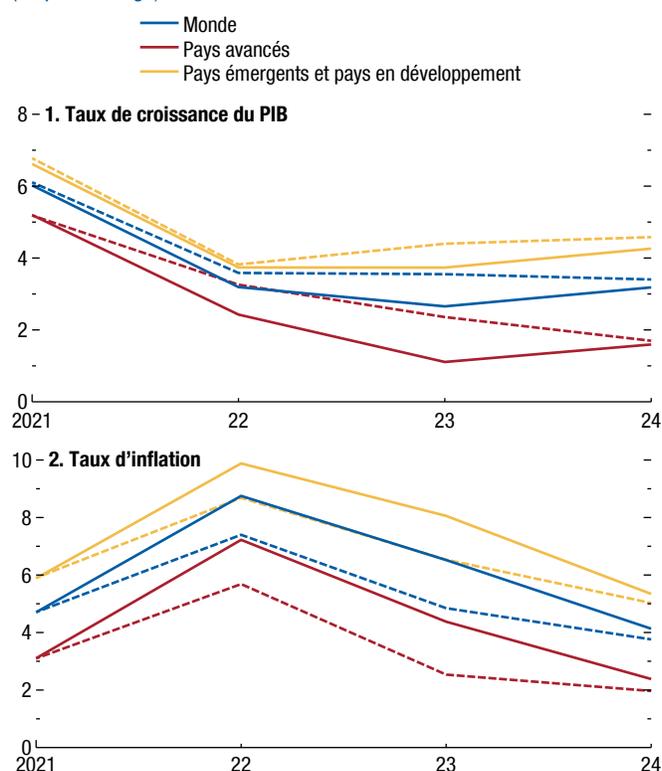


Source : calculs des services du FMI.

Note : Les « pays en contraction » sont ceux dont le PIB baisse deux trimestres consécutifs en 2022 ou 2023. Les bâtons représentent la part de ces pays dans le PIB mondial, pondérée par le PIB en 2022 en parités de pouvoir d'achat.

PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 1.15. Projections de croissance et d'inflation au niveau mondial
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les courbes continues correspondent aux projections de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*, et les courbes en tiret correspondent à celles d'avril 2022.

consommateurs, et la hausse des taux d'intérêt nuit considérablement aux dépenses, en particulier celles consacrées à l'investissement résidentiel.

Dans la zone euro, le ralentissement de la croissance est moins prononcé qu'aux États-Unis en 2022, mais devrait se renforcer en 2023. D'après les projections, la croissance devrait s'établir à 3,1 % en 2022 et 0,5 % en 2023. Les prévisions ont été révisées à la hausse de 0,5 point de pourcentage depuis juillet 2022 du fait de résultats plus solides que prévu au deuxième trimestre dans la plupart des pays de la zone euro, et elles ont été revues à la baisse de 0,7 point de pourcentage pour 2023. Cette moyenne pour la zone euro cache une grande hétérogénéité entre les pays membres. En Italie et en Espagne, une reprise dans les services liés au tourisme et la production industrielle au premier semestre de 2022 a contribué à une prévision de croissance de 3,2 % et 4,3 %, respectivement, en 2022. Dans les deux pays, la croissance est cependant amenée à ralentir fortement en 2023, l'Italie connaissant une croissance annuelle négative. D'après les projections, la croissance en 2022 est inférieure en France, à 2,5 %, et en Allemagne, à 1,5 %, et le ralentissement en 2023 est particulièrement marqué en Allemagne, qui enregistre une croissance annuelle négative. La faible croissance en 2023 dans l'ensemble de l'Europe s'explique par les effets de contagion de la guerre en Ukraine, les révisions à la baisse étant particulièrement sensibles pour les économies les plus exposées aux réductions des livraisons de gaz russe, et par le durcissement des conditions financières, la Banque centrale européenne ayant mis fin à ses achats nets d'actifs et relevé rapidement ses taux directeurs, de 50 points de base en juillet 2022 et de 75 points de base en septembre 2022. Dans le même temps, un certain nombre de facteurs ont joué, qui font que le ralentissement à court terme est moins rapide qu'aux États-Unis, notamment les taux directeurs qui restent inférieurs et, dans un certain nombre de pays européens, l'instrument de l'Union européenne pour la relance NextGenerationEU qui soutient l'activité économique.

Au Royaume-Uni également, un ralentissement important est prévu. La croissance devrait s'établir à 3,6 % en 2022 et 0,3 % en 2023 alors que l'inflation élevée réduit le pouvoir d'achat et le durcissement de la politique monétaire a des conséquences négatives sur les dépenses des consommateurs et les investissements des entreprises. Ces prévisions ont été préparées avant l'annonce, le 23 septembre, du train de mesures budgétaires assez considérable et retiennent une expansion budgétaire moins importante. Le programme budgétaire devrait stimuler la croissance, qui devrait, dans une certaine mesure,

dépasser les prévisions à court terme, mais il devrait aussi compliquer la lutte contre l'inflation.

Au Japon, la croissance devrait être plus stable, à 1,7 % en 2021 tout comme en 2022 et à 1,6 % en 2023, les prévisions pour 2023 faites en juillet ayant été revues à la baisse de 0,1 point de pourcentage. Les révisions s'expliquent principalement par des facteurs extérieurs, notamment une orientation négative des termes de l'échange (ratio prix des exportations/prix des importations) du fait de la hausse des prix des importations énergétiques ainsi que de la baisse de la consommation, alors que les prix augmentent plus vite que les salaires.

Prévisions de croissance dans les pays émergents et les pays en développement

Dans le groupe des pays émergents et des pays en développement, la croissance devrait reculer pour atteindre 3,7 % en 2022 et rester stable en 2023, contrairement aux pays avancés, où le ralentissement s'aggrave. Les prévisions pour 2022 sont légèrement révisées à la hausse par rapport à celles de juillet, du fait d'une contraction plus faible que prévu dans les pays émergents et les pays en développement d'Europe.

Dans les pays émergents et les pays en développement d'Asie, selon les prévisions, la croissance va diminuer, passant de 7,2 % en 2021 à 4,4 % en 2022 avant de monter à 4,9 % en 2023, les prévisions de juillet pour 2022 étant revues à la baisse de 0,2 point de pourcentage et celles pour 2023 de 0,1 point de pourcentage. Ces révisions s'expliquent par la révision à la baisse de la croissance de la Chine, ramenée à 3,2 % en 2022 (soit le taux le plus faible en plus de quarante ans, si l'on exclut le début de la crise de la COVID-19 en 2020). Les flambées de COVID-19 et les confinements dans de nombreuses régions, ainsi que l'aggravation de la crise du marché de l'immobilier, ont ralenti l'activité économique chinoise, même si l'on prévoit que la croissance sera portée à 4,4 % en 2023. Les perspectives pour l'Inde tablent sur une croissance de 6,8 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juillet du fait de résultats moins bons que prévu au deuxième trimestre et d'une demande extérieure plus atone, et de 6,1 % en 2023, sans changement depuis juillet. Dans les cinq pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la croissance prévue pour 2023 est revue à la baisse essentiellement pour tenir compte de conditions extérieures moins favorables puisque la croissance ralentit chez les principaux partenaires commerciaux tels que la Chine, la zone euro et les États-Unis, le pouvoir d'achat des ménages recule du

fait de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie et, dans la plupart des cas, le durcissement de la politique monétaire s'est accéléré afin de ramener l'inflation à son taux cible.

Dans les *pays émergents et les pays en développement d'Europe*, les prévisions tablent sur une croissance à 0,0 % en 2022 et 0,6 % en 2023, avec une révision à la hausse de 1,4 point de pourcentage pour 2022 et à la baisse de 0,3 point de pourcentage pour 2023 par rapport aux prévisions de juillet. L'atonie de l'activité économique tient à une croissance prévue en Russie de -3,4 % en 2022 et -2,3 % en 2023 et à une contraction prévue de 35,0 % en Ukraine en 2022, du fait de la guerre et des sanctions internationales qui visent à faire pression sur la Russie afin qu'elle cesse les hostilités. La contraction de l'économie russe est moins prononcée que prévu en raison de la résilience des exportations de pétrole brut et de la demande intérieure qui s'accompagne d'un soutien budgétaire et monétaire accru et d'un rétablissement de la confiance dans le système financier.

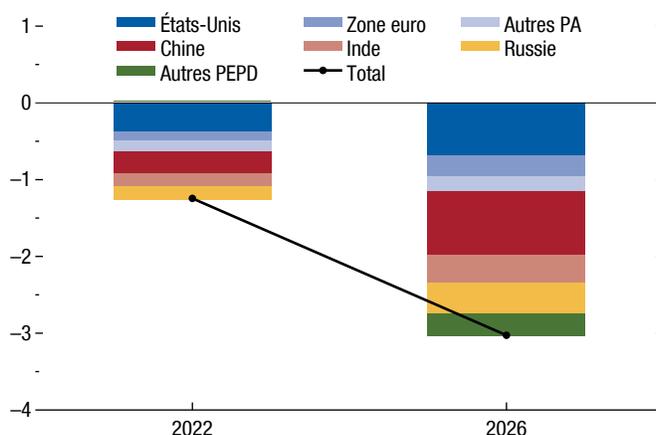
En *Amérique latine et dans les Caraïbes*, la croissance est estimée à 3,5 % en 2022 et 1,7 % en 2023. En 2022, elle est supérieure de 0,5 point de pourcentage aux prévisions de juillet, car l'activité a été plus vigoureuse que prévu au premier semestre de 2022 en raison des prix favorables des produits de base, de conditions de financement extérieur qui sont restées favorables et de la normalisation des activités dans les secteurs où les contacts sont fréquents. On s'attend cependant à ce que la croissance ralentisse dans la région à la fin de 2022 et en 2023 à mesure que la croissance des pays partenaires ralentit, que les conditions financières se durcissent et que les prix des produits de base fléchissent.

La croissance au *Moyen-Orient et en Asie centrale* devrait augmenter pour atteindre 5,0 % en 2022, essentiellement du fait des perspectives favorables pour les pays exportateurs de pétrole de la région et d'un effet de la guerre en Ukraine sur le Caucase et l'Asie centrale qui a été limité contre toute attente. En 2023, la croissance dans la région est amenée à se tasser à 3,6 % alors que les cours du pétrole reculent et que les vents contraires provoqués par le ralentissement mondial et la guerre en Ukraine s'installent.

En *Afrique subsaharienne*, les prévisions de croissance sont légèrement moins bonnes que prévu en juillet puisque la croissance est ramenée de 4,7 % en 2021 à 3,6 % et 3,7 % en 2022 et 2023, respectivement, ce qui correspond à une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage et 0,3 point de pourcentage, respectivement. Cette dégradation des perspectives s'explique par une croissance plus faible des partenaires commerciaux, un durcissement des

Graphique 1.16. Chocs en 2022 : pertes durables de production

(Variation en points de pourcentage par rapport aux projections de croissance établies avant les chocs)



Source : estimations des services du FMI.

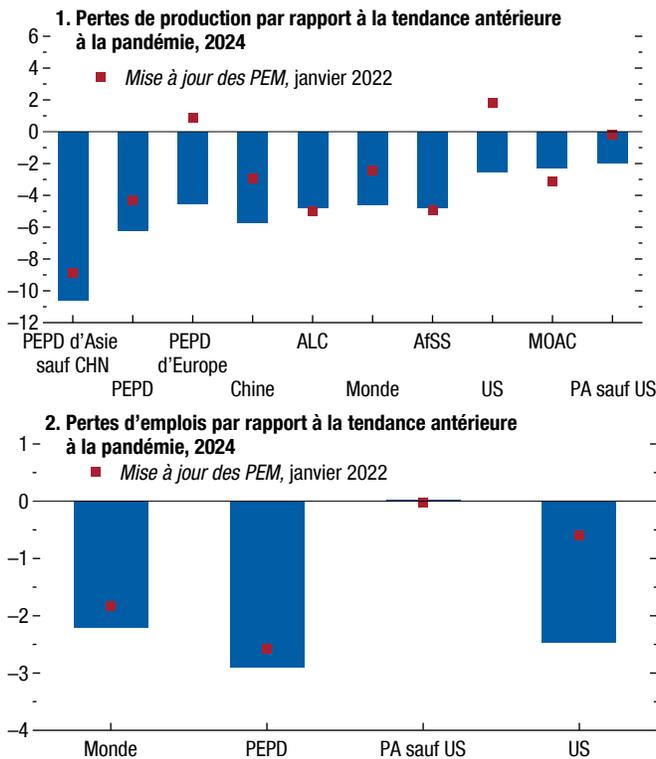
Note : Le graphique représente les écarts des taux de croissance cumulés depuis 2021 par rapport aux projections établies à l'occasion de l'édition de janvier 2022 de la *Mise à jour des PEM*. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

conditions financières et monétaires et une orientation négative des termes de l'échange des produits de base.

Des séquelles à moyen terme

Les chocs défavorables de 2022 devraient avoir des conséquences durables sur la production. La chute du PIB réel mondial en 2022 par rapport aux prévisions réalisées au début de 2022 et publiées dans la *Mise à jour des PEM* de janvier représente 1,3 % (graphique 1.16). Bien que les gains exceptionnels et ceux obtenus grâce aux réformes puissent protéger certains pays (les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, par exemple), les projections tablent d'ici à 2026 sur des pertes de production (en croissance cumulée) de 3,0 % par rapport aux premières prévisions de 2022, soit plus du double de l'effet initialement prévu. La moitié environ de la baisse prévue en 2022 est due à un recul de la croissance en Chine, dans la zone euro, en Russie et aux États-Unis, cette composition restant assez stable sur l'horizon prévisionnel. Les pertes de production durables et croissantes dans toutes les économies provoquées par les chocs de 2022 s'expliquent par plusieurs facteurs, notamment le fait que les premiers chocs se soient produits du côté de l'offre, conjugué au durcissement de la politique macroéconomique. S'agissant des économies directement touchées par la guerre en Ukraine, les dommages causés à l'activité vont vraisemblablement durer longtemps et frapper la plupart des secteurs

Graphique 1.17. Séquelles économiques de la pandémie
(Écart en pourcentage par rapport à la tendance antérieure à la pandémie)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les pertes à moyen terme, qui correspondent à la différence entre les prévisions pour la variable étudiée (pour 2024) et celles figurant dans l'édition de janvier 2020 de la *Mise à jour des PEM*. L'échantillon de pays utilisé pour la plage 2 comprend les pays dont les projections d'emploi sont comparables pour les deux périodes étudiées. L'agrégat de l'emploi des PEPD ne tient pas compte des données relatives à la Chine et à l'Inde en raison de changements dans les définitions de l'emploi d'une année à l'autre. AfSS = pays d'Afrique subsaharienne ; ALC = pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; PA sauf US = pays avancés sauf États-Unis ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PEPD d'Asie sauf CHN = pays émergents et pays en développement d'Asie à l'exception de la Chine ; MOAC = pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale.

(Novta et Pugacheva, 2021, 2022). Le retrait progressif des mesures de soutien budgétaire face à la COVID-19 et le durcissement de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation contrastent avec le vaste soutien mis en place dans de nombreuses économies en 2020. Les effets persistants concordent avec les ralentissements économiques qui provoquent une chute des investissements en capital, en formation et en recherche et développement, ce qui semble indiquer que le potentiel économique a subi des séquelles¹.

Les chocs de 2022 aggravent les séquelles économiques de la pandémie qui persistent (graphique 1.17), en particulier dans les pays émergents et les pays en développement.

¹Pour une analyse de ces effets d'hystérèse sur le volet offre de l'économie, voir, par exemple, Yellen (2016), Ball (2009, 2014), Blanchard, Cerutti et Summers (2015) et Adler *et al.* (2017).

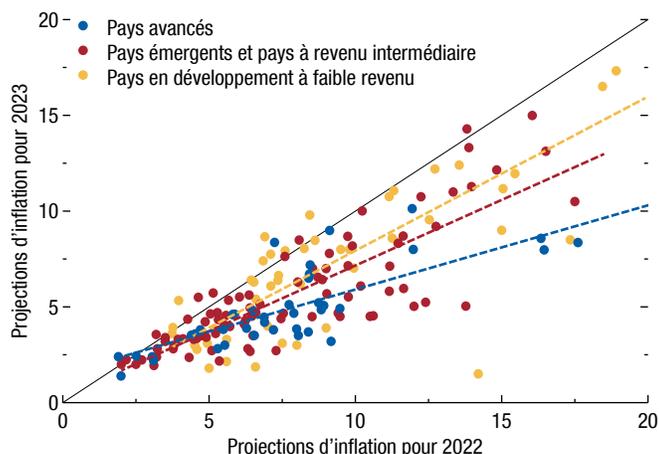
Au début de 2022, on prévoyait déjà que les conséquences à moyen terme de la pandémie sur le PIB mondial seraient de l'ordre de -2,4 % d'ici à 2024 (ce qui représente la différence entre les projections de la *Mise à jour des PEM* de janvier 2022 et les projections de janvier 2020, réalisées avant le début de la pandémie). Les pays émergents et les pays en développement ont supporté les pertes de production et d'emploi prévues de façon disproportionnée. En moyenne, on ne prévoyait aucune perte économique dans les pays avancés du fait de leur capacité à mettre en œuvre des programmes de soutien exceptionnellement vastes. Aux États-Unis, en janvier 2022, les prévisions tablaient sur un PIB réel en 2024 *supérieur* de 1,8 % aux prévisions d'avant la pandémie. En revanche, dans les pays émergents et les pays en développement, dont la population est plus jeune et où la pandémie a davantage perturbé la scolarité, la marge de manœuvre était moindre et les besoins d'investissements préexistants étaient plus grands, on s'attendait donc à ce que la production et l'emploi restent plutôt inférieurs aux tendances passées pendant des années (avec des pertes moyennes de 4,3 % pour la production et 2,6 % pour l'emploi en 2024). Les chocs de 2022 ont pratiquement doublé les pertes de production mondiales prévues pour 2024, à 4,6 %.

L'inflation à son pic

Selon les prévisions, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation au niveau mondial sera portée de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022 — ce qui représente une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage depuis juillet — et sera ramenée à 6,5 % en 2023 et 4,1 % en 2024. Les prévisions pour la plupart des économies ont été légèrement revues à la hausse depuis juillet, mais sont notablement supérieures aux prévisions réalisées plus tôt dans l'année. D'un quatrième trimestre à l'autre, l'inflation globale à l'échelle mondiale culmine à 9,5 % au troisième trimestre de 2022 avant d'être ramenée à 4,7 % d'ici au quatrième trimestre de 2023. La désinflation prévue en 2023 se produit dans pratiquement toutes les économies sur lesquelles on dispose de prévisions, mais est plus prononcée dans les pays avancés (graphique 1.18). Le fait que la désinflation soit plus rapide dans les pays avancés — la réduction est plus forte en 2023 pour un niveau donné d'inflation en 2022 — est conforme avec la notion que ces pays bénéficient plus que les pays émergents d'une crédibilité accrue des cadres monétaires, ce qui contribue à réduire l'inflation.

La révision à la hausse de l'inflation est particulièrement marquée pour les *pays avancés*, dans lesquels

Graphique 1.18. Baisse de l'inflation probable l'année prochaine
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : La droite continue est à 45 degrés et chacune des trois droites en tiret est une droite d'approximation du nuage de points de même couleur correspondant à un groupe de pays. Seize pays, dont l'inflation dépasse les 20 % en 2022, ne sont pas représentés ici. Quatorze d'entre eux devraient connaître en 2023 une inflation inférieure ou égale à celle de 2022.

l'inflation devrait augmenter, passant de 3,1 % en 2021 à 7,2 % en 2022 avant de diminuer pour s'établir à 4,4 % d'ici à 2023 (en hausse de 0,6 point de pourcentage en 2022 et 1,1 point de pourcentage en 2023 par rapport aux prévisions de juillet). Des augmentations marquées de l'inflation globale dans des économies aussi importantes que les États-Unis (8,1 %, soit une révision à la hausse de 0,4 point de pourcentage) et la zone euro (8,3 %, soit une révision à la hausse de 1,0 point de pourcentage) sont l'élément moteur dans ce groupe de pays. Les prévisions pour 2024 demeurent relativement inchangées, en hausse de seulement 0,1 point de pourcentage, dénotant la conviction que l'inflation reculera alors que les banques centrales durcissent leurs politiques et que les prix de l'énergie baissent. Dans le même temps, la réduction prévue de l'inflation est, comme on l'a vu, proportionnellement plus importante dans les pays avancés que dans les autres groupes de pays.

Dans les *pays émergents et les pays en développement*, l'inflation devrait progresser, passant de 5,9 % en 2021 à 9,9 % en 2022, avant d'être ramenée à 8,1 % en 2023. Au quatrième trimestre de 2023, les prix devraient être supérieurs de 6,1 % par rapport au même trimestre de 2022. Les révisions pour ces pays (avec une inflation annuelle révisée à la hausse de 0,4 point de pourcentage en 2022 et 0,8 point de pourcentage en 2023 par rapport aux prévisions de juillet) affichent des variations plus grandes entre

les pays que dans le groupe des pays avancés. On constate en moyenne une révision à la hausse des prévisions de l'inflation dans les pays émergents et les pays en développement d'Asie relativement faible (en partie du fait d'un ralentissement de l'activité en Chine et du renchérissement limité des denrées alimentaires qui représentent une grande partie du régime alimentaire) et une révision à la baisse modérée pour les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Les révisions sont plus importantes pour les prévisions d'inflation en Amérique latine et dans les Caraïbes (à la hausse de 2,2 points de pourcentage pour 2023), dans les pays émergents et les pays en développement d'Europe (à la hausse de 0,9 point de pourcentage) et dans les pays d'Afrique subsaharienne (à la hausse de 2,0 points de pourcentage pour 2023).

Un ralentissement du commerce mondial et un creusement des soldes courants

La croissance du commerce mondial ralentit fortement : elle passe de 10,1 % en 2021 à 4,3 % en 2022 et 2,5 % en 2023, selon les projections. Cette croissance est supérieure à celle de 2019, lorsque les obstacles croissants au commerce entravaient le commerce mondial, et à celle de 2020 durant la crise de la COVID-19, mais largement inférieure à la moyenne historique (4,6 % en 2000–21 et 5,4 % en 1970–2021). Ce ralentissement, supérieur de 0,7 point de pourcentage par rapport aux prévisions pour 2023 de la *Mise à jour des PEM* de juillet, s'explique principalement par le recul de la croissance de la production mondiale. Les difficultés liées aux chaînes d'approvisionnement ont été un autre frein : l'indice de pression des chaînes d'approvisionnement mondiales de la Banque fédérale de réserve de New York recule depuis quelques mois, essentiellement du fait d'une diminution des délais de livraison de la Chine, mais reste supérieur à son niveau normal, ce qui indique que les perturbations se poursuivent. Les chaînes d'approvisionnement sont cependant complexes, et les perturbations observées pendant la pandémie étaient le produit de multiples facteurs. Si d'autres facteurs continuent de s'améliorer alors même que les difficultés persistent en Chine, les pressions du côté de l'offre pourraient continuer à s'atténuer. L'appréciation du dollar en 2022 — de 13 % environ en termes effectifs nominaux en septembre par rapport à la moyenne en 2021 — a sans doute encore ralenti la croissance du commerce mondial, compte tenu du rôle dominant du dollar dans la facturation des échanges commerciaux ainsi que de la répercussion implicite sur les prix à la consommation et à la production hors des États-Unis (Gopinath *et al.*, 2020).

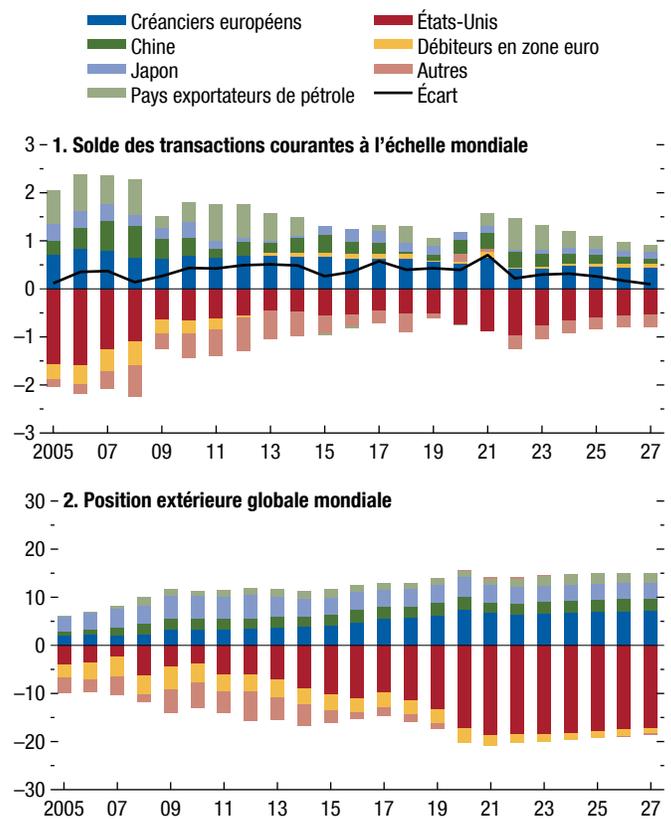
Alors que la croissance du commerce mondial diminue, les balances commerciales se sont creusées dans le monde entier. Après s'être contracté en 2011–19, le solde des transactions courantes à l'échelle mondiale, c'est-à-dire la somme des excédents et des déficits de tous les pays en termes absolus, a augmenté durant la crise de la COVID-19 et devrait s'accroître davantage en 2022 (graphique 1.19). Cette augmentation des soldes courants tient à l'impact de la pandémie. En outre, elle est allée de pair avec la hausse des prix des produits de base liée à la guerre en Ukraine, ce qui a augmenté le solde courant des pays exportateurs nets de pétrole et a réduit celui des importateurs nets. Voir à ce sujet l'édition de 2022 du Rapport sur le secteur extérieur (*External Sector Report*, 2022). Une augmentation du solde des transactions courantes à l'échelle mondiale n'est pas nécessairement un phénomène négatif, même si des déséquilibres mondiaux excessifs peuvent encourager les tensions commerciales et les mesures protectionnistes, ou accroître le risque de mouvements perturbateurs des monnaies et des capitaux.

Les positions créditrices et débitrices devraient rester élevées en 2022 bien qu'en moyenne, elles se soient légèrement modérées après avoir atteint un pic en 2020, car les réévaluations ont plus que compensé l'augmentation simultanée des soldes des transactions courantes. La baisse du prix des actifs survenue en 2022 aux États-Unis, pays dont la position débitrice nette est la plus élevée (avoirs extérieurs moins passifs extérieurs), pourrait provoquer des pertes de valorisation pour les détenteurs étrangers d'actifs des États-Unis. Dans le même temps, cependant, l'appréciation du dollar des États-Unis pourrait produire des gains de valorisation dans les pays émergents et les pays en développement, qui ont tendance à avoir des positions longues en devises, tout en alourdissant la charge des dettes du secteur public libellées en dollar.

Risques pesant sur les perspectives : les facteurs de dégradation dominant encore

Les perspectives restent exposées à des risques de dégradation. Globalement, les risques sont élevés alors que le monde subit l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, d'un ralentissement de l'activité économique tandis que les banques centrales redoublent d'efforts pour calmer l'inflation, et d'une pandémie persistante. Les risques décrits dans cette section, s'ils se concrétisent, sont de nature à peser encore davantage sur la croissance et à maintenir l'inflation élevée plus longtemps. Certains de ces risques sont aujourd'hui au premier rang des préoccupations des plus grandes entreprises du monde

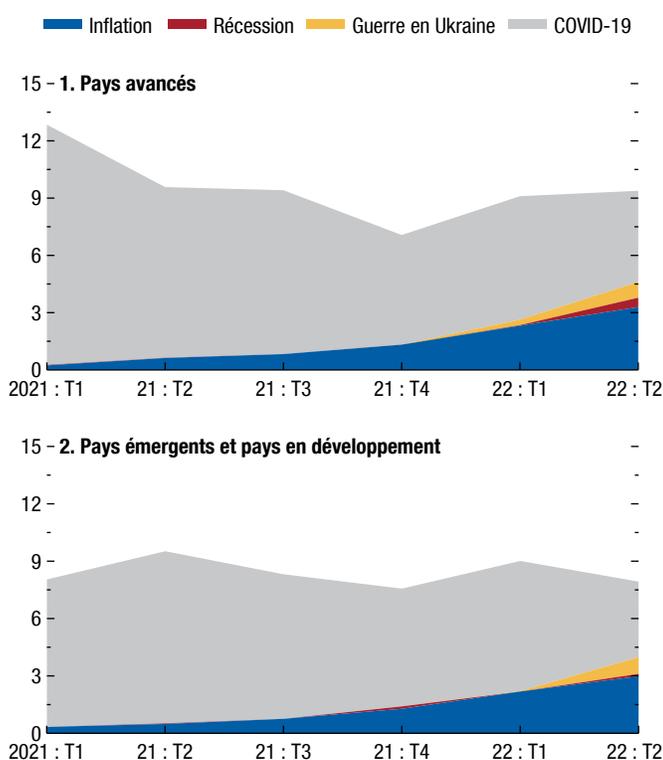
Graphique 1.19. Soldes courants et positions extérieures globales
(En pourcentage du PIB mondial)



Source : calculs des services du FMI.
Note : créanciers européens = Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse ; débiteurs en zone euro = Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Slovaquie, Slovaquie ; pays exportateurs de pétrole = Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Iran, Kazakhstan, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar, Russie, Venezuela.

alors qu'elles font face à des conditions très incertaines. L'inflation est certes une question de plus en plus importante, mais les entreprises continuent de considérer que la COVID-19 est le risque dominant (graphique 1.20). Le fait que la pandémie continue d'être mentionnée très fréquemment dans les appels sur les résultats des entreprises peut être le signe de ses effets persistants sur les marchés du travail et les chaînes d'approvisionnement. Les perspectives sont compliquées par le fait qu'il est très difficile de savoir comment ces risques influent les uns sur les autres. Ils pourraient bien s'influencer mutuellement et exacerber certains effets négatifs. La section ci-dessous étudie les principaux risques et incertitudes qui entourent les perspectives, et est suivie d'une analyse par modélisation qui quantifie la balance des risques qui pèsent sur les perspectives (encadré 1.3).

Graphique 1.20. Mentions des principaux risques macroéconomiques dans les annonces de résultat des entreprises
(En pourcentages cumulés)

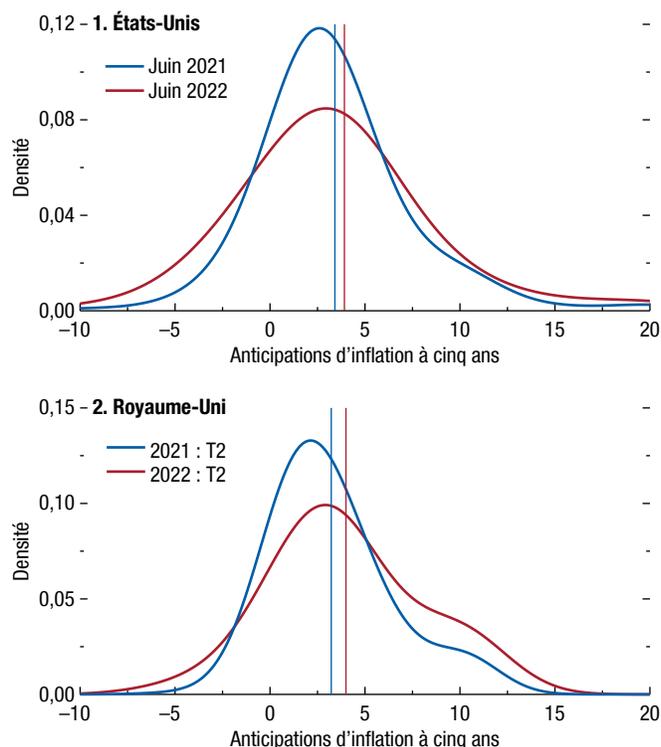


Sources : NL Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Chacune des zones colorées du graphique représente le nombre de fois que différents types de risques sont mentionnés à l'occasion des annonces de résultat des entreprises, en pourcentage du nombre total de phrases faisant mention d'un risque.

- *Erreurs de politique monétaire : un durcissement insuffisant ou excessif* — Les grandes banques centrales doivent tracer une voie difficile. Des perspectives de croissance dégradées et une confiance en demi-teinte des consommateurs et des investisseurs cadrent assez mal avec une pénurie de main-d'œuvre qui persiste. De plus, les principales économies affichent des résultats économiques nuancés, par exemple des signaux contradictoires en matière de production et de marchés du travail aux États-Unis, et une croissance forte soutenue par le tourisme en Europe pendant l'été malgré les conséquences de la guerre. Lorsque la politique économique dépend des données entrantes, les anticipations d'inflation risquent de se désancrer si la lutte contre l'inflation marque le pas. Jusqu'à présent, les anticipations de la hausse des prix à la consommation semblent rester ancrées dans les principales économies (Adrian, Erceg et Natalucci, 2022). Il convient cependant de noter que les

Graphique 1.21. Anticipations d'inflation à long terme
(En pourcentage, à l'horizon de cinq ans)



Sources : Banque d'Angleterre, enquête sur les comportements vis-à-vis de l'inflation ; Université du Michigan, enquêtes sur les consommateurs ; calculs des services du FMI.

Note : Les lignes verticales représentent la moyenne de chaque distribution.

ménages sont de plus en plus divisés sur les perspectives à long terme de l'inflation et, dans certains cas, commencent à changer de point de vue, une plus grande part d'entre eux s'attendant à une inflation très élevée (graphique 1.21). Le risque de commettre des erreurs de politique monétaire en opérant un durcissement insuffisant ou excessif est alors grand dans ces conditions. Un durcissement insuffisant peut se révéler coûteux : il risque de renforcer l'inflation et de pousser alors à une position future plus offensive sur les taux d'intérêt, ce qui pèserait considérablement sur la production et l'emploi. À l'inverse, un durcissement excessif risque de plonger de nombreuses économies dans une récession prolongée. On prévoit déjà qu'un nombre croissant d'économies connaîtront une contraction en 2022–23 (graphique 1.14). Du fait des incertitudes quant aux taux d'intérêt neutres et du risque de divergences transatlantiques dans la politique monétaire, la voie est étroite et complexe. De plus, les inconvénients d'un durcissement insuffisant ou excessif ne sont pas nécessairement symétriques : une erreur qui provoquerait une spirale

inflationniste serait de loin la plus dommageable. De plus, une incertitude entoure également le niveau naturel de chômage : la pandémie a sensiblement transformé la dynamique du marché du travail dans de nombreux pays avancés, avec un faible taux d'emploi par rapport aux tendances d'avant la pandémie, qui coexiste avec une pénurie de main-d'œuvre élevée. Compte tenu de l'incertitude des perspectives, il est probable que, dans les mois à venir, la capacité des banques centrales à mettre fin à l'inflation soit mise à l'épreuve. Dans cette lutte, les banques centrales des pays avancés pourraient être en mesure de compter sur une plus grande marge de crédibilité. Alors que les banques centrales des pays émergents et des pays à faible revenu ont enregistré des progrès notables dans l'élaboration et la communication de leur stratégie de politique monétaire ces dernières années, des disparités persistent entre ces pays et les pays avancés (Unsal, Papageorgiou et Garbers, 2022). Les pays émergents et les pays à faible revenu pourraient avoir du mal à vaincre l'inflation. Dans tous les cas, cependant, une réduction durable de l'inflation dépendra fondamentalement de la détermination des responsables de la politique monétaire à garder le cap et éviter que le cycle alternant des phases d'accélération et de freinage des années 70 se répète.

- *Des orientations divergentes et un dollar fort* — Des disparités dans les politiques économiques pourraient continuer de contribuer à la solidité du dollar des États-Unis, ce qui pourrait créer des tensions transfrontalières. La trajectoire du durcissement de la politique monétaire aux États-Unis et dans la zone euro pourrait continuer de diverger si l'inflation persiste encore et si un fort resserrement de la politique monétaire se révèle difficile à mettre en œuvre dans la zone euro en présence de risques de fragmentation. Un autre aspect des disparités de la politique macroéconomique concerne celles entre la Chine, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis. En Chine, la croissance de la production a ralenti avec les flambées de COVID-19 et les difficultés du secteur de l'immobilier. De plus, les chiffres de l'inflation étant relativement modérés, la banque centrale a décidé de réduire les taux prêteurs en août. Au Japon, les taux directeurs pourraient rester bas, car l'inflation sous-jacente et la croissance des salaires sont faibles. En septembre, les autorités japonaises sont intervenues pour soutenir le yen alors que la monnaie se dépréciait rapidement et que les divergences dans la politique monétaire s'accroissaient avec les États-Unis. Au Royaume-Uni, l'annonce en septembre d'un vaste relâchement budgétaire

financé par la dette, notamment des réductions d'impôts et des mesures visant à faire face à la hausse des prix énergétiques, s'est accompagnée d'une augmentation des rendements des fonds d'État (édition d'octobre 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde) et d'une forte dépréciation de la monnaie qui a ensuite pris fin. Dans l'ensemble, les politiques monétaires divergentes, et un phénomène de fuite vers la qualité en cas d'intensification des tensions géopolitiques, pourraient renforcer encore le dollar des États-Unis. En 2022, il s'est déjà apprécié d'environ 15 % par rapport à l'euro, de plus de 10 % par rapport au renminbi, de 25 % par rapport au yen et de 20 % par rapport à la livre sterling. Les fluctuations concomitantes des monnaies pourraient aggraver les tensions transfrontalières en matière de compétitivité ; nourrir l'inflation dans de nombreuses économies puisque les prix sont essentiellement fixés en dollars dans le commerce international ; et enfin amener certains pays à durcir davantage leur politique monétaire pour éviter une dépréciation excessive de leur monnaie, ce qui aurait des effets négatifs sur la croissance.

- *Des forces inflationnistes qui persistent encore* — D'après les projections, l'inflation devrait se modérer en 2023 et 2024, les facteurs influant sur les perspectives indiquant une désinflation plus rapide dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement (graphique 1.18). Plusieurs facteurs pourraient toutefois retarder la modération des taux d'inflation. De nouveaux chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires pourraient maintenir l'inflation globale plus élevée plus longtemps. Les prix énergétiques sont particulièrement sensibles à l'évolution de la guerre en Ukraine et au risque qu'éclatent d'autres conflits géopolitiques, et vont continuer de l'être. Des prix de l'énergie durablement élevés, ainsi que la dépréciation des monnaies mentionnée plus haut, pourraient également se répercuter sur l'inflation sous-jacente, et justifier alors une réaction plus offensive des autorités monétaires, ce qui freinerait encore la croissance, car cela augmenterait le coût des emprunts et réduirait les revenus disponibles. De plus, des phénomènes météorologiques extrêmes pourraient mettre en péril l'approvisionnement alimentaire mondial, ce qui exercerait une pression à la hausse sur les prix des produits alimentaires qui constituent une grande partie du régime alimentaire, et aurait des conséquences désastreuses sur les pays les plus pauvres. Une inflation plus élevée plus longtemps accroîtrait en outre le risque d'un désancrage de l'inflation ou d'une persistance de la spirale prix-salaires alors

que les anticipations sont davantage rétrospectives. Il semble que, jusqu'à présent, ces risques soient maîtrisés, en partie du fait d'un durcissement plus énergique de la politique monétaire (voir le chapitre 2). Les entreprises qui pratiquent des marges plus élevées peuvent décider d'absorber le coût des biens intermédiaires (encadré 1.2), mais une hausse prolongée du coût des intrants pourrait amener les entreprises à répercuter la hausse de leurs coûts afin de préserver leurs marges. Bien que ce risque semble faible, les entreprises jugent de plus en plus que l'inflation est un risque majeur (graphique 1.20). Du côté positif, la flambée actuelle d'inflation est due en partie au fait que la reprise de la demande après le choc de la pandémie a été plus forte que prévu (encadré 1.1). Alors que la pénurie de main-d'œuvre se poursuit, certains pays avancés semblent se situer à l'extrémité la plus prononcée de la courbe de l'offre, ce qui pourrait favoriser une désinflation rapide, accompagnée d'une baisse des coûts de la production et de la main-d'œuvre. De plus, une dégradation des perspectives de croissance conjuguée à des efforts visant à accroître la production de pétrole brut par les plus grands producteurs pourrait alléger les pressions inflationnistes induites par l'énergie.

- *Un surendettement généralisé dans les pays émergents vulnérables* — La guerre en Ukraine a contribué à précipiter une envolée des écarts souverains dans certains pays émergents et pays en développement (graphique 1.3). Cette flambée survient alors que la dette atteint des niveaux records du fait de la pandémie. Si l'inflation restait élevée, un nouveau durcissement de la politique monétaire des pays avancés risquerait d'accroître les pressions sur les coûts d'emprunt pour les pays émergents et les pays en développement. Certains grands pays émergents sont en bonne posture. Si toutefois les écarts souverains augmentaient davantage, ou même s'ils restaient à leurs niveaux actuels pendant une longue période, la viabilité de la dette de nombreux pays émergents et pays en développement vulnérables pourrait être menacée, en particulier ceux les plus durement touchés par les chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Alors que la facture des importations augmente, que les finances publiques sont mises à rude épreuve et que la marge de manœuvre budgétaire est limitée, toute perte d'accès aux marchés des financements à court terme aura des conséquences économiques et sociales considérables. Les pauvres sont particulièrement vulnérables, et des mesures de soutien budgétaire sont essentielles pour les protéger des effets du choc de l'inflation des prix alimentaires. De plus, une vague de

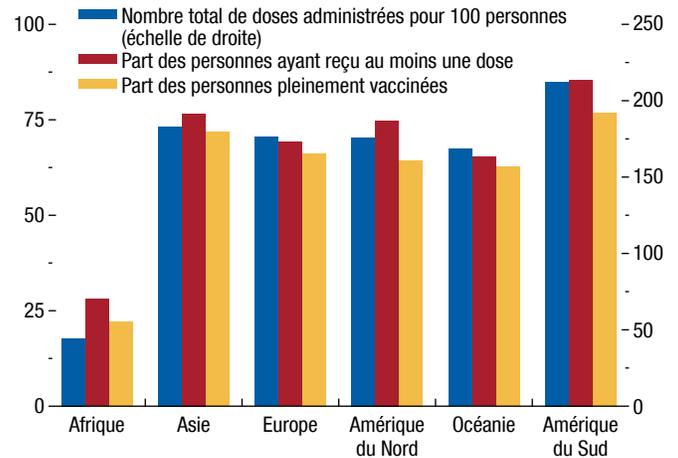
sorties de capitaux pourrait créer des difficultés dans les pays émergents et les pays en développement qui ont de gros besoins de financement extérieur. Une aggravation de la crise de la dette dans ces pays pèserait lourdement sur la croissance mondiale et pourrait précipiter une récession mondiale. Un nouveau raffermissement du dollar ne ferait qu'accroître la probabilité de surendettements. L'affaiblissement de monnaies nationales dans les pays émergents et les pays en développement pourrait fragiliser le bilan des pays qui ont une dette nette importante libellée en dollars, ce qui ferait peser des risques immédiats sur la stabilité financière.

- *Arrêt des livraisons de gaz à l'Europe* — La guerre en Ukraine continue d'envoyer des ondes de choc dans l'ensemble de l'Europe et sur les marchés mondiaux. Le volume de gaz russe fourni à l'Europe a été ramené à 20 % environ du niveau de l'année dernière, contre 40 % lors de l'édition de juillet 2022 de la *Mise à jour des PEM*. Les dernières prévisions tiennent compte de l'attente que ce volume reculera encore pour atteindre un niveau encore plus faible d'ici au milieu de 2024, conformément aux objectifs d'indépendance énergétique des principaux pays européens. Si la Russie cessait totalement ses livraisons de gaz à l'Europe en 2022, les prix de l'énergie augmenteraient sans doute davantage à court terme, ce qui exercerait encore plus de pressions sur les ménages. Il faudrait alors s'attendre à ce que l'inflation globale reste élevée plus longtemps dans la zone euro. Une analyse sur laquelle se fonde l'édition de juillet 2022 de la *Mise à jour des PEM* (Flanagan *et al.*, 2022, Lan *et al.*, 2022) permet de conclure que l'impact économique de ce choc varierait sur le continent en fonction du degré de la dépendance à l'égard des importations de gaz russe et de la capacité à remédier aux goulets d'étranglement des infrastructures afin de trouver d'autres sources d'approvisionnement. La probabilité et l'ampleur des pénuries éventuelles sont plus faibles aujourd'hui qu'on ne le prévoyait en juillet, car l'augmentation des flux des gazoducs et de gaz naturel liquéfié et la compression de la demande de gaz ont amené depuis quelques mois les pays de l'Union européenne à accumuler des stocks plus rapidement que prévu. Les pays d'Europe centrale et orientale, en particulier la République tchèque, la Hongrie et la République slovaque, pourraient connaître des perturbations compte tenu de leur dépendance à l'égard du gaz russe et de la possibilité qu'ils aient des difficultés à trouver d'autres sources d'approvisionnement. Des températures particulièrement basses ou une compression insuffisante de la demande de gaz cet automne pourraient contraindre

à un rationnement de l'énergie cet hiver en Allemagne, la plus grande économie d'Europe, et avoir des conséquences dramatiques sur le secteur industriel, peser lourdement sur les perspectives de croissance de la zone euro et avoir des effets de contagion transfrontaliers négatifs. Bien entendu, les prix des produits de base pourraient eux aussi fléchir — sans doute si le ralentissement mondial est plus prononcé que prévu —, ce qui aurait des conséquences néfastes sur les pays exportateurs.

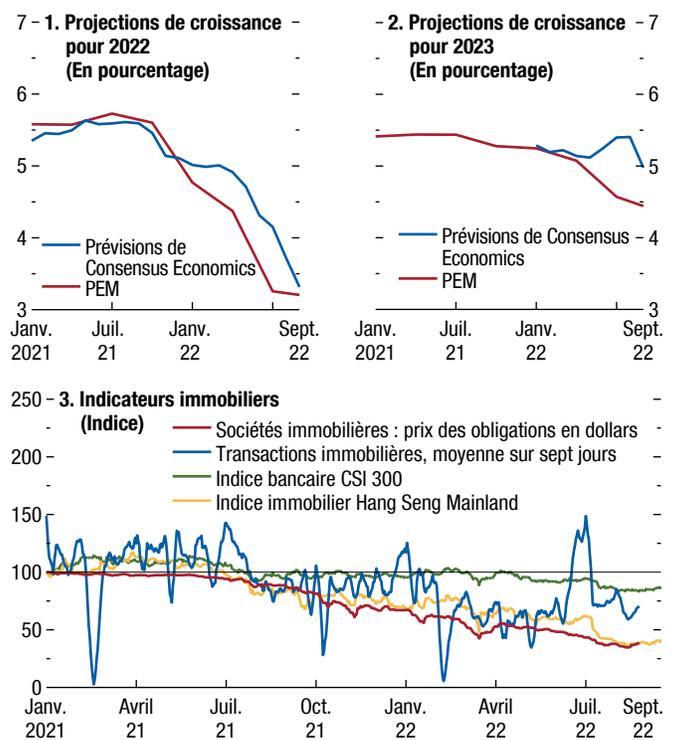
- Une résurgence des alertes sanitaires mondiales** — Bien que les derniers variants du coronavirus soient moins mortels que les précédents et se traduisent par des taux d'hospitalisation beaucoup plus supportables, ils sont aussi très contagieux. Ainsi, la pandémie de COVID-19 continue de faire des ravages dans la population active ; elle crée un absentéisme prolongé et réduit la productivité et la production. Pour autant, l'évolution de variants plus agressifs et létaux continue de présenter un risque pour l'économie mondiale. Les régions les plus exposées aux nouveaux variants et celles, comme l'Afrique, où les taux de vaccination restent faibles, ont de fortes chances de subir des conséquences plus lourdes en cas de résurgence de la pandémie (graphique 1.22). Le risque de nouvelles alertes sanitaires mondiales est tout aussi préoccupant. Ainsi, la variole du singe représente aujourd'hui une urgence de santé publique de portée internationale. Certes, un scénario qui verrait l'émergence d'une nouvelle pandémie est très peu probable, mais le retour à des confinements stricts pourrait une fois de plus réduire la demande de services nécessitant de nombreux contacts. Alors que les budgets des ménages sont amputés, il est peu probable que ce phénomène soit partiellement compensé par un déplacement de la demande vers les biens. Ceci pourrait alléger les pressions inflationnistes, mais de nouvelles flambées risqueraient au contraire d'exacerber les goulots d'étranglement, qui commençaient enfin à se desserrer. L'interaction entre ces deux forces va déterminer l'arbitrage entre inflation et production auquel sont aujourd'hui confrontées les banques centrales. Les années qui viennent, ces risques, s'ils se concrétisaient, ne feraient qu'approfondir les séquelles de la pandémie sur le capital humain et que faire reculer la productivité.
- Aggravation des difficultés du secteur de l'immobilier en Chine** — La croissance chinoise s'est considérablement affaiblie depuis le début de 2022 et a fait l'objet d'une révision à la baisse depuis les confinements d'avril 2022 à Shanghai et ailleurs, et en raison d'un ralentissement attendu du commerce mondial (graphique 1.23, pages 1 et 2). Les facteurs de révision à la baisse des

Graphique 1.22. Le continent africain compte le moins de personnes vaccinées contre la COVID-19
(En pourcentage, sauf indication contraire)



Sources : Our World in Data ; calculs des services du FMI.
Note : Les dernières données disponibles datent du 13 septembre 2022.

Graphique 1.23. Ralentissement en Chine



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Consensus Economics ; Wind Information (HK) Co. Ltd. ; calculs des services du FMI.
Note : Les prévisions de Consensus Economics se fondent sur des enquêtes mensuelles (pages 1 et 2). Dans la page 3, tous les indicateurs sont en base 100 le 1^{er} janvier 2021, sauf l'indicateur relatif aux transactions immobilières, auquel on affecte une valeur moyenne de 100 sur l'année 2021. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

perspectives d'une reprise de la croissance en Chine dominant, avec des signes d'un ralentissement notable du secteur de l'immobilier, qui est traditionnellement un moteur de croissance de l'économie chinoise (graphique 1.23, page 3). La chute des ventes immobilières empêche les promoteurs d'accéder à une source de liquidité dont ils ont cruellement besoin pour achever des projets en cours, ce qui exerce une pression sur leurs flux de trésorerie et augmente la possibilité de nouveaux défauts de remboursement de la dette. Inquiets du retard de livraison de logements résidentiels, des milliers d'acheteurs demandent un moratoire sur leurs emprunts hypothécaires qui amènerait à accorder des délais de grâce et aggraverait le risque de prêts improductifs pour les banques, ainsi que la crise des liquidités à laquelle sont confrontés les promoteurs. L'incertitude qui entoure le secteur de l'immobilier pourrait également avoir des répercussions sur la consommation et la situation financière des collectivités locales. Une nouvelle intensification des chaînes de réaction négatives entre les ventes immobilières et les difficultés des promoteurs fait peser le risque d'un ajustement plus vaste et prolongé dans le secteur de l'immobilier. Il s'agirait d'un coup très dur, car le secteur de l'immobilier représente un cinquième environ du PIB de la Chine. De plus, la possibilité de pertes dans le secteur bancaire pourrait provoquer des retombées macrofinancières plus vastes qui pèseraient lourdement sur la croissance chinoise à moyen terme.

- *La fragmentation de l'économie mondiale compromet la coopération internationale* — L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fracturé les relations entre la Russie et de nombreux autres pays. De plus, de nouvelles tensions géopolitiques, en Asie de l'Est et ailleurs, deviennent plus probables. Ces tensions risquent de perturber les échanges et de saper les piliers des cadres de coopération multilatéraux qui avaient pris des décennies à construire. L'accord céréalier de la mer Noire conclu récemment augure bien de l'augmentation de l'offre de produits de base sur les marchés mondiaux, et constitue une étape positive dans les efforts diplomatiques déployés à l'échelle internationale, mais les risques que l'économie mondiale se fragmente encore plus sont réels et pourraient peser sur les perspectives, en particulier à moyen terme (sur les trois à cinq prochaines années). Revenir sur l'accord céréalier de la mer Noire pourrait provoquer une crise de la sécurité alimentaire, particulièrement dans les pays à faible revenu. Une nouvelle fragmentation de la coopération mondiale créerait un risque notable pour la coopération en matière de politique climatique. De plus, une

intensification des tensions pourrait entraîner une fragmentation du monde en différentes sphères d'influence géopolitique, ce qui aurait des effets défavorables sur le commerce mondial et les flux de capitaux.

- *Évaluation du risque cohérente à l'échelle mondiale dans les prévisions des PEM* — Les intervalles de confiance des prévisions des PEM de la croissance annuelle mondiale sont déterminés à l'aide du module G20MOD du système flexible de modèles multinationaux du FMI. Pour certaines régions, ces intervalles de confiance sont asymétriques et pointent vers une croissance inférieure à celle du scénario de référence. Ceci s'explique par la prépondérance des mauvaises surprises en matière de croissance par le passé. L'évaluation du risque ainsi obtenue, illustrée dans un graphique en éventail, permet également de calculer la probabilité d'un ralentissement économique mondial. La probabilité estimée que la croissance mondiale à un horizon d'un an soit inférieure à 2,0 % — situation qui ne s'est produite qu'à cinq reprises depuis 1970 (en 1973, 1981, 1982, 2009 et 2020) — est aujourd'hui de l'ordre de 25 %, soit le double de la probabilité normale (encadré 1.3). La probabilité d'une croissance négative du PIB réel par habitant en 2023 est supérieure à 10 %. Une croissance aussi faible pourrait se produire si, comme l'explique l'encadré 1.3, une combinaison plausible de chocs venait à se concrétiser, notamment des réductions inattendues de l'offre mondiale de pétrole, une nouvelle contraction du secteur de l'immobilier en Chine, des perturbations persistantes sur les marchés du travail et un durcissement des conditions financières mondiales.

Action des pouvoirs publics : de l'inflation à la croissance

Bien que la conjoncture économique soit l'une des plus complexes depuis de nombreuses années, les moments difficiles n'ont pas vocation à durer éternellement. Des choix stratégiques judicieux peuvent aider l'économie mondiale à sortir de l'inflation et à ouvrir une ère de croissance durable et inclusive. Ces choix créent des effets et des interactions à court, moyen et long terme.

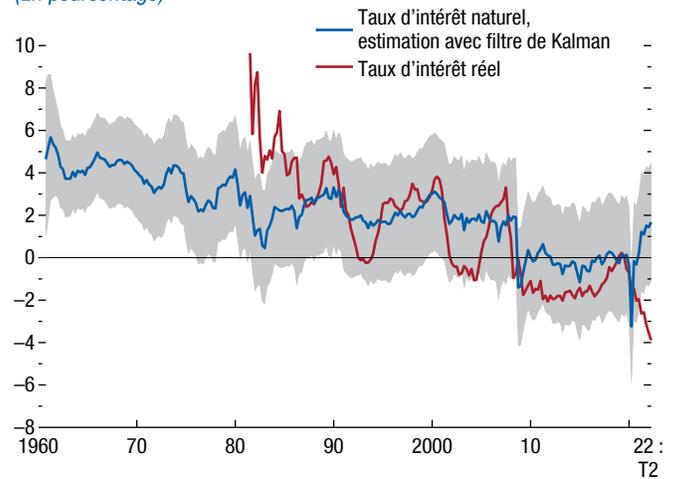
Mesures ayant un impact immédiat

Lutter contre l'inflation : La priorité doit être de maîtriser l'inflation, de normaliser le bilan des banques centrales et de relever les taux directeurs au-delà du niveau neutre suffisamment rapidement et longtemps pour maîtriser l'inflation et les anticipations d'inflation. La politique budgétaire doit également soutenir la politique monétaire en

vue d'atténuer la demande dans les pays où la demande globale est excessive et les marchés de l'emploi sont en surchauffe. Sans stabilité des prix, tout avantage tiré de la croissance future risque d'être compensé par une nouvelle hausse du coût de la vie. Les banques centrales doivent agir résolument tout en faisant connaître clairement leurs objectifs et les mesures à prendre pour les atteindre (édition d'octobre 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). La maîtrise de l'inflation aura cependant un coût : le chômage augmentera et les salaires diminueront à mesure que le durcissement monétaire s'intensifiera. La trajectoire appropriée des mesures de lutte contre l'inflation variera selon les pays et dépendra fondamentalement des questions suivantes :

- *Chronologie des coûts et avantages de la désinflation* : Une contraction monétaire commence généralement par avoir des coûts avant de présenter des avantages. La dernière désinflation importante aux États-Unis a commencé en 1980 et a provoqué quasiment immédiatement une récession, mais il a fallu environ trois ans pour ramener l'inflation à des niveaux supportables. Des données plus systématiques permettent d'aboutir à des conclusions analogues. La politique monétaire semble avoir son maximum d'impact sur les variables réelles après un an environ, mais sur l'inflation, plutôt après trois à quatre ans (Coibion, 2012 ; Cloyne et Hürtgen, 2016). Ce décalage entre les coûts à court terme des politiques de désinflation et leurs avantages à long terme pose des problèmes de crédibilité aux responsables de la politique monétaire, qui peuvent s'attendre à ce qu'on leur demande de desserrer la politique monétaire alors que le chômage augmente et que l'inflation persiste. De plus, si le taux d'intérêt correspondant à une inflation stable (souvent appelé « taux d'intérêt naturel ») est plus élevé qu'on ne le pensait auparavant, le coût de la désinflation et les pressions visant à ralentir le rythme du durcissement augmenteront dans les mêmes proportions. De fait, certaines données permettent de penser que c'est ce qui s'est déjà produit aux États-Unis. Bien que les taux réels soient faibles, les relations antérieures entre la production et l'inflation ne sont pas cohérentes avec le fait que l'on constate que seule l'inflation est en hausse. Il semble plutôt possible que le taux d'intérêt naturel ait légèrement augmenté, ce qui a assoupli encore plus la politique monétaire (graphique 1.24), bien qu'une grande incertitude continue d'entourer le taux naturel à moyen et à long terme. Quoi qu'il en soit, les banques centrales doivent garder leur cap pour veiller à ce que l'inflation recule durablement. À cet égard, des orientations prospectives

Graphique 1.24. Taux d'intérêt naturel, États-Unis
(En pourcentage)



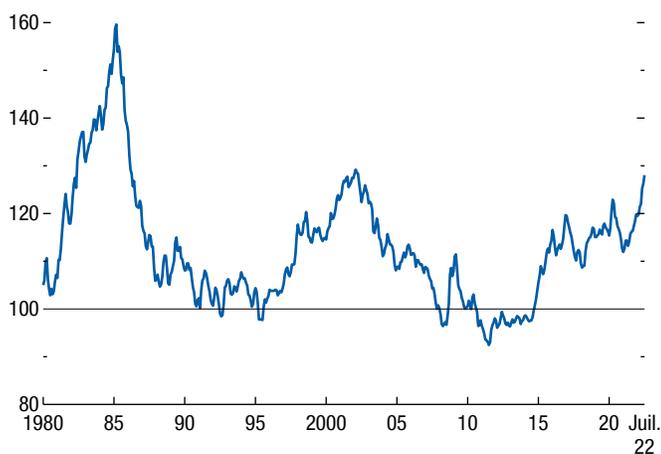
Sources : Banque fédérale de réserve de Philadelphie, *Survey of Professional Forecasters* (SPF) ; Holston, Laubach et Williams (2017) ; calculs des services du FMI. Note : L'estimation avec filtre de Kalman est calculée à partir du modèle de Holston, Laubach et Williams (2017). La zone grisée correspond à un intervalle de confiance à 95 %. Les taux d'intérêt réels sont calculés à partir des projections d'inflation de l'enquête SPF.

qualitatives sur les objectifs et les fonctions de réaction resteront utiles. Céder aux pressions visant à ralentir le rythme du durcissement ne fera que saper la crédibilité, permettra aux anticipations d'inflation d'augmenter et obligera à prendre des mesures plus musclées et douloureuses ultérieurement. S'ils faisaient marche arrière, les responsables de la politique monétaire se contenteraient de faire subir les inconvénients du durcissement, sans bénéficier d'aucun de ses avantages. De plus, dans certains pays, un ralentissement du rythme du resserrement de la politique monétaire pourrait exacerber les risques associés aux divergences des politiques monétaires. Enfin, des efforts du côté de l'offre peuvent aider la politique monétaire à réduire l'inflation. Les mesures visant à éviter les ruptures d'approvisionnement allégeront les pressions sur l'inflation alors que la demande reprend. Elles prendront notamment la forme d'une modernisation de l'infrastructure de transports, de la préparation aux pandémies et de la création de chaînes d'approvisionnement plus sûres et résilientes. Des chocs durables sur l'offre pourraient de leur côté obliger eux aussi les pouvoirs publics à réagir.

- *Flux internationaux de capitaux* : Le durcissement des conditions financières et la crainte d'une récession mondiale influent sur les flux internationaux de capitaux, ce qui a souvent des conséquences négatives dans les pays émergents et les pays en développement. Le dollar des États-Unis a flambé et, en termes réels, a atteint

Graphique 1.25. Appréciation généralisée du dollar

(Indice, 2010 = 100)



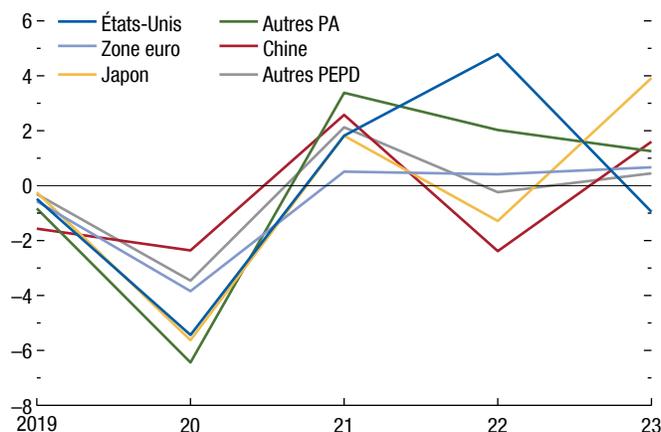
Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente le taux de change effectif réel du dollar sur la base des prix à la consommation.

des sommets jamais observés depuis le début de la première décennie 2000 (graphique 1.25). La hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et le dollar fort augmenteront les coûts de financement des pays émergents et des pays en développement, qui connaissent déjà des taux réels plus élevés que les pays avancés. De plus, les biens importés facturés en dollars seront plus chers, ce qui accélérera l'inflation. Dans ce contexte, la riposte recommandée par le FMI dans son cadre stratégique intégré, tant de manière prudentielle que durant le choc, varie en fonction de la situation particulière des pays. Dans ceux dont le marché des changes est profond et qui sont peu endettés en devises, il convient de miser sur le taux directeur et la flexibilité du taux de change. En revanche, si le marché des changes est peu développé, l'évolution du cycle financier mondial peut être associée à des affolements sur les marchés (« taper tantrums ») durant lesquels les investisseurs dont le portefeuille est contraint vendent leurs actifs libellés en monnaie nationale. Il conviendrait alors d'intervenir sur le marché des changes ou d'alléger les mesures de gestion des entrées de capitaux au lieu d'éloigner les politiques monétaire et budgétaire de leurs paramètres appropriés. Dans les pays très endettés en monnaies étrangères, les sorties de capitaux peuvent faire peser des risques sur la stabilité financière systémique et un risque extrême sur les chiffres de la croissance. Il pourrait convenir, dans certaines circonstances, que ces pays prennent des mesures préventives de gestion des flux de capitaux et/ou des mesures macroprudentielles afin de réduire leurs asymétries de

Graphique 1.26. Variation du solde primaire corrigé des variations cycliques

(En points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Chaque courbe représente les variations du solde primaire, corrigé des variations cycliques, exprimé en pourcentage du PIB de la période précédente. Les groupes « autres PA » et « autres PEPD » sont respectivement constitués de 11 et 15 pays. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

monnaies, ainsi que la probabilité et la gravité d'inversions des flux de capitaux. En situation de crise ou de quasi-crise, on peut envisager de prendre des mesures de gestion des sorties de capitaux. Les interventions sur les marchés des changes et les mesures de gestion des entrées de capitaux peuvent également convenir dans les pays émergents dans lesquels les anticipations d'inflation sont exposées à un risque élevé de désancrage du fait de fortes dépréciations des taux de change.

- **Coordination des politiques monétaire et budgétaire :**

Après un vaste relâchement des cordons de la bourse des États durant la pandémie, un resserrement est attendu en 2022 et 2023 (graphique 1.26). Dans un certain nombre de pays, la politique budgétaire devrait cependant s'assouplir, ce qui pourrait stimuler la demande globale et compenser l'effet désinflationniste de la politique monétaire. Cela ne signifie pas pour autant que la politique budgétaire ne peut pas amortir l'impact de la transition vers la phase de désinflation sur les groupes vulnérables (on élaborera cette question dans la section suivante). Bien que des politiques redistributives ciblées puissent être appropriées, il faudrait réduire les déficits pour contribuer à lutter contre l'inflation et remédier aux vulnérabilités liées à la dette. Un durcissement de la politique budgétaire peut également envoyer un signal fort en montrant que les décideurs sont sur la même longueur d'onde dans leur lutte contre l'inflation. Les pays devront faire des choix difficiles dans la

composition des dépenses compte tenu de la nécessité de maintenir une politique budgétaire restrictive. Ainsi, la crise du coût de la vie pourrait pousser les États à approuver des accords salariaux dans le secteur public supérieurs à l'inflation. Sans mesures de contraction budgétaire par ailleurs, et alors que l'offre est tendue, des augmentations des dépenses publiques ou des réductions d'impôts non financées ne feront qu'augmenter davantage l'inflation et compliquer la tâche des responsables de la politique monétaire.

Protéger les couches vulnérables de la population durant l'ajustement : Alors que le coût de la vie continue d'augmenter, les décideurs devront protéger les membres de la société les plus vulnérables des conséquences de la hausse des prix. Par rapport aux autres ménages, les ménages les plus pauvres consacrent souvent une part relativement plus importante de leurs dépenses à l'alimentation, au chauffage et aux combustibles, catégories qui ont connu des hausses de prix particulièrement marquées. De plus, les ménages peuvent difficilement ajuster leur consommation pour réduire leurs dépenses allouées à ces produits, chacun devant manger et se chauffer, et les transports, dont les prix sont souvent déterminés essentiellement par les prix des carburants, sont souvent essentiels pour se rendre au travail. Dans les pays dotés de dispositifs de protection sociale bien développés, les transferts monétaires ciblant les groupes particulièrement exposés à la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation (les enfants et les personnes âgées, par exemple) et les stabilisateurs automatiques existants (l'assurance chômage, par exemple) sont les meilleurs moyens de limiter les conséquences sur les catégories les moins à même de les supporter. Toutefois, des mesures visant à limiter les effets inflationnistes doivent compenser toute hausse des nouvelles dépenses. Dans les pays qui ne bénéficient pas de filets de sécurité bien développés, les autorités doivent veiller à élargir les programmes qui seraient déjà actifs. De façon générale, il faut éviter les plafonnements généralisés des prix et les subventions à l'alimentation et l'énergie, car ils accroissent la demande tout en diminuant les mesures en faveur de l'offre ou en y mettant fin. Ces programmes peuvent provoquer des rationnements et une activité débridée dans l'économie souterraine. De plus, ils sont souvent coûteux et régressifs, car ils canalisent les deniers publics vers ceux qui consomment le plus, et non pas vers ceux qui en ont le plus besoin (voir l'édition d'octobre 2022 du Moniteur des finances publiques).

Écarter les risques liés à la pandémie : La COVID-19 continue d'avoir des effets durables sur l'économie mondiale. Bien que beaucoup de nouveaux variants soient moins mortels que les précédents, ils ont encore des

conséquences économiques considérables. Les confinements stricts sont de plus en plus rares, mais cette maladie continue de perturber l'économie alors que les entreprises ont parfois des difficultés à s'adapter à des absences imprévisibles lorsque leurs employés ou les membres de leur famille tombent malades. Alors que ce virus persiste et continue d'évoluer, assurer un accès équitable à une panoplie complète de vaccins, de tests et de traitements dans le monde entier est la meilleure stratégie non seulement pour sauver des vies, mais aussi pour réduire une source majeure d'incertitudes qui freine la reprise mondiale. S'agissant des vaccins, il faudrait en priorité pleinement vacciner les populations les plus cliniquement vulnérables. Il faudra en outre investir constamment dans la recherche, la surveillance de la maladie et les systèmes de santé pour disposer d'une vaste panoplie d'outils actualisés à mesure que le virus évolue.

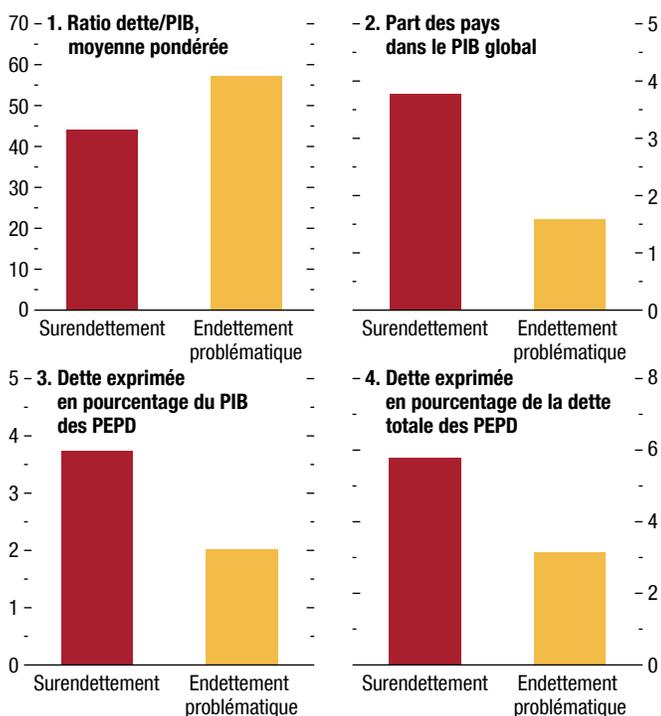
C'est sans doute en Chine que l'impact de la pandémie se fait le plus sentir, les confinements intermittents de certaines parties du pays ayant continué de peser sur l'activité économique. Des perturbations temporaires de la logistique et des chaînes de valeur du pays durant les flambées les plus importantes ont non seulement freiné la consommation privée, mais ont aussi frappé le secteur manufacturier chinois, et intensifié ainsi les pressions exercées sur les chaînes de valeur mondiales. La récurrence des flambées souligne combien il est important de poser les jalons d'une sortie en toute sécurité de la stratégie zéro COVID de la Chine, notamment en renforçant la campagne de vaccination du pays, qui a fait ses preuves, en particulier auprès des personnes âgées incomplètement vaccinées.

Des mesures avantageuses à moyen terme

Améliorer les mécanismes de résolution de la dette :

Certains pays vont se trouver confrontés à un secteur budgétaire soumis à des pressions considérables, avec une hausse des taux d'intérêt, un ralentissement mondial imminent et une énorme dette contractée durant la pandémie. Bien que les pays les plus exposés ne représentent qu'une part limitée de la production et des actifs financiers à l'échelle mondiale (graphique 1.27), les répercussions — en particulier les effets de contagion, par lesquels une crise dans un pays amène les investisseurs à se débarrasser d'actifs analogues dans d'autres pays — peuvent être prononcées. Si la meilleure solution consiste toujours à procéder à un ajustement ordonné dans le cadre d'une stratégie budgétaire à moyen terme bien fondée, déterminée en fonction des priorités nationales, il y a tout lieu de s'attendre à ce que davantage de pays se trouvent en situation de

Graphique 1.27. Surendettement dans les pays émergents et pays en développement
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les groupes sont classés en fonction des données sur les écarts de rendement des obligations souveraines disponibles à la date du 9 septembre 2022. Les pays surendettés présentent des écarts de rendement supérieurs à 1 000 points de base ; les pays dont l'endettement est problématique présentent des écarts de rendement entre 700 et 1 000 points de base. PEPD = pays émergents et pays en développement.

surendettement. Il est alors essentiel d'adopter une stratégie mondiale de coopération afin de mettre fin à la propagation des crises, de préférence en mettant en place à l'avance des mécanismes ou des institutions appropriés. Le FMI est l'une de ces institutions, et se tient prêt à aider les pays qui rencontrent des difficultés temporaires de balance des paiements, conformément à ses politiques en la matière. Il faudrait cependant élaborer d'autres approches complémentaires. En particulier, on peut améliorer le cadre commun du Groupe des Vingt (G20) de résolution de la dette de façon à permettre une résolution rapide et juste en cas de surendettement, pour permettre aux pays de sortir des situations de défaut de paiement sans connaître de difficultés économiques prolongées. À cet égard, les progrès enregistrés récemment par la Zambie sont positifs, mais il faut en faire davantage. Il faudrait étendre la couverture de ce cadre de façon à inclure un éventail plus large de pays, et les comités de créanciers doivent se réunir et préparer des accords de manière rapide et transparente. Le surendettement des pays émergents et des pays en développement est un

problème qui prend de l'ampleur. Il est impératif de mettre en place le plus tôt possible un mécanisme de résolution de la dette dans le cadre du G20 qui fonctionne bien.

Se préparer à un durcissement des conditions financières internationales : Un resserrement de la politique monétaire pourrait également exercer des pressions sur les institutions financières. C'est aujourd'hui qu'il faut se préparer à un durcissement des conditions financières. Alors que l'économie ralentit, les taux de défaut augmentent et les revenus des nouveaux prêts diminuent. Certes une hausse des taux peut accroître les revenus d'intérêts, mais elle est aussi susceptible d'avoir un effet négatif global sur de nombreuses institutions. C'est pourquoi la politique macroprudentielle devra être encore plus vigilante, et apporter une protection contre la défaillance d'institutions d'importance systémique en utilisant les instruments pertinents pour résorber les poches de grande vulnérabilité (voir l'édition d'octobre 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Le marché de l'immobilier demeure en particulier une source potentielle de risques macrofinanciers ; les autorités devraient évaluer les effets systémiques d'une correction des prix de l'immobilier en réalisant des tests de résistance rigoureux. En Chine, les autorités doivent permettre la restructuration des constructeurs de logements en difficulté et se préparer à s'attaquer aux retombées du marché immobilier sur le système financier plus globalement. Un durcissement des conditions financières internationales pourrait également exercer une pression sur les taux de change. En fonction de la situation des pays et de la nature des chocs, les décideurs doivent se tenir prêts à intervenir lorsque les taux de change flexibles ne suffisent pas à absorber les chocs externes. Ainsi, des crises peuvent obliger les autorités à intervenir sur les marchés des changes ou à adopter des mesures de gestion des flux de capitaux. Ces mesures doivent cependant être strictement temporaires, et assorties d'objectifs bien définis. De plus, les États très endettés doivent réduire de manière préventive leur dépendance à l'égard des emprunts en devises étrangères. Un accès rapide et fiable à des liquidités en monnaie de réserve, y compris dans le cadre des accords de précaution et de décaissement du FMI, accordés aux pays un répit pour mettre en œuvre de manière méthodique des mesures d'ajustement. Enfin, des pressions concurrentes dans la zone euro rendent d'autant plus nécessaire une facilité bien conçue de la Banque centrale européenne à l'image de l'instrument de protection de la transmission afin d'assurer une transmission sans heurt de la politique monétaire. Cet instrument permettra aux taux directeurs de mieux refléter les conditions macroéconomiques de l'ensemble de la zone euro. Il viendrait compléter

l'instrument existant des opérations monétaires conditionnelles sur titres et le programme de prêts du mécanisme européen de stabilité. Dans le même temps, il ne doit pas fausser les marchés au point que les prix ne rendent plus compte des risques fondamentaux.

Entreprendre des réformes structurelles : Des mesures qui augmentent l'offre peuvent stimuler l'activité économique tout en ralentissant l'inflation, mais avec un certain décalage. À cet effet, les pays avancés pourraient prendre des mesures propres à augmenter la main-d'œuvre, par exemple des subventions des garderies, des crédits d'impôt sur le revenu du travail, des réformes des systèmes d'immigration et un meilleur accès aux vaccins et aux traitements contre la COVID-19. Dans les pays émergents et les pays en développement, une amélioration de l'éducation, du climat des affaires et de l'infrastructure numérique peut également être utile.

Des mesures qui présentent des avantages à long terme

Adopter des politiques climatiques : Les changements climatiques continuent à vive allure. Les températures extrêmes ne sont qu'une des manifestations des défis qu'ils présentent. Faute de mesures correctives rapides, les changements climatiques finiront par avoir des conséquences catastrophiques sur les résultats sanitaires et économiques dans le monde entier. Les objectifs mondiaux actuels ne correspondent pas aux objectifs de température à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, il faudra réduire les émissions d'au moins 25 % d'ici la fin de cette décennie (chapitre 3). De plus, la crise énergétique en cours a accru les avantages en termes de sécurité énergétique que les pays peuvent tirer de la transition vers des sources d'énergie propres et fiables afin de remplacer progressivement les combustibles fossiles dont ils sont dépendants par des sources d'énergie renouvelables et à faible émission de carbone. Pour accélérer cette transition, les autorités devraient à la fois fixer un prix minimal du carbone et encourager les solutions propres, notamment en subventionnant les énergies renouvelables et en investissant dans les infrastructures habilitantes comme les réseaux électriques intelligents. Dans un monde où les prix sont déjà élevés, passer à de nouvelles sources d'énergie peut être politiquement difficile, et risqué en apparence. Des mesures qui compensent le coût de la transition, par exemple des bonus-malus écologiques et des compensations ciblées pour les personnes pénalisées, peuvent faciliter la transition. De plus, bien que la transition verte puisse s'accompagner de risques, ils sont négligeables au regard du risque de l'inaction. En effet, une nouvelle analyse du FMI présentée au

chapitre 3 indique que le coût de la transition vers une électricité verte n'est pas nécessairement inflationniste, et que cette transition peut avoir un effet sur le PIB inférieur à la variation annuelle en temps normal. Tout retard ne fera qu'accroître ces coûts. L'adoption de la loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis, qui prévoit 369 milliards de dollars en faveur de la sécurité énergétique et de la lutte contre le changement climatique, est bienvenue. Cette loi vise à réduire les émissions de carbone des États-Unis de 40 % environ d'ici à 2030, principalement à l'aide de crédits d'impôt et d'incitations à accroître les investissements dans les énergies propres. Il reste cependant des progrès à faire, car elle ne prévoit pas de tarification du carbone et de bonus-malus écologiques au niveau sectoriel, ni de suppression des subventions aux combustibles fossiles et à l'agriculture à forte intensité de carbone. De même, le vaste programme énergétique annoncé par les autorités du Royaume-Uni, qui vise à aider l'ensemble des familles et des entreprises à faire face à la hausse des prix de l'énergie, aurait pu mieux cibler les catégories vulnérables, ce qui aurait réduit son coût et mieux préservé les incitations à faire des économies d'énergie.

Renforcer la coopération multilatérale et éviter la fragmentation : L'envolée récente de l'inflation mondiale a créé une vague correspondante de protectionnisme à court terme, principalement en ce qui concerne les denrées alimentaires. En outre, bien que des mesures protectionnistes puissent être tentantes à court terme, à long terme, elles ne font aucun gagnant. Lorsqu'un pays interdit les exportations, il s'interdit aussi des revenus qui lui permettraient d'acheter à l'étranger des biens dont il pourrait avoir besoin. De plus, il est fréquent que des interdictions d'exportations dans un pays provoquent des mesures de rétorsion dans d'autres pays, et toutes les parties concernées en pâtissent. Un principe analogue s'applique aux produits médicaux, qui ont fait l'objet de restrictions au commerce à différents stades de la pandémie. Les pays devraient lever les restrictions au commerce mises en place avant la pandémie et tenir les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce. Il s'agit notamment de remettre en place un système de règlement des différends pleinement fonctionnel et de renforcer les règles dans des domaines tels que les subventions agricoles et industrielles. De plus, une coopération multilatérale est essentielle pour promouvoir les technologies nécessaires pour atténuer les changements climatiques et donner une impulsion à la finance verte. Enfin, il faut soutenir les pays à faible revenu à l'aide de financements concessionnels afin de faciliter des réformes génératrices de croissance et les aider à atteindre leurs objectifs climatiques.

Encadré 1.1. Analyse d'erreurs récentes dans les prévisions de l'inflation des Perspectives de l'économie mondiale

L'inflation a dépassé les prévisions des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) à maintes reprises en 2021–22 dans toutes les régions, et ce d'un niveau anormalement élevé. Ces erreurs de prévision étaient en général plus importantes sur 2022 que sur 2021, mais celles concernant l'inflation sous-jacente étaient moins marquées pour 2022. Un redressement de la demande plus fort que prévu dans les pays avancés, et les pays émergents et les pays en développement explique en partie les erreurs de prévision de l'inflation sous-jacente pour 2021, les plans de relance budgétaire face à la pandémie COVID-19 ayant vraisemblablement joué un rôle de soutien dans les pays avancés.

L'inflation a systématiquement augmenté de façon inattendue depuis le deuxième trimestre 2021. Les prévisions de l'inflation des PEM ont donc été successivement révisées à la hausse (graphique 1.1.1), tant en ce qui concerne l'inflation globale que l'inflation sous-jacente, et aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Dans l'édition d'octobre 2022, les PEM prévoient que dans les pays avancés, l'inflation culminerait plus tard que prévu dans la *Mise à jour des PEM* de janvier et les PEM d'avril 2022. Dans les pays émergents et les pays en développement, on table désormais sur une inflation globale atteignant un sommet plus élevé qu'on ne le pensait précédemment, mais pas plus tard.

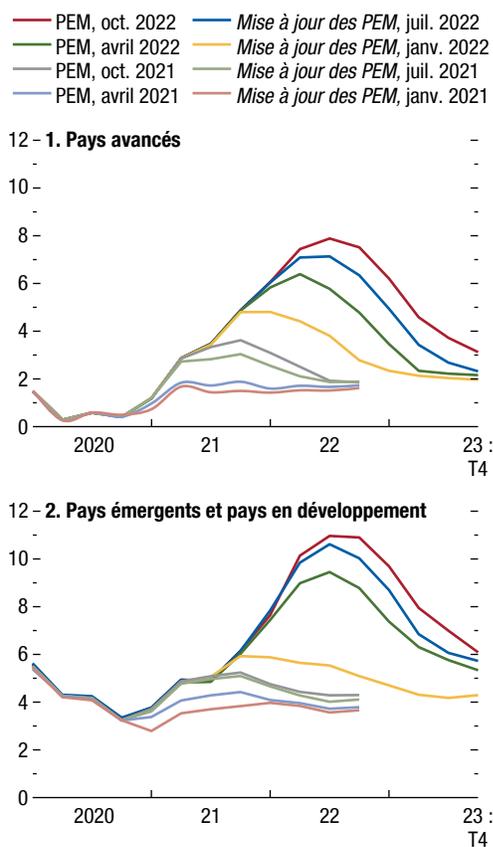
Les erreurs de prévision de l'inflation sont plus importantes sur 2022 que sur 2021¹. Leur augmentation en 2022 est particulièrement forte pour les pays d'Europe (graphique 1.1.2). Les erreurs commises pour 2021 et 2022, en moyenne de 1,7 point de pourcentage pour l'Europe et de 3,2 points de pourcentage au niveau international, sont à rapprocher d'une moyenne proche de zéro durant la décennie qui a précédé la crise de la COVID-19. Par comparaison avec 2010–19, l'erreur quadratique moyenne est 2,5 fois plus élevée pour 2021 et 5 fois plus élevée pour 2022. Les fortes hausses

Les auteurs de cet encadré sont Christoffer Koch et Diaa Noureldin.

¹L'erreur de prévision sur une année donnée désigne la différence entre l'inflation effective et la prévision publiée au début de l'année (dans la *Mise à jour des PEM* de janvier). L'inflation réelle n'étant pas encore connue pour 2022, on entend ici par « erreur de prévision » la différence entre la révision de la prévision de l'inflation annuelle de 2022 faite dans les PEM d'octobre 2022 et celle de la *Mise à jour des PEM* de janvier 2022. Une « erreur de prévision » positive sur un pays donnée pour 2022 indique donc que les projections tablent, en octobre 2022, sur une inflation en 2022 supérieure à celle qui était prévue au début de 2022.

Graphique 1.1.1. Prévisions de l'inflation globale

(En pourcentage)



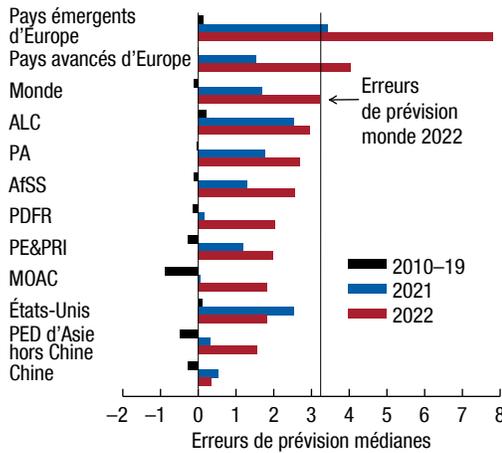
Source : calculs des services du FMI.

Note : Les courbes représentent les prévisions de l'inflation pondérée par le PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat sur quatre trimestres, entre l'édition de janvier 2021 de la *Mise à jour des PEM* et les PEM d'octobre 2022. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

inattendues de l'inflation en 2022 dans les pays émergents européens s'expliquent par une inflation effective exceptionnellement élevée dans les pays baltes et d'autres pays d'Europe orientale à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Seuls la Chine et les États-Unis ont fait l'objet d'erreurs plus faibles sur 2022 que sur 2021. En effet, la Chine connaît un ralentissement de son activité économique qui exerce une pression à la baisse sur l'inflation. S'agissant des États-Unis, les prévisions d'inflation ont été sensiblement révisées à la hausse dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2022, alors que les chiffres élevés de l'inflation sous-jacente depuis le

Encadré 1.1 (suite)

Graphique 1.1.2. Erreurs des prévisions de l'inflation globale annuelle publiées dans les PEM par rapport aux prévisions des éditions de janvier précédentes de la Mise à jour des PEM
(En points de pourcentage)

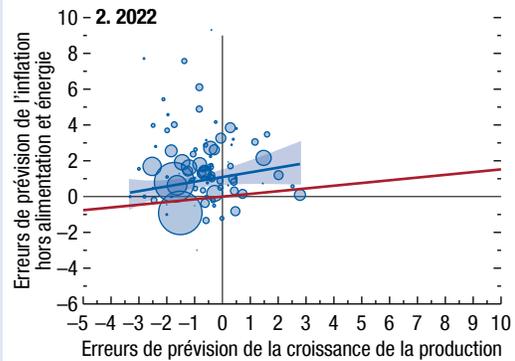
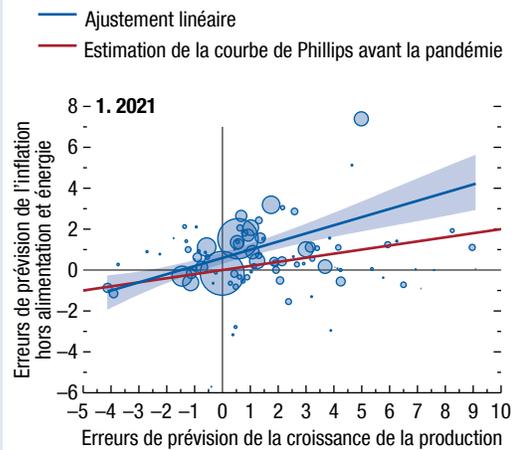


Source : calculs des services du FMI.
 Note : erreurs de prévision médianes de l'inflation de 2022 entre la *Mise à jour des PEM* de janvier 2021 et celle de janvier 2022 comparées aux erreurs de prévision moyennes respectives par rapport aux éditions de la *Mise à jour des PEM* de janvier en 2010-19. Les erreurs de prévision à l'intérieur des groupes sont pondérées par le PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat. AfSS = pays d'Afrique subsaharienne ; ALC = pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; MOAC = pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale ; PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PED d'Asie hors Chine = pays émergents et pays en développement d'Asie hors Chine ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

deuxième trimestre 2021 et la pénurie accrue de main-d'œuvre donnaient clairement les premiers signes d'une surchauffe². Les données montrent en outre que les prévisions de la persistance de l'inflation pourraient elles aussi avoir été sous-estimées. En moyenne, une montée inattendue de l'inflation de 1 point de pourcentage de plus pour 2021 est associée à une autre erreur de prévision de 0,22 point de pourcentage pour 2022. Cette relation est statistiquement significative (la statistique *t* est de 2,68). L'erreur de prévision pour 2021 étant connue lorsque les prévisions sur 2022 ont été faites, en principe, elle ne devrait pas être corrélée avec des erreurs de prévision ultérieures.

²Voir dans Ball, Leigh et Mishra (à paraître) une analyse de la pénurie de main-d'œuvre et de ses conséquences sur l'inflation aux États-Unis après la pandémie. Voir également Duval *et al.* (2022) pour des données sur certains pays avancés.

Graphique 1.1.3. Erreurs de prévision de l'inflation hors alimentation et énergie et de la production
(En points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.
 Note : Les observations aberrantes sont exclues si les erreurs de prévision absolues dépassent 10 points de pourcentage. La Russie et l'Ukraine sont exclues en 2022. La régression est pondérée par le PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat en utilisant les pondérations de 2021 à la page 1 et celles de 2022 à la page 2. La taille des bulles représente la taille de l'économie pondérée par le PIB en PPA. PPA = parités de pouvoir d'achat.

Si l'inflation sous-jacente a été à l'origine d'erreurs de prévision sur 2021, cela a été moins le cas pour 2022. La plupart des erreurs de prévision sur 2021 concernaient l'inflation sous-jacente, à 53,6 % pour les pays avancés et à 71,9 % pour les pays émergents et les pays en développement. En ce qui concerne 2022, la part de l'inflation sous-jacente est plus faible, à 46,5 % pour les pays avancés et à 47,9 % pour les pays émergents. La proportion élevée de l'inflation sous-jacente dans les erreurs de prévision sur 2021 s'explique sans doute par un grand déséquilibre entre l'offre et la demande, la forte reprise de

Encadré 1.1 (suite)

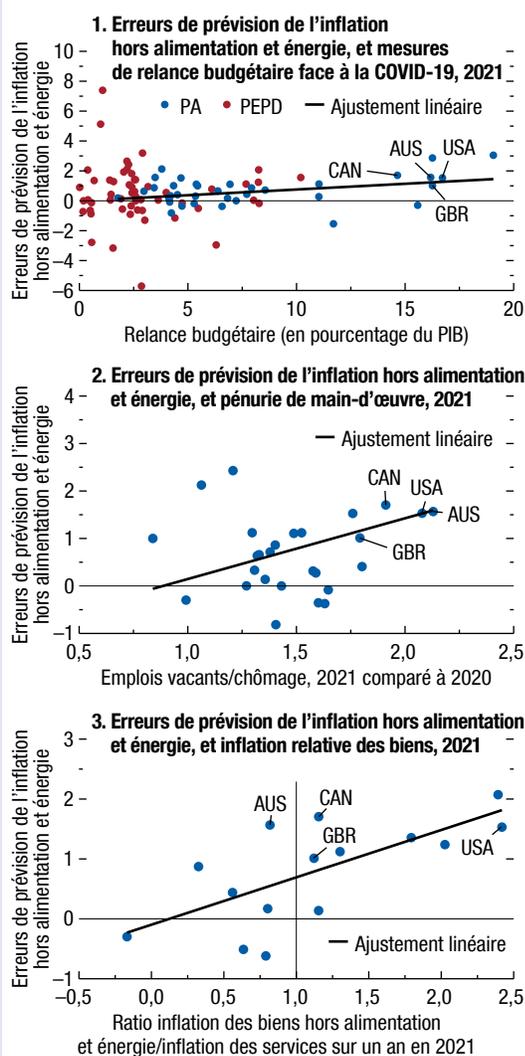
la demande après le choc de la COVID-19 se heurtant à des perturbations de l'offre. Cette question est étudiée plus loin dans cet encadré. En revanche, les erreurs de prévision de l'inflation sur 2022 sont relativement plus concentrées sur l'inflation non sous-jacente, ce qui laisse penser que les chocs sur l'offre de produits énergétiques et alimentaires ont joué un plus grand rôle, essentiellement du fait de la guerre en Ukraine.

La reprise de la demande plus forte que prévu peut-elle expliquer en partie les erreurs de prévision de l'inflation sous-jacente ? Un diagramme de dispersion des différentes erreurs de prévision fait apparaître une corrélation positive entre la production et les variations inattendues de l'inflation sous-jacente en 2021 (graphique 1.1.3, page 1). La courbe du meilleur ajustement (pondérée par le PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat) trace une relation établie par la courbe de Phillips avec une pente plus marquée que celle de l'estimation de la courbe de Phillips avant la pandémie³. L'économie mondiale aurait donc été à l'extrémité la plus prononcée de la courbe de l'offre globale en 2021, la reprise rapide de la demande se heurtant continuellement à une offre perturbée. La *Mise à jour des PEM* de juillet 2021 et les PEM d'octobre 2021 décrivaient la reprise vigoureuse de la demande. Les pays avancés ont connu une reprise particulièrement marquée de la production (dans l'industrie manufacturière et les services). De plus, les tensions sur l'offre étaient à leur maximum au deuxième semestre 2021, comme le montrent les délais de livraison selon l'indice des directeurs d'achat. En ce qui concerne les erreurs de prévision de l'inflation sous-jacente en 2022, la courbe du meilleur ajustement est plus plate et ne présente pas de différence significative avec la pente de la courbe de Phillips avant la pandémie (graphique 1.1.3, page 2).

La forte corrélation entre les erreurs de prévision de l'inflation et celles de la production pour 2021 s'explique probablement, en partie, par les plans de relance budgétaire face à la COVID-19 et par la pénurie de main-d'œuvre, en particulier dans les pays avancés. Les plans de relance ambitieux adoptés en réaction au choc de la pandémie ont vraisemblablement stimulé la reprise de la demande en 2021. Alors que les taux d'intérêt avaient atteint le plancher de zéro dans la plupart des pays avancés, les décideurs ont fait appel à la politique monétaire pour amortir l'effet du choc de la pandémie et éviter des séquelles à long terme. Le graphique 1.1.4

³L'estimation d'avant la pandémie repose sur une spécification hybride de la courbe de Phillips en 2000–19. Pour plus de précisions, voir le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2021 des PEM.

Graphique 1.1.4. Incidence sur les erreurs de prévision de l'inflation hors alimentation et énergie
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Dans la page 1, on entend par « relance budgétaire » les programmes de soutien budgétaire face à la COVID-19 annoncés en 2020. La ligne continue représente un ajustement linéaire d'une régression pondérée dans les pays avancés, dans lequel les pondérations sont le PIB en PPA en 2021. Dans la page 2, l'ajustement linéaire utilise comme pondérations le PIB en PPA en 2021. Dans la page 3, la régression est pondérée par le PIB en PPA en 2021 en utilisant les pondérations de 2021. Les trois pages excluent les observations aberrantes si les erreurs de prévision absolues de l'inflation hors alimentation et énergie ou de la production dépassent 10 points de pourcentage. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PPA = parités de pouvoir d'achat. Les codes des pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Encadré 1.1 (fin)

(page 1) illustre le large éventail de mesures budgétaires annoncées en 2020, à partir de la base de données du FMI sur les mesures budgétaires prises par les pays face à la pandémie de COVID-19 (mise à jour de janvier 2021 du Moniteur des finances publiques). Un certain nombre de grands pays (le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, par exemple) se sont engagés à consacrer plus de 15 % de leur PIB à la riposte face à la pandémie. Dans l'ensemble, le diagramme de dispersion ne fait pas apparaître une forte corrélation positive, ce qui confirme que d'autres facteurs interviennent, mais dans les pays avancés, on constate une forte corrélation entre les erreurs de prévision de l'inflation et les trains de mesures budgétaires. Dans les pays avancés, un soutien budgétaire supplémentaire représentant 10 % du PIB est associé à un taux d'inflation sous-jacente supérieur aux prévisions de 0,8 point de pourcentage (la statistique t est de 3,38). En temps réel, les prévisionnistes ont probablement sous-estimé l'effet des trains de mesures budgétaires sur l'inflation dans ces pays. Les perturbations de l'offre ne se sont pas manifestées uniquement sur le marché des biens et sur les chaînes de valeur mondiales engorgées : la pandémie, suivie par une reprise rapide de

la demande, a également déstabilisé les marchés du travail intérieurs. Pour mettre en lumière la relation entre les marchés du travail et les erreurs de prévision de l'inflation sous-jacente, on a comparé le ratio postes vacants/chômeurs de 2021 à celui de 2020. Ce ratio fait apparaître une relation positive avec les erreurs de prévision de l'inflation (graphique 1.1.4, page 2). Une régression rend compte de plus de 50 % des variations des erreurs. Enfin, le graphique 1.1.4 (page 3) illustre le rôle de la réorientation de la demande sectorielle des services vers les biens. Il compare le ratio inflation des biens hors énergie et alimentation/inflation des services en 2021, qui était de 2,5 environ aux États-Unis, aux erreurs de prévision de l'inflation sous-jacente en 2021. La corrélation positive semble indiquer que la dislocation de la demande sectorielle joue un rôle dans les aberrations observées dans l'inflation non anticipée. Dans l'ensemble, le schéma des mesures de relance budgétaire, des pénuries de main-d'œuvre et des réorientations sectorielles concorde avec la notion que la politique budgétaire a dynamisé la demande, alors que le volet offre de l'économie était encore affaibli, et qu'elle a donc eu un rôle significatif dans les erreurs de prévision de l'inflation.

Encadré 1.2. Pouvoir de marché et inflation pendant la pandémie de COVID-19

Le pouvoir de marché des entreprises est-il responsable de la vague d'inflation actuelle ? Alors que les prix à la consommation se sont envolés en 2021 et 2022 dans de nombreux pays avancés, cette question est au cœur des débats des pouvoirs publics et des universitaires. L'une des raisons en est sans doute que les entreprises profitent du fait que la concurrence est faible pour protéger leurs bénéfices en répercutant sur les ménages l'augmentation du coût des intrants et de la main-d'œuvre par une hausse des prix. De nouvelles données, présentées dans cet encadré, montrent cependant que le pouvoir de marché n'a pas été un facteur majeur de l'inflation dans la conjoncture actuelle.

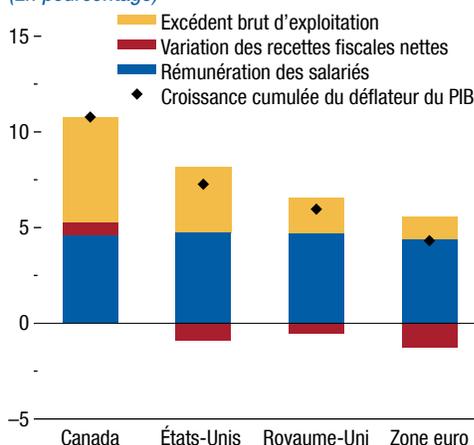
Les bénéfices ont rebondi en 2021, après avoir été durement touchés en 2020. Une partie de cette reprise pourrait s'expliquer par les prix plus élevés facturés par les entreprises. Si l'on décompose la croissance du déflateur du PIB en croissance du revenu des facteurs, on constate que l'excédent brut d'exploitation du secteur privé, qui intègre les bénéfices, a été un moteur important de la hausse des prix des extrants dans plusieurs pays avancés, auquel s'ajoute la hausse du coût unitaire de la main-d'œuvre (graphique 1.2.1). Aux États-Unis, où le déflateur du PIB a augmenté de 7 % entre 2019 et 2021, environ 40 % de cette évolution est attribuable à l'augmentation de l'excédent brut d'exploitation, tandis que la rémunération accrue des employés en représente 65 %. En revanche, la contribution des impôts à la production, dernier élément de la décomposition, a été négative, du fait du soutien budgétaire apporté durant la pandémie de COVID-19. D'autres pays avancés présentent des caractéristiques analogues.

Alors que le pouvoir de marché a progressé régulièrement au cours des dernières décennies dans plusieurs pays avancés (Díez, Leigh et Tambunlertchai, 2018 ; édition d'avril 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 2), l'augmentation récente des bénéfices et des prix ne signifie pas nécessairement que le pouvoir de marché s'est encore accru durant la pandémie. Beaucoup d'autres canaux pourraient alimenter la hausse des bénéfices, par exemple une demande plus élevée ou une diminution (temporaire) des dépenses d'équipement des entreprises.

Pour mettre en lumière le rôle du pouvoir de marché dans la vague inflationniste récente, on estime dans

Les auteurs de cet encadré sont Federico Díez, Longji Li, Myrto Oikonomou et Carlo Pizzinelli.

Graphique 1.2.1. Décomposition de la croissance du déflateur du PIB par composantes des revenus
(En pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.
Note : Les losanges noirs indiquent la croissance globale du déflateur du PIB entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2021. Chaque bâton représente la part de la composante du revenu correspondante obtenue en multipliant la part de la composante dans le PIB au quatrième trimestre 2019 par la différence entre le taux de croissance nominal de la composante et le taux de croissance du PIB réel global.

cet encadré la marge brute dans neuf pays avancés (Allemagne, Australie, Canada, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) en 2000–21 à partir des données de Worldscope sur les entreprises non financières cotées en Bourse¹. La marge brute, définie comme le ratio prix/coût marginal, est un indicateur courant du pouvoir de marché. Cette analyse suit de près la méthode de De Loecker, Eeckhout et Unger (2020) et de Díez, Leigh et Tambunlertchai (2018)².

¹On exclut le secteur financier car une marge brute estimée à partir d'une fonction de production traditionnelle n'est pas nécessairement le meilleur indicateur du pouvoir de marché des institutions financières (voir Akcigit *et al.*, 2021). Konczal et Lusiani (2022) constatent que la croissance de la marge brute observée en 2021 dans le secteur financier était sensiblement supérieure à celle des autres secteurs. Contrairement aux données de Worldscope, les données de comptabilité nationale utilisées dans le graphique 1.2.1 couvrent l'ensemble de l'économie.

²Cette méthode repose sur une hypothèse fondamentale : les entreprises sont face à une offre à court terme de biens intermédiaires

Encadré 1.2 (suite)

Le graphique 1.2.2 montre que, comme on l'a vu dans des études antérieures (édition d'avril 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 2 ; Akcigit *et al.*, 2021), les marges brutes ont régulièrement augmenté dans tous les pays avancés depuis quelques décennies, ce qui tend à indiquer que le pouvoir de marché des entreprises se consolide à long terme³. Toutefois, durant la pandémie, la croissance de la marge brute a ralenti, s'est interrompue, voire est devenue légèrement négative dans certains pays. Ce graphique illustre en outre comment l'inflation des prix à la consommation, qui avait connu une croissance modérée avant la pandémie, s'est accélérée en 2020–21. Alors qu'il existe de tout temps une corrélation positive entre la hausse des marges brutes et celle des prix à la consommation, et que ces hausses étaient régulières, en particulier dans les services, elles ont nettement divergé depuis deux ans.

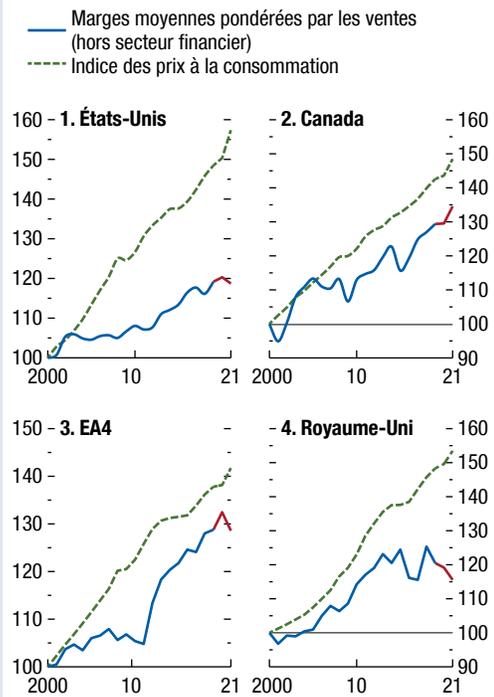
Malgré le ralentissement de la croissance des marges brutes durant la pandémie de COVID-19, leur niveau déjà élevé au début de la pandémie peut avoir eu un effet sur le lien entre la hausse des coûts de production (due aux perturbations des chaînes de valeur, aux prix des produits de base et aux coûts de main-d'œuvre) et les prix à la consommation. D'une part, grâce à leur pouvoir de marché, les entreprises dont les marges brutes sont élevées peuvent plus facilement répercuter la hausse des coûts aux consommateurs en augmentant leurs prix. D'autre part, des marges brutes qui sont élevées dès le départ supposent également une plus grande capacité à absorber les hausses de coût sans subir de pertes. Cette question pourrait être liée au pouvoir de marché sur les marchés des intrants.

Les données indiquent que ce dernier mécanisme était davantage à l'œuvre durant la pandémie, les entreprises qui avaient les marges brutes les plus élevées avant la pandémie absorbant davantage la hausse des prix que celles dont les marges brutes étaient faibles.

et de main-d'œuvre qui n'est soumise à aucune contrainte. L'hypothèse d'intrants flexibles est raisonnable, même en présence de certaines rigidités du marché du travail et des perturbations récentes des chaînes d'approvisionnement : l'indicateur du coût des produits vendus, utilisé pour l'estimation englobe un panier varié de main-d'œuvre et de biens intermédiaires, et l'on obtient alors un ensemble d'intrants flexible.

³Il convient d'interpréter ces résultats avec prudence, car si les entreprises cotées en Bourse représentent une part importante de la production (en particulier aux États-Unis), les données montrent que la dynamique des marges brutes est différente dans les entreprises non cotées (Díez, Fan et Villegas-Sánchez, 2021).

Graphique 1.2.2. Marges pondérées par les ventes et IPC dans un échantillon de pays avancés
(Indice, 2000 = 100)



Sources : Offices nationaux des statistiques ; Worldscope ; calculs des services du FMI.

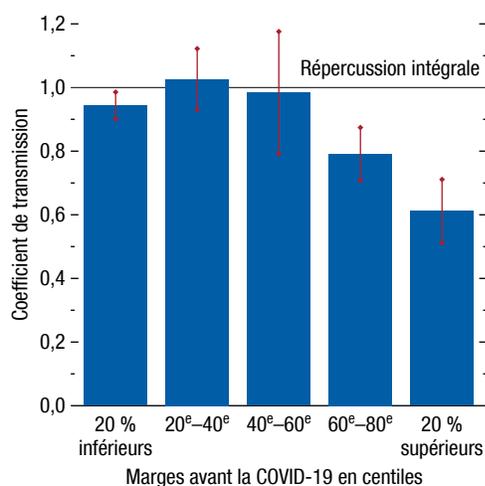
Note : Les marges ont été calculées d'après Díez, Leigh et Tambunlertchai (2018). Les courbes bleues représentent les marges moyennes pondérées par les ventes, la partie rouge indiquant les années de la pandémie de COVID-19. Pour calculer les moyennes pondérées par les ventes, on censure les valeurs brutes des marges et des ventes nettes au niveau des entreprises en deçà du 5^e centile et au-delà du 95^e centile de la distribution pour chaque pays et chaque année. Les lignes vertes en tirets représentent l'indice des prix à la consommation (IPC). EA4 = Allemagne, Espagne, France, Italie.

Le graphique 1.2.3 illustre les coefficients de répercussion estimés à partir d'une régression au niveau des entreprises de la variation en pourcentage des marges brutes sur la variation en pourcentage des coûts variables par employé entre 2019 et 2021 dans les entreprises aux États-Unis. Les entreprises classées dans la tranche supérieure de 20 % de la répartition des marges brutes avant la pandémie de COVID-19 ont répercuté 60 % de la hausse de leurs coûts sur leurs prix, et absorbé les

Encadré 1.2 (fin)

40 % restants en réduisant leurs marges. En revanche, celles appartenant à la tranche inférieure de 40 % de la répartition avant la pandémie de COVID-19 ont répercuté l'ensemble des hausses de coûts sur les prix. On obtient des résultats analogues dans d'autres pays avancés. Dans l'ensemble, ce constat confirme l'hypothèse selon laquelle, à l'heure actuelle, les marges brutes ne sont pas un facteur majeur des pressions inflationnistes.

Graphique 1.2.3. Coefficient de répercussion des coûts de production sur les prix
(En pourcentage)



Sources : Worldscope ; calculs des services du FMI.

Note : Les bâtons représentent les coefficients de répercussion du coût des produits vendus par employé sur les marges des entreprises en 2019–21 pour différents quintiles de la répartition des marges avant la COVID-19. Les coefficients sont calculés à partir d'une régression au niveau des entreprises de la variation en pourcentage des marges brutes sur la variation en pourcentage du coût des produits vendus par employé, dans laquelle la variable coût des produits vendus par employé est mise en interaction avec une variable catégorielle pour les quintiles de la distribution des marges avant la pandémie (en retenant la moyenne de 2016–19). Cette interaction permet au coefficient de régression de varier pour chaque quintile de la distribution. Le coefficient de répercussion est donc égal à 1 plus le coefficient de régression du quintile correspondant.

Encadré 1.3. Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des *Perspectives de l'économie mondiale*

Cet encadré présente une évaluation quantitative des risques qui entourent les projections de référence actuelles publiées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) à l'aide d'intervalles de confiance et selon un scénario pessimiste. En adoptant l'approche décrite dans la section suivante pour dériver les intervalles de confiance, on estime aujourd'hui que le risque que la croissance mondiale soit inférieure à 2 % l'année prochaine — un rythme faible enregistré cinq fois seulement depuis 1970 — est de l'ordre de 25 %. Le scénario pessimiste montre comment une combinaison plausible de chocs provenant de différentes parties de l'économie mondiale et amplifiés par un vaste durcissement des conditions financières mondiales pourrait ramener la croissance mondiale à un taux aussi faible que 1 %.

Intervalles de confiance

Le modèle G20 du FMI, présenté dans Andrieu *et al.* (2015), sert ici à calculer l'incertitude qui entoure les projections de référence à l'aide d'intervalles de confiance, à partir de données rétrospectives et de jugements explicites sur la probabilité que des épisodes passés (ou des variantes) se reproduisent¹. Il faut considérer cette approche comme complémentaire au modèle de croissance à risque présenté dans le Rapport sur la stabilité financière dans le monde, qui établit un lien entre la distribution de probabilité des projections de croissance et les conditions financières.

Les intervalles de confiance autour des projections centrales sont un moyen bien connu d'exprimer l'incertitude des prévisions, et ils traduisent souvent aussi bien les propriétés statistiques des données que les jugements d'experts. L'intérêt d'utiliser ici un modèle structurel global tel que le modèle G20 tient au fait qu'il permet d'analyser plusieurs pays ensemble, de façon cohérente et en fonction de multiples variables macroéconomiques.

Dans un premier temps, le modèle sert à interpréter les données rétrospectives relatives à plusieurs pays sur la production, l'inflation dans certains pays, et les prix pétroliers, et à estimer les chocs économiques implicites sur l'offre et la demande globales, et l'offre de pétrole. On met en corrélation les chocs économiques ainsi estimés d'un pays à l'autre et dans le temps, ce qui permet de remédier aux limites éventuelles des mécanismes de

propagation du modèle. En retenant à la fois tous les chocs économiques mondiaux et les chocs propres à certains pays pendant une année donnée, on tient compte des périodes durant lesquelles les chocs sont synchronisés, comme en 2020, et celles durant lesquelles les variations sont plus grandes entre les différents pays, comme pendant la reprise qui a suivi la crise financière mondiale, par exemple. La distribution des variables macroéconomiques qui en résulte est déterminée par la distribution des chocs économiques, les propriétés du modèle et les conditions initiales de la projection, y compris la borne inférieure effective des taux de politique monétaire (qui est moins pertinente dans les perspectives actuelles que les années précédentes).

La construction des intervalles repose sur la notion que l'histoire ne se répète pas, mais qu'elle rime. Les chocs futurs risquent donc de ne ressembler que partiellement à ceux du passé. On peut également dresser des parallèles historiques en faisant appel à des jugements d'experts. Si un épisode passé partage certaines caractéristiques avec la période actuelle, on peut inclure plus souvent dans l'échantillon les chocs survenus durant cet épisode lorsque l'on construit les intervalles de confiance. Si l'on ne porte pas de jugement, les chocs historiques sont échantillonnés uniformément.

Le graphique 1.3.1 illustre la distribution de la croissance mondiale obtenue suivant cette méthode, avec et sans jugement, et en supposant que les projections de référence actuelles des PEM sont le mode de distribution². Chaque nuance de bleu représente un intervalle de 5 points de pourcentage, de sorte que l'ensemble de la bande rend compte de 90 % de la répartition. La plage 1 représente la répartition lorsque les chocs sont échantillonnés uniformément, et la plage 2 illustre la répartition lorsque les chocs de l'année 1982 sont jugés 10 fois plus probables que ceux des autres années. L'année 1982 est particulièrement pertinente car, à l'époque, l'économie mondiale connaissait un ralentissement de l'activité du fait du resserrement de la politique monétaire dans les pays avancés, visant à lutter contre une inflation élevée,

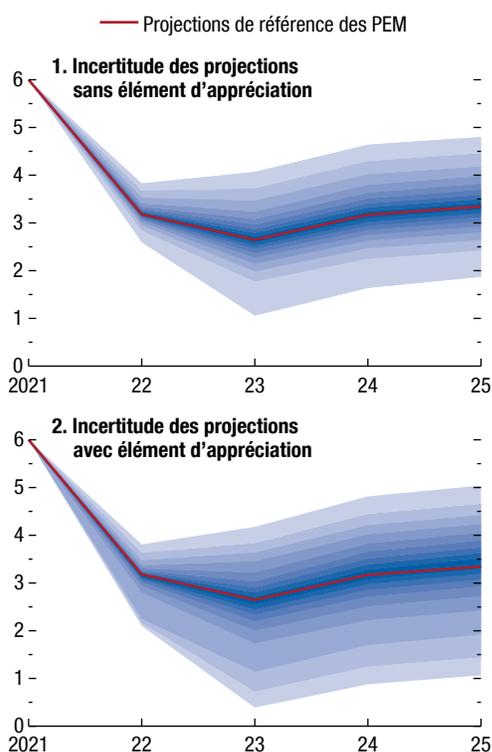
²Les chocs sur l'offre et la demande, et les chocs pétroliers mondiaux ont été estimés à l'aide de l'ensemble de l'échantillon des PEM à partir de 1960 ; les chocs sur la demande ont été estimés pour tous les pays du G20, tandis que ceux sur l'offre n'ont été estimés que pour les États-Unis. Des travaux ultérieurs élargiront l'estimation de façon à inclure les chocs sur l'offre dans tous les pays du G20, ce qui permettra d'enrichir l'évaluation de l'incertitude qui entoure les projections de l'inflation.

Les auteurs du présent encadré sont Michal Andrieu, Jared Bebee, Allan Dizioli, Rafael Portillo et Aneta Radzikowski.

¹Une version préliminaire de cette approche est décrite dans Andrieu et Hunt (2020).

Encadré 1.3 (suite)

Graphique 1.3.1. Distribution des projections de croissance du PIB mondial
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Chaque nuance de bleu représente un intervalle de 5 points de pourcentage. Pour la page 1, les chocs ont été échantillonnés de manière uniforme, tandis que dans la page 2, on a considéré que les chocs de 1982 présentaient une probabilité 10 fois supérieure à ceux des autres années. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

surtout aux États-Unis³. Les parallèles historiques ont cependant des limites : certes, le climat inflationniste actuel rappelle celui des années 70 ou du début des années 80, mais le choc de la COVID-19 est inédit, et les cadres d'action sont aujourd'hui fort différents. Il n'en reste pas moins qu'en tirant les enseignements d'événements tels que l'épisode de 1982, on peut éclairer la balance des risques qui pèsent sur les perspectives actuelles.

Si l'on ne porte pas de jugement, une croissance très faible est déjà assez probable car la croissance mondiale

³D'autres épisodes, dans les années 70 et 80, présentent des points communs avec la période actuelle, mais l'année 1982 se distingue par ses répercussions sur la croissance mondiale.

est exceptionnellement basse dans le scénario de référence (le mode de la distribution). Lorsque l'on ajoute un jugement, l'asymétrie à la baisse de la distribution s'accroît, ce qui augmente la probabilité de résultats historiquement bas, par exemple une croissance mondiale de 2 %, voire de 1 %.

Scénario pessimiste

Le modèle G20 sert également à quantifier plusieurs risques particuliers qui pèsent sur les perspectives. Les chocs proviennent de différentes parties de l'économie mondiale, ce qui souligne la multiplicité des sources de l'incertitude qui prévaut actuellement. Leurs effets conjugués seraient amplifiés par un vaste durcissement des conditions financières mondiales. Si le scénario pessimiste se concrétisait, l'activité mondiale serait inférieure de 1,5 point de pourcentage en 2023 et de 1,6 point de pourcentage en 2024 par rapport au scénario de référence.

Le scénario pessimiste se compose des couches suivantes :

- **Hausse des cours du pétrole.** Les cours du pétrole sont supérieurs de 30 %, en moyenne, en 2023, par rapport au scénario de référence sous l'effet conjugué 1) des efforts en cours visant à réduire les recettes que la Russie tire de ses exportations de pétrole et 2) des représailles de la Russie, qui prennent la forme d'une baisse de 25 % de l'ensemble des exportations pétrolières. Les cours du pétrole commencent à reculer en 2024, mais restent supérieurs de 15 % à ceux du scénario de référence. Le choc s'estompe en 2025 à mesure que l'offre et la demande mondiales de pétrole s'adaptent.
- **Secteur de l'immobilier en Chine.** Les difficultés du secteur de l'immobilier font encore reculer les investissements immobiliers pendant les deux prochaines années. Par rapport aux projections de référence, l'investissement fixe total connaît une baisse allant jusqu'à 9 % d'ici à 2024.
- **Recul de la production potentielle dû aux perturbations persistantes sur les marchés du travail.** Les marchés du travail affichent des signes évidents de surchauffe, en particulier dans plusieurs pays avancés, bien que l'activité reste inférieure à ses tendances d'avant la pandémie de COVID-19. Deux évolutions du marché du travail expliquent ce hiatus : la baisse du taux d'activité et une réorientation de la courbe de Beveridge qui indique que l'adéquation des travailleurs et des emplois est moins efficace. Dans

Encadré 1.3 (suite)

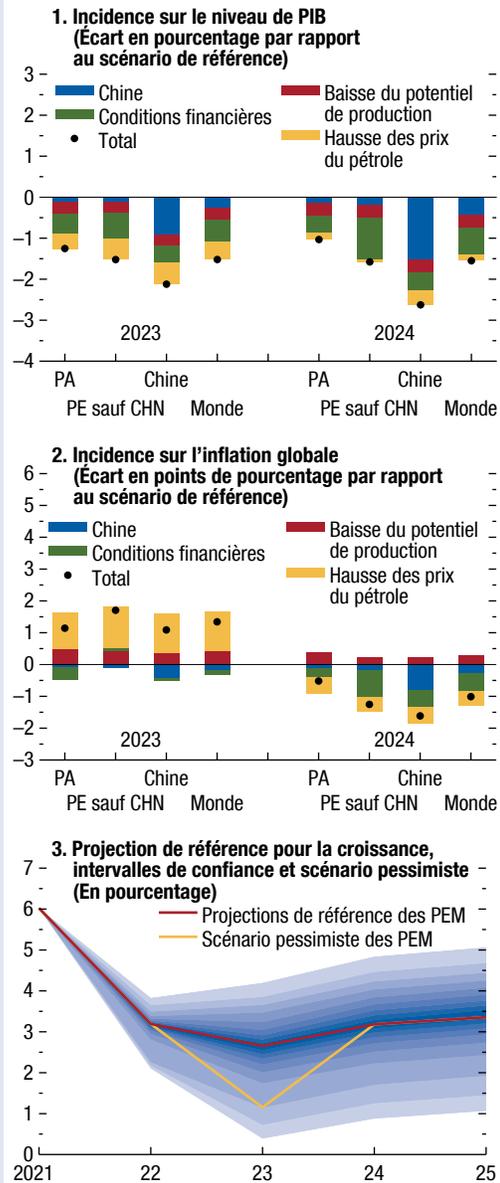
le scénario pessimiste, ces deux phénomènes sont plus persistants que prévu. Ils ramènent donc le taux d'emploi d'équilibre à un niveau inférieur à celui du scénario de référence, et font augmenter le taux de chômage naturel. Par conséquent, la production potentielle sous-jacente baisse, ce qui réduit la capacité inutilisée et accroît l'inflation ; des mesures de politique monétaire plus amples que ce qui est actuellement prévu s'imposent alors. Les couches retenues diffèrent selon les pays, en fonction de leurs résultats au regard des deux indicateurs du marché du travail par rapport à la situation d'avant la pandémie de COVID-19 : la baisse du taux d'activité est plus importante dans certains pays avancés ou émergents, tandis que la réorientation de la courbe de Beveridge est particulièrement marquée dans les pays avancés comme les États-Unis et certains pays européens (les données dont on dispose sur les emplois vacants dans la plupart des pays émergents sont limitées).

- **Resserrement des conditions financières mondiales.** La conjugaison des trois premiers chocs provoque un vaste resserrement des conditions financières mondiales. En 2023, les monnaies des pays émergents connaissent une dépréciation sensible par rapport au dollar des États-Unis, de 10 % dans les pays émergents hors Asie et de 5 % dans les pays émergents d'Asie (Chine comprise), en moyenne. Dans le même ordre d'idées, les pays émergents (hors Chine, cette fois) connaissent une augmentation moyenne des primes de risque souverain, de plus de 200 points de base en 2023, qui s'ajoute à une hausse des primes de risque des entreprises, de l'ordre de 80 points de base. Les pays avancés enregistrent une augmentation des primes de risque des entreprises de 100 points de base environ et souffrent des conséquences de la forte dépréciation des monnaies des pays émergents.

Les simulations supposent que la politique monétaire riposte de manière endogène aux fluctuations de l'inflation. La politique budgétaire réagit à l'aide de stabilisateurs automatiques, mais l'on suppose qu'aucune autre mesure budgétaire n'est prise.

Le graphique 1.3.2 (pages 1 et 2) illustre les effets des quatre chocs sur le PIB et l'inflation globale en 2023 et 2024, respectivement. Les résultats sont présentés en écart en pourcentage par rapport au scénario de référence et regroupés en trois régions (pays avancés, pays émergents hors Chine et Chine) et le monde entier. Sur chaque année, chaque région est illustrée par une barre, dans laquelle les chocs sont superposés.

Graphique 1.3.2. Incidence des hypothèses du scénario pessimiste sur le PIB et l'inflation



Source : calculs des services du FMI.
 Note : Dans la page 3, chaque nuance de bleu représente un intervalle de 5 points de pourcentage. Les chocs de 1982 sont estimés présenter une probabilité 10 fois supérieure à ceux des autres années. PA = pays avancés ; PE sauf CHN = pays émergents sauf Chine ; PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

Encadré 1.3 (fin)

Comme le montre le graphique 1.3.2, chacun de ces risques a des effets négatifs notables sur l'activité mondiale, en particulier en 2023, leur ampleur dans les différentes régions variant en fonction du choc.

- Les trois régions subissent les conséquences de la hausse des cours du pétrole, qui, en 2023, réduit le niveau du PIB mondial de 0,5 point de pourcentage environ par rapport au scénario de référence. L'effet sur la production mondiale en 2024 est inférieur au niveau de cette couche à mesure que le choc se dissipe.
- Les difficultés que rencontre le secteur de l'immobilier en Chine réduisent la production mondiale de 0,3 point de pourcentage environ en 2023. Les effets s'amplifient avec le temps à mesure que les investissements de la Chine continuent de diminuer par rapport au scénario de référence en 2024.
- Les pays avancés sont particulièrement touchés par les perturbations des marchés du travail, qui se manifestent à la fois par une baisse du potentiel de production et un resserrement de la politique monétaire nécessaire pour réduire l'inflation. Les pays émergents hors Chine sont également concernés, mais les effets sur la Chine sont moindres et opèrent par des retombées internationales. La production mondiale est inférieure de 0,3 point de pourcentage au niveau de cette couche en 2023 ; cet effet persiste en 2024 et après, ce qui concorde avec l'effet prolongé sur le potentiel de production.
- Le durcissement des conditions financières nuit considérablement à l'activité mondiale (0,5 point de pourcentage en 2023). Cet effet s'amplifie au fil du temps, à mesure que l'investissement mondial réagit progressivement au choc. L'effet le plus notable se fait sentir dans les pays émergents, mais il a également de vastes répercussions dans d'autres régions.

- L'impact des trois dernières couches continue de se renforcer avec le temps, mais, en 2024, l'activité mondiale ne connaît pas de nouvelle dégradation par rapport au scénario de référence. La baisse des cours du pétrole envisagée dans ce scénario a un certain effet compensateur, en ce qu'il réduit les répercussions des autres couches sur le pouvoir d'achat au niveau mondial. Alors que le niveau d'activité reste inférieur à celui du scénario de référence, on n'observe donc aucune conséquence sur la croissance mondiale en 2024.

Si les effets sur le PIB sont uniformément négatifs, les retombées sur l'inflation varient en fonction du choc (voir le graphique 1.3.2, page 2) :

- La hausse des cours du pétrole ajoute entre 1,1 et 1,3 point de pourcentage à l'inflation globale dans toutes les régions en 2023, avant de devenir désinflationniste en 2024.
- La couche relative à la baisse de la production potentielle a également un effet inflationniste. Les effets sont concentrés dans les pays avancés, ainsi que dans les pays émergents hors Chine, et sont en outre assez persistants.
- Le resserrement des conditions financières et le ralentissement en Chine sont au contraire désinflationnistes.
- Par rapport au scénario de référence, l'inflation globale est supérieure d'environ 1,3 point de pourcentage en 2023 et inférieure de 1 point de pourcentage en 2024 lorsque l'on additionne toutes les couches.

Le graphique 1.3.2 (page 3) superpose la croissance mondiale qui en résulte dans le scénario pessimiste aux intervalles de confiance présentés plus haut (en exerçant un jugement). Le scénario pessimiste supposerait une croissance mondiale de 1,1 % en 2023, qui se situe dans le 15^e centile de la répartition.

Dossier spécial : évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires

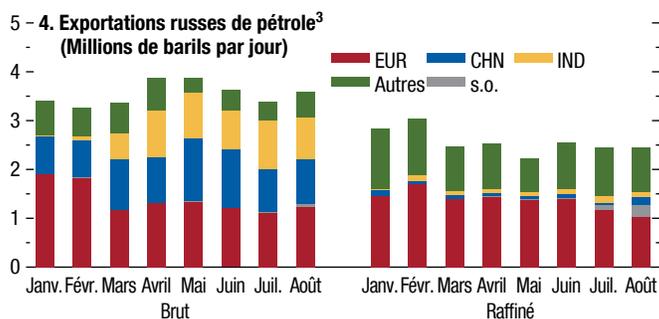
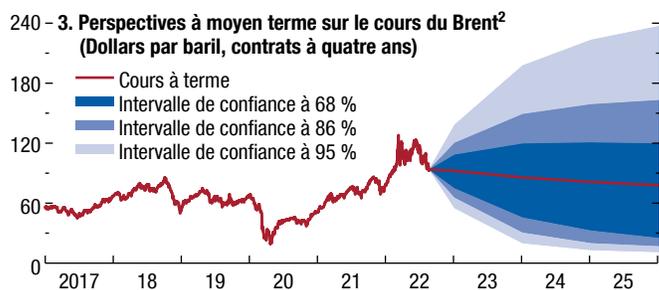
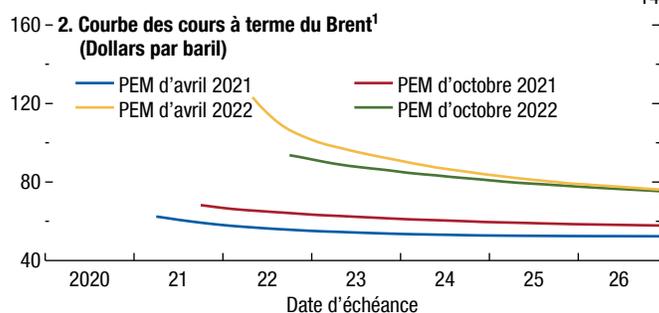
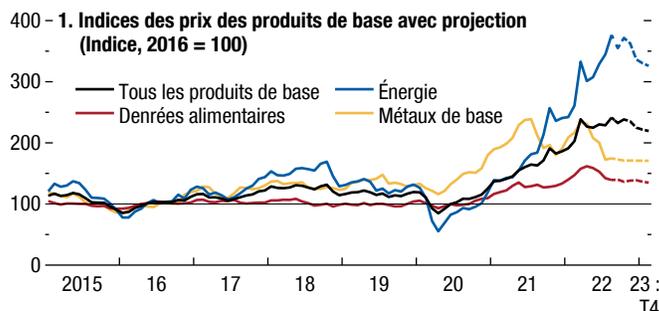
Les prix des produits de base ont augmenté de 19,1 % entre février et août 2022. L'énergie, en particulier le gaz naturel, en hausse de 129,2 %, a entraîné cette augmentation alors que la Russie réduisait ses livraisons de gaz à l'Europe. Les cours des métaux de base ont reculé de 19,3 % et ceux des métaux précieux de 6,0 %, tandis que ceux des produits agricoles de base ont diminué de 5,4 %. Le présent dossier spécial analyse en détail l'évolution des prix des produits alimentaires.

Les prix de l'énergie restent élevés

Les cours du pétrole brut, en hausse de 3,5 % entre février et août 2022, ont bondi à 120 dollars le baril début mars après l'invasion de l'Ukraine par la Russie (graphique 1.DS.1, page 1). Ces cours s'expliquent par les craintes d'une désorganisation des exportations de pétrole à l'heure où l'équilibre entre l'offre et la demande était fragile et où l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres producteurs réagissaient de façon modérée aux désinvestissements dans le secteur des combustibles fossiles (voir l'édition d'avril 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM)).

Le recours aux réserves stratégiques de pétrole par les membres de l'Agence internationale de l'énergie et le ralentissement de la demande dans un contexte de confinements en Chine dus à la COVID-19 ont ramené les cours du pétrole en deçà de 100 dollars le baril en avril. L'annonce de l'interdiction des importations de pétrole russe et la perspective de sanctions plus vastes, y compris dans le domaine de l'assurance maritime et des crédits commerciaux, conjuguées à des coupures d'électricité dans d'autres pays, ont toutefois fait bondir les prix, qui ont atteint 120 dollars le baril début juin. Depuis, la hausse des taux d'intérêt et la crainte d'une récession ont pesé sur les prix, tandis que l'Agence internationale de l'énergie révisait à la baisse ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole en 2022, de 3,3 millions de barils par jour (mb/j) à 2,0 mb/j en septembre. Alors qu'en Europe et aux États-Unis, les entreprises réduisaient leurs achats de pétrole russe, celui-ci était détourné vers la Chine et l'Inde à un cours inférieur à celui du Brent (graphique 1.DS.1, page 4). Les cours des produits raffinés ont atteint des sommets inégalés depuis plusieurs années alors que les raffineries européennes ajustaient les intrants et étaient confrontées à des contraintes de capacité.

Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Kpler ; Refinitiv Datastream ; système des cours des produits de base du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; s.o. = sans objet.

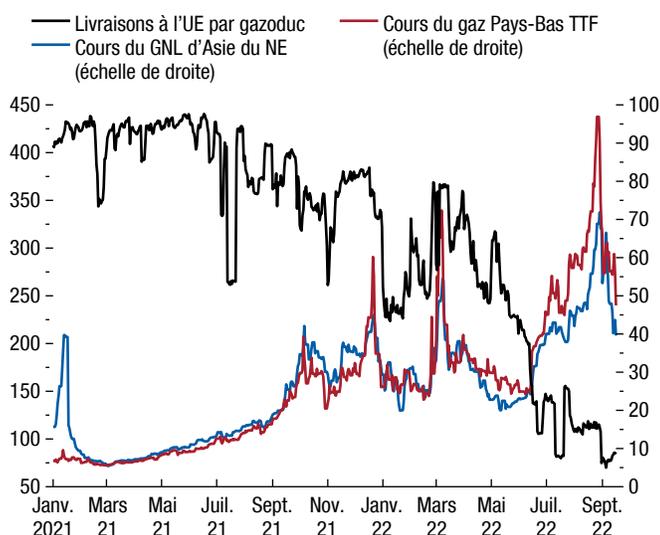
¹Chaque édition des PEM présente des hypothèses de référence fondées sur les cours à terme. L'édition d'octobre 2022 des PEM a été établie à partir des cours du 17 août 2022 (heure de clôture).

²Établies à partir des cours des options sur contrats à terme du 17 août 2022.

³Données de Kpler sur les exportations maritimes au 19 septembre 2022. Le terme « s.o. » signifie que la destination d'exportation du pétrole est inconnue.

Graphique 1.DS.2. Exportations et cours du gaz en provenance de Russie

(Millions de mètres cubes par jour ; dollars par million d'unités thermiques britanniques)



Sources : Argus Media ; gestionnaire du réseau ukrainien de transport de gaz ; Refinitiv Datastream ; réseau européen des gestionnaires de réseau de transport de gaz ; calculs des services du FMI.

Note : La dernière observation remonte au 16 septembre 2022. GNL = gaz naturel liquéfié ; NE = Nord-Est ; TTF = Title Transfer Facility (mécanisme de transfert de titres néerlandais) ; UE = Union européenne.

Les marchés à terme portent à croire que les cours du pétrole vont augmenter de 41,4 % en 2022 pour se situer en moyenne à 98,2 dollars le baril, mais reculer les prochaines années, à 76,3 dollars en 2025 (graphique 1.DS.1, page 2). Les risques à court et à moyen terme qui pèsent sur les perspectives des cours du pétrole à terme sont globalement équilibrés (graphique 1.DS.1, page 3). La probabilité que les prévisions soient révisées à la hausse en raison de nouvelles perturbations de l'offre du fait des sanctions et de la guerre, ainsi que de la demande accrue du fait du remplacement du gaz par le pétrole, compense la probabilité qu'elles soient revues à la baisse en raison d'un ralentissement de l'économie mondiale, de la possibilité d'une offre supplémentaire de pétrole venant d'Iran et d'une croissance de la production de pétrole aux États-Unis plus forte que prévu. Les sanctions, ainsi que les représailles éventuelles de la Russie, ont accru l'incertitude, et les projections des cours du pétrole pourraient être sujettes à des révisions importantes.

Les craintes de difficultés d'approvisionnement en Europe déterminent les cours du gaz naturel. La Russie a réduit ses exportations de gaz par gazoduc vers l'Europe de 80 % environ en septembre 2022 par rapport à l'année précédente en invoquant des problèmes de maintenance ou

le fait que certains pays refusent de payer le gaz en roubles. Les cours du gaz à terme du mécanisme de transfert de titres néerlandais ont augmenté de 159 % entre février et août 2022, et atteint des niveaux records (graphique 1.DS.2). Des pays européens se sont alors tournés vers l'offre mondiale de gaz naturel liquéfié (voir Albrizio *et al.*, 2022) et ont évoqué un plafonnement du prix du gaz russe. Les cours devraient demeurer élevés jusqu'à la fin de 2023. Les prix du charbon ont augmenté de 61,4 % sur la période de référence et restent à un niveau historiquement élevé en raison du basculement du gaz vers le charbon, de l'embargo des importations russes par l'Union européenne et le Groupe des Sept et d'une production perturbée.

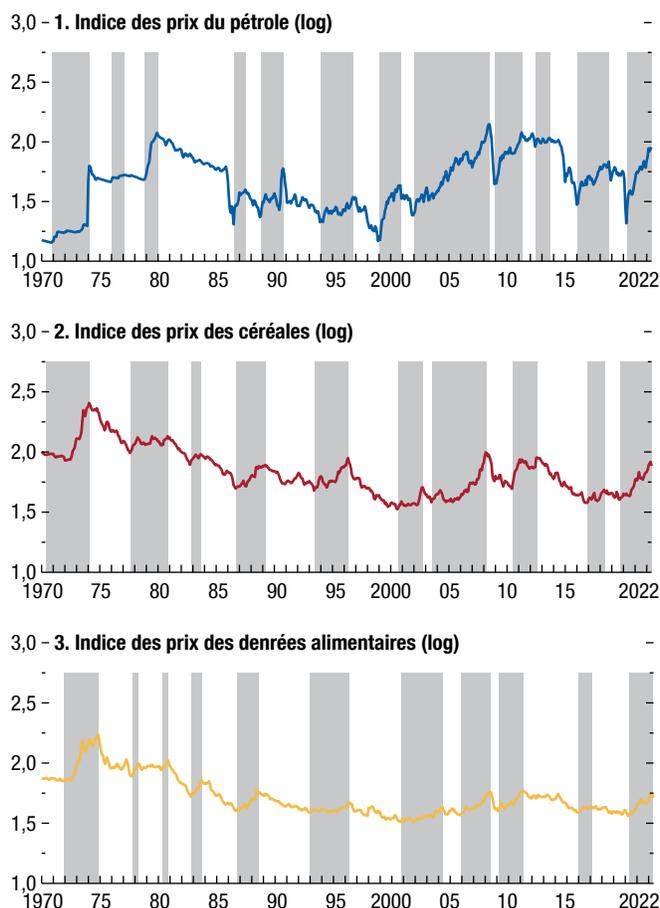
Les cours des métaux se replient après s'être redressés

L'indice des cours des métaux de base a bondi en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, avant de replier dans un contexte de ralentissement de la croissance économique mondiale, pour enregistrer une baisse nette de 19,3 % entre février et août (graphique 1.DS.1, page 1). Le prix de l'aluminium a reculé de 25,0 %, celui du cuivre de 19,6 % et celui du minerai de fer de 21,9 %. Les nouveaux confinements en Chine dus à la COVID-19, les difficultés des chaînes d'approvisionnement et le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis et ailleurs ont réduit aussi bien la demande de métaux que les attentes quant à la demande future. L'indice du FMI des métaux nécessaires à la transition énergétique, qui couvre les métaux essentiels aux véhicules électriques et aux énergies renouvelables, a baissé de 21,0 %. Les métaux précieux se sont mieux comportés, l'indice du FMI dérapant de seulement 6,0 %.

Les cours des métaux de base devraient chuter de 5,5 % en moyenne en 2022 alors que l'édition d'avril des PEM prévoyait une hausse de 9,9 %, et reculer de 12,0 % de plus en 2023. Les cours des métaux précieux devraient baisser plus modérément, de 0,9 % en 2022, puis de 0,6 % en 2023. Les risques qui pèsent sur ces perspectives sont équilibrés, car les investisseurs prennent en considération des réductions éventuelles de la production des hauts fourneaux européens, dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie et d'affaiblissement de la demande mondiale.

Correction des prix agricoles après le pic qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Les prix des denrées alimentaires ont bondi après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais ont subi une correction pour revenir au niveau qu'ils avaient avant la guerre

Graphique 1.DS.3. Indice des prix de plusieurs produits de base
(En pourcentage)

Sources : Banque mondiale ; bases de données du FMI sur les indices de prix à la consommation et les séries de prix des produits primaires ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les zones grises dénotent des périodes d'expansion. Toutes les séries sont déflatées par l'indice des prix à la consommation des États-Unis. La dernière observation date de juin 2022.

en juin et juillet, mettant fin à deux années de hausse (voir les sections suivantes). Une amélioration des conditions de l'offre et la fin progressive du blocus par la Russie des exportations de céréales ukrainiennes ont été à l'origine de cette baisse, de même que des facteurs macroéconomiques, notamment la hausse des taux d'intérêt et les craintes d'une récession mondiale. À terme, les risques de nouvelles restrictions aux exportations (comme l'interdiction par l'Indonésie, en avril 2022, des exportations d'huile de palme), des sécheresses dans certaines régions de la Chine et des États-Unis et les répercussions de la hausse des prix des engrais, du fait de la disponibilité réduite des engrais produits au Bélarus et en Russie, accroissent la probabilité de révision à la hausse des prévisions.

Tableau 1.DS.1. Phases d'envolée des prix du pétrole, des céréales et des aliments

		Durée	Amplitude	Sévérité
Pétrole	Dernière	25	322 %	12,9 %
	moyenne	29	165 %	5,8 %
Céréales	Dernière	32	107 %	3,3 %
	moyenne	32	78 %	2,4 %
Aliments	Dernière	24	54 %	2,3 %
	moyenne	22	45 %	2,1 %

Sources : Haver Analytics ; FMI, système des cours des produits de base ; Banque mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Les phases d'envolée sont définies à l'aide de l'algorithme de Harding et Pagan (2002). La durée est exprimée en mois. La sévérité est l'amplitude divisée par la durée par cycle.

Déterminants des cours mondiaux des denrées alimentaires et transmission à l'inflation des prix alimentaires

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont entrés dans une phase d'expansion en 2020 en augmentant de 54 % du creux au pic, le prix des aliments qui composent une grande partie des régimes alimentaires augmentant de 107 % (graphique 1.DS.3). Bien que les prix des produits alimentaires aient connu de tout temps des variations cycliques, ce mouvement de hausse se démarque de tous les autres (tableau 1.DS.1).

Cette flambée des prix a contribué à l'inflation intérieure, a compliqué l'application de la politique monétaire, en particulier dans les pays à faible revenu, dans lesquels la nourriture représente la moitié de la consommation totale, et a suscité des préoccupations quant à la sécurité alimentaire et les troubles sociaux (Bellemare, 2015 ; Bogmans, Pescatori et Prifti, 2021 ; FAO *et al.*, 2021). En outre, les pays importateurs de denrées alimentaires ont vu leur balance des paiements et leur solde budgétaire se dégrader, ce qui se produit généralement lorsque la protection sociale augmente face à une hausse des prix alimentaires (Ng et Aksoy, 2008). Les sections suivantes étudient l'évolution des prix des céréales ainsi que leurs moteurs, et présentent des données sur la répercussion des prix internationaux des produits alimentaires sur l'inflation des prix alimentaires sur les marchés intérieurs. L'analyse s'intéresse en particulier aux céréales courantes dans les régimes alimentaires et difficiles à remplacer (blé, maïs, riz et quelques céréales moins importantes). À elles toutes, elles représentent les deux tiers de la production alimentaire mondiale.

Facteurs déterminant l'évolution des prix des aliments

Les prix des produits alimentaires et de l'énergie ont souvent évolué de concert, ce qui amplifie leurs effets macroéconomiques. Les prix des denrées alimentaires et du pétrole se sont trouvés dans la même phase (d'envolée

Tableau 1.DS.2. Corrélation entre les prix du pétrole et des céréales

	1970–2004	2005–juin 2022
Céréales	-0,9 %	17,4 %
Maïs	-2,3 %	23,1 %
Huiles végétales	-4,6 %	44,5 %

Sources : Banque mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : corrélations glissantes sur cinq ans des différences logarithmiques mensuelles entre les prix du pétrole et les prix des céréales, du maïs et des huiles végétales. Tous les prix sont corrigés de l'indice des prix à la consommation des États-Unis.

ou d'effondrement) 66 % du temps environ depuis 1970 ; cette *concordance* est montée à 75 % depuis 2004. Au moins trois raisons expliquent cette covariation : 1) le pétrole sert *directement* de carburant pour le matériel agricole et les transports, et le gaz influe sur l'agriculture *indirectement*, car c'est le principal intrant des engrais et des pesticides à base d'azote ; 2) l'activité économique mondiale est un facteur courant de la demande (même s'il est plus pertinent pour l'énergie) ; 3) certains produits agricoles sont utilisés comme biocarburants.

Après la mise en place de l'incorporation obligatoire de biocarburants dans l'Union européenne et aux États-Unis au milieu de la première décennie 2000, la corrélation entre les prix du pétrole et des céréales s'est beaucoup renforcée (tableau 1.DS.2). Cela a été particulièrement le cas pour le maïs, que les politiques en matière de biocarburant ont favorisé par rapport à d'autres céréales. Cette corrélation a également augmenté pour l'huile végétale. La forte corrélation ne se limite pas aux matières premières utilisées comme biocarburants, en partie du fait des répercussions sur les prix. Un rôle plus important des chocs communs et la financiarisation accrue des marchés des produits de base au milieu de la première décennie 2000 pourraient également avoir joué. Enfin, la valeur du dollar et les taux d'intérêt des États-Unis sont eux aussi des facteurs communs qui dictent les prix des denrées alimentaires (Gilbert, 2010 ; Baffes et Hanriotis, 2016).

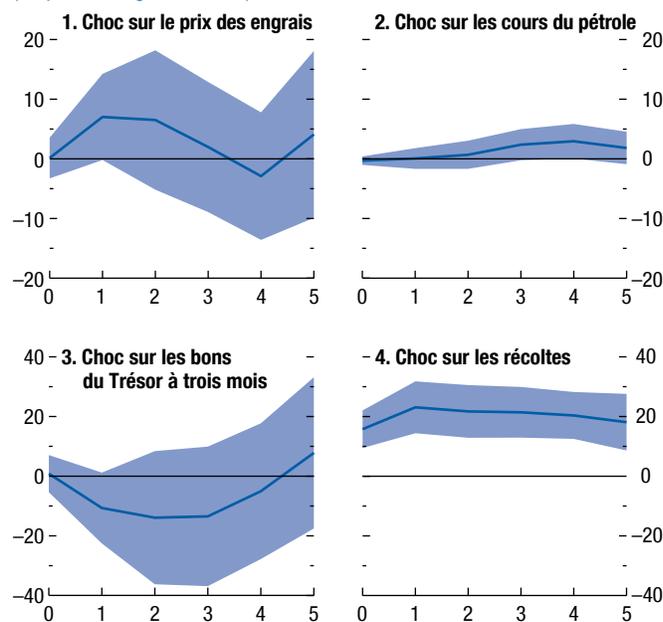
Analyse économétrique

Quatre facteurs qui déterminent les cours des céréales sont étudiés ici en détail : les chocs sur les prix des engrais et du pétrole, la production céréalière et les taux d'intérêt aux États-Unis. Les variables de contrôle sont la croissance du PIB mondial et le taux de change effectif réel du dollar des États-Unis (voir l'annexe en ligne 1.SF.1 pour des détails techniques).

Les chocs sur l'offre dominent les fluctuations des cours des céréales. Un choc mondial sur les récoltes typique (négatif) provoque une hausse de 16 % des prix le même trimestre, cette hausse culminant à 23 % après

Graphique 1.DS.4. Réaction des cours des céréales à divers chocs

(En pourcentages cumulés)



Sources : Banque mondiale ; bases de données du FMI sur les indices de prix à la consommation et les séries de prix des produits primaires ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : L'axe des abscisses indique les trimestres. Les plages représentent les réponses impulsionnelles cumulées des cours des céréales aux chocs suivants : choc de 10 % sur le prix des engrais (page 1) ; choc de 10 % sur les cours du pétrole (page 2) ; choc de 100 points de base sur les bons du Trésor à trois mois (page 3) ; choc d'un écart-type sur les récoltes (page 4). Les zones bleues correspondent à des intervalles de confiance à 90 %. Voir l'annexe en ligne 1.DS.1 (disponible en anglais uniquement) pour une description des données et de la méthode utilisées.

un trimestre (graphique 1.DS.4). Les prix énergétiques ont moins d'effet, en particulier ceux liés au pétrole, et agissent avec retard. Un choc négatif sur l'offre de pétrole qui fait augmenter de 10 % les cours du pétrole se traduit par une hausse des prix des céréales de 2 % environ après trois à quatre trimestres (ce qui semble révéler un effet limité des biocarburants, puisque la part du pétrole dans le coût de la production céréalière varie entre 10 % et 15 %). Les prix des engrais, en revanche, ont un effet décalé mais important. Une hausse de 10 % du prix des engrais (en raison d'un choc sur l'offre de gaz naturel) ne produit pas d'effets immédiats, mais entraîne une augmentation de 7 % des prix des céréales après un trimestre. Bien qu'il soit persistant, cet effet devient plus difficile à estimer précisément à des horizons plus lointains. Enfin, un choc de la politique monétaire des États-Unis de 100 points de base réduit les prix des céréales de 13 % environ, avec un décalage d'un trimestre.

Hausse de l'inflation des prix alimentaires sur les marchés intérieurs après une augmentation des prix alimentaires mondiaux

Les taxes, les subventions, les contrôles des prix, une faible intégration des marchés et les coûts de distribution locaux limitent souvent la transmission des variations des prix alimentaires internationaux (au niveau des producteurs) à travers les frontières sur les prix alimentaires de détail sur les marchés nationaux (graphique 1.DS.5). En réalité, même si la hausse récente de l'inflation des prix alimentaires *intérieurs* est généralisée, les variations selon les régions sont prononcées, l'inflation récente s'établissant à des niveaux aussi faibles que 5,3 % en Asie du Sud et de l'Est, et aussi élevés que 12,6 % en Asie centrale et en Europe.

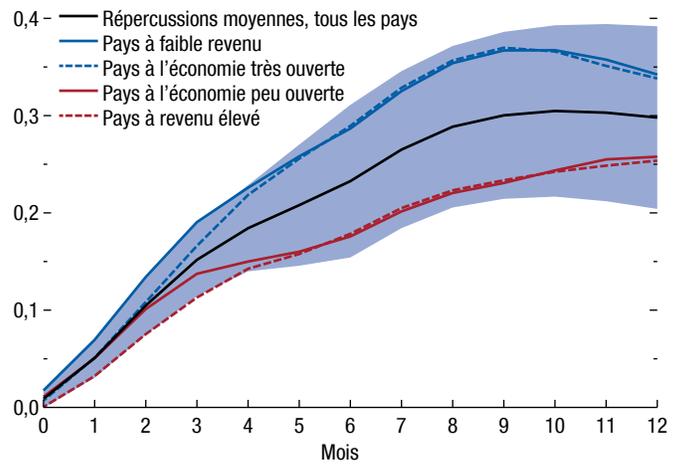
Il est donc utile de répondre aux questions suivantes : 1) À quel moment les prix internationaux se répercutent sur les prix alimentaires nationaux et quelle est l'ampleur de cette répercussion ? 2) Certaines caractéristiques des pays telles que le niveau de revenu et l'ouverture aux échanges rendent-elles les pays plus susceptibles de subir ces répercussions ?

Répercussions des prix mondiaux des denrées alimentaires sur l'inflation des prix alimentaires intérieurs

Des méthodes basées sur des données de panel et des projections locales servent ici à déterminer l'impact des prix des denrées alimentaires (instrumenté par les chocs sur les récoltes) sur l'inflation des prix alimentaires intérieurs. On inclut plusieurs variables de contrôle comme les cours du pétrole (comme valeur approchée des coûts du transport routier), l'indice Baltic Dry (comme valeur approchée des coûts du transport maritime), l'inflation globale mesurée par l'indice des prix à la consommation (pour rendre compte des facteurs monétaires) et les taux de change (en unités de monnaie locale par dollar).

Après un choc sur les prix alimentaires internationaux, l'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires augmente de façon linéaire et culmine après 10 mois, puis commence à reculer, mais persiste à un niveau plus élevé. Au total, l'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires augmente de 0,3 point de pourcentage environ en réaction, à une variation de 1 point de pourcentage des prix internationaux des produits alimentaires après 10 à 12 mois environ (graphique 1.DS.5). Cette répercussion, qui est limitée par la part du coût des denrées alimentaires dans les prix à la consommation des produits alimentaires, est de l'ordre de 30 % pour le pays moyen.

Graphique 1.DS.5. Réaction de l'IPC alimentaire à un choc international sur les prix des denrées alimentaires (En pourcentage)



Sources : Banque mondiale ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI. Note : réaction des indices nationaux des prix à la consommation (IPC) alimentaire à un choc de 1 % sur les prix mondiaux des denrées alimentaires. La zone grisée correspond à un intervalle de confiance à 90 %.

Certains pays sont plus vulnérables aux chocs sur les prix alimentaires mondiaux

Les répercussions sont plus importantes pour les pays émergents que pour les pays avancés, en partie du fait que la part du coût des denrées alimentaires est plus élevée dans le premier groupe de pays. Elles sont également plus fortes pour les pays qui affichent des scores élevés en matière d'ouverture aux échanges, car, si les pays ont plus de possibilités de procéder à des arbitrages transfrontaliers, leurs prix intérieurs peuvent réagir davantage aux chocs sur les prix alimentaires mondiaux. Cette plus grande réactivité vaut aussi bien pour les pays importateurs nets de produits alimentaires que pour les pays exportateurs nets, et peut expliquer pourquoi les pays exportateurs de denrées alimentaires sont tentés d'imposer des restrictions aux exportations alimentaires lorsque les prix des produits de base augmentent (Laborde Debuquet et Mamun, 2022). Pour une hausse du PIB par habitant d'un écart-type, le taux de répercussion recule de 6 points de pourcentage, tandis qu'il augmente de 7 points de pourcentage pour une augmentation d'un écart-type de l'ouverture aux échanges au-delà de la moyenne mondiale (graphique 1.DS.5). Une grande ouverture aux échanges peut donc expliquer les niveaux relativement élevés de l'inflation moyenne des prix alimentaires en Asie centrale par rapport aux pays d'Asie du Sud et de l'Est.

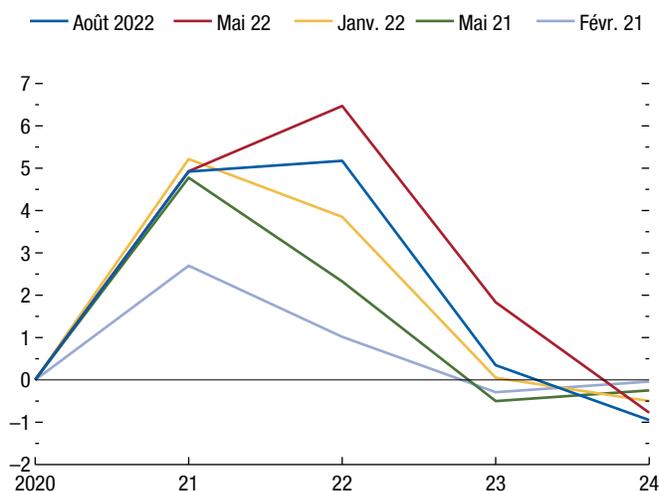
Conclusions et perspectives pour les prix alimentaires

Les prix alimentaires internationaux ont ajouté, selon les estimations, 5 points de pourcentage à l'inflation des prix alimentaires dans le pays moyen en 2021, et on prévoit qu'ils ajouteront 6 points de pourcentage en 2022 et 2 points de pourcentage en 2023 (graphique 1.DS.6). Des facteurs liés à l'offre (l'épisode La Niña de 2020–22 et les restrictions au commerce de produits alimentaires) conjugués à une demande particulière de céréales (une reconstitution des stocks en Chine en 2021), des taux d'intérêt bas et, plus récemment, la guerre en Ukraine et le blocus par la Russie des exportations de blé depuis l'Ukraine ont créé les conditions favorables à une véritable tempête sur les marchés mondiaux des produits alimentaires, qui a maintenu les prix sur une trajectoire ascendante entre avril 2020 et mai 2022.

Les perspectives de l'inflation des prix alimentaires intérieurs demeurent incertaines, car les prix alimentaires mondiaux pourraient encore une fois dépasser les prévisions compte tenu de la grande incertitude qui entoure les répercussions de la guerre en Ukraine et les phénomènes météorologiques et de l'effet décalé de la hausse des prix des engrais. Les estimations actuelles laissent déjà entrevoir un choc négatif sur la production mondiale de céréales équivalant à un écart-type d'environ 0,6 de la croissance des céréales en 2022 (OCDE–FAO, 2022), qui contribue à une hausse de 23 % du prix des céréales cette année, et qui fait plus que compenser les effets de la hausse des taux d'intérêt sur l'inflation des prix alimentaires. Enfin, les différences dans le moment où les prix se transmettent et l'ampleur de cette transmission exposent davantage les pays à faible revenu et ceux dont le marché des produits alimentaires est très ouvert à une reprise de la hausse des prix alimentaires mondiaux.

Les événements récents soulignent à quel point il est important que les marchés internationaux des denrées alimentaires fonctionnent bien et que les mesures soient adaptées (au niveau national) pour faire face aux

Graphique 1.DS.6. Projections conditionnelles de l'inflation alimentaire intérieure
(En pourcentage)



Sources : Bloomberg L.P. ; estimations des services du FMI.

Note : projections de l'inflation des denrées alimentaires intérieure réalisées à partir de récentes projections des cours des produits de base effectuées à différentes dates.

fluctuations inévitables des prix, notamment les aides alimentaires ciblées en faveur des consommateurs vulnérables ainsi que les incitations à constituer des stocks alimentaires mondiaux à moyen terme. Un commerce des produits alimentaires ouvert propose davantage de diversité aux consommateurs, favorise des marchés plus profonds et stables et constitue un rempart contre la volatilité de la production nationale. Les mesures qui encouragent l'autosuffisance fragilisent le système de commerce mondial de produits alimentaires et augmentent les coûts environnementaux du fait de la réaffectation des terres ou de l'intensification des pratiques agricoles. Le commerce international restera indispensable, surtout pour les petits pays (du fait de la corrélation spatiale des conditions météorologiques au sein des pays), les pays à forte densité de population et les pays particulièrement exposés aux changements climatiques.

Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Europe	5,9	2,1	0,6	4,9	15,3	10,9	3,0	1,6	1,7	...	...	...
Pays avancés	5,5	3,1	0,5	2,6	8,4	6,2	3,3	1,3	1,4	6,9	6,1	6,4
Zone euro ^{4, 5}	5,2	3,1	0,5	2,6	8,3	5,7	2,5	1,0	1,4	7,7	6,8	7,0
Allemagne	2,6	1,5	-0,3	3,2	8,5	7,2	7,4	4,2	5,3	3,6	2,9	3,4
France	6,8	2,5	0,7	2,1	5,8	4,6	0,4	-1,3	-1,5	7,9	7,5	7,6
Italie	6,7	3,2	-0,2	1,9	8,7	5,2	2,4	-0,2	0,3	9,5	8,8	9,4
Espagne	5,1	4,3	1,2	3,1	8,8	4,9	0,9	-0,2	-0,2	14,8	12,7	12,3
Pays-Bas	4,9	4,5	0,8	2,8	12,0	8,0	9,0	7,5	7,7	4,2	3,5	3,9
Belgique	6,2	2,4	0,4	3,2	9,5	4,9	-0,4	-2,2	-0,9	6,3	5,4	5,6
Irlande	13,6	9,0	4,0	2,4	8,4	6,5	14,2	12,2	9,8	6,3	4,7	4,8
Autriche	4,6	4,7	1,0	2,8	7,7	5,1	-0,5	-2,6	-2,1	6,2	4,5	4,6
Portugal	4,9	6,2	0,7	0,9	7,9	4,7	-1,2	-1,1	-0,4	6,6	6,1	6,5
Grèce	8,3	5,2	1,8	0,6	9,2	3,2	-6,5	-6,7	-6,3	15,0	12,6	12,2
Finlande	3,0	2,1	0,5	2,1	6,5	3,5	0,9	-0,8	-0,2	7,6	7,0	7,4
République slovaque	3,0	1,8	1,5	2,8	11,9	10,1	-2,0	-3,7	-2,9	6,8	6,2	6,2
Lituanie	5,0	1,8	1,1	4,6	17,6	8,4	1,4	-1,6	-2,1	7,1	7,3	7,0
Slovénie	8,2	5,7	1,7	1,9	8,9	5,1	3,8	-0,1	0,4	4,8	4,3	4,3
Luxembourg	6,9	1,6	1,1	3,5	8,4	3,7	4,8	4,3	4,4	5,7	5,0	5,0
Lettonie	4,5	2,5	1,6	3,2	16,5	8,0	-2,9	-3,3	-3,0	7,6	7,4	7,2
Estonie	8,0	1,0	1,8	4,5	21,0	9,5	-1,6	-0,2	0,1	6,2	6,6	6,8
Chypre	5,6	3,5	2,5	2,2	8,0	3,8	-7,2	-8,5	-7,2	7,5	6,7	6,5
Malte	10,3	6,2	3,3	0,7	5,9	4,6	-4,9	-3,1	-2,2	3,5	3,2	3,3
Royaume-Uni ⁶	7,4	3,6	0,3	2,6	9,1	9,0	-2,6	-4,8	-4,5	4,5	3,8	4,8
Suisse	4,2	2,2	0,8	0,6	3,1	2,4	9,4	6,2	6,4	3,0	2,2	2,4
Suède	5,1	2,6	-0,1	2,7	7,2	8,4	5,4	3,8	3,5	8,8	7,6	7,4
République tchèque	3,5	1,9	1,5	3,8	16,3	8,6	-0,9	-4,3	-2,2	2,8	2,5	2,3
Norvège	3,9	3,6	2,6	3,5	4,7	3,8	15,0	19,4	14,5	4,4	3,9	3,8
Danemark	4,9	2,6	0,6	1,9	7,2	3,8	8,8	8,2	7,4	5,1	5,2	5,3
Islande	4,4	5,1	2,9	4,5	8,4	6,7	-1,6	-2,0	-0,3	6,0	4,0	4,0
Andorre	8,9	6,6	2,0	1,7	5,3	2,8	15,9	16,7	17,3	2,9	2,0	1,8
Saint-Marin	5,4	3,1	0,8	2,1	6,9	4,5	4,0	1,4	0,8	6,1	5,9	5,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe⁷	6,8	0,0	0,6	9,5	27,8	19,4	1,7	2,9	2,8	...	...	...
Russie	4,7	-3,4	-2,3	6,7	13,8	5,0	6,9	12,2	11,1	4,8	4,0	4,3
Türkiye	11,4	5,0	3,0	19,6	73,1	51,2	-1,7	-5,7	-3,9	12,0	10,8	10,5
Pologne	5,9	3,8	0,5	5,1	13,8	14,3	-0,7	-4,0	-3,3	3,4	2,8	3,2
Roumanie	5,9	4,8	3,1	5,0	13,3	11,0	-7,0	-8,4	-8,0	5,6	5,5	5,5
Ukraine ⁶	3,4	-35,0	...	9,4	20,6	...	-1,6	...	...	9,8	...	...
Hongrie	7,1	5,7	1,8	5,1	13,9	13,3	-3,2	-6,7	-3,0	4,1	3,4	3,8
Bélarus	2,3	-7,0	0,2	9,5	16,5	13,1	2,7	-1,5	-1,1	3,9	4,5	4,3
Bulgarie ⁵	4,2	3,9	3,0	2,8	12,4	5,2	-0,4	-0,9	-1,4	5,3	5,1	4,7
Serbie	7,4	3,5	2,7	4,1	11,5	8,3	-4,4	-8,4	-7,0	10,1	9,9	9,7
Croatie	10,2	5,9	3,5	2,6	9,8	5,5	3,4	2,2	2,0	8,1	6,9	6,6

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

⁵Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovénie.

⁶Voir la note pour l'Ukraine et le Royaume-Uni dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁷Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la République de Moldova.

Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Asie	6,5	4,0	4,3	2,0	4,0	3,4	2,2	1,4	1,3	...	...	...
Pays avancés d'Asie	3,7	2,2	2,3	1,2	3,6	2,6	4,9	3,5	3,5	3,4	2,9	2,9
Japon	1,7	1,7	1,6	-0,2	2,0	1,4	2,9	1,4	2,2	2,8	2,6	2,4
Corée	4,1	2,6	2,0	2,5	5,5	3,8	4,9	3,2	3,5	3,7	3,0	3,4
Taiwan (province chinoise de)	6,6	3,3	2,8	2,0	3,1	2,2	14,8	14,8	12,7	4,0	3,6	3,6
Australie	4,9	3,8	1,9	2,8	6,5	4,8	3,1	2,1	0,7	5,1	3,6	3,7
Singapour	7,6	3,0	2,3	2,3	5,5	3,0	18,1	12,8	12,5	2,7	2,1	2,1
Hong Kong (RAS)	6,3	-0,8	3,9	1,6	1,9	2,4	11,3	8,6	5,9	5,2	4,5	4,0
Nouvelle-Zélande	5,6	2,3	1,9	3,9	6,3	3,9	-6,0	-7,7	-6,0	3,8	3,4	3,9
Macao (RAS)	18,0	-22,4	56,7	0,0	2,5	2,4	13,8	-2,4	22,8	3,0	3,0	2,7
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,2	4,4	4,9	2,2	4,1	3,6	1,0	0,7	0,6	...	...	...
Chine	8,1	3,2	4,4	0,9	2,2	2,2	1,8	1,8	1,5	4,0	4,2	4,1
Inde ⁴	8,7	6,8	6,1	5,5	6,9	5,1	-1,2	-3,5	-2,9	...	...	...
ASEAN-5	3,4	5,3	4,9	1,9	4,7	4,4	-0,3	0,5	0,8	...	...	...
Indonésie	3,7	5,3	5,0	1,6	4,6	5,5	0,3	2,2	1,1	6,5	5,5	5,3
Thaïlande	1,5	2,8	3,7	1,2	6,3	2,8	-2,2	-0,5	1,9	1,5	1,0	1,0
Viet Nam	2,6	7,0	6,2	1,8	3,8	3,9	-2,0	0,3	1,0	2,7	2,4	2,3
Philippines	5,7	6,5	5,0	3,9	5,3	4,3	-1,8	-4,4	-3,3	7,8	5,7	5,4
Malaisie	3,1	5,4	4,4	2,5	3,2	2,8	3,8	1,6	2,2	4,7	4,5	4,3
Autres pays émergents et pays en développement d'Asie⁵	3,0	3,7	4,4	5,1	12,4	11,4	-2,9	-4,4	-3,4	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Pays émergents d'Asie ⁶	7,4	4,4	4,9	2,1	3,7	3,3	1,1	0,8	0,7	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.⁵Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.⁶Les pays émergents d'Asie incluent les pays de l'ASEAN-5, la Chine et l'Inde.

Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Amérique du Nord	5,5	1,8	1,0	4,7	7,9	3,8	-3,2	-3,5	-2,8	...	...	...
États-Unis	5,7	1,6	1,0	4,7	8,1	3,5	-3,7	-3,9	-3,1	5,4	3,7	4,6
Mexique	4,8	2,1	1,2	5,7	8,0	6,3	-0,4	-1,2	-1,2	4,1	3,4	3,7
Canada	4,5	3,3	1,5	3,4	6,9	4,2	0,0	0,5	-0,2	7,4	5,3	5,9
Porto Rico ⁴	2,7	4,8	0,4	2,4	4,4	3,5	...	...	...	7,9	6,0	7,9
Amérique du Sud⁵	7,3	3,6	1,6	12,1	17,4	14,3	-2,0	-1,9	-1,5	...	...	...
Brésil	4,6	2,8	1,0	8,3	9,4	4,7	-1,7	-1,5	-1,6	13,2	9,8	9,5
Argentine	10,4	4,0	2,0	48,4	72,4	76,1	1,4	-0,3	0,6	8,7	6,9	6,9
Colombie	10,7	7,6	2,2	3,5	9,7	7,1	-5,7	-5,1	-4,4	13,8	11,3	11,1
Chili	11,7	2,0	-1,0	4,5	11,6	8,7	-6,7	-6,7	-4,4	8,9	7,9	8,3
Pérou	13,6	2,7	2,6	4,0	7,5	4,4	-2,5	-3,0	-2,1	10,9	7,6	7,5
Équateur	4,2	2,9	2,7	0,1	3,2	2,4	2,9	2,4	2,1	4,2	4,0	3,8
Venezuela	0,5	6,0	6,5	1 588,5	210,0	195,0	-2,1	4,0	6,0	...	...	...
Bolivie	6,1	3,8	3,2	0,7	3,2	3,6	2,0	-1,4	-2,1	7,0	4,5	4,0
Paraguay	4,2	0,2	4,3	4,8	9,5	4,5	0,8	-3,8	-0,1	7,7	7,2	6,4
Uruguay	4,4	5,3	3,6	7,7	9,1	7,8	-1,8	-1,2	-1,9	9,4	7,9	7,9
Amérique centrale⁶	11,0	4,7	3,6	4,5	7,4	5,4	-1,9	-3,2	-2,5	...	...	...
Caraïbes⁷	5,1	12,4	7,3	8,4	12,3	9,6	-3,5	4,8	4,2	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes ⁸	6,9	3,5	1,7	9,8	14,1	11,4	-1,6	-1,7	-1,4	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales ⁹	5,2	7,2	5,4	1,6	5,9	3,6	-16,9	-16,7	-13,2	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique. Le Venezuela est exclu des agrégats.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Porto Rico est un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.⁵Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁶Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.⁷Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.⁸Inclut le Mexique et des pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁹Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Moyen-Orient et Asie centrale	4,5	5,0	3,6	12,9	13,8	13,1	2,3	6,5	5,2	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	4,5	4,9	3,5	11,3	12,8	11,4	4,2	9,5	7,7	...	...	...
Arabie saoudite	3,2	7,6	3,7	3,1	2,7	2,2	5,3	16,0	12,3	6,7	...	...
Iran	4,7	3,0	2,0	40,1	40,0	40,0	0,7	1,6	1,5	9,2	9,4	9,6
Émirats arabes unis	3,8	5,1	4,2	0,2	5,2	3,6	11,4	14,7	12,5	...	...	...
Kazakhstan	4,1	2,5	4,4	8,0	14,0	11,3	-2,9	3,0	1,8	4,9	4,9	4,8
Algérie	3,5	4,7	2,6	7,2	9,7	8,7	-2,8	6,2	0,6	...	...	...
Iraq	7,7	9,3	4,0	6,0	6,5	4,5	7,8	16,3	13,0	...	...	...
Qatar	1,6	3,4	2,4	2,3	4,5	3,3	14,7	21,2	22,1	...	...	...
Koweït	1,3	8,7	2,6	3,4	4,3	2,4	16,3	29,1	23,0	1,3	...	...
Azerbaïdjan	5,6	3,7	2,5	6,7	12,2	10,8	15,2	31,7	31,4	6,0	5,9	5,8
Oman	3,0	4,4	4,1	1,5	3,1	1,9	-6,1	6,2	3,6	...	...	...
Turkménistan	4,6	1,2	2,3	15,0	17,5	10,5	0,6	2,5	2,5	...	...	...
Pays importateurs de pétrole^{5, 6}	4,6	5,1	3,7	15,5	15,2	15,7	-3,9	-4,8	-4,2	...	...	...
Égypte	3,3	6,6	4,4	4,5	8,5	12,0	-4,4	-3,6	-3,4	7,3	7,3	7,3
Pakistan ⁷	5,7	6,0	3,5	8,9	12,1	19,9	-0,8	-4,6	-2,5	6,3	6,2	6,4
Maroc	7,9	0,8	3,1	1,4	6,2	4,1	-2,3	-4,3	-4,1	11,9	11,1	10,7
Ouzbékistan	7,4	5,2	4,7	10,8	11,2	10,8	-7,0	-3,3	-4,2	9,5	10,0	9,5
Soudan	0,5	-0,3	2,6	359,1	154,9	76,9	-7,4	-6,4	-7,5	28,3	30,6	30,6
Tunisie	3,3	2,2	1,6	5,7	8,1	8,5	-6,1	-9,1	-8,0	16,2	...	...
Jordanie	2,2	2,4	2,7	1,3	3,8	3,0	-8,8	-6,7	-4,8	24,4	...	...
Géorgie	10,4	9,0	4,0	9,6	11,6	6,0	-10,1	-7,2	-6,8	20,6	18,7	19,5
Arménie	5,7	7,0	3,5	7,2	8,5	7,0	-3,7	-5,5	-5,1	15,3	15,2	15,1
Tadjikistan	9,2	5,5	4,0	9,0	8,3	8,1	8,4	3,8	0,0	...	...	...
République kirghize	3,7	3,8	3,2	11,9	13,5	12,4	-8,7	-12,5	-9,6	9,0	9,0	9,0
Bande de Gaza et Cisjordanie	7,1	4,0	3,5	1,2	4,9	3,4	-8,2	-10,7	-8,9	26,4	25,7	25,0
Mauritanie	2,4	4,0	4,8	3,8	7,1	7,8	-9,4	-11,6	-9,1	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	5,6	3,8	4,0	9,2	12,9	10,5	-1,0	4,8	3,8	...	...	...
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ⁶	4,3	5,1	3,6	13,4	13,9	13,4	2,6	6,6	5,3	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,1	5,0	3,6	14,2	14,2	12,4	2,9	7,4	5,9	...	...	...
Israël ⁸	8,6	6,1	3,0	1,5	4,5	3,6	4,2	2,5	3,7	5,0	3,9	3,8
Maghreb ⁹	7,8	0,9	4,4	4,7	8,0	6,8	-1,1	1,6	0,2	...	...	...
Mashreq ¹⁰	2,7	5,9	4,2	8,3	11,6	12,1	-5,4	-4,5	-4,2	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Ce groupe comprend aussi Bahreïn, la Libye et le Yémen.

⁵Ce groupe comprend aussi Djibouti, le Liban et la Somalie. Voir la note sur le Liban dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁶L'Afghanistan et la Syrie sont exclus en raison de l'incertitude entourant leur situation politique. Voir les notes sur ces pays dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁷Voir la note sur le Pakistan dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁸Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

⁹Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

¹⁰Bande de Gaza et Cisjordanie, Égypte, Jordanie et Liban. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Afrique subsaharienne	4,7	3,6	3,7	11,1	14,4	11,9	-1,1	-1,7	-2,5	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	2,9	3,2	3,0	17,0	18,2	15,5	1,0	2,3	0,5	...	...	...
Nigéria	3,6	3,2	3,0	17,0	18,9	17,3	-0,4	-0,2	-0,6	...	...	...
Angola	0,8	2,9	3,4	25,8	21,7	11,8	11,2	11,3	5,4	...	...	...
Gabon	1,5	2,7	3,7	1,1	3,5	3,2	-5,7	-1,4	-2,9	...	...	...
Tchad	-1,1	3,3	3,4	-0,8	4,9	3,1	-4,5	0,8	-2,4	...	...	...
Guinée équatoriale	-3,2	5,8	-3,1	-0,1	5,1	5,7	-3,4	-1,6	-2,1	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire⁵	5,3	3,1	2,8	5,6	9,2	6,8	0,5	-1,5	-2,5	...	...	...
Afrique du Sud	4,9	2,1	1,1	4,6	6,7	5,1	3,7	1,2	-1,0	34,3	34,6	35,6
Ghana	5,4	3,6	2,8	10,0	27,2	20,9	-3,2	-5,2	-4,4	...	...	...
Côte d'Ivoire	7,0	5,5	6,5	4,2	5,5	4,0	-3,8	-5,2	-5,0	...	...	...
Cameroun	3,6	3,8	4,6	2,3	4,6	2,8	-4,0	-2,3	-2,8	...	...	...
Zambie	4,6	2,9	4,0	22,0	12,5	9,5	7,6	-1,8	-3,7	...	...	...
Sénégal	6,1	4,7	8,1	2,2	7,5	3,1	-13,2	-13,0	-9,5	...	...	...
Pays à faible revenu⁶	5,9	4,5	5,3	11,2	16,4	13,7	-5,0	-6,4	-6,2	...	...	...
Éthiopie	6,3	3,8	5,3	26,8	33,6	28,6	-3,2	-4,3	-4,4	...	...	...
Kenya	7,5	5,3	5,1	6,1	7,4	6,6	-5,2	-5,9	-5,6	...	...	...
Tanzanie	4,9	4,5	5,2	3,7	4,0	5,3	-3,3	-4,4	-3,9	...	...	...
Ouganda	6,7	4,4	5,9	2,2	6,4	6,4	-8,3	-8,0	-10,2	...	...	...
République démocratique du Congo	6,2	6,1	6,7	9,0	8,4	9,8	-0,9	0,0	0,0	...	...	...
Burkina Faso	6,9	3,6	4,8	3,9	14,2	1,5	0,2	-3,5	-3,4	...	...	...
Mali	3,1	2,5	5,3	3,8	8,0	3,0	-10,0	-7,9	-7,1	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.

⁵Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Botswana, Cabo Verde, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie et Seychelles.

⁶Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Burundi, Comores, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif*(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2017)*

	Moyenne										Projections	
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Monde	2,5	2,1	2,1	1,9	2,5	2,4	1,7	-4,1	5,4	2,4	1,6	
Pays avancés	1,0	1,5	1,7	1,3	2,0	1,8	1,3	-4,9	5,1	2,2	0,9	
États-Unis	0,9	1,6	2,0	0,9	1,6	2,4	1,8	-4,2	5,4	1,4	0,7	
Zone euro ¹	0,5	1,2	1,7	1,6	2,4	1,6	1,3	-6,5	5,2	2,9	0,3	
Allemagne	1,4	1,8	0,6	1,4	2,3	0,7	0,8	-3,8	2,6	1,4	-0,4	
France	0,6	0,4	0,6	0,7	2,2	1,5	1,5	-8,2	6,5	2,2	0,4	
Italie	-0,9	-0,1	0,9	1,5	1,8	1,1	0,7	-8,8	7,4	3,2	-0,1	
Espagne	-0,4	1,7	3,9	2,9	2,8	1,9	1,3	-11,3	5,0	3,9	0,8	
Japon	0,7	0,5	1,7	0,8	1,8	0,8	-0,1	-4,3	1,9	2,0	2,1	
Royaume-Uni ²	0,5	2,2	1,8	1,4	1,5	1,0	1,1	-9,7	7,0	3,2	-0,1	
Canada	0,9	1,8	-0,1	0,0	1,8	1,4	0,4	-6,4	3,9	1,9	0,0	
Autres pays avancés ³	2,6	2,2	1,5	1,8	2,5	2,1	1,2	-2,3	5,4	2,4	1,8	
Pays émergents et pays en développement	4,7	3,2	2,8	2,9	3,3	3,3	2,3	-3,2	5,9	2,7	2,6	
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,3	5,8	5,9	5,8	5,7	5,6	4,4	-1,5	6,5	3,7	4,3	
Chine	9,7	6,7	6,5	6,2	6,4	6,3	5,6	2,1	8,0	3,2	4,5	
Inde ²	6,2	6,2	6,8	7,1	5,7	5,4	2,7	-7,5	7,6	5,8	5,1	
ASEAN-5 ⁴	4,0	3,4	3,7	3,9	4,3	4,3	3,7	-4,5	2,5	4,3	3,9	
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,1	1,5	0,5	1,6	3,9	3,3	2,3	-1,6	6,8	7,3	0,3	
Russie	4,2	-1,1	-2,2	0,0	1,8	2,9	2,2	-2,3	5,2	-3,3	-2,2	
Amérique latine et Caraïbes	2,7	0,1	-0,8	-1,9	0,3	0,2	-1,1	-8,2	6,0	2,6	0,9	
Brésil	3,0	-0,4	-4,4	-4,1	0,5	1,0	0,4	-4,6	4,2	2,2	0,4	
Mexique	0,8	1,6	2,1	1,5	1,0	1,1	-1,2	-8,9	3,8	1,2	0,3	
Moyen-Orient et Asie centrale	2,3	1,1	0,7	2,0	0,0	0,5	-0,3	-4,7	6,0	3,0	1,8	
Arabie saoudite	1,3	2,5	1,7	-0,6	-3,3	0,1	-2,0	-6,3	1,9	5,5	1,6	
Afrique subsaharienne	2,7	2,3	0,5	-1,2	0,2	0,7	0,5	-4,3	2,0	1,0	1,1	
Nigéria	4,5	3,5	0,0	-4,2	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	1,1	0,6	0,5	
Afrique du Sud	1,9	-0,1	-0,2	-0,8	-0,3	0,0	-1,1	-7,7	4,0	0,6	-0,4	
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	0,9	1,5	2,1	1,9	2,8	2,0	1,8	-5,8	5,4	3,0	0,5	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,8	0,7	0,5	2,3	-0,7	0,0	-0,9	-5,1	2,4	3,0	1,8	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,0	3,3	3,0	3,2	3,6	3,6	2,5	-3,2	6,1	3,1	2,9	
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,8	2,3	1,5	2,5	2,7	2,6	-1,2	2,5	2,5	2,6	

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les données correspondent à la somme des pays de la zone euro.²Voir la note pour l'Inde et le Royaume-Uni dans la section des notes de l'appendice statistique.³Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

Bibliographie

- Adler, Gustavo, Romain Duval, Davide Furceri, Sinem Kılıç Çelik, Ksenia Koloskova, and Marcos Poplawski Ribeiro. 2017. “Gone with the Headwinds: Global Productivity.” IMF Staff Discussion Note 17/04, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Adrian, Tobias, Christopher Erceg, and Fabio Natalucci. 2022. “Soaring Inflation Puts Central Banks on a Difficult Journey.” *IMF Blog*, August 1, 2022.
- Akcigit, Ufuk, Wenjie Chen, Federico J. Díez, Romain Duval, Philipp Engler, Jiayue Fan, Chiara Maggi, and others. 2021. “Rising Corporate Market Power: Emerging Policy Issues.” IMF Staff Discussion Note 21/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Albrizio, Silvia, John Bluedorn, Christoffer Koch, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. 2022. “Market Size and Supply Disruptions: Sharing the Pain from a Potential Russian Gas Shut-Off to the European Union.” IMF Working Paper 22/143, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Andrle, Michal, Patrick Blagrove, Pedro Espallat, Keiko Honjo, Benjamin Hunt, Mika Kortelainen, René Lalonde, and others. 2015. “The Flexible System of Global Models—FSGM.” IMF Working Paper 15/64, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Andrle, Michael, and Benjamin Hunt. 2020. “Model-Based Globally-Consistent Risk Assessment.” IMF Working Paper 20/064, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Baffes, John, and Tassos Haniotis. 2016. “What Explains Agricultural Price Movements?” *Journal of Agricultural Economics* 67 (3): 706–21.
- Ball, Laurence. 2009. “Hysteresis in Unemployment: Old and New Evidence.” NBER Working Paper 14818, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Ball, Laurence. 2014. “Long-Term Damage from the Great Recession in OECD Countries.” NBER Working Paper No. 20185, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Ball, Laurence M., Daniel Leigh, and Prachi Mishra. Forthcoming. “Understanding U.S. Inflation during the COVID-19 Era.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Barrett, Philip, Sonali Das, Giacomo Magistretti, Evgenia Pugacheva, and Philippe Wingender. 2021. “After-Effects of the COVID-19 Pandemic: Prospects for Medium-Term Economic Damage.” IMF Working Paper 21/203, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Baumeister, Christiane, and Lutz Kilian. 2014. “Do Oil Price Increases Cause Higher Food Prices?” *Economic Policy* 29 (80): 691–747.
- Belke, Ansgar, Ingo G. Bordon, and Ulrich Volz. 2013. “Effects of Global Liquidity on Commodity and Food Prices.” *World Development* 44: 31–43.
- Bellemare, Marc F. 2015. “Rising Food Prices, Food Price Volatility, and Social Unrest.” *American Journal of Agricultural Economics* 97 (1): 1–21. <https://doi.org/10.1093/ajae/aa038>.
- Blanchard, Olivier, Eugenio Cerutti, and Lawrence Summers. 2015. “Inflation and Activity—Two Explorations and Their Monetary Policy Implications.” NBER Working Paper 21726, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Bogmans, Christian, Andrea Pescatori, and Ervin Prifti. 2021. “Income versus Prices: How Does the Business Cycle Affect Food (In-)Security?” IMF Working Paper 21/238, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bukeviciute, Lina, Adriaan Dierx, and Fabienne Ilzkovitz. 2009. “The Functioning of the Food Supply Chain and Its Effect on Food Prices in the European Union.” Occasional Papers 47, Office for Infrastructures and Logistics of the European Communities, European Commission, Brussels.
- Cloyne, James, and Patrick Hürtgen. 2016. “The Macroeconomic Effects of Monetary Policy: A New Measure for the United Kingdom.” *American Economic Journal: Macroeconomics* 8 (4): 75–102.
- Coibion, Olivier. 2012. “Are the Effects of Monetary Policy Shocks Big or Small?” *American Economic Journal: Macroeconomics* 4 (2): 1–32.
- De Loecker, Jan, Jan Eeckhout, and Gabriel Unger. 2020. “The Rise of Market Power and the Macroeconomic Implications.” *Quarterly Journal of Economics* 135 (2): 561–644.
- Di Bella, Gabriel, Mark Flanagan, Karim Foda, Svitlana Maslova, Alex Pienkowski, Martin Stuermer, and Frederik Toscani. 2022. “Natural Gas in Europe: The Potential Impact of Disruptions to Supply.” IMF Working Paper 22/145, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Díez, Federico J., Daniel Leigh, and Suchanan Tambunlertchai. 2018. “Global Market Power and Its Macroeconomic Implications.” IMF Working Paper 18/137, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Díez, Federico J., Jiayue Fan, and Carolina Villegas-Sánchez. 2021. “Global Declining Competition?” *Journal of International Economics* 132: 103492.
- Dimova, Ralitz. 2015. “The Welfare Impact of Rising Food Prices.” *IZA World of Labor* 2015: 135.
- Duval, Romain, Yi Ji, Longji Li, Myrto Oikonomou, Carlo Pizzinelli, Ipei Shibata, Alessandra Sozzi, and Marina M. Tavares. 2022. “Labor Market Tightness in Advanced Economies.” IMF Staff Discussion Note 2022/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Etienne, Xiaoli L., Scott H. Irwin, and Philip Garcia. 2014. “Bubbles in Food Commodity Markets: Four Decades of Evidence.” *Journal of International Money and Finance* 42: 129–55. <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2013.08.008>.
- Food and Agriculture Organization (FAO), International Fund for Agricultural Development (IFAD), United Nations Children’s Fund (UNICEF), World Food Programme (WFP),

- and World Health Organization (WHO). 2021. “The State of Food Security and Nutrition in the World 2021: Transforming Food Systems for Food Security, Improved Nutrition and Affordable Healthy Diets for All.” Rome, FAO.
- Ferrucci, Gianluigi, Rebeca Jiménez-Rodríguez, and Luca Onorante. 2012. “Food Price Pass-Through in the Euro Area: Non-Linearities and the Role of the Common Agricultural Policy.” *International Journal of Central Banking* 8 (1): 179–217.
- Flanagan, Mark, Alfred Kammer, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. “How a Russian Natural Gas Cutoff Could Weigh on Europe’s Economies.” *IMFBlogs*, July 19, 2022. <https://blogs.imf.org/2022/07/19/how-a-russian-natural-gas-cutoff-could-weigh-on-europes-economies>.
- Furceri, Davide, Prakash Loungani, John Simon, and Susan M. Wachter. 2016. “Global Food Prices and Domestic Inflation: Some Cross-Country Evidence.” *Oxford Economic Papers* 68 (3): 665–87. <https://doi.org/10.1093/oeq/gpw016>.
- Gilbert, Christopher L. 2010. “How to Understand High Food Prices.” *Journal of Agricultural Economics* 61 (2): 398–425. <https://doi.org/10.1111/j.1477-9552.2010.00248.x>.
- Giordani, Paolo E., Nadia Rocha, and Michele Ruta. 2016. “Food Prices and the Multiplier Effect of Trade Policy.” *Journal of International Economics* 101: 102–22. <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2016.04.001>.
- Gnutzmann, Hinnerk, and Piotr Spiewanowski. 2016. “Fertilizer Fuels Food Prices: Identification through the Oil-Gas Spread.” Unpublished, Leibniz Universität Hannover and Polish Academy of Sciences. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2808381>.
- Gopinath, Gita, Emine Boz, Camila Casas, Federico J. Diez, Pierre-Olivier Gourinchas, and Mikkel Plagborg-Møller. 2020. “Dominant Currency Paradigm.” *American Economic Review* 110 (3): 677–719.
- Harding, Don, and Adrian Pagan. 2002. “Dissecting the Cycle: A Methodological Investigation.” *Journal of Monetary Economics* 49 (2): 365–81.
- Harris, Donald J. 1970. “Income, Prices, and the Balance of Payments in Underdeveloped Economies: A Short-Run Model.” *Oxford Economic Papers* 22 (2): 156–72. <https://www.jstor.org/stable/2662255>.
- Holston, Kathryn, Thomas Laubach, and John C. Williams. 2017. “Measuring the Natural Rate of Interest: International Trends and Determinants.” *Journal of International Economics* 108 (Supp. 1): S59–75. <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2017.01.004>.
- Konczał, Mike, and Niko Lusiani. 2022. “Prices, Profits, and Power: An Analysis of 2021 Firm-Level Markups.” Brief, Roosevelt Institute, New York. <https://rooseveltinstitute.org/publications/prices-profits-and-power>.
- Laborde Debucquet, David, and Abdullah Mamun. 2022. “Documentation for Food and Fertilizers Export Restriction Tracker: Tracking Export Policy Responses Affecting Global Food Markets during Crisis.” Food and Fertilizer Trade Policy Tracker Working Paper 2, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Ng, Francis, and M. Ataman Aksoy. 2008. “Food Price Increases and Net Food Importing Countries: Lessons from the Recent Past.” *Agricultural Economics* 39 (S1): 443–52.
- Novta, Natalija, and Evgenia Pugacheva. 2021. “The Macroeconomic Costs of Conflict.” *Journal of Macroeconomics* 68: 103286.
- Novta, Natalija, and Evgenia Pugacheva. 2022. “Macroeconomic Costs of Conflict: Impact on GDP and Refugee Flows.” *VoxEU*, July 29, 2022. <https://cepr.org/voxeu/columns/macroeconomic-costs-conflict-impact-gdp-and-refugee-flows>.
- Osborn, T. J., Jones, P. D., Lister, D. H., Morice, C. P., Simpson, I. R., Winn, J. P., et al. (2021). Land surface air temperature variations across the globe updated to 2019: the CRUTEM5 dataset. *Journal of Geophysical Research: Atmospheres*, 126, e2019JD032352. <https://doi.org/10.1029/2019JD032352>.
- Unsal, D. Filiz, Chris Papageorgiou, and Hendre Garbers. 2022. “Monetary Policy Frameworks: An Index and New Evidence.” IMF Working Paper 22/22, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Yellen, Janet L. 2016. “Macroeconomic Research after the Crisis.” Speech delivered at the 60th Annual Federal Reserve Bank of Boston Economic Conference, “The Elusive ‘Great’ Recovery: Causes and Implications for Future Business Cycle Dynamics.” Boston, October 14.

L'inflation a sensiblement augmenté dans de nombreux pays en 2021, sous l'effet de divers facteurs liés à la demande et à l'offre sur fond de reprise après le choc de la pandémie de COVID-19. Jusqu'à présent, les salaires nominaux ont généralement augmenté moins vite que l'inflation, mais certains observateurs n'excluent pas un dérapage concomitant des prix et des salaires donnant lieu à une longue spirale, ou boucle, prix-salaires qui s'autoalimenterait. Ce chapitre revient sur les événements du passé récent et apporte un éclairage sur les perspectives à l'aide d'une combinaison d'analyses empiriques et modélisées. Dans les pays avancés présentant une dynamique des salaires, des prix et du marché du travail analogue aux circonstances actuelles — en particulier, dans les pays où les salaires réels (salaires nominaux déflatés par les prix à la consommation) sont stables ou en baisse —, les épisodes passés n'ont généralement pas été suivis d'une spirale prix-salaires. L'analyse modélisée indique que différents chocs ont sous-tendu l'évolution des salaires et des prix en 2020–21 : des chocs sur les capacités de production ont été le principal moteur de l'augmentation des salaires, tandis que l'épargne privée et la demande refoulée ont joué un rôle important dans celle des prix. L'analyse empirique montre que, si la situation du marché du travail reste un déterminant majeur de la croissance des salaires, les anticipations d'inflation ont pris de l'importance récemment. Une analyse prospective met en évidence le rôle essentiel du processus de formation des anticipations dans le façonnement des perspectives. Elle montre comment un resserrement prompt de la politique monétaire, notamment s'il fait l'objet d'une communication claire, peut minorer le risque d'un désancrage de l'inflation par rapport à son objectif. Étant donné que les chocs inflationnistes ne viennent pas du marché du travail, que la baisse des salaires réels contribue à ralentir l'inflation et que les autorités monétaires mènent une politique de resserrement plus agressive, les risques d'apparition d'une longue boucle prix-salaires semblent limités.

Jorge Alvarez, Alexandre Balduino Sollaci, John Bluedorn (auteur principal), Allan Dizioli, Niels-Jakob Hansen et Philippe Wingender, avec le concours de Youyou Huang et d'Evgenia Pugacheva. Il intègre les commentaires de Jason Furman ainsi que les observations formulées par des participants à des séminaires internes et des examinateurs.

Introduction

La reprise s'accélérait après le choc aigu de la COVID-19, l'inflation a commencé en 2021 à atteindre des niveaux qui ne s'étaient pas vus depuis près de quatre décennies dans de nombreux pays¹. La forte hausse des prix s'explique par un large éventail de facteurs, notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à la pandémie, les chocs sur les prix des matières premières, les vastes programmes de soutien monétaire et budgétaire, l'augmentation de la demande de consommation refoulée et les mutations des goûts des consommateurs de biens et de services (graphique 2.1, pages 1 et 3).

Dans le même temps, la reprise économique a entraîné une résurgence de la demande de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs. L'offre de main-d'œuvre a été lente à réagir, tous les actifs n'étant pas prêts à retourner travailler alors que les préoccupations sanitaires ainsi que les difficultés de garde d'enfants et d'aide domestique persistaient, notamment². Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a entraîné un resserrement des marchés du travail et un accroissement des tensions sur les salaires, avec une hausse du salaire nominal moyen (par travailleur) et une baisse du taux de chômage à partir du second semestre de 2020 dans tous les groupes de pays (graphique 2.1, pages 2 et 5 pour les pays avancés et pages 4 et 7 pour les pays émergents et en développement)³.

Pour l'essentiel, la croissance des salaires nominaux a été telle que le niveau moyen en 2021 a retrouvé la tendance d'avant la pandémie, mais avec des différences entre les pays. Il importe toutefois de noter que cette croissance des salaires nominaux en 2021 n'a pas

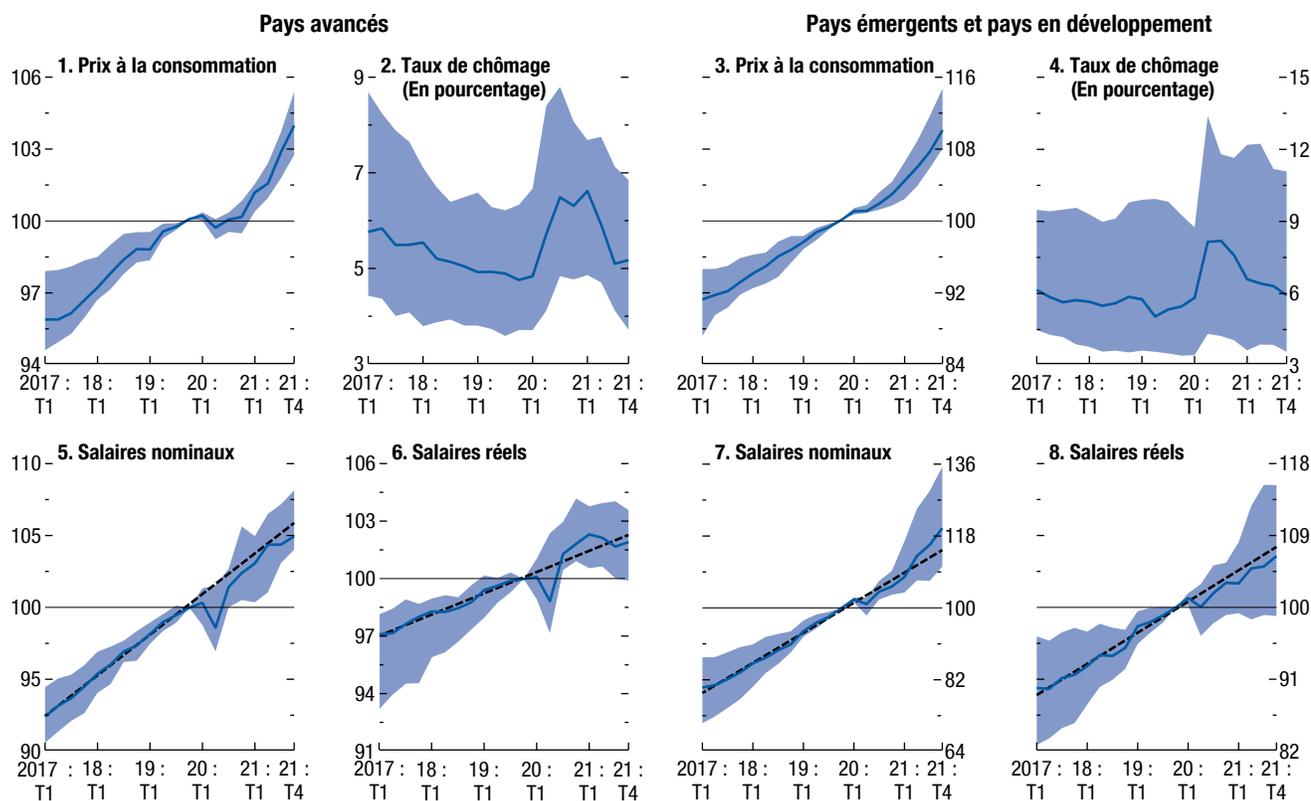
¹Sauf indication contraire, l'inflation est ici définie comme la hausse des prix telle que mesurée par les indices des prix à la consommation.

²Voir Bluedorn *et al.* (2021) pour une discussion sur la manière dont le choc de la COVID-19 a engendré une « *she-cession* », ou récession des femmes, s'expliquant en partie par l'incidence disproportionnée de ces facteurs sur l'emploi des femmes. Voir également l'Organisation internationale du Travail (2022) pour une évaluation plus récente des effets du choc sur l'emploi et l'activité, et les écarts de résultats entre hommes et femmes.

³Pour une couverture de l'échantillon la plus large possible dans l'analyse empirique, les salaires (nominaux ou réels) s'entendent ici par travailleur occupé, sauf indication contraire. Un échantillon plus petit est examiné afin de mettre en évidence les écarts de salaire horaire.

Graphique 2.1. Dynamique récente des salaires, des prix et du chômage*(Indice 100 au T4 2019, sauf indication contraire)*

L'inflation des prix à la consommation s'est nettement accélérée depuis le deuxième trimestre de 2020. Alors que le salaire nominal a essentiellement retrouvé sa tendance d'avant la pandémie, les salaires réels sont tombés en dessous de leur tendance d'avant la pandémie. Le taux de chômage poursuit sa baisse à mesure que l'économie se remet du choc de la COVID-19.



Sources : Haver Analytics ; Organisation internationale du Travail ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Bureau of Economic Analysis (États-Unis) ; calculs des services du FMI.

Note : Les courbes bleues représentent la médiane entre les pays ; les courbes en pointillés indiquent la tendance pré-COVID-19 ; les zones colorées représentent l'écart interquartile entre les différents pays. Les salaires (nominaux et réels) sont calculés par travailleur. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour des précisions sur la couverture de l'échantillon.

totallement suivi l'inflation⁴. Cela signifie que l'évolution des salaires réels (salaires nominaux déflatés par les prix à la consommation) a été relativement stable ou en baisse pendant la période (graphique 2.1, pages 6 et 8). Dans un contexte d'inflation élevée, voire en hausse, ces tendances des salaires nominaux et réels se sont poursuivies au premier trimestre de 2022 dans les pays pour lesquels des données sont disponibles.

⁴La distinction entre salaire par travailleur et salaire par heure — salaire horaire — est devenue pertinente pendant la phase aiguë de la pandémie, car le nombre d'heures travaillées a été fortement modifié pour de nombreux travailleurs (en particulier dans les pays avancés). Le graphique 2.1.1 de l'annexe montre la dynamique des salaires horaires : en moyenne, ils ont atteint un pic au deuxième trimestre de 2020 dans tous les groupes de pays, mais sont rapidement revenus à la tendance. Comme pour les salaires par travailleur, les salaires horaires n'avaient pas suivi la hausse des prix à la fin de 2021.

Au niveau sectoriel, les salaires nominaux dans l'industrie et les services ont généralement convergé vers leurs tendances d'avant la pandémie dans tous les groupes de pays (voir l'annexe 2.2 en ligne pour plus de détails sur la perspective sectorielle). Dans les pays avancés, les salaires réels ont largement suivi leur tendance pré-pandémique dans l'ensemble des secteurs, avant de se détériorer dans la seconde moitié de 2021 avec la hausse de l'inflation, tandis que, dans les pays émergents et en développement, ils sont restés pour l'essentiel en dessous de leur tendance d'avant la pandémie. Comme pour les salaires par secteur, les modifications de l'emploi par secteur semblent jusqu'à présent avoir peu contribué à l'évolution globale des salaires pour l'économie moyenne — les modifications des salaires communes aux secteurs représentent la part du lion de l'évolution globale moyenne des salaires.

Certains observateurs affirment que la dynamique des salaires et des prix de ces derniers mois pourrait se changer, la hausse des anticipations d'inflation et le resserrement des marchés du travail poussant les travailleurs à réclamer sans cesse des augmentations de salaire capables de rattraper ou de dépasser l'inflation récente. Cette « boucle prix-salaires » est définie ici comme un épisode de plusieurs trimestres caractérisé par une accélération des salaires et des prix (c'est-à-dire, dans lequel les taux d'inflation des salaires et des prix augmentent simultanément)⁵.

Ce chapitre permet de mieux comprendre les circonstances actuelles et les perspectives de l'inflation des salaires et des prix, en abordant pour ce faire quelques questions cruciales, comme suit.

- **Qu'est-ce qui différencie la dynamique des salaires, de l'emploi et des prix lors de la reprise après le choc de la COVID-19 et la dynamique d'avant la pandémie ?** Les épisodes passés caractérisés par les mêmes tendances que celles de 2021 en matière de salaires, d'emploi et de prix dans les pays avancés ont-ils ensuite évolué vers des spirales prix-salaires ?
- **Dans quelle mesure les anticipations d'inflation et la situation du marché du travail expliquent-elles la croissance récente des salaires nominaux dans les pays avancés, émergents et en développement ?** Quels ont été les profonds facteurs sous-jacents des salaires, des prix et de l'emploi en 2020-21 ?
- **Les tensions sur les salaires et les prix apparues dans le sillage de la COVID-19 pourraient-elles conduire à une inflation forte et durable des salaires et des prix ?** Les tensions sur les salaires et les prix résultant des chocs inflationnistes antérieurs dus à l'augmentation des tensions sur l'offre mondiale ont-elles duré longtemps ? Par le passé, le resserrement monétaire a-t-il été efficace pour réduire les tensions sur les salaires et les prix ? À l'avenir, comment les changements dans la formation des anticipations de salaires et de prix pourraient-ils influencer les perspectives, et comment les décideurs politiques devraient-ils en tenir compte ?

S'appuyant sur des analyses empiriques et sur des analyses modélisées, ce chapitre répond comme suit à ces grandes questions.

- *L'inflation des salaires et des prix a augmenté de manière générale jusqu'en 2021, tandis que les salaires réels ont eu tendance à stagner ou à baisser en moyenne dans tous les*

pays. Au niveau sectoriel, les salaires nominaux dans l'industrie et les services ont eu tendance à converger vers leurs tendances communes d'avant la pandémie dans tous les groupes de pays. Par conséquent, les variations sectorielles de l'emploi ne semblent guère expliquer l'évolution globale des salaires jusqu'à la fin de 2021.

- *En moyenne, les épisodes passés semblables à la situation actuelle des pays avancés n'ont pas été suivis de boucles prix-salaires.* Bien que le choc de la COVID-19 soit extraordinaire et la conjoncture actuelle bien différente, pour l'essentiel, de l'histoire récente, les épisodes d'inflation passés similaires dans les pays avancés — où les salaires réels étaient stables ou en baisse — n'ont généralement pas entraîné de boucle prix-salaires, l'inflation tendant plutôt à diminuer par la suite, tandis que les salaires nominaux rattrapaient progressivement leur retard.
- *L'évolution des anticipations d'inflation et des réserves de main-d'œuvre explique assez bien la dynamique des salaires au second semestre de 2021.* Au lendemain du choc de la COVID-19, la croissance des salaires dans tous les pays s'expliquait mal par sa relation empirique antérieure avec les anticipations et le chômage. Vers la fin de 2021, en revanche, la croissance des salaires était globalement conforme à l'augmentation des anticipations d'inflation et au resserrement du marché du travail observés en moyenne dans les groupes de pays.
- *Le comportement des salaires et des prix en 2020-21 a été sous-tendu par une combinaison complexe de chocs d'offre et de demande reflétant la nature inhabituelle du choc de la pandémie.* L'analyse effectuée à l'aide d'un riche modèle structurel multisectoriel et multi-pays fait ressortir des différences dans les chocs qui sous-tendent les variations passées des salaires et des prix. Au cours des deux années qui ont suivi le début de la pandémie, les salaires ont été principalement déterminés par les chocs sur la capacité de production et sur l'offre de main-d'œuvre (résultant des confinements ou des mesures de distanciation physique), tandis que les prix ont été davantage influencés par l'épargne privée et la libération de la demande refoulée. L'évolution de l'inflation des salaires et des prix dépendra de la manière dont ces chocs plus profonds se résorberont et du moment où ils le feront, le cas échéant.
- *Lorsque les anticipations en matière de salaires et de prix sont plus rétrospectives, les mesures de politique monétaire doivent être plus précoces pour minorer les risques de désancrage des anticipations d'inflation.* À l'aide d'un nouveau modèle des anticipations et de la fixation des salaires et des prix, l'analyse des scénarios suggère que la baisse observée des salaires réels a agi comme un frein

⁵Voir Boissay *et al.* (2022) pour une définition similaire et une discussion du débat concernant l'apparition éventuelle de boucles prix-salaires dans les pays avancés. Ce concept est examiné plus en détail dans la section « Épisodes similaires dans l'histoire récente » de ce chapitre.

jusqu'à présent, réduisant les tensions sur les prix et contribuant ainsi à empêcher l'apparition d'une dynamique de boucle prix-salaires. Toutefois, plus les anticipations sont rétrospectives (adaptatives), plus le risque d'un désancrage de l'inflation à un niveau supérieur à l'objectif est grand. La réponse de la politique monétaire dans cet environnement inflationniste devrait dépendre de la nature des anticipations de salaires et de prix : plus elles sont rétrospectives, plus le resserrement nécessaire pour éviter le désancrage de l'inflation et une forte baisse des salaires réels sera rapide et fort.

Quelques mises en garde importantes concernant l'analyse présentée ici s'imposent à ce stade. Premièrement, l'analyse empirique est limitée par la disponibilité des données, tant dans l'espace que dans le temps. Par conséquent, la couverture exacte de l'échantillon diffère selon les exercices. Deuxièmement, bien que les méthodes empiriques utilisées soient standard, leurs résultats doivent être interprétés comme associatifs plutôt que causaux. Troisièmement, l'analyse empirique et l'étude des épisodes passés résumement essentiellement les tendances antérieures des données, qui peuvent ne pas être totalement représentatives des circonstances actuelles. De plus, si le choc de la COVID-19 a provoqué une rupture structurelle importante dans le comportement de l'économie (notamment un changement brutal dans la formation des anticipations ou la fixation des salaires), les analyses historiques peuvent ne pas être aussi informatives sur les perspectives. L'analyse modélisée des anticipations offre une certaine assurance contre les ruptures structurelles, puisqu'elle rend possible une forme limitée de modifications de régime dans son examen de l'apprentissage adaptatif.

Le chapitre débute par la sélection et l'examen d'épisodes passés présentant des caractéristiques de salaires, de prix et d'emploi analogues à la situation actuelle, en mettant en évidence la manière dont ces épisodes ont ensuite évolué. Il étudie ensuite la mesure dans laquelle la dynamique récente des salaires peut être expliquée par les changements dans les anticipations d'inflation et les réserves de main-d'œuvre, ainsi que la composition des chocs à l'origine de ces évolutions. Dans l'avant-dernière section, le chapitre met en évidence la manière dont les chocs inflationnistes et le resserrement monétaire influent sur la dynamique des salaires (tant nominaux que réels). La dernière section examine comment les processus de formation des anticipations relatives aux salaires et aux prix peuvent interagir avec le choc et les réponses de la politique monétaire pour influencer la trajectoire future de l'économie.

Épisodes similaires dans l'histoire récente

Comme expliqué dans l'introduction, la hausse de l'inflation, la croissance positive des salaires nominaux, la baisse des salaires réels et le recul du chômage ont caractérisé la situation macroéconomique en 2021 dans de nombreux pays. Bien qu'inhabituelles, ces circonstances ne sont pas sans précédent. Un échantillon de pays avancés, qui couvre les 40 dernières années (et pour quelques-uns, les 60 dernières années) révèle 22 autres épisodes présentant des conditions similaires⁶. La coïncidence actuelle de la hausse de l'inflation et de la croissance des salaires nominaux a suscité des inquiétudes quant à l'apparition d'une boucle prix-salaires, dans laquelle tant les salaires que les prix s'accélérent pendant une période prolongée⁷. La présente section examine si des boucles prix-salaires se sont produites au cours d'épisodes antérieurs similaires.

Les épisodes passés similaires ne montrent pas l'établissement d'une boucle prix-salaires

Les épisodes passés similaires n'ont pas été suivis d'une boucle prix-salaires dans laquelle tant la croissance des salaires nominaux que l'inflation continuent d'augmenter sur une longue période (graphique 2.2, pages 1 et 3). Si la croissance des salaires nominaux a eu tendance à augmenter quelque peu après ces épisodes, l'inflation, elle, a diminué en moyenne. Ensemble, ces facteurs ont entraîné une augmentation des salaires réels (graphique 2.2, page 4). Le taux de chômage s'est généralement stabilisé après l'épisode (graphique 2.2, page 2).

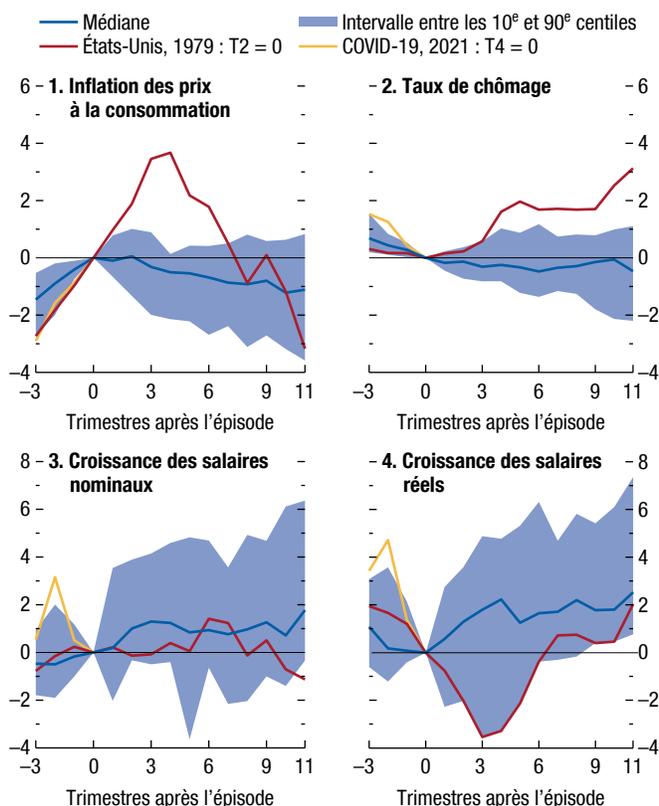
La trajectoire ultérieure moyenne n'est guère alarmante, mais il existe une hétérogénéité entre les épisodes passés. Un exemple notable est celui des États-Unis au deuxième

⁶Les 22 épisodes couvrent un échantillon de 30 pays avancés pour lesquels des données trimestrielles sur l'inflation, les salaires, les prix et le chômage ne sont disponibles qu'à partir de 1960 au plus tôt ; mais, pour la plupart des pays de l'échantillon, de telles données ne sont disponibles régulièrement qu'à partir des années 80. Les critères de sélection sont qu'au moins trois des quatre trimestres précédents aient connu 1) une hausse de l'inflation, 2) une croissance positive des salaires nominaux, 3) une baisse des salaires réels et 4) une baisse ou une stagnation du chômage. Si les critères se maintiennent pendant plusieurs trimestres sur une période de trois ans, seul le premier épisode dans lequel les critères se sont maintenus est sélectionné. Voir l'annexe 2.3 en ligne, et Alvarez *et al.* (à paraître) pour des précisions et des explications supplémentaires sur ces épisodes.

⁷On trouve dans les premiers travaux sur le sujet un large éventail de définitions de la boucle prix-salaires, allant d'une simple rétroaction entre les salaires (en tant que coût de production) et les prix, à une accélération simultanée des salaires et des prix, en passant par une situation dans laquelle l'inflation des salaires dépasse de manière persistante l'inflation des prix. Comme indiqué dans l'introduction, ce chapitre définit une spirale prix-salaires comme un épisode de plusieurs trimestres caractérisé par une accélération des salaires et des prix (c'est-à-dire dans lequel l'inflation des salaires et des prix augmente simultanément).

Graphique 2.2. Évolution des salaires, des prix et du chômage après des épisodes passés similaires
(Différence, en points de pourcentage, par rapport au premier trimestre durant lequel les critères sont satisfaits)

Après des épisodes passés présentant des conditions macroéconomiques semblables à celles d'aujourd'hui, l'inflation des prix à la consommation a généralement diminué, tandis que la croissance des salaires nominaux et réels a augmenté.



Sources : Organisation internationale du Travail ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Bureau of Economic Analysis (États-Unis) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre l'évolution de la situation après des épisodes durant lesquels au moins trois des quatre trimestres précédents ont connu 1) une accélération des prix/une hausse de l'inflation, 2) une croissance positive des salaires nominaux, 3) des salaires réels en baisse ou constants et 4) un taux de chômage en baisse ou stable. Vingt-deux épisodes de ce type ont été recensés dans un échantillon de 30 pays avancés, le plus ancien remontant à 1960. L'épisode de la COVID-19 représente une moyenne des pays de l'échantillon pour la période commençant au T4 2021. Voir l'annexe 2.3 en ligne pour des précisions.

trimestre de 1979, où l'inflation a connu une forte hausse immédiatement après l'épisode, grimant rapidement pendant quatre trimestres avant de commencer à diminuer. Le taux de chômage a également augmenté plus que pendant les autres épisodes retenus. Sous-tendant ces mouvements, une politique monétaire très restrictive mise en place pour faire redescendre l'inflation a donné lieu à ce que l'on a appelé le choc Volcker. La croissance des salaires nominaux — qui n'avait pas montré de signes de poursuite de sa hausse — a été relativement faible durant cette période, ce qui a donné lieu à une baisse des salaires réels

assez rapidement. Une fois que l'inflation a commencé à décroître, la détérioration des salaires réels s'est atténuée.

Une réponse politique similaire est observée dans plusieurs autres épisodes. De fait, la plupart de ces épisodes passés ont été suivis d'un durcissement de la politique monétaire, lequel a aidé à contenir l'inflation⁸. Ainsi, les éléments tirés d'épisodes passés suggèrent que, dans les circonstances actuelles, une réponse appropriée de la politique monétaire est capable de maintenir à des niveaux très bas les risques d'une boucle prix-salaires ultérieure.

Les épisodes de spirale prix-salaires n'ont généralement pas duré longtemps

Si l'on examine les épisodes passés de boucles prix-salaires (indépendamment du comportement des salaires réels ou du chômage), la dynamique initiale d'accélération soutenue des prix et des salaires ne s'est généralement pas poursuivie⁹. Après ces épisodes, la croissance des salaires nominaux et l'inflation se sont généralement stabilisées en moyenne au cours des trimestres suivants, la croissance des salaires réels restant globalement inchangée (graphique 2.3, courbes bleues). Dans le même temps, le taux de chômage a eu tendance à baisser légèrement.

Cependant, dans quelques rares cas, ces épisodes ont été suivis d'effets plus extrêmes. Par exemple, dans l'épisode américain qui a débuté au troisième trimestre de 1973, l'inflation a bondi pendant cinq trimestres supplémentaires — conséquence du premier embargo sur le pétrole décrété par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dans les années 70 — avant de commencer à diminuer en 1975 (graphique 2.3, courbes rouges). En revanche, la croissance des salaires nominaux n'a pas augmenté, permettant à la croissance des salaires réels de diminuer. Un autre exemple intéressant est celui de la Belgique en 1973, où tant la croissance des salaires nominaux que l'inflation ont connu une forte hausse avant de redescendre (voir l'annexe 2.3 en ligne). Dans ce cas, la croissance des salaires était élevée et a dépassé l'inflation pendant un certain temps, en partie en raison de la large prévalence de l'indexation des salaires¹⁰.

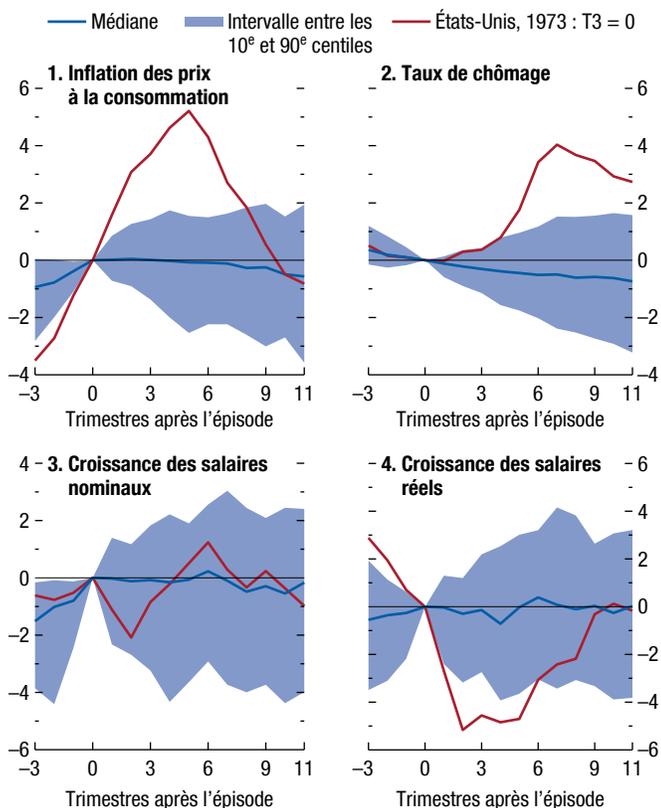
⁸Sur les 22 épisodes illustrés par le graphique 2.2, 13 ont été suivis d'un resserrement de la politique monétaire (tableau 2.3.2 en annexe).

⁹On définit un épisode de spirale prix-salaires lorsque, pendant au moins trois des quatre trimestres précédents, 1) les salaires se sont accéléérés (la croissance des salaires a augmenté) et 2) les prix se sont accéléérés (l'inflation a augmenté). À noter que ces critères sont moins restrictifs que ceux utilisés pour identifier des épisodes passés analogues aux circonstances actuelles.

¹⁰Voir également Battistini *et al.* (2022) et Baba et Lee (2022) pour une discussion et une analyse plus approfondies des effets des chocs des cours du pétrole et des prix de l'énergie sur l'inflation et les salaires par le passé, et de la relation entre ces effets et les caractéristiques structurelles d'une économie.

Graphique 2.3. Évolution des salaires, des prix et du chômage après les épisodes passés d'accélération des prix et des salaires (Différence, en points de pourcentage, par rapport au premier trimestre durant lequel les critères sont satisfaits)

Une période de croissance stable des salaires et de l'inflation a généralement suivi les épisodes passés d'accélération des salaires et des prix.



Sources : Organisation internationale du Travail ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Bureau of Economic Analysis (États-Unis) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre l'évolution après des épisodes dans lesquels au moins trois des quatre trimestres précédents ont connu 1) une accélération des prix/une hausse de l'inflation et 2) une accélération des salaires nominaux/une hausse de la croissance des salaires nominaux. Soixante-dix-neuf épisodes de ce type ont été identifiés dans un échantillon de 30 pays avancés, le plus ancien remontant à 1960. Les bandes indiquent l'intervalle entre les 10^e et 90^e centiles des résultats dans les épisodes identifiés. Voir l'annexe 2.3 en ligne pour des précisions.

Si l'on remonte plus loin dans le temps, on trouve un autre exemple notable aux États-Unis juste après la Seconde Guerre mondiale, en 1946–48. Au cours de ces années, les contrôles des prix institués pendant la guerre ont été levés et la demande refoulée a été libérée. Dans une économie qui sortait de la guerre, la croissance des salaires nominaux et l'inflation se sont accélérées en 1946, atteignant toutes deux environ 20 % en glissement annuel au premier trimestre de 1947¹¹. Par la suite, hausse des prix et croissance des salaires

¹¹ En l'absence d'une mesure des salaires à l'échelle de l'économie remontant aussi loin dans le temps, les salaires sont représentés par le salaire horaire moyen dans l'industrie manufacturière.

ont commencé à diminuer progressivement, restant néanmoins à des niveaux élevés pendant environ un an. Vers la seconde moitié de 1948 et au début de 1949, l'inflation a fortement baissé, les chaînes d'approvisionnement s'étant ajustées et la demande refoulée s'étant épuisée (une légère récession se produisant même en 1949)¹².

Dans l'ensemble, les données historiques suggèrent que les épisodes caractérisés par une accélération des prix et des salaires pendant environ un an n'ont généralement pas duré, la croissance des salaires nominaux et l'inflation ayant tendance à se stabiliser en moyenne. Surtout, cela signifie que l'inflation et la croissance des salaires sont restées élevées pendant plusieurs trimestres en moyenne après ces épisodes¹³.

Déterminants des salaires lors du choc de la COVID-19 et de la reprise post-pandémie

Cette section étudie les déterminants des salaires, des prix et de l'emploi dans le contexte du choc puis de la reprise liés à la pandémie de COVID-19. Elle examine tout d'abord la dynamique récente des salaires de manière empirique à travers la courbe de Phillips des salaires, qui relie la croissance des salaires aux anticipations d'inflation et aux réserves de main-d'œuvre. Les auteurs tentent ensuite d'analyser plus en détail les modifications des salaires et des prix au cours des deux dernières années, en utilisant un modèle structurel riche pour identifier la combinaison complexe de chocs d'offre et de demande sous-jacents qui déterminent les salaires et les prix.

Décomposition empirique de la dynamique récente à l'aide de la courbe de Phillips des salaires

Bien que le choc de la COVID-19 et la reprise post-pandémie présentent de nombreuses caractéristiques inhabituelles, une question revient : les relations économiques antérieures peuvent-elles encore expliquer la

¹² Voir l'annexe 2.3 en ligne pour plus de détails sur cet exemple. Rouse, Zhang et Tedeschi (2021) décrivent également cet épisode et d'autres épisodes inflationnistes passés aux États-Unis comme possédant certaines caractéristiques communes avec la reprise post-pandémie actuelle. Caplan (1956) présente une analyse approfondie et, pour ainsi dire, à chaud, de la situation à la fin des années 40.

¹³ La pertinence de ce constat dépend essentiellement de la couverture de l'échantillon. Comme le montre le graphique 2.2, la couverture temporelle trimestrielle pour les variables critiques commence au plus tôt dans les années 80 pour la plupart des pays. Pour garantir la robustesse de l'exercice, on a donc répété celui-ci en utilisant un concept salarial plus étroit (gains horaires pour le secteur manufacturier uniquement), ce qui a permis de remonter jusqu'au début des années 70 pour un plus grand nombre de pays. Cela n'a pas modifié les résultats généraux présentés dans le graphique 2.3, bien que quelques résultats extrêmes supplémentaires aient été identifiés. Voir l'annexe 2.3 en ligne pour plus de précisions.

dynamique récente ? En ce qui concerne les salaires, cela signifie qu'il faut examiner si les estimations empiriques utilisant la courbe de Phillips des salaires — qui relie la croissance des salaires aux mesures des anticipations d'inflation, de la réserve de main-d'œuvre et de la croissance de la productivité — parviennent à rendre compte des variations dans l'évolution des salaires¹⁴. Le chapitre emploie tout d'abord ce cadre pour étudier le processus de fixation des salaires antérieur au choc de la COVID-19. Il l'utilise ensuite pour décomposer les changements dans la croissance des salaires depuis la pandémie entre les groupes de pays, afin de vérifier à quel point il est efficace.

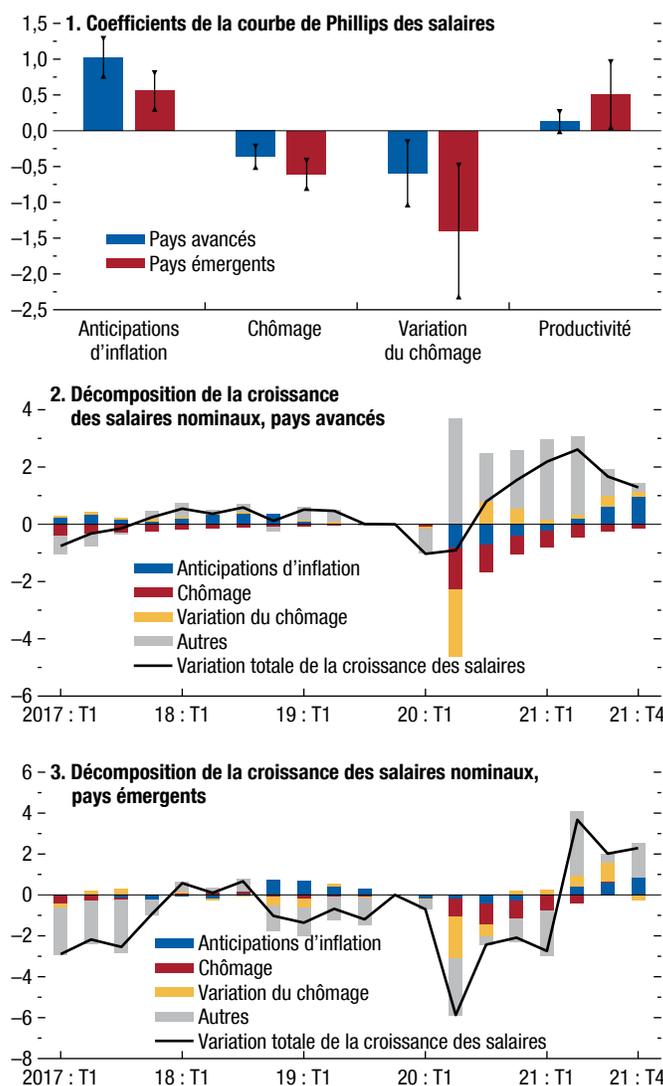
La croissance des salaires a tendance à augmenter en fonction des anticipations d'inflation et à diminuer en fonction de la réserve de main-d'œuvre

À l'instar de la littérature empirique et théorique antérieure, l'analyse suggère que les hausses des anticipations d'inflation¹⁵ et de la croissance de la productivité sont associées à des augmentations de la croissance des salaires nominaux, tandis que les hausses de la réserve de main-d'œuvre (saisies par le taux de chômage et sa variation) sont corrélées à un ralentissement de la croissance des salaires (graphique 2.4, page 1). Ces relations sont statistiquement significatives tant dans le groupe des pays avancés que dans celui des pays émergents.

La relation positive avec les anticipations d'inflation — un point central de la conjoncture — est cohérente avec un processus prospectif de fixation des salaires dans lequel les travailleurs, s'attendant à ce que les prix augmentent, réclament des salaires plus élevés¹⁶. Ces tensions sur les salaires nominaux s'ajoutent à celles qui découlent des augmentations du rendement réel du travail — mesurées par la croissance de la productivité — et perdurent même si intervient la variable de contrôle de l'inflation retardée. La croissance des salaires est apparemment très sensible aux anticipations d'inflation dans les pays avancés, où, pour une augmentation de 1 point de pourcentage de ces

Graphique 2.4. La croissance des salaires nominaux vue à travers le prisme de la courbe de Phillips des salaires (En points de pourcentage)

La dynamique des salaires pendant la pandémie de COVID-19 n'a pas suivi de près la relation de la courbe de Phillips des salaires, mais la croissance plus récente des salaires nominaux est cohérente avec la hausse des anticipations d'inflation et le resserrement du marché du travail.



Source : calculs des services du FMI.

Note : La page 1 présente les effets estimés (coefficients) d'une hausse de 1 point de pourcentage des variables indiquées à partir d'une régression de la courbe de Phillips des salaires. L'échantillon couvrant la période du T1 2000 au T4 2019 comprend 31 pays avancés et 15 pays émergents. Les moustaches indiquent les intervalles de confiance à 90 %. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails sur l'échantillon et l'estimation. Pour les pages 2 et 3, les barres indiquent les contributions de chaque composante par rapport aux contributions observées au T4 2019. Les contributions sont calculées à l'aide des coefficients de la courbe de Phillips des salaires mis en commun pour le groupe de pays indiqué. La courbe représente la croissance globale moyenne des salaires nominaux par travailleur observée par rapport au T4 2019. Seuls les pays pour lesquels les données sont disponibles en continu du T1 2017 au T4 2021 sont utilisés pour les contributions et agrégés à l'aide de pondérations du PIB en parités de pouvoir d'achat. La catégorie « Autres » contient les contributions de la croissance de la productivité, du résidu et des effets fixes temporels.

¹⁴La spécification utilisée est fondée sur le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale*, inspiré des travaux de Galí (2011) qui microfondent la courbe de Phillips des salaires comme le résultat d'un processus de fixation des salaires. La spécification de base utilisant le taux de chômage et sa variation comme mesures de la réserve de main-d'œuvre permet une couverture plus large des pays avancés et émergents dans l'échantillon. Compte tenu de la dynamique récente de l'inflation, la relation entre la croissance des salaires et les anticipations d'inflation est un point essentiel de l'étude effectuée dans ce chapitre. L'annexe 2.4 en ligne fournit des précisions sur la spécification de référence.

¹⁵Cette section se concentre sur les anticipations d'inflation à un an. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour des précisions sur la mesure utilisée.

¹⁶Des tests de robustesse supplémentaires, incluant l'inflation retardée comme régresseur, sont présentés dans l'annexe 2.4 en ligne.

dernières, on constate une augmentation de près d'autant de la première (contre 0,6 point de pourcentage dans les pays émergents). Cette relation s'est toutefois affaiblie au cours de la période qui a suivi la crise financière mondiale, où l'inflation était remarquablement faible et stable¹⁷.

La relation négative avec le chômage est conforme à un niveau élevé (ou un accroissement) de la réserve de main-d'œuvre, qui réduit les tensions sur les salaires, les travailleurs luttant pour trouver du travail, y compris en acceptant des salaires plus bas. Cette dernière corrélation se vérifie même avec d'autres mesures de la réserve de main-d'œuvre, telles que les écarts de chômage, qui tiennent compte des variations dans le temps du taux de chômage naturel et du ratio chômage/emplois vacants¹⁸. Même si les expériences passées montrent d'importantes variations, les estimations ponctuelles indiquent que les salaires peuvent être plus sensibles aux modifications de la situation du marché du travail et de celle de la productivité dans les pays émergents que dans les pays avancés.

L'hétérogénéité des expériences pourrait en partie s'expliquer par des différences entre les pays et entre les périodes dans les facteurs structurels pouvant influencer les processus de fixation des salaires. Dans les pays où la protection de l'emploi est plus stricte, la croissance des salaires semble être plus sensible en moyenne aux variations de la réserve de main-d'œuvre (chômage) et aux anticipations d'inflation (graphique 2.5, page 1). Cela serait cohérent avec le fait que le prix du travail (salaires) s'ajuste plus rapidement au changement de situation en présence de restrictions sur la quantité de travail (licenciement ou embauche de travailleurs). Dans les pays où les entreprises ont un plus grand pouvoir de marché sur les marchés des produits — représenté par la marge moyenne sur les prix —,

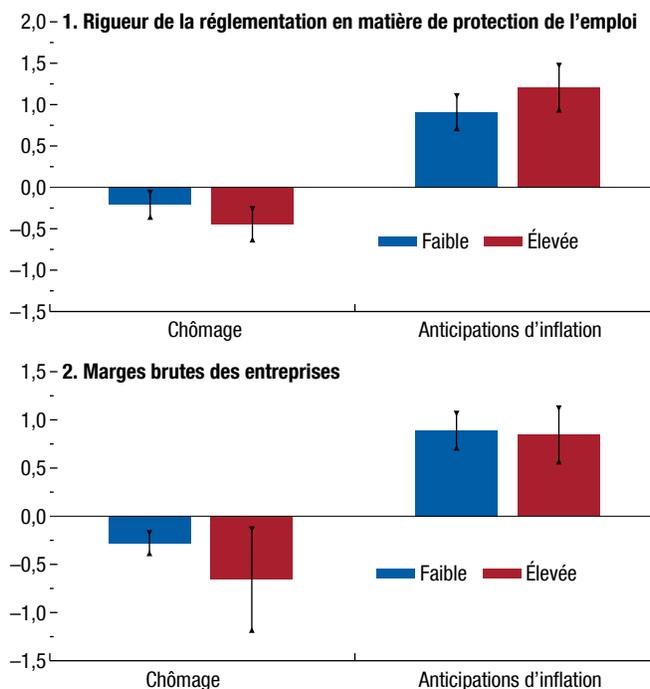
¹⁷Voir l'annexe 2.4 en ligne pour une discussion sur la façon dont les coefficients ont décliné dans les pays avancés. Une partie de l'aplatissement de la courbe de Phillips des salaires qui a été observé peut refléter un accroissement de la crédibilité de la politique monétaire, comme l'ont expliqué Hazell *et al.* (2022) pour la courbe de Phillips des prix.

¹⁸On s'interroge beaucoup depuis peu sur la manière dont d'autres mesures de la marge de manœuvre — telles que l'écart de taux de chômage (taux de chômage moins taux de chômage naturel) et le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'emplois vacants dans un pays — pourraient être plus performantes. Dans les vérifications de robustesse pour l'échantillon plus large, l'utilisation de l'écart de taux de chômage n'apporte pas de différence marquée dans les relations examinées. Pour étudier le rapport entre le chômage et les postes vacants, une autre vérification de la robustesse, utilisant les États-Unis (pour lesquels les données sont disponibles sur une durée suffisamment longue), a également été effectuée ; les résultats sont globalement similaires, bien que le rapport entre le chômage et les postes vacants illustre mieux la croissance récente des salaires. Ces résultats sont comparables à ceux de Ball, Leigh et Mishra (à paraître), qui constatent que la courbe de Phillips des prix utilisant le ratio chômage/postes vacants explique mieux l'inflation depuis le choc de la COVID-19 aux États-Unis que les autres mesures, sans sacrifier son pouvoir explicatif d'avant la pandémie. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de précisions.

Graphique 2.5. Le rôle des caractéristiques structurelles dans la dynamique des salaires

(En points de pourcentage)

Les caractéristiques réglementaires et structurelles peuvent influencer la façon dont les anticipations en matière de chômage et d'inflation influent sur les salaires nominaux.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les effets marginaux moyens des anticipations de chômage et d'inflation sur la croissance des salaires nominaux, conditionnés par le niveau de la caractéristique structurelle. « Élevée » (« Faible ») fait référence à la valeur moyenne de chaque indicateur structurel, étant donné qu'elle est supérieure (inférieure) à la médiane inter-pays. « Rigueur de la réglementation en matière de protection de l'emploi » désigne un indicateur composite de la rigueur des réglementations relatives au licenciement individuel de travailleurs sous contrat régulier. L'indicateur des « marges des entreprises » (une mesure du pouvoir de marché des entreprises sur les marchés de production) est la moyenne, pondérée du chiffre d'affaires, des marges dans le secteur. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour une description détaillée.

les salaires semblent légèrement plus réactifs aux variations du chômage (graphique 2.5, page 2). Cette constatation corrobore les résultats des études montrant que les entreprises dont les marges sont les plus élevées sont les plus susceptibles d'utiliser leurs marges pour absorber les variations des coûts et préserver leur part de marché¹⁹.

Dans le même ordre d'idées, en utilisant des séries chronologiques transversales longues pour l'Europe afin de déceler les effets des changements structurels au sein des pays, Baba et Lee (2022) constatent que la transmission des chocs d'inflation (représentés par les variations du prix du pétrole) aux salaires peut augmenter lorsque la densité

¹⁹Voir l'encadré 2.1 pour un examen de ce mécanisme et l'encadré 1.2 pour une analyse de la relation entre pouvoir de marché des entreprises et inflation.

syndicale et la centralisation des négociations salariales sont élevées²⁰. Bien qu'il soit difficile, d'un point de vue empirique, de démêler les facteurs structurels qui sont précisément à l'origine des différences dans la fixation des salaires, ces résultats et ceux d'autres études suggèrent que les caractéristiques réglementaires, institutionnelles et structurelles influent sur la réactivité des salaires aux variations des anticipations d'inflation et de la réserve de main-d'œuvre.

Très inhabituelles pendant la phase aiguë de la pandémie, les modifications des salaires ont, depuis, globalement emboîté le pas à l'évolution des anticipations d'inflation et de la réserve de main-d'œuvre

La façon dont les salaires réagissent à l'évolution de la situation des marchés du travail et de l'inflation dépend également des sources des chocs et de leur mécanique. La nature inédite du choc de la COVID-19 et ses effets sectoriels asymétriques ont fait que, dans l'ensemble, les salaires moyens n'ont pas évolué conformément aux relations prédites par la courbe de Phillips des salaires. Une décomposition de la croissance des salaires moyens dans les pays avancés et émergents à l'aide de la courbe de Phillips des salaires révèle plusieurs caractéristiques notables (graphique 2.4, pages 2 et 3).

Premièrement, le choc aigu et la reprise liés à la COVID-19 ont tous deux été uniques, présentant des variations abruptes qui divergent de celles imputables aux anticipations d'inflation et à l'évolution du chômage selon la courbe de Phillips estimée pour les salaires²¹. Cela s'explique, en partie seulement, par les modifications du nombre d'heures travaillées, employeurs et employés se livrant à des ajustements le long de la marge intensive de l'emploi²². Point important, les divergences ont été quantitativement et qualitativement différentes de celles observées dans les années précédant la pandémie et pendant

la crise financière mondiale²³. Elles ont également différé selon les pays. Au début de la pandémie, la modération de la croissance des salaires a été moins importante que ce que laissaient prévoir les mouvements de l'inflation et du chômage dans les pays avancés (en particulier aux États-Unis), tandis que l'inverse se vérifiait dans les pays émergents²⁴.

Deuxièmement, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents, la reprise de la croissance des salaires depuis le pic de la crise a été en grande partie conforme à la baisse du chômage et à la hausse des anticipations d'inflation observées. De fait, à la fin de 2021, la croissance des salaires dans les pays avancés ne semble pas être anormalement supérieure à celle prédite par les seules baisse du chômage et hausse des anticipations d'inflation, la contribution du résidu et des autres composantes se réduisant tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. En moyenne, la hausse des anticipations d'inflation semble expliquer une plus grande partie des tout derniers mouvements de la croissance des salaires²⁵. Le chapitre 1 fournit des indications sur la manière dont la moyenne et la distribution des anticipations d'inflation ont évolué en 2022 pour un échantillon de pays.

Contributions relatives des chocs d'offre et de demande aux salaires et aux prix

Les mouvements importants et inexpliqués de la croissance des salaires lors du choc de la COVID-19, puis de la reprise reflètent probablement la complexité et la singularité du choc, ainsi que l'ampleur des mesures prises par les pouvoirs publics. Pour éclairer l'analyse de la courbe de Phillips des salaires pendant la phase aiguë de la pandémie, cette sous-section recourt à un riche modèle d'équilibre général multi-pays et multisectoriel comportant des rigidités nominales et des contraintes de crédit. S'appuyant sur les travaux récents de Baqaee et Farhi (2022a, 2022b) et de Gourinchas *et al.* (2021), ce

²⁰Battistini *et al.* (2022) analysent également les effets des chocs énergétiques, et comparent les effets de second tour des années 70 à ceux d'aujourd'hui à l'aide de simulations modélisées, calibrées en fonction des caractéristiques économiques pertinentes. Leur conclusion est que, contrairement à ce qui a été observé dans les années 70, les effets secondaires sont limités dans la situation actuelle. Cette différence reflète probablement des changements dans la structure économique, en particulier dans les processus de négociations sur le marché du travail et de fixation des salaires. Voir également Boissay *et al.* (2022) pour une analyse supplémentaire.

²¹La forte augmentation des licenciements temporaires observée dans certains pays, particulièrement concentrée sur les travailleurs les moins bien rémunérés, pourrait expliquer en partie ces variations de la croissance des salaires (Duval *et al.*, 2022). Cette raison est également invoquée pour expliquer, dans une certaine mesure, le comportement étrange de la courbe de Phillips des prix aux États-Unis (Ball *et al.*, 2021).

²²Voir l'annexe 2.4 en ligne pour une décomposition incluant les heures travaillées à partir d'un échantillon plus limité de pays.

²³Voir l'annexe 2.4 en ligne pour une décomposition similaire sur la période couvrant la crise financière mondiale.

²⁴Les modifications dans la composition de la main-d'œuvre au cours de cette période, en particulier aux États-Unis, où les pertes d'emploi particulièrement importantes parmi les travailleurs à bas salaire ont mécaniquement relevé le salaire moyen au début de la pandémie, pourraient expliquer en partie ces différences.

²⁵La prééminence du resserrement du marché du travail en tant que moteur de la croissance des salaires au cours de la dernière période est plus remarquable lorsqu'il est tenu compte du ratio chômage/postes vacants — en particulier dans le cas des États-Unis —, car cet indicateur montre des marchés du travail plus tendus qu'avant la pandémie. Les autres mesures de la réserve de main-d'œuvre ont évolué en corrélation étroite pendant la pandémie, mais le degré de resserrement par rapport au quatrième trimestre de 2019 varie pour certains pays (dont les États-Unis) en fonction de la mesure utilisée. Voir l'annexe 2.4 en ligne pour plus de précisions.

modèle permet d'étudier comment différents chocs de demande et d'offre se propagent et contribuent aux modifications des salaires, des prix et de l'emploi.

Le modèle aborde au total sept types de chocs, qui sont tous considérés comme importants pour comprendre le choc de la COVID-19 et ses effets. Du côté de l'offre, il distingue trois types de chocs :

- *Les chocs de capacité de production (ou d'offre de travail)*, découlant des confinements et de la distanciation physique, qui ont eu une incidence particulièrement importante sur l'offre de travail. Ces chocs sont calibrés en fonction des modifications du nombre d'heures travaillées par secteur dans le temps.
- *Les chocs de coûts du commerce international*, mesurés par les frais d'expédition par produit pour les importations américaines. Les coûts de fret et d'assurance ont subi des augmentations marquées à partir de 2020.
- *La flambée des cours des matières premières énergétiques et alimentaires*. En 2021, les prix de l'énergie et des denrées alimentaires ont augmenté de 85 % et 20 %, respectivement, en glissement annuel.

Du côté de la demande, l'analyse intègre quatre types de chocs :

- *Les changements dans les comportements d'épargne des ménages*. Ces chocs sont calibrés par correction du taux d'actualisation des ménages pour suivre les taux d'épargne dans le temps.
- *Les changements dans la composition de la consommation*. La pandémie a entraîné une importante réallocation de la consommation des services vers les biens, motivée à la fois par les disponibilités et les préférences. Les chocs liés aux goûts des consommateurs sont dérivés des modifications de la part des dépenses consacrée aux différents types de biens et services au fil du temps.
- *Le soutien budgétaire*, qui a été substantiel dans de nombreux pays avancés en 2020. Ce choc est dérivé des variations de la consommation du secteur public et des dépenses d'assurance chômage.
- *Le soutien de la politique monétaire*, qui a également été important. Ce choc est appréhendé par le taux d'intérêt intérieur calibré aux taux directeurs de la banque centrale.

Une décomposition historique des principales variables économiques — dont les salaires et les prix — est présentée pour les États-Unis, la zone euro et le Mexique (un pays émergent) en 2020 et 2021 (graphique 2.6)²⁶.

²⁶Les effets des différents chocs ne s'additionnent pas nécessairement pour aboutir à l'incidence totale combinée, en raison des interactions dans l'équilibre général. Il importe aussi de noter que les incidences modélisées

Les modifications des salaires effectuées depuis 2019 résultent davantage des chocs liés à la pandémie du côté de l'offre, tandis que les variations des prix sont davantage liées aux chocs du côté de la demande

Bien que tous les chocs contribuent aux variations observées dans un pays, deux principaux contributeurs ressortent des résultats. Premièrement, les réductions de la capacité de production (barres rouge foncé dans le graphique 2.6) ont été le facteur prédominant dans la variation des salaires nominaux en 2020 et 2021. Deuxièmement, les changements dans le comportement d'épargne des ménages (barres bleu foncé) ont été l'un des principaux facteurs de la variation des prix au cours de ces mêmes années. Ces résultats suggèrent que les trajectoires futures des variables concernées pourraient dépendre fortement de la manière dont ces chocs se résorberont, ainsi que de l'apparition de nouveaux chocs.

En 2020, le principal déterminant des salaires et de l'emploi dans les trois pays a été la chute de la capacité de production qui a eu lieu au début de la pandémie (barres rouge foncé). Les confinements et la distanciation physique renforcée au cours de la pandémie se sont traduits par une diminution de la capacité de production et une contraction de l'offre de main-d'œuvre, qui, à leur tour, ont entraîné une baisse de l'emploi et une augmentation des salaires horaires.

Le deuxième facteur clé en 2020, en particulier pour les prix, a été la hausse de l'épargne privée (barres bleu foncé) — un facteur de contraction de la demande globale — en réaction aux innombrables incertitudes entourant la pandémie et ses conséquences. Ce choc négatif sur la demande a eu l'incidence désinflationniste habituelle sur les salaires nominaux et les prix à la consommation, en particulier aux États-Unis. Enfin, les ripostes de politiques budgétaires et monétaires expansives aux États-Unis et dans la zone euro ont limité les premiers dommages de la pandémie sur l'emploi et ont aidé à soutenir les salaires nominaux²⁷. Au Mexique, en revanche, le soutien budgétaire s'est réduit en 2020, faisant baisser les salaires et les prix dans une certaine mesure (barres jaunes),

totales par variable sont globalement analogues, mais pas exactement égales aux résultats réels. Les pays étudiés ont été sélectionnés sur la base de la taille de leur économie, de la disponibilité des données requises pour la calibration du modèle (qui est une contrainte pour de nombreux pays émergents et en développement) et de la diversité des mesures de soutien.

²⁷À noter que le modèle ne tient pas compte de certains aspects importants de la conception et de la composition des mesures de soutien budgétaire. Voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale* ainsi que l'édition d'octobre 2022 du *Moniteur des finances publiques* pour une discussion sur la manière dont la bonne combinaison d'aides au maintien dans l'emploi et d'autres mesures peut rendre le soutien budgétaire plus efficace.

alors que l'expansion monétaire, elle, a été efficace pour soutenir l'emploi, tout en poussant les salaires nominaux et les prix à la hausse (barres vert clair). Dans les trois entités géographiques, la combinaison d'une hausse brutale des salaires nominaux et d'une réaction modérée des prix a entraîné une forte augmentation des salaires réels.

En 2021, le principal moteur est le rebond de la demande globale qui dépasse les capacités de production — un déséquilibre entre l'offre et la demande. L'incidence positive sur les prix à la consommation qui s'est produite lorsque les ménages se sont remis à dépenser leur épargne, inversant l'incidence négative de l'augmentation de l'épargne en 2020, en est la preuve la plus évidente. Les capacités de production se sont quelque peu redressées l'an dernier, notamment dans la zone euro et au Mexique, mais cette reprise n'a pas été suffisante pour stimuler pleinement l'emploi, l'incidence cumulée restant négative. Le maintien de la politique monétaire accommodante aux États-Unis a de même poussé les salaires et les prix à la hausse. Dans la zone euro et au Mexique, les effets inflationnistes du soutien monétaire ont été réduits. Le soutien budgétaire dans tous les pays concernés a diminué en 2021 par rapport à 2020, soulageant une partie des tensions à la hausse sur les prix²⁸. La combinaison des variations des salaires nominaux et des prix a entraîné une baisse généralisée des salaires réels l'année dernière, en particulier au Mexique.

L'autre grand facteur qui a contribué aux variations des salaires et des prix en 2021 a été la forte hausse des cours des matières premières (barres vert foncé). La zone euro et le Mexique ont ressenti plus fortement que les États-Unis les effets de ces chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires sur l'ensemble de leur économie, mais le renchérissement des matières premières a freiné l'emploi dans tous les pays. Les prix des matières premières ont encore augmenté en 2022 (notamment avec le choc de l'invasion de l'Ukraine par la Russie) et poussent l'inflation à la hausse. Les perspectives en matière de salaires et de prix dépendront en partie de la durée de ces chocs et d'autres.

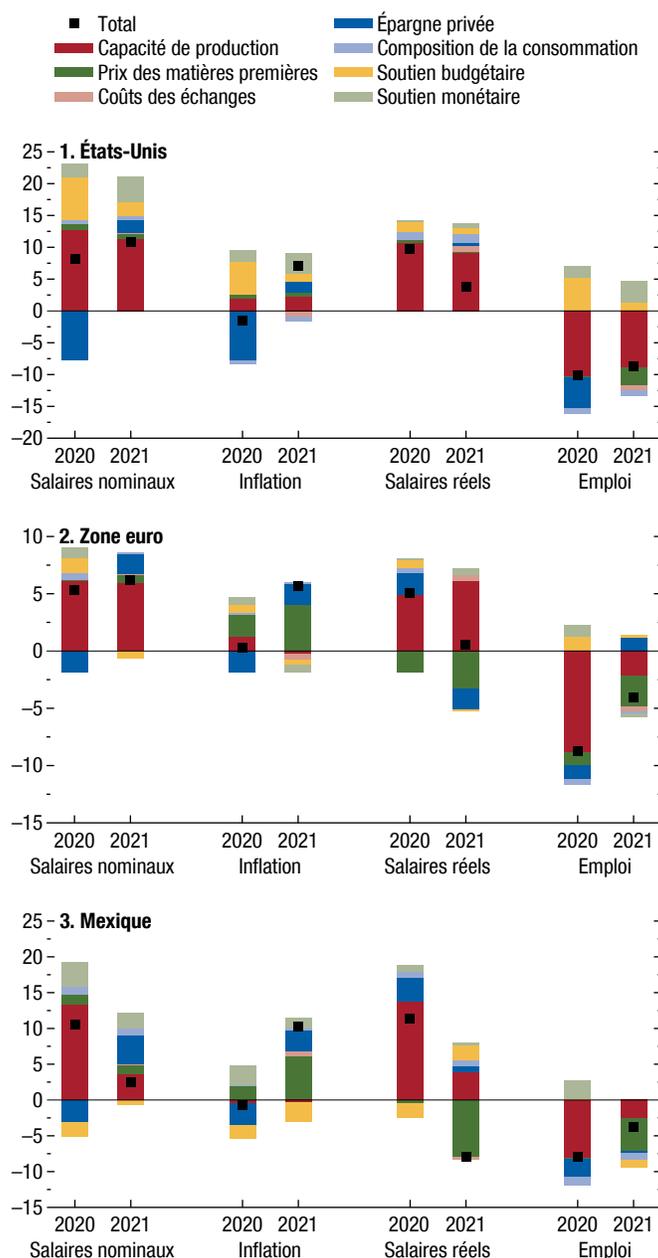
Désancrage de l'inflation — anticipations et politique publique

Au-delà de la possible manifestation de chocs inflationnistes persistants et renouvelés du côté de l'offre et de la

²⁸Le soutien budgétaire a probablement eu d'autres effets inflationnistes indirects par le biais de ses répercussions sur l'épargne privée et l'offre de main-d'œuvre en conséquence des transferts de revenu, mais ces canaux sont difficiles à quantifier précisément dans le modèle de Baqaee et Farhi (2020) utilisé ici. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de précisions. Voir Ramey (2016) pour un résumé des vastes travaux empiriques sur les effets dynamiques du soutien budgétaire.

Graphique 2.6. Déterminants de l'évolution des salaires, des prix et de l'emploi pendant la pandémie de COVID-19 et lors de la reprise
(Variation cumulée en pourcentage, par rapport à la tendance pré-COVID-19)

Les réductions de la capacité de production et les changements dans le comportement d'épargne des ménages ont été les principaux facteurs des variations des salaires et des prix durant la pandémie.



Source : calculs des services du FMI.
Note : Les salaires nominaux et réels sont définis sur une base horaire pour les résultats présentés dans ce graphique. Les incidences estimées sont calculées à l'aide d'un modèle d'équilibre général multisectoriel et multi-pays tiré de Baqaee et Farhi (2020). Voir l'annexe 2.5 en ligne pour des informations plus détaillées. Les effets des différents chocs ne s'additionnent pas nécessairement pour aboutir à l'incidence totale combinée en raison des interactions dans l'équilibre général. Les incidences totales sont modélisées et sont globalement alignées sur les résultats.

demande, les risques de désancrage de l'inflation ou d'apparition d'une boucle prix-salaires dépendront également de la manière dont les entreprises et les travailleurs forment leurs anticipations en matière de salaires et de prix. La présente section se penche sur cette question. Elle étudie d'abord de manière empirique les réactions dynamiques des salaires et des prix, et des anticipations à leur égard, à un choc inflationniste (induit par les tensions mondiales sur l'offre) et à un resserrement de la politique monétaire.

S'appuyant sur les résultats de l'exercice empirique, la section démontre ensuite que les effets dynamiques des chocs inflationnistes et l'efficacité des réponses de la politique monétaire dépendent essentiellement de la formation des anticipations en matière de salaires et de prix. En tenant compte des projets de politique monétaire actuels, elle examine deux scénarios prospectifs en fonction de différentes hypothèses sur la formation des anticipations de salaires et de prix. L'analyse fait ressortir que, plus les anticipations sont rétrospectives, plus la réaction de la politique monétaire doit être vigoureuse afin de réduire les risques de désancrage des anticipations d'inflation, mais elle établit aussi que les risques d'apparition d'une boucle prix-salaires sont faibles.

Chocs inflationnistes et resserrement monétaire

L'analyse empirique estime les effets dynamiques des chocs inflationnistes et du resserrement monétaire sur les salaires et les prix en utilisant des projections locales. Les chocs inflationnistes sont représentés par l'indice des tensions des chaînes d'approvisionnement mondiales produit par la Banque de réserve fédérale de New York, qui rend compte de l'état des tensions et des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement internationales (qui sont d'une grande importance pour la situation actuelle)²⁹. L'indice peut être considéré comme reflétant les variations du côté de l'offre, puisque les données sur la production manufacturière et les coûts de transport qui

²⁹L'échantillon d'estimation exclut les États-Unis et comprend un ensemble de petits pays avancés à l'économie ouverte de la zone euro afin d'éviter les problèmes de causalité inverse et de simultanéité que poserait l'inclusion de grands pays, susceptibles d'avoir des effets directs considérables sur l'économie mondiale (compte tenu du choc inflationniste considéré). En outre, des données récentes indiquent que les variations de l'indice ont eu une incidence notable sur l'inflation des prix à la production et des prix des biens de consommation dans la zone euro (Akinci *et al.*, 2022). L'échantillon comprend 16 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Portugal, République slovaque et Slovaquie. Pour éviter toute confusion avec le grand nombre de chocs liés à la pandémie de COVID-19, l'estimation se termine au quatrième trimestre de 2019. Voir Benigno *et al.* (2022a, 2022b) pour plus de détails sur la construction de l'indice.

servent à sa construction ont été expurgées des facteurs de la demande. Enfin, pour tenir compte des différences d'exposition des pays à l'évolution des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'indice est mis en interaction avec l'ouverture aux échanges par pays³⁰.

Pour une hausse d'un écart-type de l'indice des tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, la réaction de l'inflation dépasse celle de la croissance des salaires nominaux (graphique 2.7, pages 1 et 6). L'inflation réalisée et l'inflation anticipée à court terme augmentent de manière persistante, et il faut trois ans (au-delà de l'horizon indiqué) pour qu'elles reviennent à leur moyenne à long terme. Parallèlement, la croissance des salaires nominaux augmente légèrement à très court terme, puis se détériore à mesure que les effets dépressifs du choc sur l'activité se font sentir. Ensemble, ces dynamiques entraînent une baisse de la croissance des salaires réels (graphique 2.7, page 5). Mais surtout, rien n'indique que ces chocs inflationnistes enclenchent une boucle prix-salaires³¹.

En revanche, le resserrement monétaire fait baisser l'inflation, avec des effets dépressifs similaires sur la croissance des salaires nominaux. Pour estimer les effets du resserrement monétaire, l'analyse utilise la série de chocs de politique monétaire de la Banque centrale européenne recensés par Jarociński et Karadi (2020)³². L'incidence d'un resserrement monétaire d'un écart-type sur l'inflation réalisée et anticipée est de plus courte durée que l'effet produit par un choc inflationniste sur les chaînes d'approvisionnement (graphique 2.7, pages 3 et 4). Dans le même temps, la croissance des salaires nominaux et réels diminue, ce qui contribue encore à atténuer les pressions inflationnistes (graphique 2.7, pages 7 et 8). En arrière-plan, le taux de chômage augmente parallèlement à la hausse des taux à long terme sur la dette publique³³.

³⁰L'ouverture aux échanges est définie ici comme la somme des importations et des exportations d'un pays en pourcentage de son PIB. Pour répondre aux problèmes de simultanéité, l'estimation utilise la valeur décalée de l'indice des tensions des chaînes d'approvisionnement. Voir l'annexe 2.6 en ligne pour plus de détails sur la spécification empirique et l'ensemble de variables de contrôle inclus.

³¹Dans les coulisses, ces chocs font augmenter le taux d'intérêt à long terme sur les obligations d'État et le taux de chômage — des augmentations qui pourraient refléter les effets du resserrement monétaire endogène en réaction au choc négatif sur l'offre. Voir l'annexe 2.6 en ligne pour plus de précisions sur les réactions dynamiques du taux d'intérêt à long terme et du taux de chômage, et pour une analyse plus détaillée de la spécification et de la robustesse.

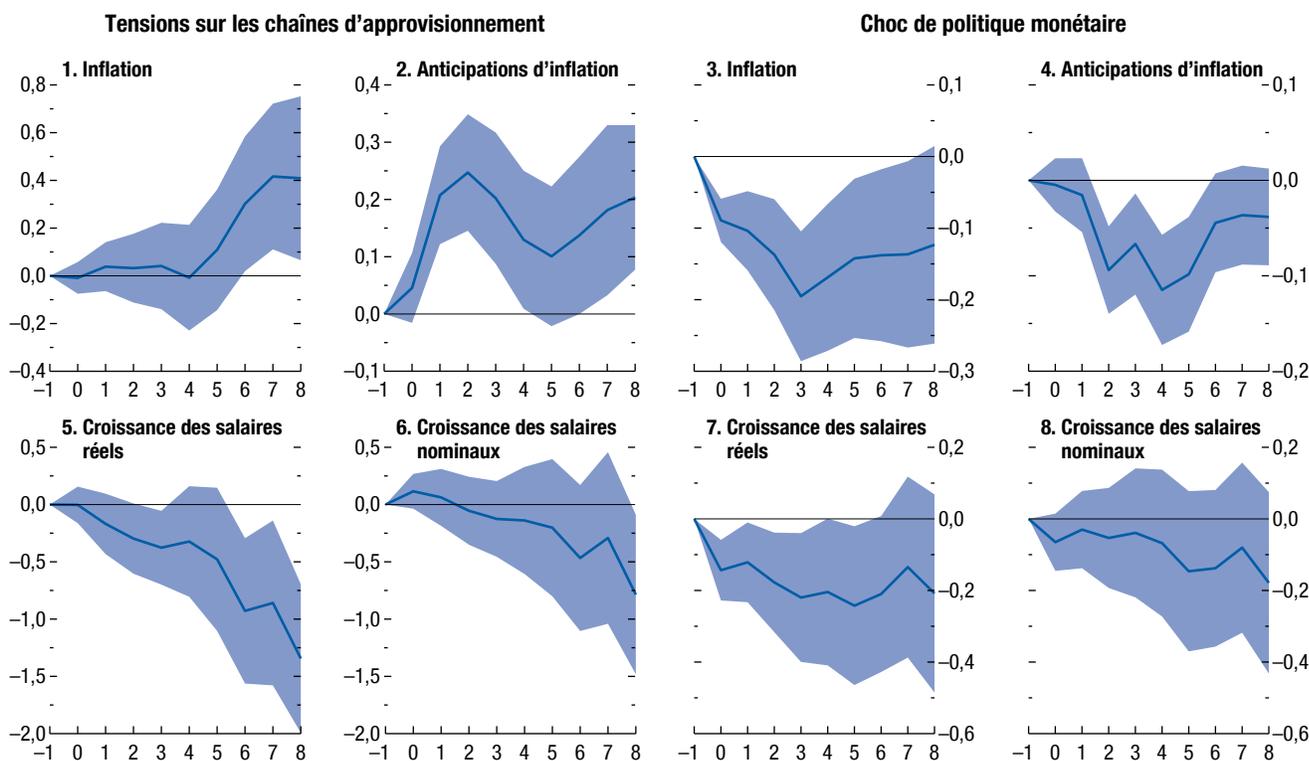
³²Voir l'annexe 2.6 en ligne pour une description détaillée de l'analyse. Il convient de noter que l'effet des chocs de politique monétaire pourrait être considéré comme une estimation de limite inférieure, étant donné que la limite inférieure effective peut réduire la variation de certains des taux OIS (*overnight indexed swaps*) utilisés dans la construction du choc.

³³Voir l'annexe 2.6 en ligne pour plus de précisions.

Graphique 2.7. Effets cumulés des tensions sur les chaînes d'approvisionnement et du resserrement monétaire sur les salaires et les prix

(En points de pourcentage ; réaction dynamique)

L'intensification des tensions sur les chaînes d'approvisionnement tend à augmenter l'inflation et à faire baisser la croissance des salaires, avec des effets plus persistants sur les anticipations d'inflation. Le resserrement monétaire est efficace pour réduire à la fois l'inflation et les anticipations d'inflation, mais les mesures nécessaires pour compenser les chocs inflationnistes dus aux tensions sur les chaînes d'approvisionnement pourraient être importantes.



Sources : Banque de réserve fédérale de New York ; Haver Analytics ; Jarociński et Karadi (2020) ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les courbes indiquent les réponses impulsionnelles estimées de la variable indiquée au choc indiqué, la zone colorée représentant l'intervalle de confiance à 90 %. Les abscisses indiquent le temps en trimestres, où $t = 0$ est le trimestre d'impact initial du choc. L'échantillon d'estimation comprend les pays de la zone euro pendant la période allant du T4 1999 au T4 2019. Les pages 1, 2, 5 et 6 représentent les réponses à un choc de tensions sur les chaînes d'approvisionnement, défini comme une augmentation d'un écart-type de l'indice des tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales produit par la Banque de réserve fédérale de New York. Pour tenir compte des différents degrés d'exposition des pays, l'indice est pondéré par l'ouverture aux échanges du pays. Les pages 3, 4, 7 et 8 sont les réponses à un choc de politique monétaire d'un écart-type tel que recensé par Jarociński et Karadi (2020). Les « anticipations d'inflation » désignent l'inflation anticipée à 12 mois. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour des précisions sur l'échantillon et l'annexe 2.6 en ligne pour plus de détails sur l'estimation.

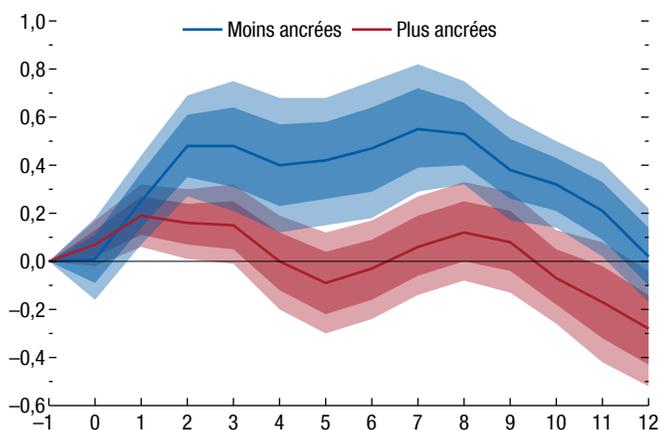
Ces données empiriques montrent que les chocs inflationnistes liés aux chaînes d'approvisionnement n'ont généralement que des effets temporaires sur la croissance des salaires et l'inflation, et n'engendrent pas de boucle prix-salaires. En revanche, il semble bien que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement aient un effet plus long sur l'inflation attendue que le durcissement de la politique monétaire. Les différences dans les effets dynamiques peuvent amener à conclure que les responsables de la politique monétaire devraient réagir énergiquement à de tels chocs, en particulier dans des contextes tels que la conjoncture actuelle, où l'inflation est élevée et en hausse, et la croissance des salaires, sensible aux anticipations d'inflation (comme nous l'avons montré précédemment).

Si les anticipations d'inflation sont de moins en moins ancrées au taux cible de la politique monétaire, les effets sur les salaires et les prix pourraient évoluer et accroître les risques de formation d'une boucle prix-salaires persistante. Lorsque les anticipations d'inflation sont plus ancrées, elles sont comparativement moins sensibles à un choc inflationniste provenant de tensions accrues sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui diminue implicitement le risque de désancrage futur (graphique 2.8, courbe rouge par rapport à la courbe bleue)³⁴.

³⁴L'indice de tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales est associé à une variable indicatrice égale à un si la force de l'ancrage de l'inflation retardée dans le pays, représentée par l'indice de Bems *et al.* (2021), est supérieure à la médiane inter-pays et inter-périodes

Graphique 2.8. Effets cumulatifs des tensions sur les chaînes d'approvisionnement sur les anticipations d'inflation (En points de pourcentage ; réactions dynamiques)

Les anticipations d'inflation plus ancrées réagissent moins aux tensions sur les chaînes d'approvisionnement.



Sources : Bems *et al.* (2021) ; Banque de réserve fédérale de New York ; Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les courbes montrent les réactions estimées des anticipations d'inflation (à 12 mois) à une hausse d'un écart-type de l'indice des tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales produit par la Banque de réserve fédérale de New York (pondéré par l'ouverture aux échanges du pays), en fonction de la force de l'ancrage de l'inflation (définie par Bems *et al.* [2021] à un horizon de cinq ans). La courbe rouge (bleue) représente la réaction des pays dont l'ancrage des anticipations d'inflation est supérieur (inférieur) à la médiane inter-pays. Les zones colorées plus claires représentent l'intervalle de confiance à 90 % ; les zones colorées plus foncées sont les intervalles de confiance à 68 %. L'axe des abscisses indique le temps en trimestres, où $t = 0$ est le trimestre d'impact initial du choc. L'échantillon d'estimation comprend les pays de la zone euro pendant la période allant du T4 1999 au T4 2019. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour des précisions sur l'échantillon et l'annexe 2.6 en ligne pour plus de détails sur l'estimation.

Rôle des anticipations et de la politique monétaire dans l'inflation des salaires et des prix

Les banques centrales discutent souvent de l'importance de surveiller les anticipations de prix pour évaluer l'orientation adéquate de la politique monétaire, afin d'empêcher les anticipations de s'éloigner des objectifs de la banque centrale. Alors que l'économie mondiale se remet d'une pandémie et que l'inflation atteint des niveaux jamais vus depuis des décennies dans de nombreux pays, on s'inquiète d'une rupture par rapport aux tendances récentes, qui verrait les anticipations changer radicalement. Cette

de l'indicateur. Voir l'annexe 2.6 en ligne pour plus de détails sur la construction de l'indicateur. Ce résultat est également conforme à celui de Carrière-Swallow *et al.* (2022), qui constatent que les hausses de l'indice Baltic Dry entraînent des effets inflationnistes plus importants parmi les pays dont le cadre de politique monétaire est le plus faible. Pour mieux ancrer les anticipations, les études récentes mettent l'accent sur le rôle joué par les stratégies de communication et les indications des banques centrales, en plus des mesures politiques plus classiques telles que les modifications des taux d'intérêt (Coibion, Gorodnichenko et Weber, 2022).

sous-section examine comment les différences dans le processus de formation des anticipations peuvent influencer la dynamique d'une économie, en mettant l'accent sur le comportement des salaires et des prix nominaux.

L'analyse estime un petit modèle standard d'équilibre stochastique dynamique conditionné par différents processus de formation des anticipations, isolant ainsi leur rôle dans le façonnement de la réaction de l'économie aux chocs et aux mesures politiques. Le modèle incorpore les courbes de Phillips des prix et des salaires (qui relie l'inflation des prix et des salaires, respectivement, aux anticipations, à l'écart entre les salaires réels et la productivité, et aux capacités inutilisées dans l'économie), une courbe investissement-épargne (qui relie la production aux anticipations de taux d'intérêt nominal et d'inflation), et une fonction de réaction de la politique monétaire³⁵.

Compte tenu des incertitudes qui entourent les anticipations à l'heure actuelle, trois types de processus de formation des anticipations sont envisagés :

1. *Les anticipations rationnelles* — Habituelles dans la modélisation économique en raison de leur malléabilité, les anticipations rationnelles supposent que les entreprises et les ménages comprennent la structure complète de l'économie, y compris la distribution des chocs potentiels. Cela signifie que les entreprises et les ménages font en moyenne des prévisions précises sur les résultats futurs, de sorte que leurs anticipations concernant l'avenir sont correctes en l'absence de nouveaux chocs.
2. *Les anticipations pleinement adaptatives* — À l'autre extrême, les entreprises et les ménages ont des anticipations pleinement adaptatives, c'est-à-dire qu'ils ne considèrent la valeur d'une variable que dans un passé récent et supposent qu'elle restera la même à l'avenir. Par conséquent, ils prévoient que les variables futures seront exactement égales à leur dernière réalisation.
3. *L'apprentissage adaptatif* — À mi-chemin entre les anticipations rationnelles et les anticipations pleinement adaptatives, l'apprentissage adaptatif suppose que les entreprises et les ménages forment des anticipations à l'aide de petits modèles statistiques pour des variables clés telles que les salaires et les prix. Ils actualisent régulièrement ces anticipations à mesure que de nouvelles données sont disponibles, apprenant de leurs erreurs et ajustant leur processus d'anticipation³⁶.

³⁵Voir l'annexe 2.7 en ligne pour une description plus détaillée du modèle et de sa structure. Voir également Alvarez et Dizioli (à paraître).

³⁶Voir l'annexe 2.7 en ligne pour une discussion plus approfondie des différents processus de formation des anticipations, y compris les formes fonctionnelles spécifiques supposées pour l'apprentissage adaptatif.

La formation des anticipations de salaires et de prix est d'autant plus importante que l'inflation et les anticipations d'inflation sont éloignées de la cible

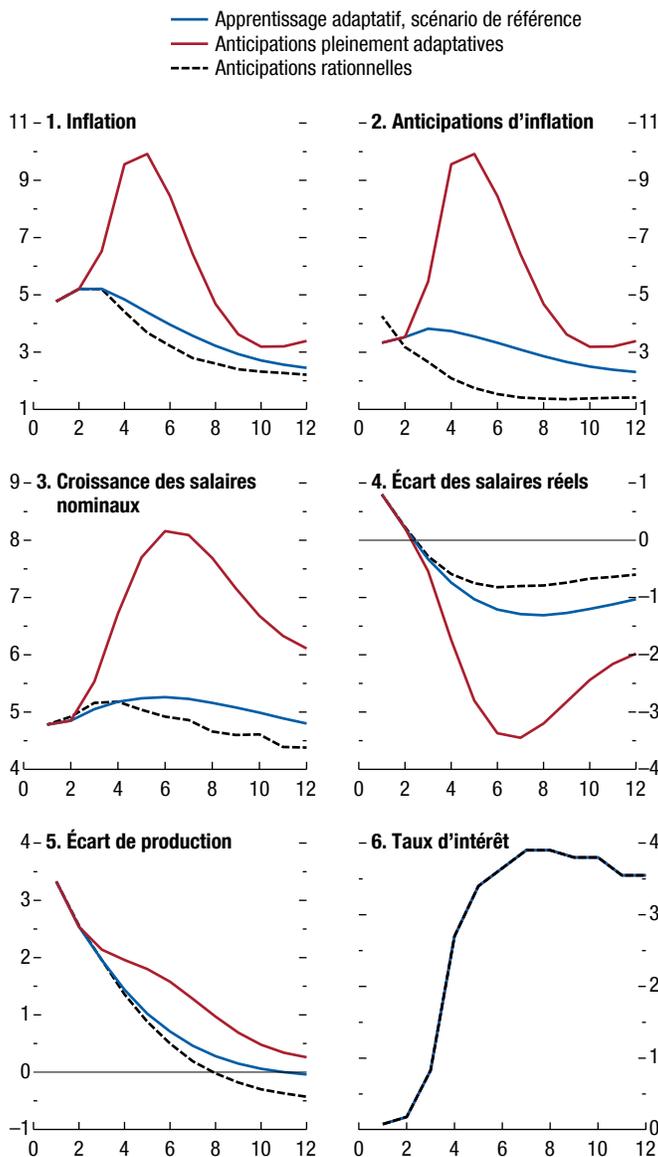
En estimant le modèle pour les États-Unis, un scénario dans lequel il n'y a pas de nouveaux chocs inflationnistes et où les taux d'intérêt sont fixés de manière exogène selon le graphique à points de la Réserve fédérale en juin 2022, un atterrissage en douceur semble possible si les anticipations en matière de salaires et de prix sont rationnelles (graphique 2.9, courbes en pointillés)³⁷. Dans ce cas, on suppose que le choc inflationniste actuel se dissipe progressivement au cours des 12 trimestres suivants, ce qui permet à l'écart de production de converger progressivement vers zéro et à l'inflation de base de revenir à l'objectif de 2 % de la Réserve fédérale.

En revanche, si les anticipations de salaires et de prix sont pleinement adaptatives, on observe une accélération rapide à court terme de l'inflation des salaires et des prix parce que les entreprises et les ménages s'attendent à ce qu'ils soient identiques à leurs réalisations les plus récentes, qui ont été plus élevées que d'habitude (graphique 2.9, courbes rouges). En outre, l'économie est toujours confrontée à d'importants chocs sur les coûts qui exacerbent les pressions sur les prix et compensent en grande partie les effets désinflationnistes à court terme de la baisse des salaires réels (puisque la croissance des salaires ne suit pas totalement l'inflation). Lorsque les chocs se dissipent et que l'écart des salaires réels devient encore plus négatif, l'inflation diminue rapidement après cinq trimestres. Cependant, bien que l'inflation diminue et qu'aucun autre choc futur ne soit supposé, l'inflation reste supérieure de 1,5 point de pourcentage à la cible, même 12 trimestres plus tard. Pour faire baisser l'inflation plus rapidement dans le cadre de ce type de formation des anticipations, la politique monétaire devrait être resserrée beaucoup plus fortement que ce qui est actuellement prévu.

Dans le cadre de l'apprentissage adaptatif, qui est le plus réaliste des trois processus de formation des anticipations, puisqu'il est estimé pour s'adapter aux données récentes sur la dynamique des salaires et des prix, les trajectoires de l'inflation, de la croissance des salaires et de l'écart de production se situent entre celles des anticipations rationnelles et des anticipations pleinement adaptatives (graphique 2.9, courbes bleues). L'inertie est un peu plus forte que dans le cas des anticipations rationnelles, mais elle est loin d'atteindre le niveau observé dans

Graphique 2.9. Scénarios à court terme avec une trajectoire de taux d'intérêt fixe dans le cadre d'anticipations différentes
(En pourcentage)

Lorsque les chocs sur les coûts sont exogènes au marché du travail, la dynamique des salaires réels contribue à stabiliser l'inflation, même lorsque les anticipations de salaires et de prix sont rétrospectives (adaptatives). Si les mesures de politique économique ne sont pas suffisamment réactives, plus les anticipations sont adaptatives, plus l'inflation et les anticipations d'inflation risquent de s'éloigner de la cible.



Source : calculs des services du FMI.
Note : Les réactions illustrent des scénarios calibrés pour les États-Unis, en supposant que les chocs inflationnistes observés début 2022 se dissipent comme attendu sur la base de l'expérience antérieure. Inflation hors énergie et alimentation. Les axes des abscisses indiquent les trimestres depuis le T4 2021. Voir l'annexe 2.7 en ligne pour plus de précisions sur la structure et l'estimation du petit modèle d'équilibre général stochastique dynamique sous-jacent.

³⁷Les résultats ne changent pas de manière significative si la politique monétaire suit plutôt la fonction de réaction de la politique monétaire estimée, ce qui indique un degré élevé de cohérence entre la fonction de réaction et la politique annoncée. Voir l'annexe 2.7 en ligne.

le cas des anticipations pleinement adaptatives³⁸. Malgré cela, alors que l'écart de production se referme en grande partie, l'inflation reste supérieure d'environ un demi-point de pourcentage à la cible après 12 trimestres.

Les résultats des simulations du modèle estimé pour le cas du Brésil — un pays émergent — montrent des schémas généraux pour les trois processus de formation des anticipations qui sont analogues à ceux des États-Unis (voir l'annexe 2.7 en ligne). Cependant, ils montrent une sensibilité encore plus grande aux chocs inflationnistes et des risques plus élevés de désancrage en général. Cette sensibilité accrue pourrait entraîner une réaction plus forte de la banque centrale pour ancrer les anticipations.

Dans tous les cas, la dynamique des salaires réels est essentielle à l'évolution de l'inflation des salaires et des prix, car elle peut modifier les tensions sur les prix. Par souci de simplicité, les salaires sont le seul déterminant des coûts marginaux dans le modèle utilisé ici. De ce fait, le modèle peut également illustrer la probabilité que s'installe une dynamique de boucle prix-salaires. Ce choix de modélisation permet non seulement d'évaluer la probabilité d'une boucle prix-salaires dans les scénarios simulés, mais aussi de montrer que les salaires peuvent constituer un point d'ancrage important pour l'inflation lorsque des chocs sur les coûts frappent un pays. Lorsque des chocs inflationnistes liés aux coûts se produisent, l'écart négatif des salaires réels qui caractérise la situation actuelle contribue à ancrer l'inflation, même dans le cas d'anticipations pleinement adaptatives³⁹. Lorsque les coûts réels du travail diminuent, ils contribuent à faire baisser l'inflation. En outre, plus la hausse de l'inflation est importante, plus l'écart de salaire réel devient négatif et plus ce mécanisme d'ancrage est puissant. En utilisant une méthodologie différente et en se concentrant sur les États-Unis, l'encadré 2.1 examine empiriquement la rétroaction des salaires sur les prix par secteur et ne trouve qu'une transmission limitée des chocs de coûts salariaux aux prix.

Comme nous l'avons vu précédemment, des anticipations plus rétrospectives nécessitent généralement un

durcissement de la politique monétaire plus rapide et plus énergique en réponse à un choc inflationniste. Mais combien plus rapide ? Dans le cas des États-Unis, avec un écart de production positif et des chocs persistants sur les coûts, si les anticipations se forment par apprentissage adaptatif, une banque centrale qui minimise une fonction de bien-être standard choisirait de resserrer davantage sa politique dans un premier temps et de commencer à assouplir plus tôt, par rapport à la trajectoire impliquée par le graphique à points de la Réserve fédérale de juin 2022 (graphique 2.10)⁴⁰. Même dans ce cas, il faudrait plusieurs trimestres pour que l'inflation diminue, mais les gains d'inflation s'accumuleraient au fil du temps. La politique monétaire influence la dynamique de l'inflation par trois canaux : 1) des taux d'intérêt plus élevés réduisent l'écart de production et les salaires réels par le biais des courbes de Phillips des salaires et des prix ; 2) comme les anticipations sont partiellement adaptatives, des réalisations d'inflation plus faibles contribuent à une inflation attendue plus faible ; et 3) en reconnaissant les erreurs dans leurs prévisions, les entreprises et les ménages apprennent avec le temps et accordent moins d'importance aux résultats passés en ce qui concerne leurs anticipations.

Conclusions

De nombreux pays connaissent de fortes hausses de l'inflation depuis 2021, alors que l'économie mondiale est secouée par des chocs défavorables du côté de l'offre et que des tensions se font jour sur les marchés du travail à la suite du choc aigu de la COVID-19. Ces hausses de l'inflation suscitent l'inquiétude de certains observateurs qui craignent que hausse des prix et augmentation des salaires ne commencent à s'alimenter mutuellement tout en s'accéléralant, donnant lieu à une dynamique de spirale prix-salaires. En utilisant à la fois des analyses empiriques et des analyses modélisées, ce chapitre a examiné les évolutions récentes, en essayant de faire la lumière sur les perspectives pour les salaires et les risques de formation d'une boucle prix-salaires.

Bien que l'inflation des salaires et des prix se soit accélérée de manière généralisée jusqu'en 2021, les salaires

³⁸Le modèle est estimé sur une période au cours de laquelle le cadre de la politique monétaire avait une grande crédibilité et, par conséquent, le processus d'apprentissage adaptatif commence en étant centré sur la cible d'inflation, comme l'ancrage qui se produit avec les anticipations rationnelles. C'est pourquoi un changement très important dans la formation des anticipations serait nécessaire pour que le scénario d'apprentissage adaptatif se rapproche de celui des anticipations pleinement adaptatives. La plus grande inertie économique observée dans le cas de l'apprentissage adaptatif est fonction de la plus grande inertie des anticipations.

³⁹Un écart de salaire réel négatif signifie que le salaire réel (le rapport entre le salaire et le niveau des prix) n'a pas suivi l'évolution de la productivité du travail.

⁴⁰La détermination d'une réponse optimale de la politique monétaire dépend des hypothèses suivantes : 1) la banque centrale minimise une fonction de bien-être qui pondère de manière égale les écarts de production et d'inflation (une fonction de perte quadratique) et 2) la banque centrale connaît le processus de formation des anticipations et dispose d'informations complètes sur les chocs futurs sur les coûts. Voir l'annexe 2.7 en ligne pour une explication détaillée de l'exercice.

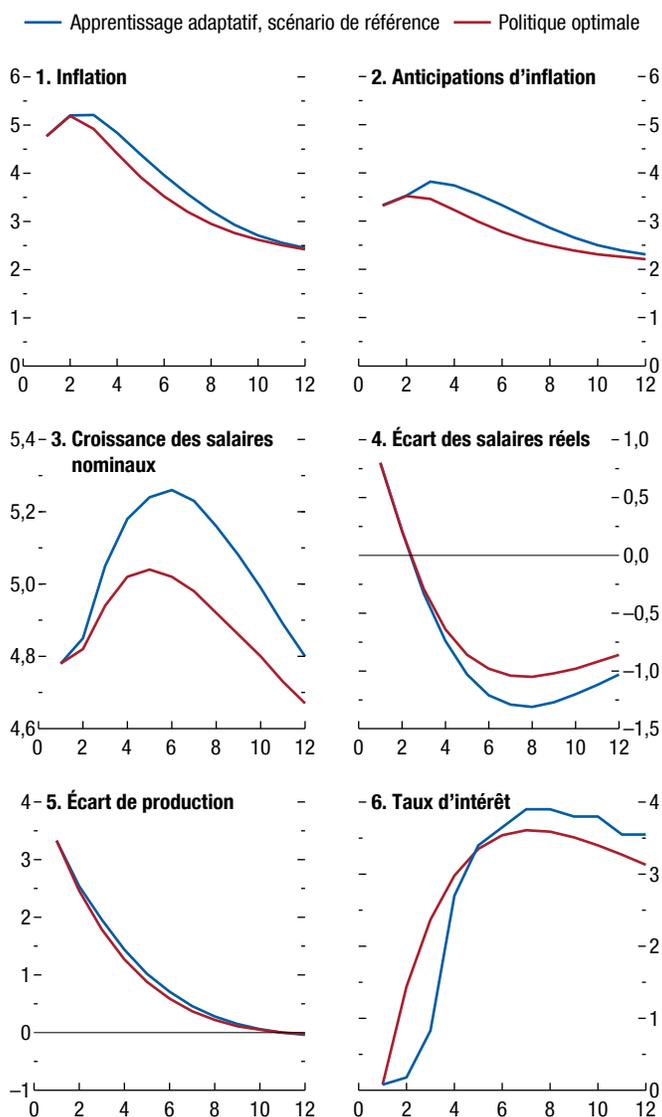
réels ont eu tendance à stagner ou à baisser en moyenne dans tous les pays. Il s'agit là d'un aspect important de la conjoncture actuelle, car la baisse des salaires réels peut avoir un effet désinflationniste en réduisant les coûts réels des entreprises. Une analyse des épisodes passés présentant des caractéristiques semblables à celles d'aujourd'hui suggère que ces épisodes n'ont généralement pas été suivis d'une spirale prix-salaires. En réalité, l'inflation a eu tendance à diminuer progressivement par la suite en moyenne, et les salaires nominaux ont rattrapé progressivement leur retard sur plusieurs trimestres. Toutefois, dans certains cas, l'inflation est restée élevée pendant un certain temps.

La dynamique des salaires en 2020 et au début de 2021 est mal expliquée par les anticipations d'inflation et la réserve de main-d'œuvre, ce qui reflète probablement la constellation très inhabituelle de chocs liés à la pandémie de COVID-19. L'analyse modélisée des salaires et des prix de 2020–21 révèle des chocs sous-jacents disparates : l'évolution des salaires a été principalement déterminée par des chocs sur la capacité de production et l'offre de travail, tandis que l'épargne privée a joué un rôle important dans les variations de prix. Cela dit, au second semestre de 2021, la croissance des salaires semble relativement bien expliquée par les anticipations d'inflation et la réserve de main-d'œuvre en moyenne, ce qui pourrait signaler un retour progressif à une dynamique économique plus normale. Bien entendu, cette évolution dépend fortement de la poursuite de la résorption des chocs antérieurs et de l'éventuelle apparition de nouveaux chocs.

Enfin, l'analyse suggère que le processus de formation des anticipations joue un rôle essentiel dans le façonnement des perspectives en matière de salaires et de prix. Plus les anticipations en matière de salaires et de prix sont rétrospectives, plus les mesures de politique monétaire doivent être concentrées en début de période pour réduire les risques de désancrage des anticipations d'inflation. À mesure que la politique monétaire se resserre de manière plus agressive et que la baisse des salaires réels contribue à réduire les tensions sur les prix, selon l'analyse des scénarios, le risque d'apparition d'une boucle prix-salaires persistante dans l'épisode actuel est contenu en moyenne, en supposant qu'il n'y ait pas de chocs inflationnistes plus soutenus ou de changements structurels dans les processus de fixation des salaires et des prix (tels qu'une répercussion beaucoup plus violente des prix sur les salaires ou vice versa).

Graphique 2.10. Scénario de politique publique optimal pour les estimations par apprentissage adaptatif
(En pourcentage)

Un resserrement monétaire en début de période est optimal pour limiter l'accumulation des anticipations d'inflation, et permettre ainsi d'atteindre la cible plus rapidement et sans heurts.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les réactions illustrent des scénarios calibrés pour les États-Unis, en supposant que les chocs inflationnistes observés début 2022 se dissipent comme attendu sur la base de l'expérience antérieure. Inflation hors énergie et alimentation. Les axes des abscisses indiquent les trimestres depuis le T4 2021. La politique optimale est déterminée à l'aide d'une fonction d'objectif qui pondère de manière égale les écarts de la production et de l'inflation par rapport au potentiel et à la cible, respectivement, en accordant aussi un certain poids au lissage du taux directeur. Voir l'annexe 2.7 en ligne pour plus de précisions sur la structure et l'estimation du petit modèle d'équilibre général stochastique dynamique sous-jacent.

Encadré 2.1. Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis

Les études empiriques ne fournissent que peu d'éléments sur la transmission des hausses de salaires aux prix à la consommation. Au niveau macroéconomique, le lien entre le coût du travail et l'inflation s'est affaibli au cours des 30 dernières années. Parallèlement, l'analyse de données plus désagrégées n'a pas permis de dégager un consensus concernant la répercussion des coûts du travail sur les prix de détail.

En utilisant une méthode d'estimation nouvelle, cet encadré montre que la récente accélération de la croissance des salaires nominaux n'a que modestement contribué à l'inflation des prix à la consommation, principalement à travers ses effets sur les prix de certains services. L'analyse étudie la transmission des coûts du travail aux prix à la consommation (mesurés par l'indice des prix des dépenses de consommation des particuliers ou indice PCE) en examinant des données sectorielles désagrégées. Le principal défi empirique est que les prix à la consommation, qui correspondent au produit final de multiples processus de production, ne peuvent pas être facilement mis en correspondance avec les coûts du travail comme facteur de production, qui sont enregistrés au niveau du secteur. Pour surmonter ce problème de mesure, des matrices d'entrées-sorties sont utilisées pour construire les coûts cumulés du travail (retracés dans la chaîne d'approvisionnement des biens et services intermédiaires) pour 73 sous-composantes de l'indice PCE. En utilisant la méthode de projection locale de Heise, Karahan et Şahin (2020), avec des variables de contrôle pour la croissance de la productivité sectorielle et les effets fixes de temps et de secteur, la réponse impulsionnelle des prix aux modifications des salaires révèle une transmission d'environ 10 % aux prix des services après cinq trimestres, mais aucune transmission mesurable aux prix des biens (graphique 2.1.1). L'absence de répercussion sur les prix des biens par rapport à ceux des services pourrait être due au fait que les entreprises absorbent davantage les variations des coûts du travail, en raison d'un pouvoir de marché et d'une pénétration des importations plus élevés. L'estimation de la répercussion est restée sensiblement la même du milieu des années 2000 jusqu'à la pandémie.

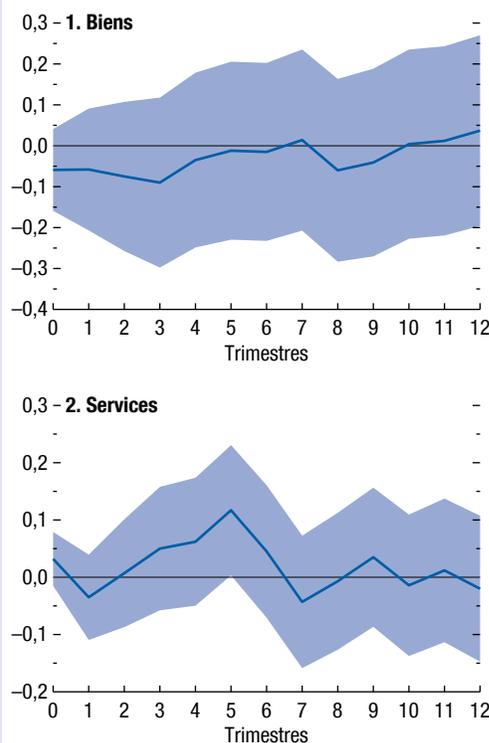
Certains éléments, qui n'ont rien de définitif, indiquent que la transmission des salaires aux prix des services est plus forte pendant les périodes ou dans les

Les auteurs de cet encadré sont Moya Chin et Li Lin.

¹Voir Bobeica, Ciccarelli et Vansteenkiste (2021) pour des données probantes sur ce point.

²Pour plus d'informations sur ce débat, voir Rissman (1995) et Heise, Karahan et Şahin (2021), entre autres.

Graphique 2.1.1. Transmission des salaires aux prix
(En pourcentage)



Sources : Bureau of Economic Analysis (États-Unis) ; Bureau of Labor Statistics (États-Unis) ; calculs des services du FMI.
Note : Les courbes indiquent la transmission dynamique d'une variation de 1 point de pourcentage de la croissance actuelle des salaires (à $t=0$, mesurée par la variation des salaires sur quatre trimestres) à l'inflation (mesurée par la variation sur quatre trimestres des prix sectoriels indiqués). Les zones colorées correspondent à l'intervalle de confiance à 90 %.

secteurs où les coûts du travail ont augmenté plus rapidement. Les données antérieures à 2020 suggèrent que la transmission contemporaine dans le secteur des services augmente jusqu'à 20 % (et est statistiquement significative au niveau de confiance de 99 %) lorsque la croissance des salaires est égale ou supérieure au 75^e centile (c'est-à-dire 3,9 %), tandis que la transmission est à peu près nulle dans les périodes où la croissance des salaires est plus faible. En outre, la section transversale des données sectorielles suggère que l'estimation ponctuelle de la transmission des salaires aux prix des services a augmenté depuis le premier trimestre de 2021, mais n'est pas statistiquement significative.

Bibliographie

- Akinci, Ozge, Gianluca Benigno, Ruth Cesar Heymann, Julian di Giovanni, Jan J. J. Groen, Lawrence Lin, and Adam I. Noble. 2022. "The Global Supply Side of Inflationary Pressures." *Liberty Street Economics* (blog), January 28, 2022.
- Alvarez, Jorge, John Bluedorn, Niels-Jakob Hansen, Youyou Huang, Evgenia Pugacheva, and Alexandre Sollaci. Forthcoming. "Wage-Price Spirals: What Is the Historical Evidence?" IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Alvarez, Jorge, and Allan Dizioli. Forthcoming. "How Costly Will Reining in Inflation Be? It Depends on How Rational We Are." IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Baba, Chikako, and Jaewoo Lee. 2022. "Second-Round Effects of Oil Price Shocks—Implications for Europe's Inflation Outlook." IMF Working Paper 22/173, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ball, Laurence M., Daniel Leigh, and Prachi Mishra. Forthcoming. "Understanding U.S. Inflation during the COVID-19 Era." IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ball, Laurence M., Daniel Leigh, Prachi Mishra, and Antonio Spilimbergo. 2021. "Measuring U.S. Core Inflation: The Stress Test of COVID-19." NBER Working Paper 29609, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Baqae, David, and Emmanuel Farhi. 2022. "Networks, Barriers, and Trade." NBER Working Paper 26108, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Baqae, David, and Emmanuel Farhi. 2020. "Supply and Demand in Disaggregated Keynesian Economies with an Application to the COVID-19 Crisis." *American Economic Review* 112 (5): 1397–436.
- Battistini, Niccolò, Helen Grapow, Elke Hahn, and Michel Soudan. 2022. "Wage Share Dynamics and Second-Round Effects on Inflation after Energy Price Surges in the 1970s and Today." *ECB Economic Bulletin* 5.
- Bems, Rudolfs, Francesca Caselli, Francesco Grigoli, and Bertrand Gruss. 2021. "Expectations' Anchoring and Inflation Persistence." *Journal of International Economics* 132: 1035–16.
- Benigno, Gianluca, Julian di Giovanni, Jan J. J. Groen, and Adam I. Noble. 2022a. "The GSCPI: A New Barometer of Global Supply Chain Pressures." *Liberty Street Economics* (blog), January 4, 2022.
- Benigno, Gianluca, Julian di Giovanni, Jan J. J. Groen, and Adam I. Noble. 2022b. "Global Supply Chain Pressure Index: March 2022 Update." *Liberty Street Economics* (blog), March 3, 2022.
- Bluedorn, John, Francesca Caselli, Niels-Jakob Hansen, Ipppei Shibata, and Marina M. Tavares. 2021. "Gender and Employment in the COVID-19 Recession: Evidence on 'She-cessions.'" IMF Working Paper 21/95, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bobeica, Elena, Matteo Ciccarelli, and Isabel Vansteenkiste. 2021. "The Changing Link between Labor Cost and Price Inflation in the United States." Working Paper Series 2583, European Central Bank, Frankfurt, Germany.
- Boissay, Frederic, Fiorella De Fiore, Deniz Igan, Albert Pierres-Tejada, and Daniel Rees. 2022. "Are Major Advanced Economies on the Verge of a Wage-Price Spiral?" BIS Bulletin 53, Bank for International Settlements, Basel.
- Caplan, Benjamin. 1956. "A Case Study: The 1948–1949 Recession." In *Policies to Combat Depression*, edited by Universities-National Bureau Committee for Economic Research, 27–58. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Carrière-Swallow, Yan, Pragyan Deb, Davide Furceri, Daniel Jiménez, and Jonathan D. Ostry. 2022. "Shipping Costs and Inflation." IMF Working Paper 22/61, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Coibion, Olivier, Yuriy Gorodnichenko, and Michael Weber. 2022. "Monetary Policy Communications and Their Effects on Household Inflation Expectations." *Journal of Political Economy* 130 (6): 1537–84.
- Duval, Romain, Yi Ji, Longji Li, Myrto Oikonomou, Carlo Pizzinelli, Ipppei Shibata, Alessandra Sozzi, and Marina M. Tavares. 2022. "Labor Market Tightness in Advanced Economies." IMF Staff Discussion Note 2022/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Galí, Jordi. 2011. "The Return of the Wage Phillips Curve." *Journal of the European Economic Association* 9 (3): 436–61.
- Gourinchas, Pierre-Olivier, Şebnem Kalemlı-Özcan, Veronika Penciakova, and Nick Sander. 2021. "Fiscal Policy in the Age of COVID: Does It 'Get in All of the Cracks?'" NBER Working Paper 29293, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Hazzel, Jonathon, Juan Herreño, Emi Nakamura, and Jón Steinsson. 2022. "The Slope of the Phillips Curve: Evidence from U.S. States." *The Quarterly Journal of Economics*, 137 (3): 1299–344.
- Heise, Sebastian, Fatih Karahan, and Aysegül Şahin. 2020. "The Missing Inflation Puzzle: The Role of the Wage-Price Pass-Through." *Journal of Money, Credit and Banking* 54 (Suppl. 1): 7–51.
- International Labour Organization (ILO). 2022. *World Employment and Social Outlook: Trends 2022*. Geneva, Switzerland: ILO Publications.
- Jarociński, Marek, and Peter Karadi. 2020. "Deconstructing Monetary Policy Surprises—The Role of Information Shocks." *American Economic Journal: Macroeconomics* 12 (2): 1–43.
- Ramey, Valerie A. 2016. "Macroeconomic Shocks and Their Propagation." In *Handbook of Macroeconomics*, vol. 2A, edited by John B. Taylor and Harald Uhlig, 71–162. Amsterdam: Elsevier.
- Rissman, Ellen R. 1995. "Sectoral Wage Growth and Inflation." *Economic Perspectives* 19 (4): 16–28.
- Rouse, Cecilia, Jeffery Zhang, and Ernie Tedeschi. 2021. "Historical Parallels to Today's Inflationary Episode." Blog post, United States White House, July 6, 2021.

Des décennies de procrastination ont transformé ce qui aurait sans doute pu être une transition harmonieuse vers une société plus neutre en carbone en un défi plus complexe. D'ici la fin de la décennie, l'économie mondiale doit émettre 25 % de gaz à effet de serre (GES) de moins qu'en 2022 pour avoir de bonnes chances d'atteindre les objectifs fixés à Paris en 2015 et d'éviter des bouleversements climatiques catastrophiques. Comme la transition énergétique nécessaire pour y parvenir doit être rapide, elle entraînera forcément certains coûts dans les toutes prochaines années. Bien qu'il n'y ait pas de véritable consensus sur les conséquences macroéconomiques à moyen terme des politiques climatiques, le message central du présent chapitre est le suivant : si les mesures appropriées sont mises en œuvre sans retard et introduites graduellement dans les huit prochaines années, les coûts resteront gérables et ne seront rien à côté de ce que l'inaction nous coûterait à long terme. D'après les différentes hypothèses émises en fonction du rythme possible de la transition vers une production d'électricité à partir de technologies émettant peu de carbone, les coûts pourraient osciller entre 0,15 et 0,25 point de pourcentage de la croissance du PIB et l'inflation progresser de 0,1 à 0,4 point par an par rapport au scénario de référence, avec des politiques présumées sans incidence sur le budget. Pour que ces coûts soient maîtrisés, il est important que les politiques climatiques et monétaires soient crédibles. Alternier les phases de freinage et d'accélération ou différer encore les mesures requises au prétexte que « ce n'est pas le moment » ne fera qu'alourdir la facture.

Introduction

D'après le consensus scientifique résumé récemment par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2022), il semble qu'il faille des changements de politiques rapides à grande échelle pour limiter les dérèglements climatiques aux effets catastrophiques. Des décennies de procrastination ont transformé ce qui aurait pu être une lente transition vers une société neutre en carbone en une transition qui sera nécessairement plus brutale. Pour avoir une réelle chance d'atteindre l'objectif

Les auteurs de ce chapitre sont Mehdi Benatiya Andaloussi, Benjamin Carton (coauteur principal), Christopher Evans, Florence Jaumotte, Dirk Muir, Jean-Marc Natal (coauteur principal), Augustus J. Pantone et Simon Voigts, avec le concours de Carlos Morales, Cynthia Nyakeri et Yiyuan Qi. Les auteurs tiennent à remercier Jean Pisani-Ferry pour ses précieux commentaires sur une première version de ce texte.

fixé par l'accord de Paris de 2015, à savoir limiter le réchauffement climatique (par rapport à l'ère préindustrielle) à largement moins de 2 °C et plutôt à 1,5 °C, et parvenir à un bilan neutre en carbone d'ici 2050, il faut agir sans délai et prendre des mesures ambitieuses. D'ici 2030, les émissions mondiales doivent baisser d'au moins 25 % par rapport à leur niveau actuel, ce qui nécessiterait de conjuguer une hausse régulière et substantielle des taxes sur les GES, des réglementations applicables aux émissions et des investissements importants dans les technologies à faibles émissions de carbone¹. Les pays avancés ne peuvent pas y arriver seuls ; les gros émetteurs des pays émergents doivent aussi accélérer le rythme de leurs activités d'atténuation des émissions (Parry, Black et Roaf, 2021).

Le coût économique réel de la transition énergétique est une préoccupation qui explique en grande partie les décennies d'atermoiements qui ont caractérisé l'action des pouvoirs publics ; alors que les coûts sont souvent perçus comme clairs et immédiats, les bénéfices paraissent éloignés et incertains, même s'il est parfaitement évident que les coûts à court terme seront éclipsés par les avantages à long terme (en matière de production, de stabilité financière, de santé) qui résulteront d'un arrêt du changement climatique (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* ; GIEC, 2022). De plus, la réticence à mettre en œuvre les politiques d'atténuation requises semble même s'être accentuée dernièrement, dans un contexte de hausse des cours des produits de base qui alimente l'inflation (Morawiecki, 2022) et d'inquiétudes concernant la sécurité énergétique (voir le chapitre 1). Certains redoutent que la lutte contre le changement climatique ne déclenche un choc inflationniste mondial (Morison, 2021), ce qui complique l'arbitrage entre production et inflation que les banques centrales doivent aujourd'hui opérer et accroît les risques d'instabilité des prix à moyen terme (Schnabel, 2022). Mais ces craintes sont-elles justifiées ?

¹Voir Black *et al.* (2022) et Chateau, Jaumotte et Schwerhoff (2022a) pour une analyse de l'équivalence entre la réglementation des émissions et la fiscalité du carbone. Il est à noter que, même si les incitations à investir dans les technologies vertes et les énergies renouvelables sont une composante importante de tout programme de mesures climatiques, mieux vaut les compléter par des taxes sur le carbone ou une réglementation équivalente, qui contribueront à réduire la demande de combustibles fossiles et à accélérer la transition.

Il n'existe pas véritablement de consensus quant aux conséquences macroéconomiques à court terme des mesures d'atténuation du changement climatique telles que les taxes sur les GES. Le problème le plus fondamental est que cette taxation revient à fixer un prix à une ressource (droit de polluer) jusque-là gratuite. L'internalisation de cette externalité négative fait augmenter le coût des combustibles fossiles (choc négatif sur l'offre), ce qui, en apparence, présente de nombreuses similitudes avec un choc pétrolier classique (Pisani-Ferry, 2021). Mais les mécanismes économiques sous-tendant les chocs respectivement dus aux politiques climatiques et au prix des combustibles fossiles sont très différents. En tout premier lieu, les taxes sur les GES se traduisent par des prix (hors taxe) moins élevés pour les producteurs de combustibles fossiles, ce qui est très dissuasif pour les entreprises investissant dans ce type de source d'énergie. Deuxièmement, tandis que les chocs liés aux prix des combustibles fossiles impliquent un transfert de recettes vers ceux qui en exportent, les taxes sur les GES produisent des recettes budgétaires susceptibles d'être affectées de bien des manières afin d'atténuer une partie de leurs effets négatifs sur la consommation et la production, et indemniser les ménages modestes, qui sont les plus pénalisés en cas de hausse des prix de l'énergie. Suivant la manière dont ces recettes sont employées, elles peuvent avoir des effets extraordinairement différents sur l'économie. Troisièmement, alors que les chocs sur les prix des combustibles fossiles sont généralement des chocs négatifs sur l'offre à la fois transitoires et soudains, les taxes sur les GES sont censées être durables et mises en œuvre progressivement (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3). Conscients que la production et les revenus futurs seront durablement inférieurs aux prévisions, les entreprises et les ménages clairvoyants voudront investir et consommer moins ; l'équilibre entre les effets respectivement liés à l'offre et à la demande, et l'effet net sur la production dépendront très largement des autres politiques gouvernementales. Quatrièmement, les flambées des cours des combustibles fossiles qui ne modifient pas les prix relatifs en fonction de la teneur en carbone (qui ne majorent pas les prix du charbon plus que de l'essence, par exemple) incitent moins à réduire les émissions qu'une taxe carbone, surtout quand les flambées sont supposées transitoires. En outre, le rythme auquel pourrait s'effectuer la transition vers une production d'électricité fondée sur des technologies à faibles émissions de carbone est extrêmement incertain. Et comme le montre le présent chapitre, ce facteur est important du point de vue des coûts macroéconomiques de la transition énergétique.

Ce chapitre s'appuie sur le nouveau Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique (MMMTE) du FMI afin d'apporter des informations utiles au débat actuel. Il s'abstient de traiter les questions relatives aux coûts et avantages à long terme des politiques climatiques, largement couvertes ailleurs², pour se concentrer sur les coûts macroéconomiques à *court terme* supportés par les agents dont l'horizon est limité. Il porte en outre exclusivement sur les politiques climatiques sans incidences budgétaires³. Une telle stratégie permet de faire clairement la part des conséquences respectives des politiques climatique et budgétaire sur le PIB et l'inflation. De surcroît, dans le contexte actuel, qui se caractérise par des dettes publiques élevées, une forte inflation et des taux d'intérêt en hausse, il est logique d'éviter toute nouvelle stimulation de la demande financée par la dette (chapitre 1).

Le présent chapitre vise à illustrer les effets produits par des politiques climatiques faisables, qui, tout en tenant compte à la fois de la nécessité de limiter les pertes de production et des effets inflationnistes d'un relèvement des taxes, veillent à ce que les ménages à faible revenu ne supportent pas de manière disproportionnée les divers coûts inhérents à la transition⁴.

Comme les arbitrages production–inflation qui en découlent pourraient varier considérablement en fonction de la conception et de la crédibilité de ces politiques, et en particulier de leur interaction avec les politiques budgétaire et monétaire, et du rythme de décarbonation de la production électrique, ce chapitre met très largement

²Pour une discussion approfondie à ce sujet, voir Acemoglu *et al.* (2012) et l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3.

³L'hypothèse de l'effet neutre sur le budget n'est pas celle retenue au chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, lequel étudie l'effet des investissements publics financés par des déficits sur l'investissement dans les infrastructures vertes. Compte tenu du marasme économique provoqué par la pandémie de COVID-19, la relance budgétaire était la bonne réponse ; les différentes mesures proposées (taxe carbone et investissements publics) ont entraîné un déficit budgétaire et provisoirement dopé le PIB (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, graphique 3.6). Toutefois, dans le contexte actuel où l'inflation est élevée et les taux d'intérêt en hausse, il faudrait éviter que la politique budgétaire sape l'action de la politique monétaire visant à maîtriser l'inflation et fasse davantage gonfler la dette publique.

⁴Complétant l'analyse qui figurait dans l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* et qui portait sur l'impact des investissements publics directs dans les technologies et les infrastructures à faibles émissions de carbone, ce chapitre examine l'effet des subventions rentables en faveur de l'investissement dans les énergies renouvelables. Ce choix de modélisation permet de cibler les secteurs où des technologies à faibles émissions sont déjà présentes (production à partir de sources renouvelables, et d'énergie nucléaire et hydroélectrique, et transports électriques). Dans une certaine mesure, la différence entre investissement public et subventions est purement sémantique, car, dans de nombreux pays, les secteurs en question sont partiellement ou entièrement aux mains de l'État.

l'accent sur la robustesse. En présentant l'éventail des résultats que la transition requise pourrait permettre d'obtenir au cours des huit prochaines années, il aidera les décideurs à quantifier les différentes options et à mieux adapter les politiques au contexte national.

Ce chapitre traite plus précisément des questions suivantes :

- *Transition énergétique et coûts macroéconomiques* : À quelle vitesse les pays pourraient-ils effectuer la transition vers des sources d'énergie renouvelables ? À combien se monteraient les coûts éventuels pour les ménages et les entreprises ?
- *Crédibilité et conception des politiques climatiques* : Quels sont les effets respectifs des différents programmes de mesures sur l'emploi, l'investissement, la consommation et la croissance de la production, l'inflation et la distribution des revenus ? Qu'entraînerait un manque de crédibilité des politiques ?
- *Défis pour la politique monétaire* : Quel est le coût de l'arbitrage production-inflation lié au relèvement des taxes sur les GES ? Dans quelle mesure risque-t-il d'augmenter si les banques centrales ne sont plus crédibles ou ne l'ont jamais été ?
- *Coût macroéconomique de la procrastination* : Est-il préférable de différer les politiques de réduction des émissions de GES compte tenu des conditions d'inflation actuelles ? En démarrant plus tard, mais à un rythme plus soutenu, obtiendrons-nous les mêmes réductions d'émissions ? Quels seraient les coûts (production perdue, inflation) associés à un tel scénario ?

Les réponses à ces questions peuvent être résumées comme suit :

- *La transition énergétique aura un coût, qui devrait rester gérable si les pays agissent sans délai.* La vitesse à laquelle les pays sont supposés pouvoir se passer des combustibles fossiles pour produire de l'électricité est essentielle pour expliquer les coûts macroéconomiques à court terme de la transition énergétique. Plus il est difficile de produire de l'électricité sans polluer, plus la transition est chère : il faudra davantage taxer les GES (ou durcir la réglementation) pour faire reculer autant que nécessaire l'utilisation des biens et des services à forte intensité de carbone dans le reste de l'économie. Les coûts varieront aussi en fonction des régions, et c'est le bloc (suivant le modèle utilisé dans ce chapitre) représentant le reste du monde (dominé par les pays exportateurs de combustibles fossiles et les pays gros émetteurs de carbone) où la transition coûtera le plus cher (pour une analyse des coûts selon les politiques envisagées dans ces pays, voir l'annexe 3.3 en

ligne). Afin de refléter l'incertitude entourant la transition énergétique, le présent chapitre examine deux calibrages possibles pour l'élasticité de substitution des énergies renouvelables aux combustibles fossiles comme source de production d'électricité. Dans l'hypothèse la plus pessimiste, une forte augmentation des taxes sur les GES (à peu près le double du niveau de référence) sera nécessaire pour atteindre le même objectif de décarbonation. Tout en demeurant gérables, les coûts macroéconomiques de la transition énergétique – mesurés en matière de pertes de production et de surcroît d'inflation – devraient doubler et dépendront essentiellement des politiques élaborées. Compte tenu de cette incertitude, le chapitre estime que la croissance mondiale pourrait diminuer de 0,15 à 0,25 point de pourcentage par an et l'inflation augmenter de 0,1 à 0,4 point de pourcentage. S'agissant de la Chine, de l'Europe et des États-Unis, les coûts exprimés en matière de recul de la croissance du PIB devraient être moindres, de l'ordre de 0,05 à 0,20 point de pourcentage par an.

- *L'élaboration des politiques climatiques détermine largement leur impact final sur la production, l'inflation et la distribution des revenus.* L'hypothèse est que tous les programmes de mesures sont financés exclusivement par une taxe sur les GES. Se servir des produits de cette taxe pour réduire la fiscalité du travail atténue les distorsions ; débouche sur une offre de main-d'œuvre relativement plus importante et une augmentation des salaires nets d'impôts ; et stimule la consommation, l'investissement et la production. Recycler une partie des recettes de la taxe sur les GES en subventions à l'investissement dans les technologies bas carbone (énergies renouvelables, énergie nucléaire et hydroélectricité, véhicules électriques) facilite la transition. Le même niveau de décarbonation peut être atteint avec moins de taxes sur les GES en investissant dans les technologies neutres en carbone. L'impact sur l'inflation diminue en conséquence, facilitant ainsi les éventuels arbitrages de politique monétaire. Transférer les recettes fiscales aux ménages à faible revenu contribue à une meilleure acceptation des mesures en faveur du climat, mais ce n'est pas sans incidence sur la croissance de la production.
- *Leur impact sur la production et l'inflation étant limité, les politiques climatiques ne représentent pas un défi notable pour les banques centrales.* Quand elles sont mises en œuvre de manière progressive et crédible, les agents sont encouragés à s'adapter à une économie faiblement émettrice de carbone et ont du temps pour le faire. Les légères tensions inflationnistes engendrées par le processus nécessitent certains ajustements de politique

monétaire pour éviter le désancrage des anticipations, mais au prix de coûts minimales en matière de PIB. Un certain assouplissement peut même être envisageable à brève échéance pour faciliter la transition. À cet égard, les politiques climatiques contrastent fortement avec les chocs sur l'offre, au cours desquels la hausse subite des prix de l'énergie représente un défi immédiat pour les autorités monétaires. Des politiques climatiques moins crédibles requièrent des ajustements plus drastiques par la suite et sont à l'origine de davantage de tensions inflationnistes et de difficultés pour les autorités monétaires. Une augmentation des coûts est observée uniquement si la politique monétaire manque de crédibilité, car les tensions inflationnistes exigent de nouvelles mesures de la part des pouvoirs publics.

- *Différer encore l'application des mesures ne ferait qu'amplifier le coût de la transition énergétique.* Les inquiétudes relatives à l'inflation et à la sécurité énergétique ont incité certains observateurs à préconiser de surseoir à la décarbonation jusqu'à ce que les tensions inflationnistes actuelles aient été maîtrisées, ce qui aurait pour seul effet d'alourdir la facture de la transition. L'analyse effectuée dans ce chapitre montre que tout nouveau retard nécessiterait de relever les taxes sur les GES à un niveau et un rythme encore plus élevés que dans le scénario progressif, avec des coûts bien plus substantiels à la clé (la réaction inflationniste est environ trois fois plus forte et il faudrait, pour l'empêcher, sacrifier approximativement 1 % du PIB sur quatre ans).

Ce chapitre s'ouvre sur une étude générale soulignant l'urgence de réduire les émissions de GES d'ici 2030, au moins pour que le réchauffement soit bien inférieur à 2 °C à la fin du siècle. Il présente ensuite le dispositif d'analyse en illustrant l'impact sur la croissance et l'inflation d'une hausse progressive des taxes frappant les GES. La section suivante s'intéresse à l'importance de la crédibilité et de la complémentarité des politiques climatique et monétaire pour le succès de la transition. La dernière section quantifie les coûts macroéconomiques qu'entraîneraient de nouveaux retards et insiste sur la nécessité de passer tout de suite à l'action.

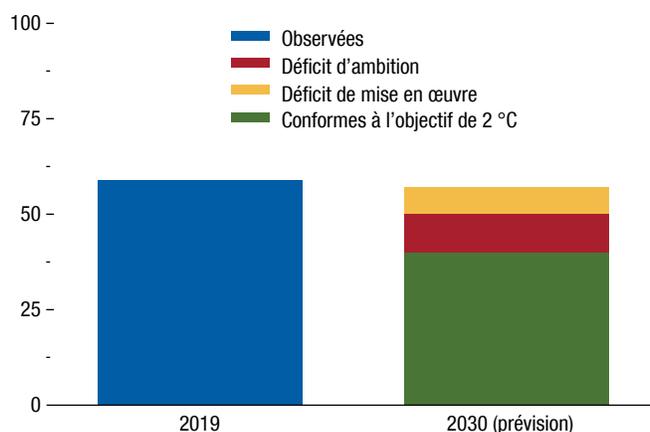
Décarbonation de l'économie : le temps est venu d'agir de manière crédible

Contexte

L'accord de Paris a consacré la volonté de 193 pays de limiter le réchauffement de la planète à 2 °C, ou mieux 1,5 °C, d'ici la fin du siècle. À ce jour, les pays ont

Graphique 3.1. Émissions mondiales passées et projetées (En gigatonnes par an)

Les émissions totales projetées en 2030 sont supérieures au niveau compatible avec l'objectif de réchauffement de 2 °C.



Source : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
 Note : L'excédent d'émissions projeté en 2030 par rapport à la quantité compatible avec un réchauffement de 2 °C tient au déficit d'ambition (l'ampleur du dépassement des émissions promises par rapport au niveau compatible avec l'objectif de 2 °C) et au déficit de mise en œuvre (les émissions que les pays se sont engagés à éviter, mais qui devraient se produire dans le cadre des politiques actuelles).

collectivement échoué à honorer leurs engagements, et la progression ininterrompue des émissions depuis la signature de l'accord rend la cible de 1,5 °C extrêmement difficile à atteindre. Les températures devraient continuer d'augmenter, un phénomène dont les conséquences négatives semblent non linéaires ; chaque accentuation du réchauffement accroît le risque de franchir des points de basculement et de précipiter des changements brutaux et irréversibles du système climatique (Lenton *et al.*, 2019)⁵.

Pour que le réchauffement mondial n'excède pas 2 °C, les émissions doivent baisser d'ici 2030 de 25 % par rapport aux niveaux actuels, ce qui impliquerait une accélération sans précédent des efforts d'atténuation, cruciale pour limiter l'ampleur des dommages causés au système climatique de la planète. Malheureusement, un tel changement de régime demeure un vœu pieux dans la quasi-totalité des pays (Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Centre du PNUE pour le climat à Copenhague, 2021 ; GIEC, 2022 ; Black *et al.*, 2021). Selon le GIEC, avec les politiques actuelles, en 2030, les émissions dépasseront de plus de 42 % les niveaux qui seraient nécessaires pour tenir l'objectif de l'accord de Paris (graphique 3.1). Non seulement les

⁵Certains points de basculement amplifient le réchauffement lui-même ; GES relâchés par la fonte du permafrost ou la disparition des calottes glaciaires qui contribuent à réfléchir le rayonnement solaire, par exemple.

engagements politiques existants sont trop peu ambitieux (« déficit d'ambition » dans le graphique), mais ils risquent même de ne pas être respectés si les politiques actuelles demeurent inchangées (« déficit de mise en œuvre »). Bien qu'en cette matière les pays avancés soient plus ambitieux que les pays des autres groupes économiques, les objectifs climatiques ne sauraient être atteints sans une mobilisation mondiale (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3).

Des politiques climatiques plus crédibles pour être plus efficaces

L'histoire des politiques climatiques est marquée par leur absence d'ambition et l'échec de leur mise en œuvre, autorisant des parallèles avec d'autres domaines de l'action publique. Kydland et Prescott (1977), par exemple, montrent comment les banquiers centraux préoccupés par l'inflation, mais aussi le chômage de courte durée, élaborent des politiques monétaires incohérentes dans le temps, qui entraînent un surcroît d'inflation sans aucun gain en matière d'emploi. De même, les gouvernements annoncent des politiques de réduction des émissions de carbone, mais sont incités à revenir sur les engagements pour tenter de stimuler au maximum la production ou l'emploi, ou préserver des intérêts particuliers (Brulle, 2018) pendant leur mandat.

Les décisions d'investissement et de recherche-développement s'inscrivant dans des horizons de planification à long terme, il est donc essentiel (pour agir sur les comportements) que les nouvelles mesures climatiques et les nouveaux engagements à conduire des politiques de réduction des émissions de carbone (relèvement par paliers des taxes sur les GES, réglementations, subventions, etc.) apparaissent comme crédibles et irréversibles (voir « Crédibilité des politiques : le facteur clé d'une transition réussie »). Comme dans le cas de la politique monétaire, les politiques climatiques gagneront en crédibilité, et donc en efficacité, si 1) un *engagement clair fondé sur des règles* est pris au lieu de décisions strictement discrétionnaires concernant les moyens d'atteindre les futurs objectifs de décarbonation, 2) les instruments et l'analyse des politiques visant à atteindre ces objectifs sont *transparents* et 3) la poursuite des objectifs est *indépendante*, car dissociée du processus politique (Nemet *et al.*, 2017). Idéalement, le troisième critère engloberait un dispositif institutionnel comparable au mandat des banques centrales, qui fait de la stabilité des prix leur objectif prioritaire, ainsi qu'une indépendance opérationnelle garantie par la loi. Mais c'est encore fixer la barre haut, même dans les pays où les

politiques d'atténuation du changement climatique sont les plus novatrices (Danemark, Suède, etc.). Pour pallier l'absence d'indépendance institutionnelle, certains pays ont tenu explicitement compte des contraintes de politique économique en élaborant leurs politiques climatiques. Ainsi, comme dans de nombreux pays les taxes sur les GES tendent à pénaliser surtout les pauvres, il est important de recycler une partie des recettes au profit de cette tranche de la population pour améliorer l'adhésion à la politique de taxation des GES ; son acceptation par le plus grand nombre renforce grandement sa crédibilité. Le pragmatisme commanderait donc de concevoir des politiques sacrifiant dans une certaine mesure l'efficacité (résultant généralement de la suppression de taxes généralisées de distorsions) à l'équité, et permettant une relative redistribution (encadré 3.2).

Des politiques climatiques permettant d'atteindre les objectifs de Paris

Cadre conceptuel

Le bilan des politiques d'atténuation des émissions de GES ne fournit qu'un éclairage partiel sur leurs effets macroéconomiques à court terme. La plupart des études empiriques signalent des effets à court terme négligeables sur la production et l'inflation (Metcalfe et Stock, 2020 ; Konrad et Weder di Mauro, 2021). Mais les politiques analysées dans ces études sont d'une envergure et d'une portée bien plus modestes que celles qui s'imposeront pour rejoindre une trajectoire compatible avec la réalisation des objectifs de l'accord de Paris ; les informations empiriques que ces études nous livrent sur les questions qui nous importent ici revêtent donc un intérêt limité.

C'est un écueil reconnu de longue date dans la littérature, et de nombreux modèles d'équilibre général mondial à grande échelle ont été utilisés pour analyser l'incidence à long terme des politiques d'atténuation sur les émissions de GES et l'activité économique. En revanche, très peu de politiques ont été conçues pour conjuguer une granularité suffisante dans les secteurs clés (production d'énergie, transports), des anticipations cohérentes d'un modèle à l'autre, les non-linéarités reflétant le coût marginal croissant pour le processus de décarbonation, ainsi que les rigidités nominales et réelles requises pour analyser les conséquences à court terme d'une inflexion majeure des politiques sur l'inflation et la production (voir l'encadré 3.1 pour une vue d'ensemble des études empiriques publiées sur ce sujet et pour une validation indirecte des propriétés quantitatives du MMMTE, grâce

à une série de simulations de l'effet d'une hausse progressive de la taxe carbone aux États-Unis réalisées avec des modèles à grande échelle).

Ce chapitre se fonde sur le nouveau MMMTE, qui partage des caractéristiques essentielles avec le modèle de référence du FMI, le Modèle monétaire et budgétaire mondial intégré (GIMF). Comme ce dernier, le MMMTE est un modèle d'équilibre général dynamique, non linéaire et multipays reposant sur des fondements microéconomiques, utilisé pour simuler la transition entre un état initial et un état final stable. Les ménages et les entreprises sont clairvoyants et font des choix optimaux en matière de consommation, d'offre de travail, de détention d'actifs et d'investissement, en fonction de leurs préférences et de leur longévité présumée. Les frictions nominales et réelles, ainsi que la modélisation explicite des anticipations, permettent l'analyse des fluctuations cycliques et des politiques de stabilisation connexes conduites par les gouvernements. Le MMMTE est configuré pour quatre régions : Chine, zone euro, États-Unis et reste du monde.

Le MMMTE doit permettre d'analyser l'impact macroéconomique à court et à moyen terme de la réduction des émissions de GES. Une telle analyse nécessite une description détaillée des activités produisant des GES et de leurs interactions avec le reste de l'économie. Il s'agit, entre autres, de l'extraction et de la vente des combustibles fossiles, de la production d'électricité grâce à diverses technologies (stockage de l'énergie produite par des sources renouvelables intermittentes ; pour plus de détails, voir l'encadré 3.3), du transport par véhicules électriques et voitures classiques (avec prise en compte des externalités de réseau entre les véhicules électriques et les bornes de recharge), et de l'utilisation d'énergie pour la production de marchandises et le chauffage domestique, ainsi que des activités émettrices de GES, mais sans lien avec les combustibles fossiles, comme l'agriculture. L'annexe 3.1 en ligne et Carton *et al.* (2022) mettent l'accent sur ces nouvelles activités, que le modèle GIMF n'englobait pas.

Analyses approfondies fondées sur des simulations utilisant le MMMTE

Pour commencer, cette section se concentre sur des simulations *analytiques* qui permettent de distinguer l'effet des élasticités clés et de comparer différentes options de recyclage des recettes tirées de la taxe sur les GES. Dans tous les exercices de cette section, cette taxe est augmentée progressivement et généralisée à l'échelle mondiale au cours des huit prochaines années, de sorte que chaque région diminue ses émissions d'environ 25 %.

Chaque région fixe un prix différent aux GES, car chacune d'elle a des degrés d'intensité d'émission différents pour sa production électrique et dans ses branches de production. Par exemple, le secteur sidérurgique chinois a une consommation de charbon massive, la zone euro produit déjà une part substantielle de son électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et les États-Unis sont le pays au monde où la consommation d'électricité domestique et l'utilisation de combustibles fossiles pour le chauffage et le transport sont les plus élevées⁶.

L'une des principales réserves qu'appellent les exercices de simulation de ce chapitre est qu'ils comparent implicitement des scénarios d'action avec un scénario de référence combinant l'absence de catastrophe et l'inaction, ce qui est inimaginable sur le plan environnemental. Différer les mesures d'atténuation jusqu'en 2030 revient à compromettre de manière irréversible l'avenir du système climatique, avec des coûts à long terme sans doute tout à fait considérables, quoique difficiles à chiffrer (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3 ; Keen *et al.*, 2021). Les exercices sur le report des politiques climatiques présentés dans les sous-sections suivantes traitent de cet aspect, en comparant le scénario des mesures d'atténuation immédiates avec une autre solution effective : une réaction tardive et précipitée.

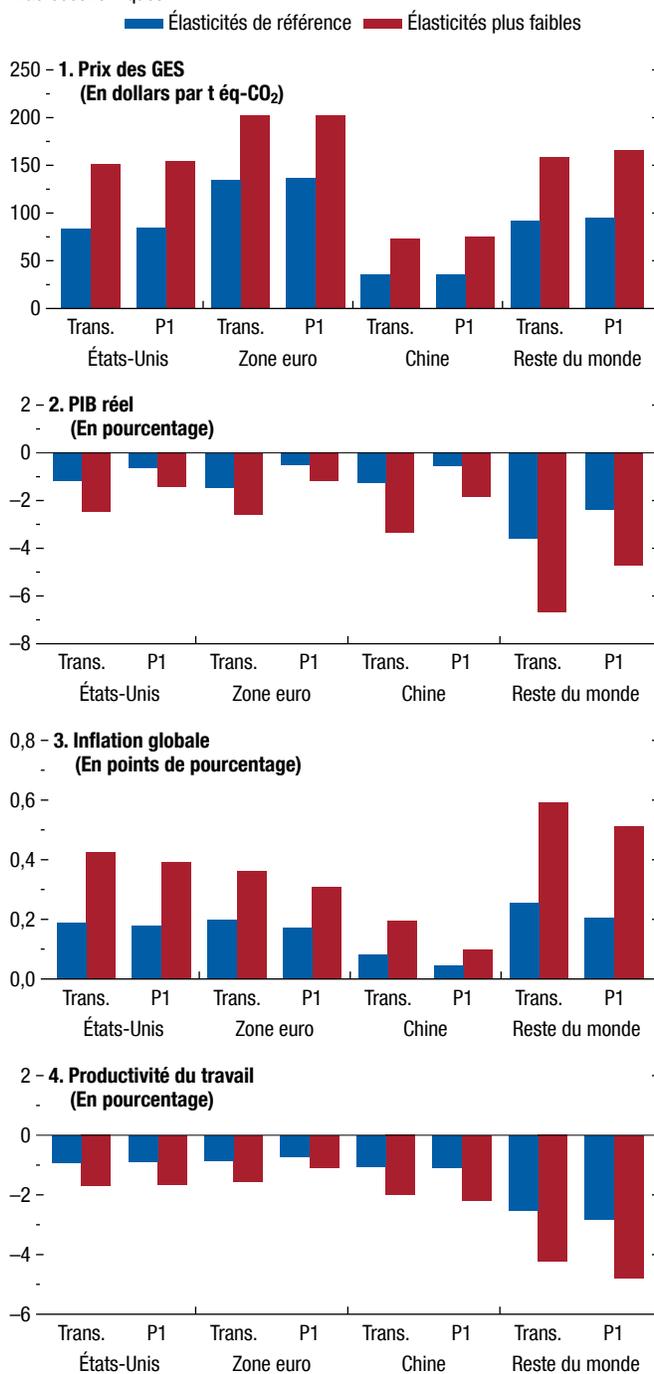
Transition énergétique : à quel rythme peut-elle être effectuée ?

La vitesse à laquelle peut s'effectuer la transition vers une économie sans combustibles fossiles dépend très largement du rythme auquel la production d'électricité peut elle-même se passer de ces combustibles, et en particulier du charbon. Deux élasticités sont essentielles à cet égard dans le MMMTE : l'élasticité de substitution des combustibles fossiles, notamment du charbon, par les énergies renouvelables pour la production d'électricité et l'élasticité de substitution de l'électricité et d'autres combustibles fossiles pour la production de biens et de services. La valeur de la première élasticité est extrêmement incertaine. D'un côté, des obstacles structurels, technologiques et géopolitiques (comme l'insuffisance des énergies de secours et de l'intégration au réseau pour les sources renouvelables intermittentes, la lenteur des progrès techniques concernant le stockage de l'électricité, les problèmes d'approvisionnement en métaux pour les énergies renouvelables, et les

⁶Pour comprendre en détail les différences de calibrage des modèles qui ont une incidence sur les résultats dans les quatre régions, prière de se reporter à « Calibrage des secteurs de l'énergie » dans l'annexe 3.1 en ligne et à « Brève présentation de la décarbonation dans différentes régions » dans l'annexe 3.3 en ligne.

Graphique 3.2. Incidence macroéconomique en 2030 d'une taxe sur les GES selon différents calibrages des élasticité
(Écart par rapport aux valeurs de référence)

Avec des élasticité plus faibles, les prix des GES doivent être plus élevés pour parvenir à la même réduction des émissions d'ici 2030 et amplifier les incidences macroéconomiques.



Sources : Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; estimations des services du FMI.

Note : GES = gaz à effet de serre ; P1 = train de mesures 1 : deux tiers de réductions de l'impôt sur les revenus du travail et un tiers de transferts aux ménages ; t éq-CO₂ = tonne équivalent dioxyde de carbone ; Trans. = recyclage des recettes de la taxe sur les GHG sous forme de transferts aux ménages.

aspects relatifs au réseau électrique, aux restrictions commerciales et aux chaînes d'approvisionnement) peuvent empêcher une transition rapide vers une production d'électricité à partir de sources renouvelables. D'un autre côté, les progrès technologiques rapides ont abouti à des gains d'efficacité considérables et à de fortes chutes des prix de l'énergie renouvelable, et les perspectives des technologies liées aux capacités de stockage sont prometteuses (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3)⁷.

Avec le calibrage de référence, la part des sources d'énergie renouvelables dans la production d'électricité augmente de 20 points de pourcentage d'ici 2030. Cette hausse est globalement comparable à celles mesurées en Allemagne et en Californie, mais plus rapide que ce que des pays ou des régions plus vastes ont réussi jusqu'à présent⁸. Avec un autre calibrage, l'hypothèse est que le rythme de décarbonation de la production électrique est à peu près moitié moins rapide qu'avec des politiques inchangées, ce qui correspond à l'expérience de la Chine et des États-Unis durant la dernière décennie (l'Union européenne est entre les deux, avec une progression des énergies renouvelables d'environ 15 points de pourcentage). Avec ce calibrage, une part plus importante de la décarbonation requise incombe aux entreprises industrielles et aux consommateurs, et un relèvement plus accentué des taxes sur les GES (pas moins de deux fois supérieur) sera nécessaire pour atteindre l'objectif de faire chuter de 25 % les émissions d'ici 2030.

Avec l'autre calibrage, les élasticité de substitution liées à l'utilisation de combustibles fossiles sont plus faibles (réduite des trois quarts pour la production d'électricité et de moitié dans le secteur manufacturier ; voir le tableau de l'annexe 3.1.2). Le graphique 3.2 compare les résultats des deux calibrages et décrit l'éventail des effets macroéconomiques possibles de la transition énergétique dans deux cas différents. Dans le premier, on suppose que les recettes fiscales sont remboursées aux ménages sous forme d'un transfert forfaitaire (« Trans. » dans le graphique). Cela permet d'isoler les effets de la politique climatique de ceux de la politique budgétaire, puisqu'une politique budgétaire s'appuyant sur des

⁷Voir l'annexe 3.1 en ligne pour obtenir une description plus complète du secteur de la production d'électricité dans le modèle MMMTE et pour en savoir plus au sujet des principales élasticité déterminant le rythme de la transition énergétique et son importance à l'égard des investissements dans les équipements à forte et faible intensité de carbone.

⁸Les progrès des technologies renouvelables et les baisses de prix constatées en Allemagne et en Californie depuis que ces technologies y ont été déployées semblent indiquer qu'un rythme de décarbonation plus soutenu pourrait être envisagé dans certains pays.

transferts forfaitaires ne crée pas de distorsions et n'a pas d'incidence sur le budget. Le second cas est décrit plus loin dans cette section et postule que les recettes fiscales sont recyclées en partie sous forme d'un allègement de la fiscalité du travail (programme n° 1 ou « P1 » dans le graphique). Avec le second calibrage, le programme n° 1 est associé à un recul du PIB de 1 à 2 % en Chine, dans la zone euro et aux États-Unis d'ici 2030⁹. Ces coûts sont approximativement deux fois supérieurs à ceux obtenus avec le calibrage de référence, mais restent gérables ; les deux calibrages dessinent une fourchette comprise entre 0,15 et 0,25 point de pourcentage de la croissance annuelle¹⁰. De tels coûts sont négligeables au regard des risques immenses qui menacent des vies et des moyens de subsistance partout dans le monde (GIEC, 2022), ainsi que des pertes de production extrêmement importantes qui, à long terme, sont associées au scénario du *statu quo*, susceptible d'aboutir à des dérèglements climatiques catastrophiques (pour une estimation des dommages évités, voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

Pistes de recyclage des recettes de la taxe sur les GES

Le relèvement des taxes sur les GES, parce qu'il majore le prix de l'énergie, a été comparé à un choc pétrolier (Pisani-Ferry, 2021). Cette apparente similitude peut toutefois être trompeuse. Les recettes de la taxe sur les GES peuvent être redistribuées localement pour alléger le fardeau que cette nouvelle taxe représente pour les producteurs ou les consommateurs, ou les deux¹¹. De surcroît, les chocs pétroliers sont souvent soudains, inattendus et temporaires, tandis que, dans les simulations effectuées ici, les taxes sur les GES augmentent peu à peu à partir de 2022. La littérature sur les chocs de productivité fournit un référentiel plus pertinent (voir par exemple Galí, 2015). Dans les simulations de ce chapitre,

⁹À titre d'illustration, 1,5 % du PIB des États-Unis équivaut à environ 320 milliards de dollars et correspond à la portion climatique de la Loi sur la réduction de l'inflation adoptée récemment ; les coûts s'échelonnent sur huit ans, à raison de 40 milliards de dollars par an.

¹⁰La région « reste du monde » regroupant différents pays, il n'est pas possible de tirer des conclusions individuelles. Elle englobe la majorité des producteurs de combustibles fossiles et se caractérise par une forte intensité d'énergie, en particulier pétrolière. En chiffres nets, l'impact sur le PIB est surtout notable chez les producteurs de combustibles fossiles, qui sont particulièrement touchés par la transition, car la demande et les investissements associés à ces combustibles s'effondrent (pour un examen plus approfondi, voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* et « Brève présentation de la décarbonation dans différentes régions », dans l'annexe 3.3 en ligne).

¹¹Dans une analogie de l'offre et de la demande, un choc pétrolier représente un déplacement de la courbe de l'offre, tandis qu'une taxe sur les GES est un déplacement le long de cette même courbe.

la taxe sur les GES entraîne une baisse durable de la productivité future. Anticipant une chute des bénéfices et des revenus à venir en raison de la hausse attendue des futurs prix de l'énergie, les agents clairvoyants réduiront leurs investissements et leur consommation en conséquence¹². À court et moyen terme, même si la taxe est encore peu élevée, une demande globale inférieure domine la hausse des coûts de l'énergie, et une banque centrale focalisée sur la stabilisation de l'inflation sous-jacente cherchera à accompagner le choc (au sujet de l'impact sur le taux d'intérêt réel, voir l'annexe 3.3 en ligne et le chapitre 2 de l'édition 2022 du Rapport sur le secteur extérieur (*External Sector Report*))¹³.

Les taxes sur les GES produisent des recettes budgétaires pouvant être utilisées pour 1) aider à accélérer la transition au moyen d'incitations, de subventions et d'investissements publics ; 2) amortir l'impact des taxes sur la production des entreprises et le revenu des ménages ; ou 3) dédommager les ménages à faible revenu au moyen de transferts ciblés. Ces différentes options relèvent de la politique budgétaire, et il appartient à chaque pays de choisir parmi elles en fonction de ses préférences et de sa politique économique¹⁴. Ce qui suit illustre les conséquences de ces choix pour les résultats macroéconomiques. Le graphique 3.3 compare trois stratégies différentes de recyclage interne des recettes de la taxe sur les GES : 1) allègement de la fiscalité du travail à l'origine de distorsions¹⁵, 2) subventionnement de la production par secteur pour compenser l'effet de la taxe et inciter à engager la transition vers des énergies à moindre

¹²L'investissement dans les équipements à forte intensité de carbone chutera, car les entreprises s'adaptent au stock de capital voué à une obsolescence rapide. Les investissements dans les énergies renouvelables et les équipements connexes augmentent, mais pas assez pour compenser le recul des équipements à forte intensité de carbone (voir l'annexe 3.2 en ligne). Les prix de l'énergie augmentent de manière générale. Si les transferts forfaitaires sont importants, la consommation augmente à court terme, mais l'effet est éphémère. À moyen et long terme, elle baisse également en raison de l'effet de la taxe sur le revenu permanent des ménages.

¹³Pour mémoire, l'exposé qui suit ne vise pas à identifier la politique « optimale », c'est-à-dire garantissant le bien-être maximal. L'objectif est de fournir une illustration et des orientations, et non une norme ; le choix de la meilleure politique est laissé aux autorités, en fonction de la situation de chaque pays et de leurs préférences. Au sujet de la meilleure politique à adopter en cas de choc pétrolier, voir Blanchard et Galí (2007) ; Castillo, Montoro et Tuesta (2007) ; Nakov et Pescatori (2010) ; et Natal (2012).

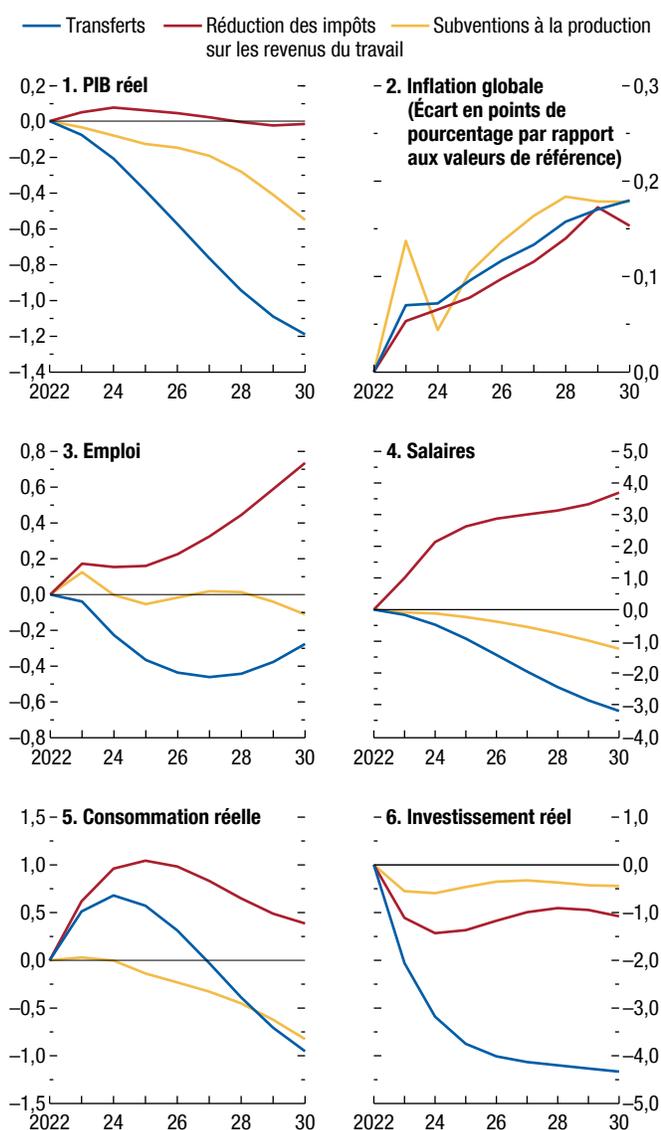
¹⁴Le recyclage des recettes fiscales en transferts forfaitaires est sans incidence sur le budget et ne crée pas de distorsions, empêchant ainsi de confondre les effets de la politique climatique et ceux de la politique budgétaire.

¹⁵L'élasticité de l'offre de main-d'œuvre est de 0,15, soit à un niveau intermédiaire dans la fourchette d'estimations disponible.

Graphique 3.3. Incidences macroéconomiques des différentes possibilités de recyclage aux États-Unis

(Écart en pourcentage par rapport aux valeurs de référence, sauf indication contraire)

Les incidences d'une trajectoire donnée des prix des gaz à effet de serre sur l'économie américaine varient en fonction des possibilités de recyclage des recettes.



Sources : Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; estimations des services du FMI.

Note : résultats fondés sur des élasticités de référence.

intensité de carbone (sorte de « taxation avec remise »), ou 3) simple remise aux ménages des produits de la taxe.

Quelle que soit la stratégie adoptée, la taxe a des effets très similaires sur l'inflation, reflétant la crédibilité supposée de la banque centrale, c'est-à-dire sa capacité à réagir à l'inflation pour éviter le désancrage des anticipations des entreprises et des ménages. Relever la taxe sur

les GES fait augmenter le prix relatif des combustibles fossiles, mais aussi le niveau général des prix, puisque les autres prix évoluent lentement. En l'absence de systèmes d'indexation, l'impact se résume aux effets immédiats de la taxe sur les prix de l'énergie. En revanche, les répercussions sur le marché du travail, la production et l'utilisation de la production diffèrent considérablement en fonction de la stratégie de recyclage appliquée. Si les transferts forfaitaires et l'allègement de la fiscalité du travail stimulent la consommation en transférant davantage de revenus aux ménages, seule la seconde option, en diminuant la désincitation à travailler, a des effets positifs à la fois sur l'emploi et sur la production. En compensant – pour les ménages les plus modestes – le renchérissement de l'énergie, les transferts atténuent les effets régressifs de la taxe sur les GES. Les subventions à la production ont un effet positif sur l'investissement, mais au détriment de la consommation, car elles empêchent de faire bénéficier les ménages de transferts ou de baisses d'impôts.

Programmes de mesures climatiques réalistes et équilibrés à mettre en œuvre pour que les objectifs de Paris restent accessibles

Cette sous-section examine les programmes de mesures climatiques qui peuvent être conçus et mis en œuvre pour garantir la conformité des émissions aux objectifs de l'accord de Paris d'ici 2030 et qui visent simultanément à stimuler au maximum l'emploi, la croissance de la production et l'investissement dans les énergies renouvelables, et à indemniser les ménages à faible revenu. Si les trois programmes de mesures étudiés ont des objectifs différents, tous recherchent un compromis pour que la transition énergétique s'effectue moyennant des coûts modérés en matière de production et d'inflation. Tous les programmes de mesures prévoient une certaine redistribution du revenu à l'aide de transferts, mais combinent des moyens d'action et des stratégies de recyclage différents (voir le tableau 3.1). Le programme n° 1, en utilisant les deux tiers des recettes de la taxe sur les GES pour alléger la fiscalité du travail, vise en priorité à organiser la décarbonation requise sans trop pénaliser la consommation. Des taxes sur les GES relativement plus élevées sont nécessaires pour inciter au report sur des processus de production moins polluants. Enfin, l'investissement recule plus qu'avec les autres programmes de mesures. Le programme n° 3 se concentre sur le soutien à apporter aux entreprises pendant la transition. La transition est donc assez harmonieuse pour ce qui concerne

Tableau 3.1. Trois trains de mesures visant à réduire les émissions de 25 % en 2030

Train de mesures 1	Train de mesures 2	Train de mesures 3
Augmentation progressive des prix des GES de 2023 à 2030	Augmentation progressive des prix des GES de 2023 à 2026	Augmentation progressive des prix des GES de 2023 à 2030
Deux tiers des recettes utilisés pour réduire les impôts sur les revenus du travail	Un tiers des recettes utilisé pour réduire les impôts sur les revenus travail	Recettes issues des GES redistribuées au niveau sectoriel (production d'électricité, industrie manufacturière, services)
Un tiers des recettes transféré aux ménages	Un tiers des recettes transféré aux ménages	Recettes issues des GES liées aux activités des ménages (consommation d'énergie pour le logement et le transport individuel) redistribuées aux ménages sous forme de transferts
	Un tiers des recettes utilisé pour subventionner les secteurs à faibles émissions : <ul style="list-style-type: none"> • Investissements dans les énergies renouvelables • Centrales nucléaires et hydroélectriques • Achats de véhicules électriques 	Réglementation de la part des véhicules électriques

Source : données compilées par les services du FMI.

Note : GES = gaz à effet de serre.

l'investissement, qui chute bien moins qu'avec le programme n° 1. Comme les recettes de la taxe sont intégralement remboursées aux entreprises, les ménages sont les premiers pénalisés par le ralentissement lié à la taxe, et le ratio consommation/investissement baisse. Le programme n° 2 peut être considéré comme une combinaison du programme n° 1 et du programme n° 3, car il complète les mesures destinées à soutenir les ménages pendant la transition avec des subventions aux secteurs faiblement émetteurs (énergies renouvelables, centrales nucléaires et hydroélectriques, achats de véhicules électriques). Les subventions soutiennent l'investissement davantage que dans le programme n° 1. Le recyclage des recettes en subventions s'opère aux dépens de la consommation, puisqu'il réduit les ressources disponibles pour des baisses d'impôts et des transferts. En outre, comme le programme n° 2 comporte des incitations à investir, la réduction d'émissions requise nécessitera peut-être des taxes sur les GES moins élevées, et se traduira donc par une inflation inférieure (pour plus de détails, notamment sur la dimension extérieure, voir l'annexe 3.3 en ligne). Ce scénario montre qu'une stratégie fondée sur des subventions importantes aux technologies à faibles émissions de carbone présente peu de risques inflationnistes.

Les écarts d'un pays et d'une région à l'autre reflètent principalement des valeurs initiales différentes s'agissant de la consommation d'énergie, de la part des combustibles fossiles dans le panier de consommation et des hausses de la taxe sur les GES nécessaires pour atteindre l'objectif de 25 % de décarbonation (graphique 3.4). Les projections d'inflation en Chine l'illustrent parfaitement : comme la consommation directe d'énergie des ménages pèse moins lourd dans l'indice des prix à la consommation (IPC) dans le pays, le relèvement de la taxe sur les

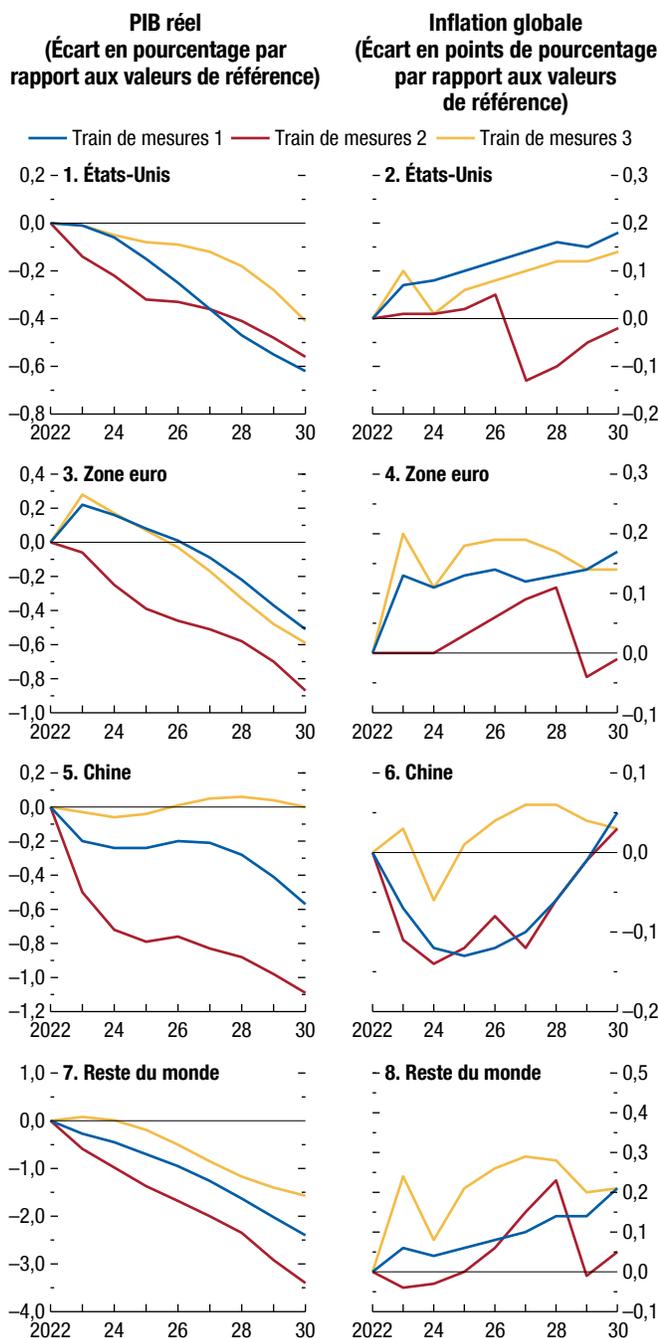
GES a moins d'incidence sur l'IPC que dans les autres régions étudiées dans le cadre de la simulation. De ce fait, l'effet de contraction de la demande produit par la taxe est prépondérant et pèse sur la composante essentielle de l'indice des prix. L'impact sur la croissance est très supérieur dans le reste du monde (catégorie résiduelle où les pays exportateurs de combustibles fossiles et à forte intensité pétrolière dominant), reflétant la transition énergétique rapide que suppose, dans ce chapitre, la réduction homogène des émissions de 25 %. Conformément au principe de l'accord de Paris, selon lequel les efforts de décarbonation doivent être décidés simultanément, mais peuvent être différenciés, l'annexe 3.3 en ligne analyse l'impact mondial sur les émissions, la production et l'inflation quand le reste du monde n'introduit aucune nouvelle mesure¹⁶. En pareil cas, les investissements du reste du monde ne diminuent que dans le secteur des industries extractives et l'impact sur le PIB est discret (voir l'annexe 3.3.3 en ligne).

Toutes les simulations examinées jusqu'ici postulaient des politiques monétaires et climatiques parfaitement crédibles. La section suivante analyse les implications macroéconomiques de la politique climatique quand les mesures annoncées ne sont qu'imparfaitement crédibles.

¹⁶Au sujet des risques de la transition énergétique dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, voir Mirzoev *et al.* (2020). Dans ces pays, la diversification de l'économie est essentielle. Les politiques cherchant à renforcer le secteur non pétrolier grâce à une meilleure réglementation de l'activité des entreprises, un accès élargi au crédit, des réformes du marché du travail et de nouvelles sources de recettes publiques non pétrolières devraient avoir la priorité. Là où la transition implique une chute importante de la demande globale, une relance budgétaire peut être envisagée si la marge de manœuvre budgétaire est suffisante (pour une analyse plus fouillée, voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

Graphique 3.4. Incidences macroéconomiques des trois trains de mesures dans les régions couvertes par la simulation

Les subventions vertes (train de mesures 2) réduisent l'augmentation des prix des gaz à effet de serre requise et se traduisent par une inflation moins élevée avec une même règle de politique monétaire. Les subventions à la production (train de mesures 3) stimulent l'investissement et le PIB avec peu d'incidences sur l'inflation.



Sources : Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; estimations des services du FMI.

Note : résultats fondés sur des élasticités de référence. Train de mesures 1 : un tiers de transferts aux ménages, deux tiers de réductions de l'impôt sur le travail ; train de mesures 2 : un tiers de transferts aux ménages, un tiers de réductions de l'impôt sur les revenus du travail, un tiers de subventions vertes ; train de mesures 3 : subventions à la production et réglementation des transports. Voir le tableau 3.1 pour une description complète des trois trains de mesures.

Crédibilité des politiques : le facteur clé d'une transition réussie

Crédibilité de la politique climatique

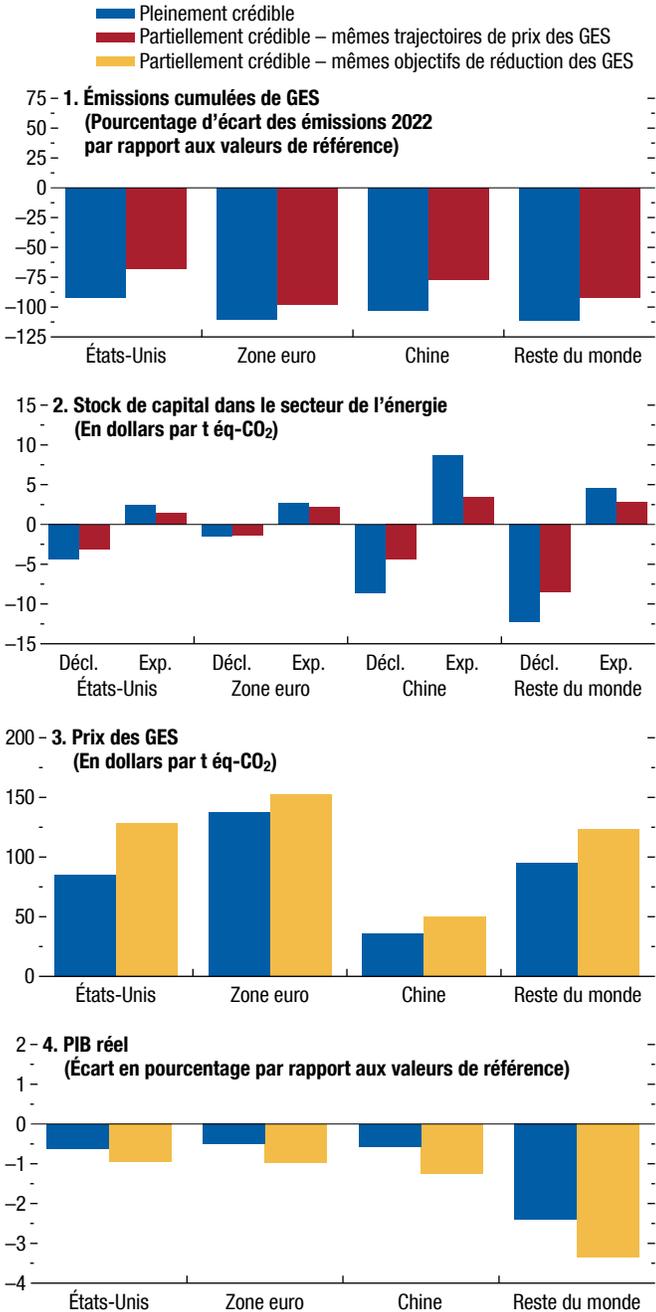
Jusqu'ici, les scénarios présentés sont fondés sur des politiques climatiques gouvernementales parfaitement crédibles : le secteur privé (entreprises et ménages) prend en compte les politiques en cours et à venir, y compris la trajectoire du prix des GES, avant d'arrêter ses décisions. Le programme n° 2, dans lequel des subventions vertes crédibles constituent des incitations efficaces à lancer des investissements verts privés et permettent la réduction nécessaire des émissions moyennant des taxes sur les GES moins élevées que dans le programme n° 1, montre clairement l'importance d'une politique crédible. Cette sous-section illustre l'importance de la crédibilité des politiques climatiques en assouplissant l'hypothèse de la parfaite crédibilité du programme n° 1, avec sa trajectoire d'augmentation progressive de la taxe sur les GES. L'hypothèse est que la politique climatique ne convainc que progressivement (crédibilité partielle) : pour être plus précis, chaque relèvement de la taxe est censé être durable, mais les futures hausses arrivent par surprise et n'influent donc pas sur les décisions des ménages et des entreprises.

Pour des trajectoires de prix des GES données, une crédibilité partielle ralentit la réduction des émissions par rapport au scénario d'une politique parfaitement crédible (la réduction cumulée des émissions d'ici 2030, exprimée en pourcentage des émissions de 2022, est environ 20 % moins importante quand la crédibilité est partielle que lorsqu'elle est parfaite ; voir le graphique 3.5), car l'investissement dans les équipements à forte intensité d'émissions diminue moins vite. La principale explication est que l'investissement dans le secteur de l'électricité s'adapte. Quand la politique climatique est parfaitement crédible, l'anticipation de nouveaux relèvements du prix des GES, qui amputeront la rentabilité future, accélère le déplacement du capital des équipements à forte intensité d'émissions (comme les centrales au charbon) vers d'autres solutions peu polluantes.

Une politique climatique qui n'est que partiellement crédible nécessite des taxes sur les GES plus élevées pour atteindre le même objectif de décarbonation, avec des pertes de PIB plus substantielles d'ici la fin de la décennie (aux États-Unis, dans la zone euro et en Chine, le PIB recule de 1,0, 1,0 et 1,2 %, respectivement, au lieu de 0,6, 0,5 et 0,6 %).

Graphique 3.5. Incidences en 2030 de politiques d'atténuation totalement et partiellement crédibles

Les politiques moins crédibles n'atteignent pas l'objectif de réduction des émissions de GES lorsqu'elles atteignent les trajectoires de prix des GES, en raison de changements insuffisants dans la structure du capital, ou bien elles nécessitent des augmentations de prix des GES plus importantes pour atteindre les objectifs de réduction des GES, moyennant un coût macroéconomique plus élevé.



Sources : Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; estimations des services du FMI.
 Note : résultats fondés sur le train de mesures 1 avec élasticité de référence.
 Décl. = secteur énergétique en déclin : extraction de combustibles fossiles et centrales à charbon ; Exp. = secteurs en expansion : énergies renouvelables, nucléaire, hydroélectricité et production à partir de gaz fossile, réseau électrique.
 Voir le tableau 3.1 pour une description complète des trois trains de mesures.
 GES = gaz à effet de serre ; t éq-CO₂ = tonne équivalent dioxyde de carbone.

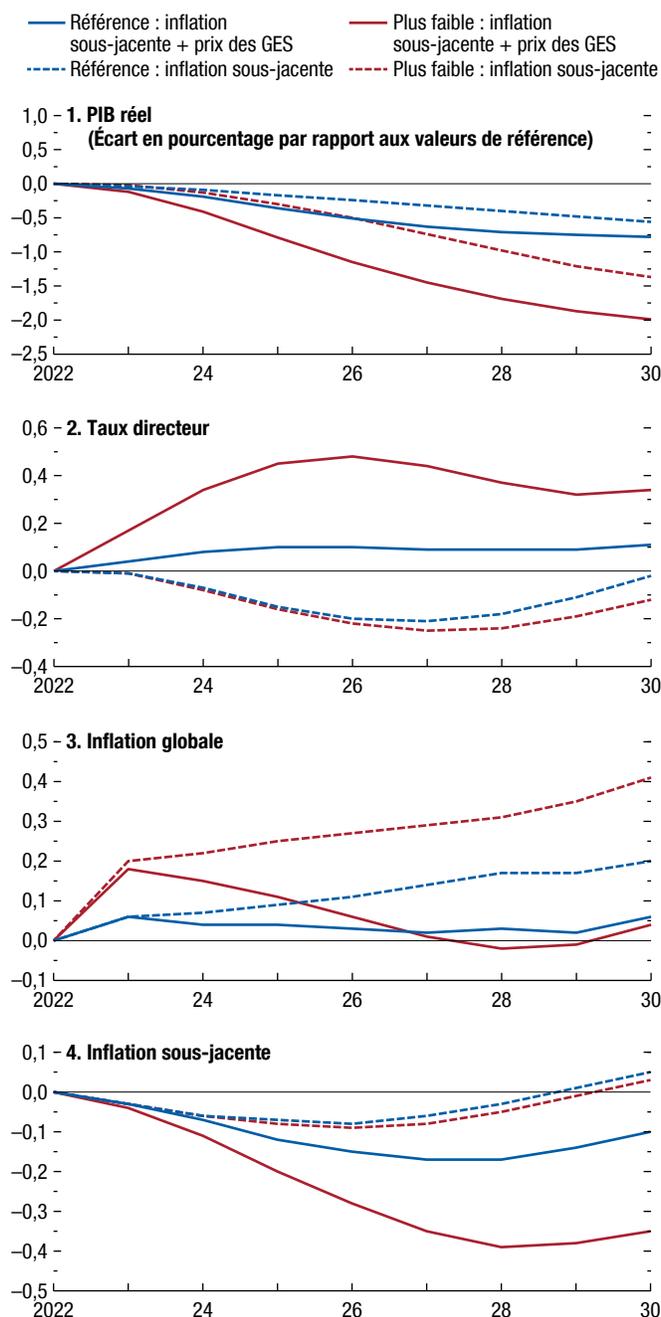
Crédibilité de la politique monétaire

En raison du niveau actuellement élevé de l'inflation, certains redoutent que la politique climatique aboutisse à des arbitrages difficiles entre production et inflation, complique la tâche des banques centrales et puisse entretenir des spirales salaires-prix. Cette sous-section montre que tant que les banques centrales paraîtront capables de lutter contre l'inflation, le coût des arbitrages liés aux politiques climatiques examinées dans ce chapitre sera assez faible. En effet, si elles sont mises en œuvre de façon progressive, ces politiques devraient être plus faciles à gérer par les banques centrales que les chocs sur l'offre, au cours desquels les prix de l'énergie augmentent brusquement et représentent un défi immédiat pour les autorités monétaires. Si les banques centrales perdent leur crédibilité, en revanche, la difficulté des arbitrages en sera amplifiée, ce qui souligne l'importance de la crédibilité des politiques monétaires. Il en va de même pour la politique climatique. Si la politique monétaire n'est pas crédible, n'importe quel choc dû à la poussée des coûts se soldera par des arbitrages plus délicats (Woodford, 2003 ; Galí, 2015). Quand la crédibilité de la politique monétaire empêche le désancrage des anticipations d'inflation, un programme de mesures climatiques mis en œuvre de manière progressive n'entraînera pas d'arbitrage production-inflation significatif (pour les résultats du programme n° 1, voir le graphique 3.6). Une comparaison de l'impact sur la production et l'inflation d'une taxe sur les GES plus élevée dans deux scénarios monétaires différents ne révèle aucune différence notable entre le ciblage de l'inflation sous-jacente (qui exclut les produits énergétiques) et une version modifiée dans laquelle le ciblage intègre l'évolution du prix des GES (mesure de l'inflation sous-jacente incluant ce prix). Le ciblage de l'inflation sous-jacente se traduira par une inflation globale légèrement supérieure en raison de l'incidence directe de la taxe sur les composantes de l'IPC qui ne sont pas prises dans cet indice, tandis que le ciblage de la version modifiée de l'inflation sous-jacente (incluant le prix des GES) aura un coût supérieur en pertes de production, mais ramènera l'inflation globale dans sa cible. (Ces pertes de production sont nécessaires afin de faire suffisamment baisser les coûts marginaux et l'inflation sous-jacente pour compenser l'impact de la taxe sur les prix de l'alimentation et de l'énergie.) Les ordres de grandeur demeurent relativement comparables. Pour l'essentiel, le ciblage de l'inflation sous-jacente incluant le prix des GES permet de maintenir l'inflation globale proche de la cible en l'absence de chocs sur les composantes non mesurées selon cet indice d'inflation.

Graphique 3.6. Incidences macroéconomiques de différentes cibles de politique monétaire aux États-Unis

(Écart en pourcentage par rapport aux valeurs de référence, sauf indication contraire)

L'inclusion des effets du prix des GES sur l'indice des prix à la consommation entraîne peu d'incidences sur le plan macroéconomique tant que la crédibilité de la politique monétaire empêche tout désancrage des anticipations d'inflation.



Sources : Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; estimations des services du FMI.

Note : Résultats fondés sur le train de mesures 1 avec les références et les faibles élasticités décrites dans le tableau 3.1.1 de l'annexe. Voir le tableau 3.1 pour une description complète des trois trains de mesures. GES = gaz à effet de serre.

Évidemment, le résultat dépend pour beaucoup de la facilité avec laquelle s'effectuera la transition entre les combustibles fossiles et les énergies renouvelables pour la production d'électricité. Des frictions plus importantes que prévu dans le calibrage de référence impliqueraient que, pour atteindre les objectifs de décarbonation, les gouvernements aient à relever les taxes sur les GES largement plus et bien plus vite (que dans l'hypothèse d'élasticité de référence), ce qui aurait des répercussions sur la croissance et l'inflation. Le graphique 3.6 illustre ces différences. Par exemple, avec le second calibrage (élasticité plus faible) et le ciblage de l'inflation sous-jacente, mais incluant le prix des GES, d'ici 2030, le PIB serait inférieur d'environ 1¼ % à celui du calibrage de référence.

Dans le contexte actuel de forte inflation, si la politique monétaire devait perdre en crédibilité, les salaires commenceraient à s'indexer sur les niveaux d'inflation passés. Le processus inflationniste deviendrait alors plus inertiel, avec à la clé une inflation plus dépendante de ses niveaux passés et moins ancrée à la cible. Dans un tel environnement, introduire des politiques climatiques comme celles du programme n° 1 pourrait engendrer des effets secondaires et compliquer les arbitrages production–inflation. Le graphique 3.7 montre que, dans un tel cas, stabiliser la version modifiée de l'inflation sous-jacente (incluant le prix des GES) entraînerait des coûts significativement plus élevés en matière de production, tandis que la stabilisation de la production pourrait enclencher une spirale salaires–prix, car la banque centrale stimule suffisamment l'économie pour maîtriser la demande de travail et les salaires réels, ce qui, par un effet de rétroaction, pèse à la hausse sur les salaires nominaux et les prix.

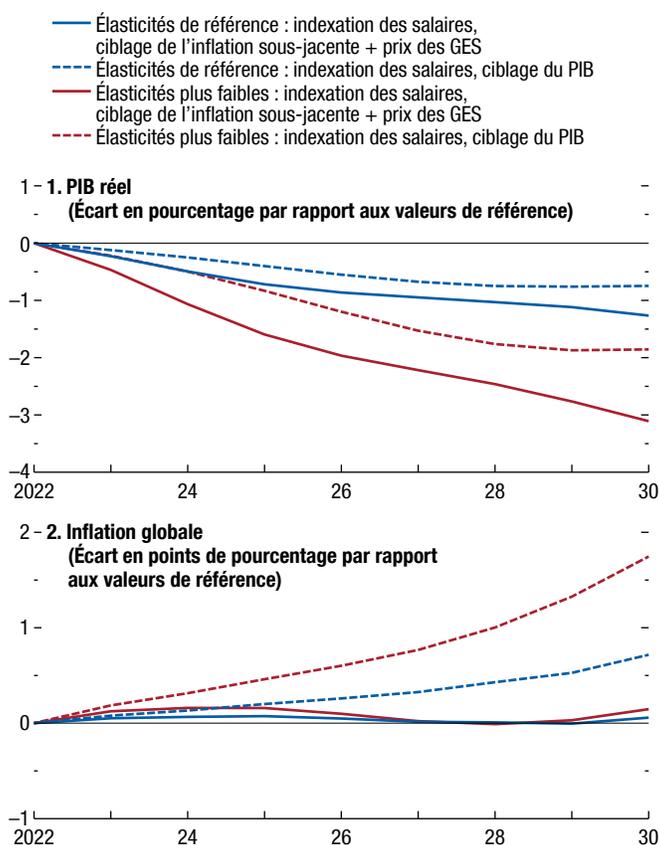
Les anticipations inflationnistes sont restées globalement ancrées dans une majorité de pays et, en particulier, chez les gros émetteurs de carbone qui nous intéressent dans ce chapitre (voir les chapitres 1 et 2). Dans les pays où les banques centrales pourraient être moins crédibles, d'autres programmes de mesures ayant un impact bien moindre sur les prix (le programme n° 2, par exemple) pourraient avoir la préférence quand les inquiétudes concernant l'ancrage des anticipations inflationnistes sont justifiées¹⁷.

Bien que cet exercice ait principalement pour vocation d'illustrer le propos, la mise en lumière des arbitrages pénibles susceptibles de résulter du manque de crédibilité de

¹⁷En pareil cas, les politiques entraînant une répercussion moindre sur l'inflation globale peuvent être préférées, par exemple celles qui combinent une tarification des GES avec des subventions aux technologies peu polluantes dans les secteurs de l'électricité ou des transports.

Graphique 3.7. Incidences macroéconomiques de différentes cibles de politique monétaire dans un contexte d'indexation des salaires

L'indexation des salaires complique l'arbitrage entre production et inflation.



Sources : Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; estimations des services du FMI.

Note : Résultats fondés sur le train de mesures 1. Voir le tableau 3.1 pour une description complète des trois trains de mesures. Les plages représentent différentes courbes de Phillips pour les salaires et les prix. Les valeurs de référence et les élasticités plus faibles sont décrites dans le tableau 3.1.1 de l'annexe. GES = gaz à effet de serre.

la banque centrale pourrait amener à s'interroger sur l'opportunité d'attendre, comme certains l'ont proposé, que l'inflation soit sous contrôle avant de mettre en œuvre les politiques climatiques requises. Il ressort de la section suivante qu'attendre ne ferait que compliquer la transition.

Coûts de la transition en cas de nouveaux reports des mesures

Comme noté plus haut dans ce chapitre, le déploiement immédiat de programmes de mesures climatiques introduites progressivement n'aurait que des conséquences très limitées sur le plan de l'inflation, pour peu que les banques centrales restent crédibles. Dans la

conjoncture actuelle, toutefois, l'une des principales préoccupations réside dans le risque de voir ces programmes de mesures climatiques désancrer les anticipations inflationnistes en faisant surgir le spectre de futures tensions inflationnistes liées au prix des GES, dans un contexte d'inflation déjà élevée. Cette section cherche à déterminer s'il serait envisageable de reporter de quelques années l'action climatique qui s'impose, jusqu'à ce que l'inflation ait été maîtrisée.

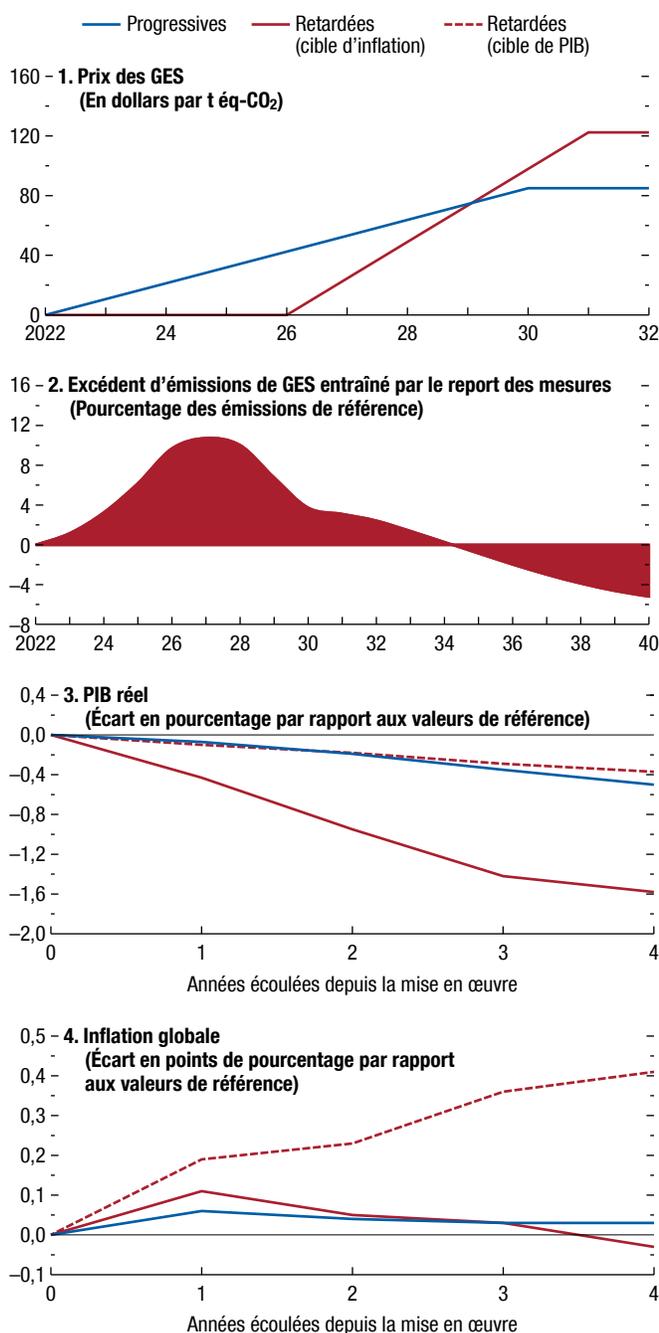
Pour évaluer cette possibilité, le programme n° 1, qui débute en 2023, est comparé avec un programme d'atténuation plus tardif, démarrant en 2027, mais toujours compatible avec l'objectif de l'accord de Paris, puisqu'il aboutit à long terme à la même réduction cumulée des émissions. Les résultats sont indiqués uniquement pour les États-Unis ; l'annexe 3.4 en ligne présente les résultats des autres régions. Le programme tardif se compose de la même manière que le programme n° 1, si ce n'est qu'il est introduit plus vite et que la taxe sur les GES est plus élevée pendant quelques années, car une baisse plus rapide des émissions est nécessaire pour compenser la non-atténuation des émissions accumulées entre 2023 et 2026. Les deux programmes postulent que la politique monétaire est crédible.

Le rythme accéléré auquel la transition doit s'effectuer si elle est différée complique l'arbitrage production-inflation (graphique 3.8). Premièrement, des majorations annuelles plus importantes de la taxe sur les GES accentueront directement les hausses de l'inflation globale. Deuxièmement, une période de transition plus brève s'accompagne d'un recul rapide de l'utilisation du capital pour la production de combustibles fossiles, entraînant des coûts importants pour les entreprises et grevant leur rentabilité. Cela s'ajoute au recul des investissements dans toutes les entreprises cherchant à se débarrasser d'éventuels équipements qui produisent beaucoup d'émissions. Si la politique monétaire cible la production (déclinant au même rythme que dans le scénario progressif), l'inflation globale augmente bien plus qu'avec le programme n° 1 (ligne rouge en pointillés) ; si elle cible la version modifiée de l'inflation sous-jacente (englobant le prix des GES), la production chute beaucoup plus vite (ligne rouge pleine).

Par conséquent, si l'objectif est d'éviter que des taxes sur les GES plus élevées ne finissent par menacer la crédibilité des banques centrales, donnant lieu à des arbitrages production-inflation plus coûteux, reporter l'application de mesures climatiques ne paraît pas une solution raisonnable. Une approche de la politique monétaire axée sur la *gestion des risques* suggérerait plutôt de commencer à instaurer immédiatement les taxes nécessaires sur les GES

Graphique 3.8. Mesures de réduction des émissions de GES progressives et retardées aux États-Unis

Le report des mesures de réduction des émissions complique considérablement l'arbitrage entre production et inflation.



Sources : Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique ; estimations des services du FMI.

Note : Résultats fondés sur le train de mesures 1 avec élasticité de référence. La politique monétaire cible l'inflation sous-jacente + le prix des GES dans les scénarios « Progressives » et « Retardées » (cible d'inflation). Dans le scénario « Retardées (cible de PIB) », elle cible le même PIB que dans le scénario « Progressives ». GES = gaz à effet de serre ; t éq-CO₂ = tonne équivalent dioxyde de carbone.

et de contrer leurs effets sur l'inflation globale. Cette méthode (ligne bleue pleine du graphique 3.6) réduirait au maximum le risque de voir le surcroît d'inflation globale affaiblir la crédibilité des banques centrales et conduire à une indexation généralisée des salaires et à une inertie accrue de l'inflation.

La comparaison de cette approche et de l'autre, consistant à reporter la mise en œuvre des politiques climatiques après 2026, montre clairement que la seconde est plus coûteuse, tant en matière d'inflation que de production. Continuer à procrastiner oblige à effectuer une transition encore plus précipitée, pendant laquelle l'inflation n'est contenue qu'au prix de coûts considérables en matière de PIB réel.

Conclusions et conséquences pour l'action des pouvoirs publics

Après des décennies de procrastination au sujet des politiques climatiques, il est urgent d'agir tout de suite. Pour que l'objectif de l'accord de Paris reste accessible, les émissions de GES doivent diminuer d'ici 2030 de 25 % par rapport aux niveaux actuels. Y parvenir exigerait un effort mondial sans précédent et une sérieuse accélération des progrès de la décennie passée. Les préoccupations croissantes concernant l'indépendance énergétique sont l'occasion de stimuler la transition dans le secteur de l'énergie.

Le coût de tels efforts pourrait largement dépendre de la vitesse de décarbonation de la production électrique. Plus la transition vers une électricité propre sera difficile, plus il faudra augmenter la taxe sur les GES pour inciter à déployer des efforts plus importants dans d'autres secteurs, et plus les coûts macroéconomiques (en matière de croissance et d'inflation) seront élevés. D'après les différents calibrages des élasticités de substitution des combustibles fossiles, le PIB mondial pourrait être inférieur de 0,9 à 2,0 % à la valeur de référence d'ici 2030, ce qui équivaudrait à un ralentissement de 0,15 à 0,25 point de pourcentage de la croissance annuelle. L'inflation pourrait augmenter de 0,1 à 0,4 point de pourcentage par rapport au niveau de référence. Des variations considérables d'une région à l'autre sont probables, les effets les plus marqués se concentrant chez les pays exportateurs de combustibles fossiles.

Sans être négligeables, ces coûts sont gérables et éclipsés par les innombrables bénéfices à long terme (en matière de production, de stabilité financière, de santé) qui sont associés à l'arrêt du changement climatique (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie*

mondiale ; GIEC, 2022) et rigoureusement attestés par les climatologues. Néanmoins, le prix du chemin à parcourir pour atteindre l'objectif de Paris pourrait être plus élevé si certaines conditions ne sont pas réunies. En premier lieu, les politiques climatiques nécessaires doivent être mises en œuvre immédiatement. De nouveaux atterrissements rendront encore plus délicats les arbitrages production–inflation auxquels les banques centrales pourraient faire face. Un démarrage sans délai permettra de procéder graduellement : les taxes sur les GES peuvent être augmentées par petits paliers et de façon prévisible, influençant les anticipations et les comportements privés, et limitant les tensions inflationnistes. Deuxièmement, la nouvelle politique climatique doit impérativement être crédible. Des politiques climatiques crédibles incitent à investir et à faire de la recherche–développement dans le secteur des technologies neutres en carbone, et aident à accélérer la transformation des modèles de consommation au profit de solutions à faibles émissions de carbone. L'expérience de divers pays montre que rembourser les recettes fiscales aux ménages à faible revenu (forcément les plus pénalisés par la nouvelle tarification du carbone) favorise l'acceptation de la taxe et renforce la crédibilité de ces politiques. Troisièmement, la crédibilité de la politique monétaire est complémentaire de celle de la politique climatique et essentielle pour garantir des arbitrages production–inflation à moindre coût. Si la capacité des banques centrales à stabiliser les prix est mise en doute, on pourrait assister à une indexation plus généralisée des salaires et à une inertie accrue de l'inflation, ce qui rendrait les arbitrages encore plus difficiles et la stabilisation

future encore plus coûteuse. Les inquiétudes suscitées par le niveau actuellement élevé de l'inflation ne sauraient justifier le report des mesures qui s'imposent.

S'il est encore temps d'éviter les dommages climatiques les plus catastrophiques, pour que la hausse des températures reste largement inférieure à 2 °C moyennant des coûts raisonnables, une action immédiate, crédible, transparente et ambitieuse est nécessaire. Les GES se moquant des frontières, il faut agir à l'échelle mondiale pour atteindre cet objectif. L'accentuation des tensions géopolitiques en lien avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la détérioration récente des relations entre la Chine et les États-Unis ont mis en péril la coopération mondiale en faveur des objectifs climatiques. Si des normes internationales différentes étaient émises, des ajustements de la taxe carbone aux frontières pourraient contribuer à empêcher les fuites excessives et accélérer la convergence des fiscalités et des réglementations vers la norme mondiale la plus exigeante. Une coordination internationale en matière de taxation des GES permettrait aussi une décarbonation plus rapide (certaines « cibles faciles » ont pu être atteintes dans de nombreux pays n'ayant toujours pas commencé à décarboner leurs systèmes). Comblant les lacunes en matière de données, améliorer les normes de déclaration et élargir l'accès aux financements pour le climat dans les pays émergents et les pays en développement font partie des domaines où la coopération pourrait être productive (édition d'octobre 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*), chapitre 2 ; Ferreira *et al.*, 2021).

Encadré 3.1. Implications à court terme de la tarification du carbone : passage en revue des études consacrées au sujet

La plupart des études empiriques arrivent à la conclusion que les programmes de tarification du carbone mis en œuvre à ce jour ont permis, malgré leur ampleur modérée, de réduire les émissions de façon considérable. Au cours des deux dernières décennies, un certain nombre de pays ont déployé des programmes de ce type, avec des taux et des périmètres de taxe sur le carbone plus ou moins importants (graphique 3.1.1). Les analyses empiriques laissent apparaître qu'en dépit du bas niveau des prix du carbone, les marchés d'échange de quotas d'émissions et les taxes sur le carbone ont entraîné des réductions notables des émissions. Par exemple, le Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQUE-UE)¹ a permis de réduire les émissions de l'ensemble de l'Union européenne de 3,8 % entre 2008 et 2016. Pourtant, le marché ne portait que sur 50 % des émissions de carbone de l'Union européenne, et le prix de la tonne n'a pas dépassé la barre des 20 euros avant 2018 (Bayer et Aklin, 2020). Les sites industriels couverts par le SEQUE-UE ont réduit leurs émissions de près de 15–20 % en France (Wagner *et al.*, 2014) et en Allemagne (Petrick et Wagner, 2014). Par ailleurs, un marché des émissions introduit dans les États du Nord-Est des États-Unis et ciblant les émissions du secteur de l'électricité a contribué à plus de la moitié des réductions d'émissions réalisées dans le secteur² à la fin des années 2000 et au début des années 2010 (Murray et Maniloff, 2015), malgré un prix de seulement 2–3 dollars la tonne en moyenne au cours de cette période.

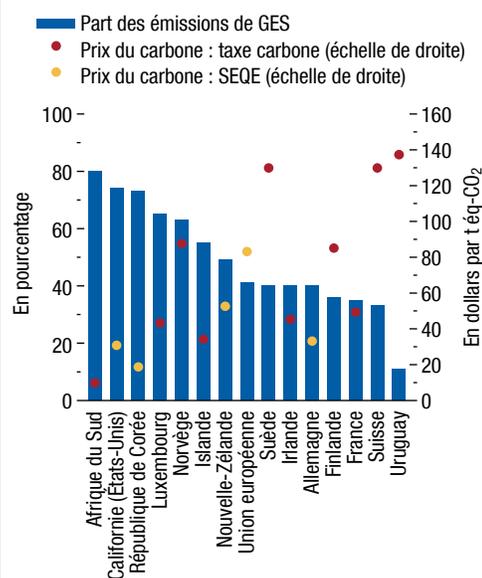
Les incidences macroéconomiques de la tarification du carbone restent toutefois imperceptibles, même si les effets sont plus tangibles au niveau sectoriel. Des études empiriques d'ordre macroéconomique ont récemment évalué les répercussions des taxes sur le carbone sur le PIB à l'aide de régressions sur données de panel de plusieurs pays, et elles n'ont mis en évidence aucun élément attestant que les taxes sur le carbone ont entraîné des réductions de l'activité. Metcalf et Stock (2020) et Konradt et Weder di Mauro (2022) s'intéressent à la réaction de

Les auteurs de cet encadré sont Mehdi Benatiya Andaloussi et Augustus J. Panton.

¹Le SEQUE est le dispositif phare de la politique climatique de l'Union européenne. En 2005, il a conduit à la mise en place d'un marché du carbone dans toute l'Europe, qui rassemble à ce jour 11 400 sites industriels dans 31 pays réglementés.

²Dans les États participant au marché des émissions, les émissions du secteur de l'électricité ont chuté de près de 25 % entre 2000 et 2011.

Graphique 3.1.1. Tarification du carbone en 2022 dans plusieurs pays



Sources : Partenariat international d'action sur le carbone (ICAP) ; Banque mondiale (2022) ; calculs des services du FMI. Note : GES = gaz à effet de serre ; SEQUE = système d'échange de quotas d'émission ; t éq-CO₂ = tonne équivalent dioxyde de carbone.

l'économie à l'évolution de la taxe sur le carbone dans les pays de l'Union européenne, en neutralisant les changements antérieurs liés à la fiscalité ou à la croissance du PIB. Ils soulignent les effets négligeables à court terme des mesures d'atténuation sur la production et l'inflation. Cela pourrait en partie tenir au fait que ces pays ont pu réduire leurs émissions en investissant dans des technologies de réduction, en orientant la production et la demande vers des technologies plus propres, et en réalisant des gains d'efficacité énergétique.

Il apparaît plus facile de déterminer l'effet de la tarification du carbone sur l'activité à l'aide de données microéconomiques. Plusieurs études ont montré que le SEQUE-UE a conduit des entreprises à réduire l'intensité de carbone de leur production à l'aide d'améliorations apportées à leur efficacité énergétique. Au Royaume-Uni, une taxe sur l'énergie s'est traduite par une réduction de la consommation d'énergie de 23 % dans les sites industriels ciblés, qui sont parvenus à diminuer leurs émissions sans porter préjudice à la production, à l'emploi ou à la productivité (Martin, de Preux et Wagner, 2014).

Encadré 3.1 (suite)

D'autre part, il s'avère que la tarification du carbone affecte les secteurs différemment, en fonction de leur intensité de carbone. Par exemple, une analyse des données sectorielles laisse apparaître que la taxation du carbone mise en œuvre en Colombie-Britannique (Canada) a entraîné une baisse de l'emploi dans les secteurs caractérisés par une forte intensité de carbone et d'échanges commerciaux (Yamazaki, 2017). Des études montrent également que la loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique (*Clean Air Act*³) adoptée aux États-Unis en 1970 a eu des incidences négatives à moyen terme sur l'emploi dans les secteurs très polluants, qui a chuté de 15 % au cours des 10 années qui ont suivi le resserrement réglementaire déployé dans les années 90 (Walker, 2011).

Il existe des limites quant aux enseignements à tirer des expériences passées pour projeter les répercussions macroéconomiques futures de la tarification du carbone. Premièrement, les données empiriques disponibles se rapportent à des mesures à l'échelle et la portée bien moins importantes que celles requises pour atteindre une trajectoire compatible avec la réalisation des objectifs de l'accord de Paris. Deuxièmement, les répercussions de la tarification du carbone sur la production et l'inflation varieront selon la conception des politiques climatiques et des autres mesures connexes. Les politiques climatiques agissent par tellement de canaux qu'il est difficile de ventiler leurs effets (par exemple sur la production et l'inflation) de façon empirique. Les études reconnaissent depuis longtemps cette limitation. De nombreux modèles d'équilibre général à grande échelle ont été utilisés pour analyser l'effet des mesures d'atténuation des gaz à effet de serre sur les émissions et l'activité économique. Les études de modélisation laissent apparaître que des politiques climatiques comparables à celles nécessaires pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris ont des effets néfastes modérés sur la production. Il convient de noter que ces coûts pour la production ne pèsent pas lourd face aux risques macroéconomiques associés aux dégâts climatiques catastrophiques que ces mesures visent à éviter. Les modèles caractérisés par une faible élasticité de substitution entre les technologies à forte intensité de carbone et les technologies à production d'énergie verte (NGFS, 2022) et des coûts d'ajustement du capital élevés (McKibbin et Wilcoxon, 2013), par des subventions publiques restreintes pour le développement des technologies vertes (Acemoglu *et al.*, 2012), et par une difficulté à développer la fourniture d'énergies vertes (Agence

³Le *Clean Air Act* réglemente les émissions de polluants atmosphériques à l'échelle locale aux États-Unis.

internationale de l'énergie, 2021) font généralement apparaître des coûts de production plus élevés. La conception des politiques climatiques a aussi son importance. Par exemple, le recyclage des recettes issues de la taxe sur le carbone en transferts forfaitaires en faveur des ménages contribue à soutenir la consommation (Williams *et al.*, 2015 ; Goulder *et al.*, 2019), et l'utilisation des recettes pour réduire les impôts ayant des effets de distorsion, notamment les impôts sur les revenus du travail, stimule la croissance et l'investissement (Chiroleu-Assouline et Fodha, 2014 ; Caron *et al.*, 2018 ; McFarland *et al.*, 2018 ; Böhringer *et al.*, 2021).

Goulder et Hafstead (2018) comparent, pour les États-Unis, les coûts pour la production d'une taxe sur le carbone appliquée à l'ensemble de l'économie d'un niveau initial de 25 dollars la tonne en 2020 (et augmentant de 5 % par an jusqu'en 2050) à l'aide de six modèles couramment utilisés, sous trois stratégies de recyclage des recettes (voir tableau 3.1.1). Avec ce scénario, le prix du carbone atteindrait près de 38 dollars la tonne en 2030, soit environ la moitié de la taxe de 75 dollars la tonne estimée dans ce chapitre pour les pays avancés⁴. Dans un scénario de recyclage reposant sur des transferts forfaitaires, la moyenne des modèles aboutit à un coût de 1,2 % du PIB en 2030 aux États-Unis, soit un niveau similaire aux résultats obtenus avec le Modèle macroéconomique mondial pour la transition énergétique (MMMTE) dans les pays avancés. Avec une réduction des impôts sur les revenus du travail, la moyenne des modèles aboutit à une perte de PIB de 0,6 % en 2030, alors que le MMMTE calcule une perte de production pratiquement nulle à cet horizon-là, grâce à une augmentation de l'offre de main-d'œuvre.

L'application de trains de mesures complets et d'approches coordonnées pour faire avancer la transition verte peut contribuer à réduire les coûts à court terme pour la production. En complétant les taxes sur le carbone par des investissements publics verts, les autorités peuvent stimuler la demande globale à court terme et réduire les goulets d'étranglement de l'approvisionnement énergétique (édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3 ; Pahle *et al.*, 2022). Une action coordonnée à l'échelle mondiale au moyen, par exemple, d'une convention internationale sur le prix plancher du carbone adaptant les obligations de réduction des émissions en fonction

⁴En supposant une approximation linéaire, les résultats du tableau 3.1.1 pourraient être multipliés par deux pour obtenir l'incidence de la taxe sur le carbone, qui est deux fois plus élevée que dans l'expérience menée dans le cadre de l'étude.

Encadré 3.1 (fin)

Tableau 3.1.1. Comparaison des variations du PIB calculées selon différents modèles
(Écart en pourcentage par rapport aux valeurs de référence)

Modèle	2030		
	Dégrèvements forfaitaires	Réductions des impôts sur le revenu du travail	Réductions des impôts sur le revenu du capital
E3	-0,8	-0,7	-0,6
DIEM	-0,4	-0,2	0,8
IGEM	-0,8	0,2	0,5
NewERA	-0,5	-0,4	0,2
RTI-ADAGE	-0,8	-0,6	0,9
ReEDS-USREP	-0,3	-0,1	0,0
Moyenne des modèles	-0,6	-0,3	0,3

Source : Goulder et Hafstead (2018).

Note : DIEM = Dynamic Integrated Evaluation Model (modèle d'évaluation intégrée dynamique) ; E3 = modèle Environment-Energy-Economy de Goulder-Hafstead ; IGEM = Intertemporal General Equilibrium Model (modèle d'équilibre général intertemporel) ; NewERA = modèle de National Economic Research Associates Economic Consulting ; RTI-ADAGE = Applied Dynamic Analysis of the Global Economy (analyse dynamique appliquée de l'économie mondiale) ; ReEDS-USREP = modèle Region Energy Deployment System (système de déploiement régional de l'énergie)-modèle US Regional Energy Policy (politique énergétique régionale des États-Unis).

du niveau de développement des pays répondrait aux préoccupations qui découleraient d'une action unilatérale ou non coordonnée, concernant les fuites de carbone et les incidences sur la compétitivité des secteurs à forte intensité énergétique et tributaires du commerce (Parry, Black

et Roaf, 2021 ; Chateau, Jaumotte et Schwerhoff, 2022b). Enfin, la façon dont les banques centrales réagissent au choc sur l'offre lié aux politiques climatiques peut influencer sur l'ampleur des effets sur la production et l'inflation (McKibbin *et al.*, 2020).

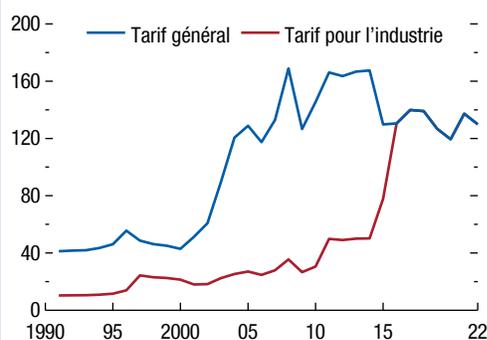
Encadré 3.2. Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay

Cet encadré examine l'économie politique liée à l'introduction de la tarification du carbone dans des pays aux profils très différents : un pays avancé et deux pays émergents. La longue expérience de la Suède montre qu'avec une conception judicieuse des politiques climatiques qui prévoit de la *progressivité*, de fortes *incitations redistributives* et un *cadre transparent et fondé sur des règles*, il est possible de mettre en place une stratégie d'atténuation crédible faisant intervenir la tarification du carbone (Nemet *et al.*, 2017). Plus récemment, l'Afrique du Sud, pays fortement dépendant des combustibles fossiles, et l'Uruguay se sont lancés dans la décarbonation en recourant à des stratégies similaires. Il convient de souligner que, quels que soient les pays, les politiques d'atténuation du changement climatique ne porteront leurs fruits que si elles sont jugées crédibles. De brusques changements de cap par rapport aux mesures précédemment annoncées, comme ce fut le cas avec l'abolition de la taxe sur le carbone en Australie en 2014, sapent la crédibilité des pouvoirs publics. En outre, des mesures progressives et favorables à la redistribution sont plus susceptibles de surmonter la résistance de l'opinion politique (le mouvement des Gilets jaunes en France en est un contre-exemple).

La *Suède* est devenue, en 1991, l'un des premiers pays au monde à instaurer une taxe sur le carbone (Andersson, 2019 ; Jonsson, Ydstedt et Asen, 2020). Le système fiscal suédois comportait déjà des taxes environnementales avant la taxe sur le carbone, mais l'amélioration de l'adhésion de l'opinion à cette dernière nécessitait une mise en œuvre *progressive* et l'utilisation d'*incitations redistributives*, notamment des exonérations. D'un taux peu élevé au moment de son introduction, la taxe sur le carbone de la Suède a augmenté pour atteindre 130 dollars la tonne (en 2022, appliquée à 40 % du total des émissions), ce qui a laissé le temps à la société de s'y adapter et a ainsi réduit au minimum les répercussions économiques globales (graphique 3.2.1). La mise en place d'exonérations, pour répondre aux préoccupations liées à la fuite de carbone et à la compétitivité à l'échelle internationale, a également renforcé le soutien à la taxe en rendant la fiscalité appliquée au carbone plus *robuste à la résistance de secteurs défendant des intérêts différents*. Ainsi, dans sa phase initiale, le régime de la taxe sur le carbone prévoyait deux niveaux : certains secteurs à forte intensité de carbone et tributaires des échanges

L'auteur de cet encadré est Augustus J. Pantone.

Graphique 3.2.1. Prix du carbone en Suède
(En dollars par t éq-CO₂)



Source : Banque mondiale (2022).

Note : t éq-CO₂ = tonne équivalent dioxyde de carbone.

commerciaux étaient entièrement exonérés (par exemple la sidérurgie), tandis que d'autres étaient assujettis à un taux représentant seulement 25 % du taux général de la taxe (par exemple l'exploitation minière, l'agriculture) (graphique 3.2.1). La plupart des exonérations ont finalement été supprimées en 2019. S'ils n'ont pas directement réaffecté les recettes issues de la taxe sur le carbone dans le budget du pays, les pouvoirs publics suédois ont accompagné l'instauration de cette taxe de baisses des impôts sur le revenu du travail. Dans les faits, les recettes ont donc été recyclées, ce qui a contribué à améliorer l'efficacité de la mesure.

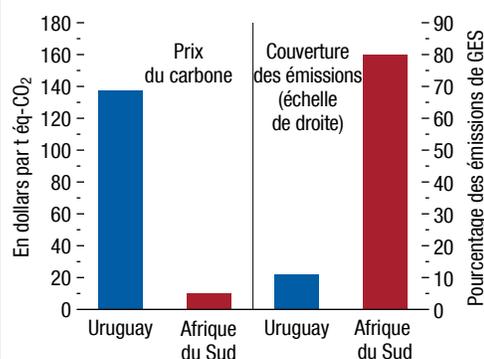
Au fil des années, la Suède a renforcé la crédibilité de sa politique climatique en définissant clairement un objectif d'atténuation à la fois *fondé sur des règles et transparent*, comme l'énonce la loi sur le climat 2018 du Riksdag, le parlement suédois. L'objectif du pays d'atteindre zéro émission nette d'ici 2045 s'accompagne de jalons intermédiaires fondés sur des règles (par exemple réduire d'ici 2030 les émissions de 63 % par rapport à leur niveau de 1990) et d'une règle prédéfinie prévoyant un examen quadriennal des progrès accomplis à l'échelle nationale, lequel est confié à un organisme indépendant d'experts scientifiques, le Conseil suédois de la politique climatique (*Swedish Climate Policy Council*).

L'*Afrique du Sud*, qui fait partie des pays du monde les plus dépendants des combustibles fossiles, est devenue en 2019 le premier pays africain à mettre en œuvre un régime officiel de tarification du carbone, avec une taxe initiale de 9,20 dollars la tonne de dioxyde de

Encadré 3.2 (suite)

carbone appliquée à 80 % du total des émissions (graphique 3.2.2, Banque mondiale, 2022). Cette taxe était en grande partie destinée à doter l’Afrique du Sud d’une économie compétitive et conforme avec d’éventuelles restrictions sur les échanges commerciaux liées au changement climatique, comme des ajustements des émissions de carbone aux frontières (Trésor national sud-africain, 2013). Le Plan intégré de ressources (*Integrated Resource Plan*), qui porte sur la décarbonation du secteur de l’électricité, et la Stratégie pour des transports verts (*Green Transport Strategy*) viennent compléter la taxe sur le carbone, ce qui crée une *stratégie robuste et différents instruments politiques* pour piloter la transition verte. Compte tenu de la forte dépendance de l’économie sud-africaine aux combustibles fossiles, on ne saurait trop insister sur la nécessité de mettre en place de puissantes incitations pour mobiliser l’adhésion. Comme dans le régime suédois de taxe sur le carbone à deux niveaux, la phase de transition (2020–25) se caractérise par de *fortes incitations redistributives* visant à accompagner la transition progressive des ménages et des entreprises vers une économie sobre en carbone. Au cours de cette phase, les quotas exempts de taxe sur le carbone vont de 60 à 95 % des émissions des entreprises, celles étant exposées aux échanges commerciaux bénéficiant de 10 % supplémentaires. Les pouvoirs publics ont mis en place d’autres incitations transitoires, telles qu’un engagement à la neutralité des prix de l’électricité, à savoir des compensations visant à neutraliser la taxe carbone sur ces derniers, afin d’obtenir l’adhésion des secteurs à forte intensité énergétique (la sidérurgie, par exemple). En outre, bien que la taxe soit intégrée dans un cadre budgétaire carbone (sous forme d’émissions sur une période donnée), la mise en œuvre des budgets carbone proprement dits n’est prévue qu’après la période de transition. Bien que des incitations redistributives, notamment les quotas d’émission exempts de taxe, soient essentielles pour élargir le soutien de l’opinion aux premiers stades de la tarification du carbone, il convient de bien jalonner leur trajectoire de suppression afin d’ancrer les attentes. À cet égard, la prolongation de la phase de transition de la taxe sur le carbone de l’Afrique du Sud à 2025 (au lieu de 2022, comme annoncé dans un premier temps) risque de mettre à mal la crédibilité en confortant les investissements dans les combustibles fossiles tout en portant préjudice aux investissements privés dans l’énergie verte. Par ailleurs, l’exonération de taxe sur le carbone dont bénéficie la compagnie d’électricité nationale Eskom, plus gros émetteur d’Afrique du Sud, nuit à l’efficacité du régime. Notons

Graphique 3.2.2. Prix du carbone et couverture des émissions, 2022



Source : Banque mondiale (2022).
 Note : GES = gaz à effet de serre ; t-équ-CO₂ = tonne équivalent dioxyde de carbone.

également que la pleine mise en œuvre du programme d’atténuation du changement climatique de l’Afrique du Sud est subordonnée à l’obtention d’un soutien financier extérieur pour le climat, au titre notamment de l’engagement pris par l’Allemagne, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l’Union européenne lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) de 2021 s’agissant du financement de la transition de l’Afrique du Sud vers l’abandon du charbon. Une telle conditionnalité engendre de l’incertitude quant à l’orientation future des actions, ce qui affaiblit leur crédibilité. La création, en 2020, de la Commission présidentielle sur le climat (*Presidential Climate Commission*) va dans le bon sens pour renforcer cette crédibilité. Encore mieux isolée des influences politiques, cette commission contribuerait à accroître la *transparence* et la *confiance* dans la transition verte.

L’Uruguay s’est lancé dans un processus de tarification du carbone cette année en transformant son régime de droits d’accise sur l’essence en une taxe officielle sur le carbone, fixée en 2022 à 137 dollars la tonne de dioxyde de carbone. Malgré une couverture plus faible en matière d’émissions totales de gaz à effet de serre, la taxe couvre environ la moitié des émissions de dioxyde de carbone (graphique 3.2.2). S’il n’a pas recours aux exonérations, du fait de la faible proportion des émissions de carbone dans le total des émissions de gaz à effet de serre, l’Uruguay aiguille une partie des recettes de la taxe sur le carbone vers des dépenses consacrées à une différente

Encadré 3.2 (fin)

panoplie d'*incitations* comprenant des aides pour l'achat de véhicules électriques et des investissements dans les transports verts¹. Il reste à voir si ces incitations seront suffisantes pour élargir le soutien apporté à un durcissement de la taxe carbone, qui ne s'applique pour l'instant qu'à l'essence.

L'Uruguay a adopté un projet de loi sur la taxe carbone en novembre 2021, mais la crédibilité de nouvelles avancées dans cette direction reste à prouver. L'absence d'une trajectoire d'atténuation fondée sur des règles définissant précisément comment et dans quelles conditions le pays ajustera les objectifs sectoriels d'intensité des émissions pourrait créer l'incertitude autour des décisions d'investissement privé à long terme. Le programme d'atténuation du changement climatique de l'Uruguay ne pourrait pas être pleinement mis en œuvre sans une aide extérieure au financement, ce qui ajouterait une

couche d'incertitude. Enfin, alors que le cadre de la taxe sur le carbone du pays en est encore au stade embryonnaire, l'évaluation périodique de la politique climatique et des progrès dans ce domaine gagnerait en transparence si elle était déléguée à un organisme indépendant². Cette transparence serait essentielle non seulement au niveau national, mais aussi au niveau international, car l'Uruguay envisage d'émettre des obligations souveraines liées à la durabilité et rattachées à son programme d'atténuation du changement climatique.

En résumé, il n'existe pas de stratégie universelle pour atténuer le changement climatique. Cependant, l'expérience de ces pays montre qu'un démarrage progressif ainsi que l'utilisation d'incitations et d'accords de redistribution ciblés peuvent contribuer à créer un programme d'atténuation crédible et à atténuer la résistance à l'utilisation de taxes sur le carbone pour favoriser la transition verte.

¹Voir les consultations du FMI au titre de l'article IV pour l'Uruguay (FMI, 2021).

²Lancé le 20 septembre 2022, le nouveau cadre des obligations souveraines liées à la durabilité de l'Uruguay irait dans ce sens.

Encadré 3.3. Décarboner le secteur de l'électricité tout en gérant l'intermittence des énergies renouvelables

Les énergies renouvelables intermittentes telles que les énergies solaire et éolienne tiendront un rôle primordial dans la décarbonation du secteur de l'électricité. Leur taux de pénétration a déjà augmenté de façon régulière au cours des deux dernières décennies, dépassant 20 % dans certains pays, sous l'effet d'un contexte politique favorable et d'une baisse rapide des coûts d'investissement. Les simulations exposées dans ce chapitre laissent apparaître que, pour aligner les émissions sur l'objectif de réchauffement de 2 °C, le taux pénétration des énergies renouvelables intermittentes devra encore augmenter pour atteindre entre 34 et 47 % de la production d'électricité d'ici 2030.

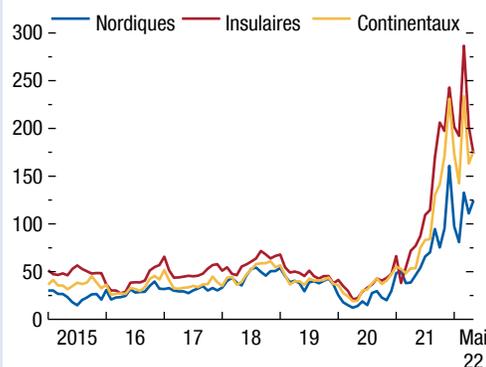
Le caractère intermittent de ces énergies pose des défis s'agissant de la variabilité des prix de l'électricité et de la stabilité du réseau. Le stockage de l'électricité à l'échelle du réseau restant très onéreux, les dispositifs d'alimentation doivent être équilibrés en permanence, car la production doit répondre en continu à une demande d'électricité fluctuante. Les unités de production sont mises en marche pour satisfaire la demande, et la priorité est donnée à celles qui coûtent le moins cher. Dans la mesure où le coût de production des énergies renouvelables est quasi nul, car leur source est gratuite (le vent et le soleil, par exemple), elles seront toujours prioritaires pour fournir de l'électricité. Dans les marchés de l'électricité adoptant une tarification au coût marginal¹, les prix de l'électricité sont poussés à la baisse (les unités les plus coûteuses étant coupées), et ils peuvent même atteindre zéro sur les tranches horaires où les énergies renouvelables produisent suffisamment d'électricité pour satisfaire la demande et deviennent ainsi l'unité marginale². Inversement, lorsque la production des énergies renouvelables est insuffisante pour satisfaire la demande, les prix de l'électricité peuvent augmenter fortement, en particulier si les sources des unités marginales devant être sollicitées pour satisfaire la demande entraînent un coût de production élevé. Sachant que la disponibilité de l'énergie éolienne et solaire varie au cours d'une journée,

L'auteur de cet encadré est Mehdi Benatiya Andaloussi.

¹Sur ces marchés, les prix de gros de l'électricité sont fixés au niveau du coût d'exploitation de l'unité la plus coûteuse parmi celles sélectionnées pour satisfaire la demande à un moment donné.

²Un ensemble d'études parues récemment prouve, chiffres à l'appui, que la production éolienne et solaire fait baisser les prix de gros de l'électricité, comme ce fut le cas, par exemple, en Australie (Csereklyei, Qu et Ancev, 2019), en Californie (Bushnell et Novan, 2018) et en Europe (Halttunen *et al.*, 2020).

Graphique 3.3.1. Prix de gros mensuels de l'électricité dans plusieurs pays européens
(En euros par mégawattheure)



Sources : Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité; calculs des services du FMI.

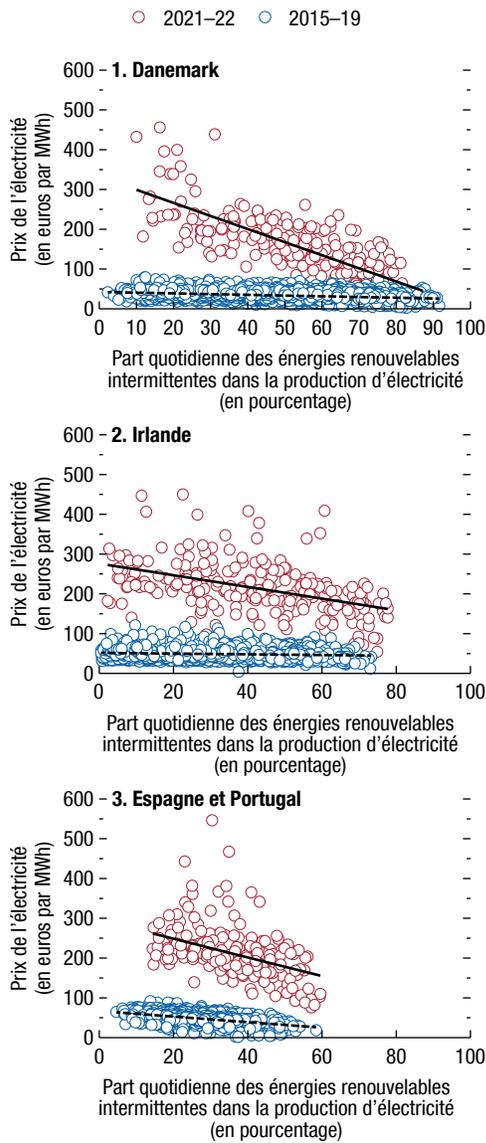
Note : Le regroupement des pays tient compte du niveau d'interconnexion de leur réseau. Les pays « insulaires » (Espagne, Irlande, Portugal) présentent des interconnexions limitées avec l'Europe continentale, une forte dépendance au gaz (32 % de la production en 2019) et une pénétration élevée des énergies renouvelables (29 %). Les pays « continentaux » présentent une bonne interconnexion, avec une pénétration élevée des énergies renouvelables (23 %) et une forte dépendance au gaz (16 %). Les pays « nordiques » (Danemark, Finlande, Norvège, Suède) forment un groupe bien interconnecté utilisant l'hydroélectricité pour remplacer les énergies renouvelables en cas de besoin (12 % de la production) et présentant une faible dépendance au gaz (2,6 %).

d'un jour à l'autre et d'une saison à l'autre, l'intermittence peut entraîner une volatilité des prix.

Plusieurs mesures, notamment l'amélioration de l'interconnexion du réseau électrique et le recours à des technologies auxiliaires à faible coût, ont atténué les effets de l'intermittence sur la variabilité des prix. En Europe, la volatilité des prix liée à l'intermittence demeure limitée. Avant la pandémie, la variabilité mensuelle des prix dans les pays présentant un faible taux de pénétration des énergies renouvelables intermittentes était analogue à celle constatée dans les pays où ce taux était élevé (graphique 3.3.1). Dans une volonté d'accroître la pénétration des énergies renouvelables intermittentes tout en évitant les fortes fluctuations des prix de l'électricité, certains pays ont agi sur plusieurs fronts, notamment en assurant une meilleure interconnexion des réseaux électriques, ce qui permet d'utiliser la production excédentaire issue des énergies renouvelables pour satisfaire la demande de pays voisins (le Danemark, par

Encadré 3.3 (suite)

Graphique 3.3.2. Prix journaliers de l'électricité dans plusieurs pays européens en fonction de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité



Sources : Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité ; calculs des services du FMI.

Note : Les lignes pleines et en pointillés représentent l'ajustement linéaire. MWh = mégawattheure.

exemple), ou en recourant à des technologies auxiliaires à faible coût telles que l'hydroélectricité (la Norvège, par exemple) ou les centrales au gaz (l'Espagne, par exemple). En effet, le bas niveau des prix du gaz a permis aux centrales au gaz auxiliaires de fonctionner à faible coût lors des chutes de la production à partir d'énergies renouvelables, ce qui a limité la variabilité des prix. Entre 2015 et 2019, les prix de l'électricité sont restés bas et ont enregistré de faibles fluctuations d'un jour à l'autre. Ils se rapprochaient de zéro lorsque les énergies renouvelables assuraient une part plus importante de la production d'électricité, mais restaient bas même lors des jours de faible pénétration des énergies renouvelables, puisque le coût des unités au gaz auxiliaires restait faible (cercles bleus dans le graphique 3.3.2).

Cette stabilité contraste avec la forte volatilité qui a découlé de la perturbation de l'approvisionnement en gaz lors de la récente invasion de l'Ukraine par la Russie. Les prix de l'électricité ont fortement augmenté sur les marchés de gros sur fond de flambée des prix du gaz, y compris dans les pays qui dépendent davantage des énergies renouvelables intermittentes, comme le Danemark, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal. Mais les pays où les énergies renouvelables sont épaulées par l'hydroélectricité (la Norvège et la Suède, par exemple) n'ont pas enregistré une augmentation de la volatilité aussi marquée en réponse à la flambée des prix du gaz (voir graphique 3.3.1)³. Par ailleurs, la volatilité des prix a fortement augmenté dans les pays où les énergies renouvelables sont fortement répandues, mais qui utilisent le gaz comme solution de secours. À la fin de l'année 2021 et en 2022, sous l'effet de la flambée des prix du gaz, le coût de production de l'électricité à partir d'unités de production utilisant cette énergie a grimpé, ce qui s'est traduit par des prix de l'électricité élevés lorsque les unités au gaz sont devenues marginales, à savoir les jours de faible production à partir d'énergies renouvelables. Inversement, les prix ont baissé les jours de forte pénétration des énergies renouvelables (cercles rouges dans le graphique 3.3.2). Cela a aussi été le cas dans les pays où le gaz ne représente qu'une faible part de la production, comme au Danemark, où il n'assure que de 10 % de la production d'électricité, alors que l'éolien en assurait près de 60 % en 2021, puisque les prix sont déterminés en fonction de l'unité marginale pour l'ensemble du marché. Les

³La répercussion sur les prix de détail de l'électricité a été moins prononcée jusqu'à présent en raison des réglementations en vigueur (Ari *et al.*, 2022).

Encadré 3.3 (fin)

centrales électriques au gaz étaient considérées comme la solution auxiliaire privilégiée qui permettrait une plus grande pénétration des énergies renouvelables. Pourtant, ce choix risque d'exposer les prix de l'électricité aux fluctuations des prix sur les marchés du gaz.

À l'avenir, la décarbonation du secteur de l'électricité passera par une approche à l'échelle du système. Étant donné que de nombreux secteurs se tournent vers l'électricité, les prix de cette dernière joueront un rôle de plus en plus central dans la fixation des prix dans de vastes pans de l'économie. Il est donc capital de garantir un approvisionnement en électricité abordable et fiable. Il conviendra de mettre en place des réglementations et de réaliser des investissements au niveau sectoriel pour faciliter une plus grande pénétration des énergies renouvelables intermittentes. Il pourrait s'agir de réglementations visant à garantir des investissements adéquats dans les capacités de production auxiliaires (des marchés de

capacité, par exemple), d'une bonne gestion de la demande afin que les pics de demande correspondent aux pics de production par les énergies renouvelables (une tarification selon l'heure de la journée, par exemple), d'investissements publics dans les interconnexions de réseau, et du soutien à la recherche et au développement sur le stockage de l'énergie (y compris sur les véhicules électriques) et les solutions auxiliaires acheminables à faible coût (par exemple l'hydrogène, les centrales nucléaires modulaires) (voir notamment ACER, 2022 ; Green, 2021 ; et Cleary, Fischer et Palmer, 2021). Des investissements supplémentaires seront également nécessaires pour limiter la volatilité des prix sur les marchés du gaz (les terminaux méthaniers, par exemple). Enfin, l'utilisation d'un bouquet diversifié de sources d'énergie décarbonées (par exemple les énergies renouvelables, l'hydroélectricité et l'énergie nucléaire) améliorera la résilience du secteur de l'électricité.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Philippe Aghion, Leonardo Bursztyrn, and David Hémous. 2012. “The Environment and Directed Technical Change.” *American Economic Review* 102 (1): 131–66.
- Agency for the Cooperation of Energy Regulators (ACER). 2022. *Final Assessment of the EU Wholesale Electricity Market Design*. Ljubljana, Slovenia.
- Andersson, Julius J. 2019. “Carbon Taxes and CO₂ Emissions: Sweden as a Case Study.” *American Economic Journal: Economic Policy* 11 (4): 1–30. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/pol.20170144>.
- Ari, Anil, Nicolas Arregui, Simon Black, Oya Celasun, Dora Iakova, Aiko Mineshima, Victor Mylonas, and others. 2022. “Surging Energy Prices in Europe in the Aftermath of the War: How to Support the Vulnerable and Speed Up the Transition away from Fossil Fuels.” IMF Working Paper 22/152, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bayer, Patrick, and Michael Aklin. 2020. “The European Union Emissions Trading System Reduced CO₂ Emissions Despite Low Prices.” *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 117 (16): 8804–12. <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.1918128117>.
- Black, Simon, Danielle Minnett, Ian Parry, James Roaf, and Karlygash Zhunussova. 2022. “The Carbon Price Equivalence of Climate Mitigation Policies.” Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Black, Simon, Ian Parry, James Roaf, and Karlygash Zhunussova. 2021. “Not Yet on Track to Net Zero: The Urgent Need for Greater Ambition and Policy Action to Achieve Paris Temperature Goals.” IMF Staff Climate Note 2021/005, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Blanchard, Olivier, and Jordi Galí. 2007. “The Macroeconomic Effects of Oil Shocks: Why Are the 2000s So Different from the 1970s?” NBER Working Paper 13368, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Böhringer, Christoph, Sonja Peterson, Thomas Rutherford, Jan Schneider, and Malte Winkler. 2021. “Climate Policies after Paris: Pledge, Trade and Recycle; Insights from the 36th Energy Modeling Forum Study (EMF36).” *Energy Economics* 103: 105471. <https://doi.org/10.1016/j.eneco.2021.105471>.
- Brulle, Robert J. 2018. “The Climate Lobby: A Sectoral Analysis of Lobbying Spending on Climate Change in the USA, 2000 to 2016.” *Climatic Change* 149 (3): 289–303.
- Bushnell, James, and Kevin Novan. 2018. “Setting with the Sun: The Impacts of Renewable Energy on Wholesale Power Markets.” NBER Working Paper 24980, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Caron, Justin, Stuart M. Cohen, Maxwell Brown, and John M. Reilly. 2018. “Exploring the Impacts of a National U.S. CO₂ Tax and Revenue Recycling Options with a Coupled Electricity-Economy Model.” *Climate Change Economics* 9 (1): 1840015. <https://doi.org/10.1142/S2010007818400158>.
- Carton, Benjamin, Christopher Evans, Dirk Muir, and Simon Voigts. 2022. “Getting to Know GMMET: The Theoretical Structure and Simulation Properties of the Global Macroeconomic Model for the Energy Transition.” Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Castillo, Paul, Carlos Montoro, and Vicente Tuesta. 2007. “Inflation Premium and Oil Price Volatility.” CEP Discussion Paper 782, Centre for Economic Performance, London School of Economics and Political Science, London, UK.
- Chateau, Jean, Florence Jaumotte, and Gregor Schwerhoff. 2022a. “Climate Policy Options: A Comparison of Economic Performance.” Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chateau, Jean, Florence Jaumotte, and Gregor Schwerhoff. 2022b. “Economic and Environmental Benefits from International Cooperation on Climate Policies.” IMF Departmental Paper 2022/007, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chiroleu-Assouline, Mireille, and Mouez Fodha. 2014. “From Regressive Pollution Taxes to Progressive Environmental Tax Reforms.” *European Economic Review* 69: 126–42.
- Cleary, Kathryn, Carolyn Fischer, and Karen Palmer. 2021. “Tools and Policies to Promote Decarbonization of the Electricity Sector.” In *Handbook on Electricity Markets*, edited by Jean-Michel Glachant, Paul L. Joskow, and Michael G. Pollitt, 383–407. Cheltenham, UK: Elgar. https://econpapers.repec.org/bookchap/elgeechap/18895_5f14.htm.
- Csereklyei, Zsuzsanna, Songze Qu, and Tihomir Ancev. 2019. “The Effect of Wind and Solar Power Generation on Wholesale Electricity Prices in Australia.” *Energy Policy* 131: 358–69. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2019.04.007>.
- Ferreira, Caio, David Lukáš Rozumek, Ranjit Singh, and Felix Suntheim. 2021. “Strengthening the Climate Information Architecture.” IMF Staff Climate Note 2021/003, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Galí, Jordi. 2015. *Monetary Policy, Inflation, and the Business Cycle: An Introduction to the New Keynesian Framework and Its Applications*. 2nd ed. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Goulder, Lawrence H., and Marc A. C. Hafstead. 2018. *Confronting the Climate Challenge: U.S. Policy Options*. New York: Columbia University Press.
- Goulder, Lawrence H., Marc A. C. Hafstead, GyuRim Kim, and Xianling Long. 2019. “Impacts of a Carbon Tax across US Household Income Groups: What Are the Equity-Efficiency Trade-Offs?” *Journal of Public Economics* 175: 44–64. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2019.04.002>.
- Green, Richard. 2021. “Shifting Supply as Well as Demand: The New Economics of Electricity with High Renewables.” In *Handbook on Electricity Markets*, edited by Jean-Michel Glachant, Paul L. Joskow, and Michael G. Pollitt, 408–27. Cheltenham, UK: Elgar. https://econpapers.repec.org/bookchap/elgeechap/18895_5f15.htm.

- Halttunen, Krista, Iain Staffell, Raphael Slade, Richard Green, Yves-Marie Saint-Drenan, and Malte Jansen. 2020. “Global Assessment of the Merit-Order Effect and Revenue Cannibalisation for Variable Renewable Energy.” Preprint, posted December 2, 2020. <https://ssrn.com/abstract=3741232>.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2022. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability: Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, edited by Hans-O. Pörtner, Debra C. Roberts, Melinda Tignor, Elvira S. Poloczanska, Katja Mintenbeck, Andrés Alegría, Marlies Craig, and others. Geneva, Switzerland.
- International Energy Agency (IEA). 2021. *World Energy Outlook 2021*. Paris, France. <https://iea.blob.core.windows.net/assets/4ed140c1-c3f3-4fd9-acae-789a4e14a23c/WorldEnergyOutlook2021.pdf>.
- International Monetary Fund (IMF). 2021. “Uruguay: Staff Report for the 2021 Article IV Consultation.” International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/01/25/Uruguay-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-512205>.
- Jonsson, Samuel, Anders Ydstedt, and Elke Asen. 2020. “Looking Back on 30 Years of Carbon Taxes in Sweden.” Fiscal Fact 727, Tax Foundation, Washington, DC. <https://taxfoundation.org/sweden-carbon-tax-revenue-greenhouse-gas-emissions>.
- Keen, Stephen, Timothy M. Lenton, Antoine Godin, Devrim Yilmaz, Matheus Grasselli, and Timothy J. Garrett. 2021. “Economists’ Erroneous Estimates of Damages from Climate Change.” arXiv preprint arXiv:2108.07847.
- Konradt, Maximilian, and Beatrice Weder di Mauro. 2021. “Carbon Taxation and Greenflation: Evidence from Europe and Canada.” CEPR Discussion Paper 16396, Centre for Economic Policy Research, London.
- Kydland, Finn E., and Edward C. Prescott. 1977. “Rules Rather Than Discretion: The Inconsistency of Optimal Plans.” *The Journal of Political Economy* 85 (3): 473–92.
- Lenton, Timothy M., Johan Rockström, Owen Gaffney, Stefan Rahmstorf, Katherine Richardson, Will Steffen, and Hans Joachim Schellnhuber. 2019. “Climate Tipping Points—Too Risky to Bet Against.” *Nature* 575 (7784): 592–95.
- Martin, Ralf, Laure B. de Preux, and Ulrich J. Wagner. 2014. “The Impact of a Carbon Tax on Manufacturing: Evidence from Microdata.” *Journal of Public Economics* 117: 1–14. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0047272714001078>.
- Maximilian Konradt and Beatrice Weder di Mauro. 2022. “Carbon Taxation and Greenflation: Evidence from Europe and Canada.” CEPR Discussion Paper No. DP16396. Centre for Economic Policy Research, London.
- McFarland, James R., Allen A. Fawcett, Adele C. Morris, John M. Reilly, and Peter J. Wilcoxon. 2018. “Overview of the EMF 32 Study on US Carbon Tax Scenarios.” *Climate Change Economics* 9 (1): 1840002. <https://doi.org/10.1142/S201000781840002X>.
- McKibbin, Warwick J., Adele C. Morris, Peter J. Wilcoxon, and Augustus J. Panton. 2020. “Climate Change and Monetary Policy: Issues for Policy Design and Modelling.” *Oxford Review of Economic Policy* 36 (3): 579–603. <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa040>.
- McKibbin, Warwick J., and Peter J. Wilcoxon. 2013. “A Global Approach to Energy and the Environment: The G-Cubed Model.” In *Handbook of Computable General Equilibrium Modeling*, Vol. 1A, edited by Peter B. Dixon and Dale W. Jorgenson, 995–1068. North Holland, Netherlands: Elsevier.
- Metcalf, Gilbert E., and James H. Stock. 2020. “The Macroeconomic Impact of Europe’s Carbon Taxes.” NBER Working Paper 27488, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Mirzoev, Tokhir N., Ling Zhu, Yang Yang, Andrea Pescatori, and Akito Matsumoto. 2020. “The Future of Oil and Fiscal Sustainability in the GCC Region.” IMF Departmental Paper 20/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Morawiecki, Mateusz. 2022. “Polish PM: The Green Transition Cannot Come at the Cost of European Security.” *Financial Times*, July 4. <https://www.ft.com/content/3d592adc-b0b0-4098-8616-9d615c9fcd5>.
- Morison, Rachel. 2021. “The Climate-Change Fight Is Adding to the Global Inflation Scare.” Bloomberg, June 18. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-06-18/the-climate-change-fight-is-adding-to-the-global-inflation-scare#xj4y7vzkg>.
- Murray, Brian C., and Peter T. Maniloff. 2015. “Why Have Greenhouse Emissions in RGGI States Declined? An Econometric Attribution to Economic, Energy Market, and Policy Factors.” *Energy Economics* 51: 581–89.
- Nakov, Anton, and Andrea Pescatori. 2010. “Monetary Policy Trade-Offs with a Dominant Oil Producer.” *Journal of Money, Credit and Banking* 42 (1): 1–32.
- Natal, Jean-Marc. 2012. “Monetary Policy Response to Oil Price Shocks.” *Journal of Money, Credit and Banking* 44 (1): 53–101.
- Nemet, Gregory F., Michael Jakob, Jan Christoph Steckel, and Ottmar Edenhofer. 2017. “Addressing Policy Credibility Problems for Low-Carbon Investment.” *Global Environmental Change* 42: 47–57.
- Network for Greening the Financial System (NGFS). 2022. “Running the NGFS Scenarios in G-Cubed: A Tale of Two Modelling Frameworks.” NGFS Occasional Paper, Banque de France, Paris, France. https://www.ngfs.net/sites/default/files/medias/documents/running_the_ngfs_scenarios_in_g-cubed_a_tale_of_two_modelling_frameworks.pdf.
- Pahle, Michael, Oliver Tietjen, Sebastian Osorio, Florian Egli, Bjarne Steffen, Tobias Schmidt, and Ottmar Edenhofer. 2022. “Safeguarding the Energy Transition against Political Backlash to Carbon Markets.” *Nature Energy* 7 (3): 290–96. <https://doi.org/10.1038/s41560-022-00984-0>.
- Parry, Ian, Simon Black, and James Roaf. 2021. “Proposal for an International Carbon Price Floor among Large Emitters.” IMF Staff Climate Note 2021/001, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/Staff-Climate-Notes/2021/English/CLNEA2021001.ashx>.

- Petrick, Sebastian, and Ulrich J. Wagner. 2014. "The Impact of Carbon Trading on Industry: Evidence from German Manufacturing Firms." Kiel Working Paper 1912, Kiel Institute for the World Economy, Kiel, Germany. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2389800.
- Pisani-Ferry, Jean. 2021. "Climate Policy Is Macroeconomic Policy, and the Implications Will Be Significant." Policy Brief 21-20, Peterson Institute for International Economics, Washington, DC.
- Schnabel, Isabel. 2022. "A New Age of Energy Inflation: Climateflation, Fossilflation and Greenflation." Speech delivered at "Monetary Policy and Climate Change" panel, 22nd "The ECB and Its Watchers" Conference, Frankfurt am Main, March 17. https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2022/html/ecb.sp220317_2-dbb3582f0a.en.html.
- South African National Treasury. 2013. "Reducing Greenhouse Gas Emissions and Facilitating the Transition to a Green Economy." Carbon Tax Policy Paper, Pretoria. <http://www.treasury.gov.za/public%20comments/Carbon%20Tax%20Policy%20Paper%202013.pdf>.
- United Nations Environment Programme (UNEP) and UNEP Copenhagen Climate Centre (UNEP-CCC). 2021. *Emissions Gap Report 2021: The Heat Is On; A World of Climate Promises Not Yet Delivered*. Nairobi, Kenya.
- Wagner, Ulrich, Mirabelle Muùls, Ralf Martin, and Jonathan Colmer. 2014. "The Causal Effects of the European Union Emissions Trading Scheme: Evidence from French Manufacturing Plants." Paper presented at the IZA Institute of Labor Economics workshop "Labor Market Effects of Environmental Policies," Bonn, Germany, September 4–5. https://conference.iza.org/conference_files/EnvEmpl2014/martin_r7617.pdf.
- Walker, W. Reed. 2011. "Environmental Regulation and Labor Reallocation: Evidence from the Clean Air Act." *American Economic Review* 101 (3): 442–47.
- Williams III, Roberton C., Hal Gordon, Dallas Burtraw, Jared C. Carbone, and Richard D. Morgenstern. 2015. "The Initial Incidence of a Carbon Tax across Income Groups." *National Tax Journal* 68 (1): 195–213. <https://doi.org/10.17310/ntj.2015.1.09>.
- Woodford, Michael. 2003. *Interest and Prices: Foundations of a Theory of Monetary Policy*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- World Bank. 2022. "Carbon Pricing Dashboard." Washington DC. https://carbonpricingdashboard.worldbank.org/map_data.
- Yamazaki, Akio. 2017. "Jobs and Climate Policy: Evidence from British Columbia's Revenue-Neutral Carbon Tax." *Journal of Environmental Economics and Management* 83: 197–216.

L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend les sections suivantes : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; classification des pays ; caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des *Perspectives de l'économie mondiale* ; principaux documents relatifs aux données ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2022–23. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'avril 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième présente des informations importantes pour certains pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes types et la sixième explique cette classification de façon plus approfondie. La septième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques. (L'appendice statistique A est inclus dans la version papier ; l'appendice statistique B est disponible en ligne à l'adresse www.imf.org/fr/Publications/WEO).

Les données de ces tableaux sont établies sur la base des informations disponibles au 26 septembre 2022. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2022–23 sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré durant la période allant du 22 juillet au 19 août 2022. Pour 2022 et 2023, ces hypothèses se traduisent par les taux moyens de conversion suivants : 1,346 et 1,330

pour le taux dollar/DTS, 1,057 et 1,025 pour le taux dollar/euro¹, et 128,4 et 129,3 pour le taux yen/dollar.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 98,19 dollars en 2022 et de 85,52 dollars en 2023.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 1,8 % en 2022 et à 4,0 % en 2023 pour les États-Unis, à –0,2 % en 2022 et à 0,8 % en 2023 pour la zone euro, et à –0,1 % en 2022 et à 0,0 % en 2023 pour le Japon. En outre, le *rendement des obligations d'État à dix ans* s'établira en moyenne à 3,2 % en 2022 et à 4,4 % en 2023 pour les États-Unis, à 0,9 % en 2022 et à 1,3 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,2 % en 2022 et à 0,3 % en 2023 pour le Japon.

Modifications récentes

- Pour l'Algérie, à partir de l'édition d'octobre 2022 des PEM, le total des dépenses publiques et la capacité nette/le besoin net de financement englobent les prêts nets consentis par l'État, ce qui s'explique principalement par l'appui apporté au régime de retraite et à d'autres entités du secteur public.
- Les projections pour le secteur budgétaire de l'Équateur, qui ne figuraient pas dans l'édition précédente en raison d'entretiens en cours au titre de la revue du programme, sont présentées dans cette édition.
- Pour le Sri Lanka, certaines projections correspondant à la période 2023–27 ne sont pas publiées en raison d'entretiens en cours au sujet de la restructuration de la dette souveraine, à la suite de l'accord au niveau des services récemment conclu sur un programme appuyé par le FMI.

¹En ce qui concerne l'euro, le Conseil de l'Union européenne a décidé le 31 décembre 1998 qu'à compter du 1^{er} janvier 1999, les taux de conversion des monnaies des États membres qui ont adopté l'euro sont irrévocablement fixés comme décrit dans l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Pour plus de précisions sur l'établissement des taux de conversion de l'euro, veuillez vous reporter également à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Le tableau le plus récent des taux de conversion fixes figure dans l'annexe statistique de l'édition d'octobre 2020 des PEM.

- Les données prévisionnelles pour la Tunisie, qui ne figureraient pas dans l'édition précédente en raison d'entretiens techniques en cours en vue de possibles négociations au titre d'un programme, sont présentées dans cette édition.
- La Turquie est désormais dénommée Türkiye.
- Pour le Venezuela, une révision de données rétrospectives à partir de 2012 a été réalisée à la suite d'améliorations méthodologiques. Des variables nominales qui n'avaient pas été publiées dans l'édition d'avril 2022 des PEM figurent dans cette édition.

Données et conventions

La base des données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 196 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont, dans l'ensemble, conformes à la version 2008 du *Système de comptabilité nationale* (SCN 2008). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* et le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* (MSFP 2014)) ont toutes été alignées sur le SCN 2008. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme à ces définitions que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées. En conséquence, les estimations des PEM ne sont adaptées qu'en partie aux définitions des manuels. Dans de nombreux

pays, toutefois, la conversion aux normes actualisées n'aura qu'une faible incidence sur les principaux soldes et agrégats. Beaucoup d'autres pays ont adopté une partie des normes les plus récentes et poursuivront leur mise en application au fil des années².

Les données relatives à la dette budgétaire brute et nette présentées dans les PEM sont tirées de sources de données officielles et d'estimations des services du FMI. Il a été essayé d'établir les données de la dette brute et de la dette nette à partir des définitions du MSFP 2014, mais, en raison d'une insuffisance de données ou de la situation particulière de certains pays, ces données peuvent parfois ne pas correspondre aux définitions officielles. Malgré tous les efforts déployés pour garantir la pertinence et la comparabilité internationale des données des PEM, les données ne sont pas universellement comparables du fait des différences concernant la portée des secteurs et des instruments. Au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, les modifications apportées aux sources de données ou au champ d'application des instruments peuvent donner lieu à des révisions de données, parfois sensibles. Pour plus de précisions sur les différences concernant la portée des secteurs ou des instruments, veuillez consulter en ligne les métadonnées de la base de données des PEM.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés³. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et la croissance monétaire, pour lesquelles il s'agit d'une moyenne géométrique. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

²Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le Système européen des comptes nationaux 2010. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

³Les moyennes du PIB réel, de l'inflation, du PIB par habitant et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré⁴. Concernant les données agrégées d'inflation au niveau mondial et parmi les pays avancés (et leurs sous-catégories), les taux annuels sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes ; pour ce qui concerne les données agrégées d'inflation des pays émergents et des pays en développement (et de leurs sous-catégories), les taux annuels reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs dans la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier. Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

Les taux composites du chômage et de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée dans des monnaies autres que le dollar américain.

⁴Voir l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM pour une récapitulation des coefficients de pondération en parités de pouvoir d'achat révisés, ainsi que la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la Mise à jour des PEM de juillet 2014, l'appendice 1.1 de l'édition d'avril 2008 des PEM, l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM, l'encadré A1 de l'édition de mai 2000 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook* », dans *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2021 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays les dernières données effectives pour les comptes nationaux, les prix, les finances publiques et la balance des paiements.

Notes sur les pays

Pour l'*Afghanistan*, les données et les projections pour 2021–27 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé, étant donné que le FMI a suspendu ses activités auprès du pays en raison d'un manque de clarté au sein de la communauté internationale s'agissant de la reconnaissance du gouvernement afghan.

Pour l'*Albanie*, les projections ont été établies avant la mission menée en 2022 au titre de l'article IV, qui a pris fin le 10 octobre, et ne tiennent donc pas compte des mises à jour effectuées au cours de cette dernière.

Pour l'*Algérie*, à partir de l'édition d'octobre 2022 des PEM, le total des dépenses publiques et la capacité nette/le besoin net de financement englobent les prêts nets consentis par l'État, ce qui s'explique principalement par l'appui apporté au régime de retraite et à d'autres entités du secteur public.

Pour l'*Argentine*, l'indice des prix à la consommation (IPC) officiel est établi à partir de décembre 2016. Pour les périodes précédentes, les données relatives à l'IPC pour l'Argentine correspondent à celles de l'IPC pour le Grand Buenos Aires (avant décembre 2013), à l'IPC national (IPCNU, de décembre 2013 à octobre 2015), à l'IPC de la ville de Buenos Aires (de novembre 2015 à avril 2016) et à l'IPC du

Grand Buenos Aires (de mai à décembre 2016). Comme ces séries n'ont pas la même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie, l'inflation moyenne pour 2014–16 et l'inflation en fin de période pour 2015–16 n'apparaissent pas dans les PEM. En outre, l'Argentine a mis fin à la publication des données sur le marché du travail à partir du quatrième trimestre de 2015, et de nouvelles séries ont été publiées à compter du deuxième trimestre de 2016.

Les données et les prévisions pour le *Bangladesh* sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire. Toutefois, les agrégats du groupe de pays auquel appartient le Bangladesh utilisent des estimations du PIB réel et du PIB en parités de pouvoir d'achat par année civile.

Pour le *Costa Rica*, la définition de l'administration centrale a été élargie à compter du 1^{er} janvier 2021, pour englober 51 entités publiques conformément à la loi n° 9524. Les données jusqu'en 2019 sont ajustées pour des raisons de comparabilité.

Pour l'*Équateur*, les autorités révisent les données budgétaires rétrospectives avec l'appui technique du FMI.

Pour le *Honduras*, les projections ont été établies avant la mission de 2022 au titre de l'article IV qui a pris fin le 5 octobre et ne tiennent donc pas compte des mises à jour effectuées au cours de cette dernière.

Les taux de croissance du PIB réel de l'*Inde* sont tirés des comptes nationaux, avec comme année de référence 2004/05 pour la période 1998–2001 et 2011/12 pour les années ultérieures.

Pour le *Liban*, les données et les projections pour 2021–27 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

Du fait de la guerre civile et de l'insuffisance des capacités, la fiabilité des données relatives à la *Libye*, en particulier pour les comptes nationaux et les projections à moyen terme, est faible.

Les projections de 2022 pour le *Pakistan* ont été établies à partir des informations disponibles à la fin du mois d'août et ne tiennent donc pas compte des répercussions des récentes inondations.

Le périmètre des séries de finances publiques pour la *République dominicaine* est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

Pour le *Royaume-Uni*, les projections reposent sur les informations disponibles au 12 septembre 2022 et ne tiennent donc pas compte des annonces budgétaires du 23 septembre 2022.

La *Sierra Leone* a changé son unité monétaire le 1^{er} juillet 2022, mais les données en monnaie nationale sont exprimées en ancien leone dans l'édition d'octobre 2022 des PEM.

Pour le *Sri Lanka*, certaines projections correspondant à la période 2023–27 ne sont pas publiées en raison d'entretiens en cours au sujet de la restructuration de la dette souveraine, à la suite de l'accord au niveau des services récemment conclu sur un programme appuyé par le FMI.

Les données pour la *Syrie* sont exclues à compter de 2011 en raison de la situation politique incertaine.

Pour le *Turkménistan*, les données sur le PIB réel correspondent à des estimations des services du FMI établies conformément aux méthodes internationales (SCN), à partir d'estimations et de sources officielles ainsi que des bases de données de l'ONU et de la Banque mondiale. Les estimations et les projections du solde budgétaire ont été établies sans tenir compte des recettes provenant d'émissions d'obligations intérieures et d'opérations de privatisation, conformément au MSFP 2014. Dans les estimations officielles des comptes budgétaires, établies par les autorités à partir de méthodes statistiques nationales, les émissions d'obligations et les recettes des privatisations sont comprises dans les recettes publiques.

Pour l'*Ukraine*, l'ensemble des projections pour 2022–27 sont omises, à l'exception de celles qui portent sur le PIB réel et les prix à la consommation, en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé. Le PIB réel et les prix à la consommation font l'objet de prévisions jusqu'à 2022. Les données révisées des comptes nationaux sont disponibles à partir de 2000, mais n'incluent pas la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

En décembre 2020, les autorités de l'*Uruguay* ont commencé à communiquer les données de leurs comptes nationaux selon le SCN 2008, avec 2016 comme année de base. Les nouvelles séries commencent en 2016. Les données antérieures à 2016 témoignent du souci des services du FMI de préserver les données précédemment communiquées et d'éviter toute rupture structurelle.

Depuis octobre 2018, le système public de retraite de l'*Uruguay* reçoit des transferts dans le contexte d'une nouvelle loi qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les

données et les projections pour 2018–22. Ils représentaient 1,2 % du PIB en 2018, 1,1 % du PIB en 2019, 0,6 % en 2020 et 0,3 % en 2021, et devraient représenter 0,1 % du PIB en 2022 et 0 % par la suite. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du FMI n° 19/64⁵. Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'Uruguay est passé du secteur public consolidé au secteur public non financier à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le secteur public non financier comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les actifs et passifs détenus par le secteur public non financier avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas retranchés des chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du secteur public non financier. Les estimations de la dette brute et nette pour la période 2008–11 sont préliminaires.

L'établissement des perspectives économiques du Venezuela, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est rendu difficile par : l'absence d'entretiens avec les autorités (la dernière consultation au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), les métadonnées incomplètes des statistiques limitées communiquées et les difficultés à mettre en rapport les indicateurs communiqués avec l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme de garantie des dépôts (FOGADE) et un ensemble réduit d'entreprises publiques, dont Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA). À la suite d'améliorations méthodologiques destinées à obtenir un PIB nominal plus fiable, les données rétrospectives et les indicateurs exprimés en pourcentage du PIB ont été révisés à partir de 2012. Pour la plupart des indicateurs, les données pour 2018–22 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation et du manque de données communiquées, les indicateurs macroéconomiques projetés par les services du FMI doivent être

⁵Uruguay : rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV, rapport n° 19/64 (Washington, Fonds monétaire international, février 2019).

interprétés avec prudence. Ces projections sont entourées d'une grande incertitude. Les prix à la consommation du Venezuela sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

En 2019, les autorités du Zimbabwe ont adopté le dollar à règlement brut en temps réel, rebaptisé par la suite dollar du Zimbabwe, et sont en train de redéfinir les statistiques de leurs comptes nationaux. Les données actuelles sont sujettes à révision. Le dollar du Zimbabwe avait auparavant cessé de circuler en 2009 et, entre 2009 et 2019, le Zimbabwe a fonctionné sous un régime multi-devise dont l'unité de compte était le dollar américain.

Classification des pays

Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en développement⁶. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne une vue d'ensemble de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des Perspectives de l'économie mondiale

Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (40 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada) forment le

⁶Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (156 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes ; Moyen-Orient et Asie centrale (qui comprend les sous-groupes régionaux « Caucase et Asie centrale » et « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ») ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique, par *source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le commerce international, section 3) et les *autres produits*, dont les *produits de base autres que les combustibles* (Classifications types pour le commerce international, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un

ou l'autre de ces groupes lorsque leur principale source de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2017 et 2021.

La classification en fonction de critères financiers et de critères de revenu distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE), les *pays en développement à faible revenu* (PDFR) et les *pays émergents et pays à revenu intermédiaire*. Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles) et 2021 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*⁷.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref⁸. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (fixé à 2 700 dollars en 2016 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

Le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les PDFR.

⁷Pendant la période 2017–21, 37 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou ont conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021*.

⁸Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2021¹
(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total)

	Nombre de pays	PIB		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
Pays avancés	40	100,0	42,0	100,0	61,4	100,0	14,0
États-Unis		37,4	15,7	15,0	9,2	30,8	4,3
Zone euro	19	28,5	12,0	42,3	26,0	31,6	4,4
Allemagne		7,9	3,3	11,8	7,2	7,7	1,1
France		5,5	2,3	5,4	3,3	6,1	0,9
Italie		4,4	1,9	4,0	2,5	5,5	0,8
Espagne		3,2	1,4	2,9	1,8	4,4	0,6
Japon		9,1	3,8	5,4	3,3	11,7	1,6
Royaume-Uni		5,5	2,3	5,0	3,1	6,3	0,9
Canada		3,3	1,4	3,6	2,2	3,5	0,5
Autres pays avancés	17	16,2	6,8	28,7	17,6	16,1	2,3
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	73,2	30,7	50,2	30,8	71,6	10,0
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
Pays émergents et pays en développement	156	100,0	58,0	100,0	38,6	100,0	86,0
Pays émergents et pays en développement d'Asie	30	55,9	32,5	52,2	20,2	56,0	48,1
Chine		32,0	18,6	33,1	12,8	21,3	18,4
Inde		12,0	7,0	6,4	2,5	21,1	18,1
ASEAN-5 ²	5	9,4	5,5	11,4	4,4	8,8	7,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	16	13,4	7,8	16,7	6,5	5,7	4,9
Russie		5,3	3,1	5,1	2,0	2,2	1,9
Amérique latine et Caraïbes	33	12,6	7,3	12,8	4,9	9,7	8,3
Brésil		4,0	2,3	3,0	1,1	3,2	2,8
Mexique		3,1	1,8	4,9	1,9	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	32	12,8	7,4	14,1	5,5	12,4	10,7
Arabie saoudite		2,1	1,2	2,7	1,0	0,5	0,5
Afrique subsaharienne	45	5,4	3,1	4,1	1,6	16,2	14,0
Nigéria		1,4	0,8	0,5	0,2	3,2	2,7
Afrique du Sud		1,0	0,6	1,2	0,5	0,9	0,8
Classification analytique³							
Source des recettes d'exportation							
Combustibles	26	10,1	5,9	13,7	5,3	9,6	8,2
Autres produits	128	89,8	52,1	86,2	33,3	90,3	77,7
Dont : produits primaires	37	5,6	3,3	5,6	2,1	9,4	8,0
Source de financement extérieur							
Pays débiteurs (net)	122	49,9	28,9	42,8	16,6	67,9	58,4
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette							
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021	37	4,8	2,8	3,1	1,2	11,7	10,1
Autres groupes³							
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	96	91,7	53,2	93,1	36,0	76,8	66,1
Pays en développement à faible revenu	59	8,3	4,8	6,9	2,7	23,2	19,9
Pays pauvres très endettés	39	2,8	1,6	2,0	0,8	11,8	10,2

¹Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays à parités de pouvoir d'achat (PPA). Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

²Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

³La Syrie et la Cisjordanie et Gaza sont exclues du groupe classé par source des recettes d'exportation et la Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette en raison de l'insuffisance des données.

Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe

Principales zones monétaires		
États-Unis		
Zone euro		
Japon		
Zone euro		
Allemagne	France	Malte
Autriche	Grèce	Pays-Bas
Belgique	Irlande	Portugal
Chypre	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
Finlande	Luxembourg	
Principaux pays avancés		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
Autres pays avancés		
Andorre	Israël	Saint-Marin
Australie	Macao (RAS) ²	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) ¹	Porto Rico	Taiwan, prov. chinoise de
Islande	République tchèque	

¹Le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

²Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

Tableau C. Union européenne

Allemagne	Finlande	Malte
Autriche	France	Pays-Bas
Belgique	Grèce	Pologne
Bulgarie	Hongrie	Portugal
Chypre	Irlande	République slovaque
Croatie	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Roumanie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède

Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation¹

	Combustibles	Produits primaires hors combustibles
Pays émergents et pays en développement d'Asie		
	Brunei Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Tuvalu
Amérique latine et Caraïbes		
	Équateur	Argentine
	Trinité-et-Tobago	Bolivie
	Venezuela	Chili
		Guyana
		Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
Moyen-Orient et Asie centrale		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Ouzbékistan
	Bahreïn	Somalie
	Émirats arabes unis	Soudan
	Iran	Tadjikistan
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
Afrique subsaharienne		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Bénin
	Gabon	Botswana
	Guinée équatoriale	Burkina Faso
	Nigéria	Burundi
	Soudan du Sud	Congo, Rép. dém. du
	Tchad	Côte d'Ivoire
		Érythrée
		Ghana
		Guinée
		Guinée-Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

¹Les pays émergents et pays en développement d'Europe ne figurent pas dans ce tableau, car aucun de ces pays ne compte de combustibles ou de produits primaires hors combustibles parmi leur principale source de recettes d'exportation.

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Pays émergents et pays en développement d'Asie							
Bangladesh	*		*	Monténégro	*		●
Bhoutan	*		*	Pologne	*		●
Brunei Darussalam	●		●	Roumanie	*		●
Cambodge	*		*	Russie	●		●
Chine	●		●	Serbie	*		●
Fidji	*		●	Türkiye	*		●
Îles Marshall	*		●	Ukraine	*		●
Îles Salomon	*		*	Amérique latine et Caraïbes			
Inde	*		●	Antigua-et-Barbuda	*		●
Indonésie	*		●	Argentine	●		●
Kiribati	●		*	Aruba	*		●
Malaisie	●		●	Bahamas	*		●
Maldives	*		●	Barbade	*		●
Micronésie	●		●	Belize	*		●
Mongolie	*		●	Bolivie	*	●	●
Myanmar	*		*	Brésil	*		●
Nauru	*		●	Chili	*		●
Népal	●		*	Colombie	*		●
Palaos	*		●	Costa Rica	*		●
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	Dominique	*		●
Philippines	*		●	El Salvador	*		●
République dém. pop. lao	*		*	Équateur	*		●
Samoa	*		●	Grenade	*		●
Sri Lanka	*		●	Guatemala	*		●
Thaïlande	●		●	Guyana	*	●	●
Timor-Leste	●		*	Haïti	*	●	*
Tonga	*		●	Honduras	*	●	*
Tuvalu	●		●	Jamaïque	*		●
Vanuatu	*		●	Mexique	*		●
Viet Nam	*		*	Nicaragua	*	●	*
Pays émergents et pays en développement d'Europe				Panama	*		●
Albanie	*		●	Paraguay	*		●
Bélarus	*		●	Pérou	*		●
Bosnie-Herzégovine	*		●	République dominicaine	*		●
Bulgarie	*		●	Saint-Kitts-et-Nevis	*		●
Croatie	*		●	Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		●
Hongrie	*		●	Sainte-Lucie	*		●
Kosovo	*		●	Suriname	*		●
Macédoine du Nord	*		●	Trinité-et-Tobago	●		●
Moldova	*		*	Uruguay	*		●
				Venezuela	●		●

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant (fin)

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Moyen-Orient et Asie centrale				Cabo Verde	*		●
Afghanistan	●	●	*	Cameroun	*	●	*
Algérie	●		●	Comores	*	●	*
Arabie saoudite	●		●	Congo, Rép. dém. du	*	●	*
Arménie	*		●	Congo, Rép. du	*	●	*
Azerbaïdjan	●		●	Côte d'Ivoire	*	●	*
Bahreïn	●		●	Érythrée	●	*	*
Cisjordanie et Gaza	*		●	Eswatini	●		●
Djibouti	*		*	Éthiopie	*	●	*
Égypte	*		●	Gabon	●		●
Émirats arabes unis	●		●	Gambie	*	●	*
Géorgie	*		●	Ghana	*	●	*
Iran	●		●	Guinée	*	●	*
Iraq	●		●	Guinée équatoriale	●		●
Jordanie	*		●	Guinée-Bissau	*	●	*
Kazakhstan	*		●	Kenya	*		*
Koweït	●		●	Lesotho	*		*
Liban	*		●	Libéria	*	●	*
Libye	●		●	Madagascar	*	●	*
Maroc	*		●	Malawi	*	●	*
Mauritanie	*	●	*	Mali	*	●	*
Oman	*		●	Maurice	●		●
Ouzbékistan	●		*	Mozambique	*	●	*
Pakistan	*		●	Namibie	*		●
Qatar	●		●	Niger	*	●	*
République kirghize	*		*	Nigéria	*		*
Somalie	*	*	*	Ouganda	*	●	*
Soudan	*	*	*	République centrafricaine	*	●	*
Syrie ⁴	Rwanda	*	●	*
Tadjikistan	*		*	Sao Tomé-et-Principe	*	●	*
Tunisie	*		●	Sénégal	*	●	*
Turkménistan	●		●	Seychelles	*		●
Yémen	*		*	Sierra Leone	*	●	*
Afrique subsaharienne				Soudan du Sud	*		*
Afrique du Sud	●		●	Tanzanie	*	●	*
Angola	*		●	Tchad	*	●	*
Bénin	*	●	*	Togo	*	●	*
Botswana	●		●	Zambie	*	●	*
Burkina Faso	*	●	*	Zimbabwe	*		*
Burundi	*	●	*				

¹La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un créancier (débiteur) net.

²La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allègement de dette total qui a été permis au point de décision.

³La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est classé dans le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire (pays en développement à faible revenu).

⁴La Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette et par revenu par habitant en raison de sa base de données encore en cours de composition.

Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente¹

	Comptes nationaux	Finances publiques
Bahamas		Juil./juin
Bangladesh	Juil./juin	Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Fidji		Août/juil.
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Oct./sept.	Oct./sept.
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palaos	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Tonga	Juil./juin	Juil./juin
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

¹Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2020	1996	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2020
Algérie	Dinar algérien	BSN	2021	2001	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2021
Andorre	Euro	BSN	2021	2010	. . .		BSN	2021
Allemagne	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2021
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2021	2002	SECN 1995		BSN	2021
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2020	2006 ⁶	SCN 1993		BSN	2021
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2021	2010	SCN 2008		BSN	2021
Argentine	Peso argentin	BSN	2020	2004	SCN 2008		BSN	2021
Arménie	Dram arménien	BSN	2021	2005	SCN 2008		BSN	2021
Aruba	Florin d'Aruba	BSN	2021	2013	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2021
Australie	Dollar australien	BSN	2021	2020	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Autriche	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2021	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2021
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2021	2012	SCN 1993		BSN	2021
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2021/22	2005/06	SCN 2008		BSN	2021/22
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2020	2018	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2021
Belgique	Euro	BC	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2021
Belize	Dollar du Belize	BSN	2020	2014	SCN 2008		BSN	2021
Bénin	Franc CFA	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2020/21	1999/2000 ⁶	SCN 2008		BC	2020/21
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2021	1990	SCN 2008		BSN	2021
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2021
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2021	2016	SCN 2008		BSN	2021
Brésil	Real brésilien	BSN	2021	1995	SCN 2008		BSN	2021
Brunei Darussalam	Dollar de Brunei	MdF	2021	2010	SCN 2008		MdF	2020
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2021
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2020	2015	SCN 2008		BSN	2021
Burundi	Franc burundais	BSN et services du FMI	2019	2005	SCN 1993		BSN	2021
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2020	2007	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2020
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2020	2000	SCN 1993		BSN	2020
Cameroun	Franc CFA	BSN	2021	2016	SCN 2008	Depuis 2016	BSN	2021
Canada	Dollar canadien	BSN	2021	2012	SCN 2008	Depuis 1980	MdF et BSN	2021
Chili	Peso chilien	BC	2021	2018 ⁶	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2021
Chine	Yuan chinois	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Chypre	Euro	BSN	2021	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Cisjordanie et Gaza	Nouveau shekel israélien	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Colombie	Peso colombien	BSN	2021	2015	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2021
Comores	Franc comorien	MdF	2019	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2021
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2020	2005	SCN 1993		BC	2020
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2019	2005	SCN 1993		BSN	2021

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF	2020	2001	AC	C	BSN, MdF et BC	2020	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2021	2001	AC, AEF, CSS, autre	C	BC	2021	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2020	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2020	MBP 6
Algérie	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Allemagne	BSN	2021	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Andorre	BSN et MdF	2021	...	AC,AL,CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Angola	MdF	2021	2001	AC, AL	...	BC	2021	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2021	2014	AC	C	BC	2021	MBP 6
Argentine	MEP	2021	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Arménie	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Aruba	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Australie	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2021	MBP 6
Autriche	BSN	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bahamas	MdF	2020/21	2014	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bahreïn	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bangladesh	MdF	2020/21	...	AC	C	BC	2021/22	MBP 6
Barbade	MdF	2021/22	2001	ACB	C	BC	2021	MBP 5
Bélarus	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Belgique	BC	2021	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Belize	MdF	2021	1986	AC,SPM	Mixte	BC	2021	MBP 6
Bénin	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bhoutan	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020/21	MBP 6
Bolivie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2021	MBP 6
Botswana	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Brésil	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Brunei Darussalam	MdF	2021	1986	AC, ACB	C	BSN et MEP	2019	MBP 6
Bulgarie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2021	2001	AC	CE	BC	2021	MBP 6
Burundi	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2020	2001	AC	E	BSN	2020	MBP 6
Cambodge	MdF	2020	2001	AC, AL	Mixte	BC	2021	MBP 5
Cameroun	MdF	2021	2001	AC, SPNF, SPFNM	Mixte	MdF	2021	MBP 5
Canada	MdF et BSN	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	E	BSN	2021	MBP 6
Chili	MdF	2021	2001	AC, AL	E	BC	2021	MBP 6
Chine	MdF	2020	...	AC, AL, CSS	C	DAP	2021	MBP 6
Chypre	BSN	2021	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Cisjordanie et Gaza	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BSN	2021	MBP 6
Colombie	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2021	MBP 6
Comores	MdF	2020	1986	AC	Mixte	BC et services du FMI	2019	MBP 5
Congo, Rép. dém. du	MdF	2020	2001	AC, AL	E	BC	2020	MBP 6
Congo, Rép. du	MdF	2021	2001	AC	E	BC	2019	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Corée	Won coréen	BC	2021	2015	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Costa Rica	Colon costa-ricien	BC	2021	2017	SCN 2008		BC	2021
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2021
Croatie	Kuna croate	BSN	2021	2015	SECN 2010		BSN	2021
Danemark	Couronne danoise	BSN	2021	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2020	2013	SCN 2008		BSN	2021
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2006	SCN 1993		BSN	2021
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2020/21	2016/17	SCN 2008		BSN	2021/22
El Salvador	Dollar EU	BC	2021	2014	SCN 2008		BSN	2021
Émirats arabes unis	Dirham des É.A.U.	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Équateur	Dollar EU	BC	2021	2007	SCN 2008		BSN et BC	2021
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2019	2011	SCN 1993		BSN	2018
Espagne	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Estonie	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2021
Eswatini	Lilangeni	BSN	2020	2011	SCN 2008		BSN	2021
États-Unis	Dollar EU	BSN	2021	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2020/21	2015/16	SCN 2008		BSN	2021
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2021	2014	SCN 1993		BSN	2021
Finlande	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
France	Euro	BSN	2021	2014	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Gabon	Franc CFA	MdF	2021	2001	SCN 1993		BSN	2021
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2020	2013	SCN 2008		BSN	2021
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2021	2015	SCN 2008	Depuis 1996	BSN	2021
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2021	2013	SCN 2008		BSN	2021
Grèce	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2021	2006	SCN 2008		BSN	2021
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2021	2013	SCN 1993	Depuis 2001	BSN	2021
Guinée	Franc guinéen	BSN	2020	2010	SCN 1993		BSN	2021
Guinée-Bissau	Franc CFA	BSN	2018	2015	SCN 2008		BSN	2020
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2021	2006	SCN 1993		MEP	2021
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2021	2012 ⁶	SCN 1993		BSN	2021
Haïti	Gourde haïtienne	BSN	2020/21	2011/12	SCN 2008		BSN	2020/21
Honduras	Lempira hondurien	BC	2021	2000	SCN 1993		BC	2021
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2021	2020	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	OEI	2021
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2020/21	2014/14	SCN 2008		BSN	2020/21
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BC	2020	2012	SCN 1993		BSN	2021
Inde	Roupie indienne	BSN	2021/22	2011/12	SCN 2008		BSN	2021/22
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2021	2010	SCN 2008		BSN	2021

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Corée	MdF	2021	2001	AC, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2020	1986	AC	E	BC	2020	MBP 6
Croatie	MdF	2021	2014	AC, AL	E	BC	2021	MBP 6
Danemark	BSN	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Djibouti	MdF	2021	2001	AC	E	BC	2021	MBP 5
Dominique	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Égypte	MdF	2020/21	2001	AC, AL, CSS, SPM	C	BC	2020/21	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2021	1986	AC, AL, CSS, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2021	2001	AC, ACB, AEF, CSS	Mixte	BC	2021	MBP 5
Équateur	BC et MdF	2021	1986	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	Mixte	BC	2021	MBP 6
Érythrée	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2020	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Estonie	MdF	2021	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Eswatini	MdF	2020/21	2001	AC	E	BC	2021	MBP 6
États-Unis	MEP	2021	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2021	MBP 6
Éthiopie	MdF	2020/21	1986	AC, AEF, AL, SPNF	C	BC	2020/21	MBP 5
Fidji	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Finlande	MdF	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
France	BSN	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2021	2001	AC	E	BC	2019	MBP 5
Gambie	MdF	2020	1986	AC	C	BC et services du FMI	2020	MBP 6
Géorgie	MdF	2021	2001	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Ghana	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 5
Grèce	BSN	2021	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Grenade	MdF	2020	2014	AC	CE	BC	2020	MBP 6
Guatemala	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Guinée	MdF	2021	1986	AC	C	BC et MEP	2021	MBP 6
Guinée-Bissau	MdF	2020	2001	AC	E	BC	2020	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2021	1986	AC	C	BC	2017	MBP 5
Guyana	MdF	2021	1986	AC, CSS, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Haïti	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Honduras	MdF	2021	2014	AC, AL, CSS, autre	Mixte	BC	2021	MBP 5
Hong Kong (RAS)	MdF	2020/21	2001	AC	C	BSN	2021	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2021	SECN 2010	AC, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2021	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2020/21	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020/21	MBP 6
Îles Salomon	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2019/20	1986	AC, AEF	C	BC	2021/22	MBP 6
Indonésie	MdF	2021	2001	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2021/22	2016/17	SCN 2008		BC	2021/22
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2021	2007	SCN 1968/93		BSN	2021
Irlande	Euro	BSN	2021	2020	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Islande	Couronne islandaise	BSN	2020	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2020
Israël	Nouveau shekel israélien	BSN	2021	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2021
Italie	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2020	2007	SCN 1993		BSN	2020
Japon	Yen japonais	DAP	2021	2015	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2021
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2020	2016	SCN 1993		BSN	2020
Kazakhstan	Tenge kazakh	BSN	2021	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2021
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2021	2016	SCN 2008		BSN	2021
Kiribati	Dollar australien	BSN	2020	2006	SCN 2008		Services du FMI	2020
Kosovo	Euro	BSN	2021	2016	SECN 2010		BSN	2021
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2021
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2020/21	2012/13	SCN 2008		BSN	2021
Lettonie	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Liban	Livre libanaise	BSN	2020	2010	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2021
Libéria	Dollar EU	Services du FMI	2016	2018	SCN 1993		BC	2021
Libye	Dinar libyen	MEP	2021	2013	SCN 1993		BSN	2021
Lituanie	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2021
Luxembourg	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2021	2020	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2021
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2021	2005	SECN 2010		BSN	2021
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2018	2007	SCN 1993		BSN	2021
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2020	2014	SCN 2008		BC	2021
Mali	Franc CFA	BSN	2020	1999	SCN 1993		BSN	2021
Malte	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2021
Maroc	Dirham marocain	BSN	2021	2014	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2021
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2021	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2021
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2021	2014	SCN 2008	Depuis 2014	BSN	2021
Mexique	Peso mexicain	BSN	2021	2013	SCN 2008		BSN	2021
Micronésie	Dollar EU	BSN	2017/18	2003/04	SCN 2008		BSN	2019/20
Moldova	Leu moldave	BSN	2021	1995	SCN 1993		BSN	2021
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Monténégro	Euro	BSN	2021	2006	SECN 2010		BSN	2020
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2021	2014	SCN 2008		BSN	2021
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP	2019/20	2015/16	...		BSN	2020/21
Namibie	Dollar namibien	BSN	2021	2015	SCN 1993		BSN	2021
Nauru	Dollar australien	Services du FMI	2018	2006/07	SCN 1993		BSN	2019
Népal	Roupie népalaise	BSN	2019/20	2000/01	SCN 1993		BC	2020/21
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2021	2006	SCN 2008	Depuis 1994	BC	2020
Niger	Franc CFA	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2020/21	2001	AC	C	BC	2021/22	MBP 5
Iraq	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2021	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Islande	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2020	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2021	MBP 6
Italie	BSN	2021	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Jamaïque	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Japon	DAP	2020	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2021	MBP 6
Jordanie	MdF	2020	2001	AC, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Kazakhstan	BSN	2021	2001	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Kenya	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Kiribati	MdF	2020	1986	AC	C	BSN et services du FMI	2020	MBP 6
Kosovo	MdF	2021	...	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Koweït	MdF	2020	2014	AC, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 6
Lesotho	MdF	2021/22	2001	AC, AL	C	BC	2021/22	MBP 6
Lettonie	MdF	2021	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Liban	MdF	2020	2001	AC	C	BC et services du FMI	2021	MBP 5
Libéria	MdF	2020	2001	AC	E	BC	2020	MBP 5
Libye	BC	2021	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2020	MBP 6
Lituanie	MdF	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Luxembourg	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2020	2014	AC, CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2021	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Madagascar	MdF	2021	1986	AC	BC	BC	2021	MBP 6
Malaisie	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2021	MBP 6
Malawi	MdF	2021	2014	AC	C	BSN et DAP	2020	MBP 6
Maldives	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Mali	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Malte	BSN	2021	2001	AC, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Maroc	MEP	2021	2001	AC	E	DAP	2021	MBP 6
Maurice	MdF	2020/21	2001	AC, AL, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Mauritanie	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Mexique	MdF	2021	2014	AC, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Micronésie	MdF	2017/18	2001	AC, AEF	...	BSN	2017/18	MBP 6
Moldova	MdF	2021	1986	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Mongolie	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Monténégro	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Mozambique	MdF	2021	2001	AC, AEF	Mixte	BC	2021	MBP 6
Myanmar	MdF	2019/20	2014	AC, SPNF	C	Services du FMI	2020/21	MBP 6
Namibie	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Nauru	MdF	2020/21	2001	AC	Mixte	Services du FMI	2019/20	MBP 6
Népal	MdF	2019/20	2001	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Nicaragua	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	Services du FMI	2020	MBP 6
Niger	MdF	2021	1986	AC	E	BC	2020	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2021	2019	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Nouvelle-Zélande	Dollar néo-zélandais	BSN	2021	2009 ⁶	SCN 2008	Depuis 1987	BSN et services du FMI	2021
Oman	Rial omani	BSN	2021	2018	SCN 2008		BSN	2021
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2021	2016	SCN 2008		BC	2021
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2021	2020	SCN 1993		BSN et services du FMI	2021
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2020/21	2015/16 ⁶	SCN 2008		BSN	2020/21
Palaos	Dollar EU	MdF	2020/21	2018/1	SCN 1993		MdF	2020/21
Panama	Dollar EU	BSN	2021	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2020
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouan-néo-guinéen	BSN et MdF	2019	2013	SCN 2008		BSN	2021
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2020	2014	SCN 2008		BC	2021
Pays-Bas	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Pérou	Sol péruvien	BC	2021	2007	SCN 2008		BC	2021
Philippines	Peso philippin	BSN	2021	2018	SCN 2008		BSN	2021
Pologne	Zloty polonais	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2015	BSN	2021
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2019/20	1954	...		BSN	2021
Portugal	Euro	BSN	2021	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2020	2018	SCN 1993		BSN et MEP	2020
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2020	2005	SCN 1993		BSN	2021
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2020	2012	SCN 1993		BSN	2021
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2021	2007	SCN 2008	Depuis 2007	BC	2021
République kirghize	Som kirghize	BSN	2021	2005	SCN 1993	Depuis 2010	BSN	2021
République slovaque	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2021
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Roumanie	Leu roumain	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2021
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2020	2019	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Russie	Rouble russe	BSN	2021	2016	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2021
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2021	2017	SCN 2008		BSN	2021
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2006	SCN 1993		BSN	2021
Saint-Marin	Euro	BSN	2020	2007	...		BSN	2021
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2018	SCN 1993		BSN	2021
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2021	2018	SCN 2008		BSN	2021
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2020/21	2012/13	SCN 2008		BSN	2021/22
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2020	2008	SCN 1993		BSN	2020
Sénégal	Franc CFA	BSN	2021	2014	SCN 2008		BSN	2021

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Nigéria	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2020	MBP 6
Norvège	BSN et MdF	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Nouvelle-Zélande	BSN	2020	2014	AC, AL	E	BSN	2021	MBP 6
Oman	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 5
Ouganda	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC et MEP	2021	MBP 6
Pakistan	MdF	2020/21	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2020/21	MBP 6
Palaos	MdF	2020/21	2001	AC	...	MdF	2020/21	MBP 6
Panama	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BSN	2021	MBP 6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2021	MBP 5
Paraguay	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM	C	BC	2020	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2021	MBP 5
Philippines	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2021	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Porto Rico	MEP	2019/20	2001	...	E	...	...	...
Portugal	BSN	2021	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Qatar	MdF	2021	1986	AC, autre	C	BC et services du FMI	2021	MBP 5
République centrafricaine	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2020	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
République dominicaine	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2021	MBP 6
République kirghize	MdF	2021	...	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
République slovaque	BSN	2021	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
République tchèque	MdF	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Roumanie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2021	2001	AC, AL	E	BSN	2020	MBP 6
Russie	MdF	2021	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2021	MBP 6
Rwanda	MdF	2021	2014	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2020	1986	AC, AEF	C	BC	2020	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2020	...	AC	...	Autre	2020	MBP 6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2021/22	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Samoa	MdF	2020/21	2001	AC	E	BC	2021/22	MBP 6
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Sénégal	MdF	2021	2001	AC	C	BC et services du FMI	2020	MBP 5

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Serbie	Dinar serbe	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2021
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2021	2014	SCN 1993		BSN	2021
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2021	2006	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2021
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2021	2015	SCN 1993	Depuis 2015	BSN	2021
Slovénie	Euro	BSN	2021	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2021
Somalie	Dollar EU	BSN	2021	2017	SCN 2008		BSN	2021
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2019	1982	SCN 1968		BSN	2021
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN et services du FMI	2018	2010	SCN 1993		BSN	2021
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Suède	Couronne suédoise	BSN	2021	2021	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2021
Suisse	Franc suisse	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2021
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2020	1995	SCN 1993		BSN	2021
Taiwan, prov. chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2021	2016	SCN 2008		BSN	2021
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Tchad	Franc CFA	BC	2017	2005	SCN 1993		BSN	2021
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2021	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2021
Timor-Leste	Dollar EU	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2021
Togo	Franc CFA	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2021
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2020/21	2016/17	SCN 2008		BC	2020/21
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2021	2012	SCN 2008		BSN	2021
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2021	2015	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2021
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	Services du FMI	2020	2006	SCN 2008	Depuis 2007	BSN	2021
Türkiye	Livre turque	BSN	2021	2009	SECN 1995	Depuis 2009	BSN	2021
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2019	2005	2016		BSN	2020
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2020	2016	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2021
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2020	2016	SCN 2008		BSN	2021
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2020
Venezuela	Bolívar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 1993		BC	2021
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2021	2010	SCN 1993		BSN	2021
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2020	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2020
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2021	2010	SCN 2008		BSN	2021
Zimbabwe	Dollar du Zimbabwe	BSN	2019	2012	...		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (fin)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Serbie	MdF	2021	1986/2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2021	MBP 6
Seychelles	MdF	2021	2001	AC, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Sierra Leone	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2020	MBP 5
Singapour	MdF et BSN	2021/22	2014	AC	C	BSN	2021	MBP 6
Slovénie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Somalie	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 5
Soudan	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2019	...	AC	C	MdF, BSN, MEP et services du FMI	2018	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Suède	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Suisse	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Suriname	MdF	2021	1986	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Taiwan, prov. chinoise de	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Tanzanie	MdF	2021	1986	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Tchad	MdF	2021	1986	AC, SPNF	C	BC	2013	MBP 5
Thaïlande	MdF	2020/21	2001	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Togo	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Tonga	MdF	2020/21	2014	AC	C	BC et BSN	2020/21	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Tunisie	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 5
Turkménistan	MdF	2021	1986	AC, AL	C	BSN	2021	MBP 6
Türkiye	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2021	MBP 6
Tuvalu	MdF	2019	...	AC	Mixte	Services du FMI	2019	MBP 6
Ukraine	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Uruguay	MdF	2021	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Vanuatu	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Viet Nam	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2021	MBP 5
Yémen	MdF	2020	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2020	MBP 5
Zambie	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2019	1986	AC	C	BC et MdF	2020	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = Système des comptes nationaux ; SECN = Système européen des comptes nationaux.

¹BC = banque centrale ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

²L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

³L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

⁴AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

⁵Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

⁶L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.

Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays

Hypothèses de politique budgétaire

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays avancés figurent ci-dessous (veuillez consulter aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B5 à B9 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels)¹.

Afrique du Sud : Les hypothèses budgétaires reposent sur le budget 2022. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de change (dépôts en

monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel).

Allemagne : Les projections des services du FMI pour 2022 et au-delà reposent sur le budget 2022, le programme de stabilité 2022, le projet de budget fédéral 2023, le plan budgétaire du gouvernement fédéral à moyen terme et les mises à jour des données de l'agence nationale des statistiques (Destatis) et du ministère des Finances, après prise en compte des différences dans le cadre macroéconomique des services du FMI et les hypothèses concernant les élasticité des recettes.

Arabie saoudite : Les services du FMI ont établi les projections budgétaires de référence principalement en fonction de la manière dont ils comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été mise en évidence dans le budget 2022. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les hypothèses concernant les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et sur la manière dont les services du FMI comprennent la politique actuelle des autorités en matière d'exportation de pétrole dans le cadre de l'accord de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie et d'autres pays n'appartenant pas à l'OPEP).

Argentine : Les projections budgétaires reposent sur les informations disponibles relatives aux résultats et aux plans budgétaires de l'administration fédérale, et aux objectifs de ses programmes appuyés par le FMI, sur les mesures budgétaires annoncées par les autorités et sur les projections macroéconomiques des services du FMI.

Australie : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, le budget publié en mars 2022 par les autorités du Commonwealth pour l'exercice 2022/23, le budget pour l'exercice 2022/23 publié par les autorités de chaque État ou territoire (au 30 août 2022) ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

Autriche : Les projections budgétaires reposent sur le budget 2022, le programme de stabilité autrichien, le programme national de réformes, les fonds au titre du plan de relance NextGenerationEU de l'Union européenne, et les dernières mesures budgétaires annoncées par les autorités.

Belgique : Les projections reposent sur le programme de stabilité 2022–25 de la Belgique, le projet de budget pour 2022 et d'autres informations

¹L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticité des recettes et des dépenses (voir l'édition d'octobre 1993 des PEM, annexe I). Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative. La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette.

Encadré A1 (suite)

disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Brésil : Les projections budgétaires pour 2022 tiennent compte des dernières mesures annoncées par les autorités.

Canada : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence figurant dans le budget 2022 du gouvernement du Canada et les derniers budgets provinciaux disponibles. Les services du FMI ajustent ces prévisions pour tenir compte des différences dans les projections macroéconomiques. Les projections du FMI incluent également les données les plus récentes des comptes économiques nationaux de Statistique Canada, y compris les chiffres trimestriels des budgets fédéral, provinciaux et territoriaux.

Chili : Les projections reposent sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections des services du FMI pour le PIB, les prix du cuivre, la dépréciation de la monnaie et l'inflation.

Chine : Après une nette contraction budgétaire en 2021, la politique budgétaire devrait s'assouplir considérablement en 2022, sur la base du document budgétaire annuel publié en mars, des annonces ultérieures relatives à un renforcement de l'appui budgétaire à l'économie et des résultats obtenus au cours des sept premiers mois de 2022.

Danemark : Les estimations pour l'année en cours sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Au-delà de l'année en cours, les projections ont été établies en tenant compte des principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le dernier budget présenté par les autorités. Les soldes structurels sont nets des fluctuations temporaires de certaines recettes (par exemple les recettes de la mer du Nord, les recettes de l'impôt sur le rendement des pensions) et des éléments ponctuels (les éléments ponctuels liés à la pandémie de COVID-19 sont toujours pris en considération).

Espagne : Les projections budgétaires pour 2022 ont été établies en tenant compte des mesures de soutien liées à la COVID-19 et à l'énergie, d'une

augmentation des pensions prévue par la loi et des mesures relatives aux recettes adoptées par le législateur. Les projections fiscales à partir de 2023 ne supposent aucun changement de la politique économique. Les projections pour 2021–24 tiennent compte des décaissements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne.

États-Unis : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence de juillet 2022 du Congressional Budget Office, corrigé de manière à tenir compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets de la loi bipartisanne pour les infrastructures (*Bipartisan Infrastructure Law*) et de la loi relative à la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act*). Les projections budgétaires sont ajustées de manière à tenir compte des prévisions des services du FMI pour les principales variables macroéconomiques et financières et d'un traitement comptable différent de l'aide au secteur financier et des plans de retraite à prestations définies, et sont converties en base administrations publiques.

France : Les projections pour 2022 et au-delà reposent sur les lois de finances de la période 2018–22, le programme de stabilité 2022–27 et les autres informations disponibles concernant les plans budgétaires des autorités, corrigées pour tenir compte des différences dans les projections des recettes et les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières.

Grèce : Les données depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

Hong Kong (RAS) : Les projections reposent sur les projections budgétaires à moyen terme des autorités concernant les dépenses.

Hongrie : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et les projets budgétaires annoncés dans le budget 2022.

Inde : Les projections sont fondées sur les informations disponibles ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données infranationales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur

Encadré A1 (suite)

l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public. À partir des données de l'exercice 2020/21, les dépenses comprennent également la composante hors budget des subventions alimentaires, conformément au traitement révisé des subventions alimentaires dans la loi de finances. Les services du FMI ajustent les dépenses pour déduire les paiements au titre des subventions alimentaires des années précédentes, qui sont comptabilisés comme des dépenses dans les estimations budgétaires pour l'exercice 2020/21.

Indonésie : Les projections des services du FMI reposent sur des réformes modérées de la politique fiscale et de l'administration, sur certaines dépenses effectives et sur une augmentation progressive des dépenses d'équipement à moyen terme, en fonction de l'espace budgétaire disponible.

Irlande : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances 2022.

Israël : Les projections supposent non seulement qu'au vu des tendances actuelles, les dépenses seront inférieures au niveau prévu dans le budget en 2022, mais également que les baisses de dépenses seront plus limitées à moyen terme par rapport au cadre à moyen terme des autorités.

Italie : Les projections et les estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans le budget et les lois de finances rectificatives de 2022. L'encours des bons postaux arrivant à échéance est pris en considération dans l'établissement des projections concernant la dette.

Japon : Les projections s'appuient sur les mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Mexique : L'estimation des besoins d'emprunt du secteur public en 2020 a été établie par les services du FMI en tenant compte de certaines divergences statistiques entre les chiffres au-dessus et au-dessous de la ligne. Les projections budgétaires pour 2022 et 2023 reposent sur

les estimations figurant dans les *Criteria 2023* ; dans les projections pour 2024 et les années qui suivent, il est supposé que les règles prévues dans la loi de responsabilité budgétaire soient constamment observées.

Nouvelle-Zélande : Les projections budgétaires reposent sur le budget de l'exercice 2022/23 (mai 2022) et sur les estimations des services du FMI.

Pays-Bas : Les projections budgétaires pour 2022–27 reposent sur les prévisions des services du FMI ainsi que sur le projet de loi de finances des autorités et les projections du Bureau d'analyse de la politique économique.

Porto Rico : Les projections budgétaires reposent sur le plan budgétaire certifié pour Porto Rico, qui a été établi en janvier 2022 et certifié par le Conseil de surveillance financière et de gestion.

Portugal : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées.

République de Corée : Les prévisions tiennent compte du solde budgétaire global prévu dans le budget et les deux lois de finances rectificatives de 2022, du plan budgétaire à moyen terme annoncé conjointement au budget 2022, ainsi que des ajustements des services du FMI.

Royaume-Uni : Les projections budgétaires reposent sur les dernières données relatives au PIB publiées par l'Office nationale des statistiques le 12 août 2022 et sur les prévisions du Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsibility) communiquées le 23 mars 2022. Les projections des recettes sont corrigées de manière à tenir compte des différences entre les prévisions du FMI pour des variables macroéconomiques (telles que la croissance du PIB et l'inflation) et les prévisions pour ces variables adoptées dans les projections des autorités. Les projections sont établies en supposant qu'un certain rééquilibrage budgétaire supplémentaire par rapport aux politiques annoncées à ce jour se produise à partir de l'exercice 2023/24 en vue de respecter les nouvelles règles budgétaires annoncées le 27 octobre 2021 au moment du budget d'automne et de l'examen des dépenses et afin de garantir la viabilité de la dette publique. Les données des services du

Encadré A1 (suite)

FMI excluent les banques du secteur public et l'effet du transfert des actifs du Royal Mail Pension Plan au secteur public en avril 2012. La consommation et l'investissement réels du secteur public font partie de la trajectoire du PIB réel, qui, selon les services du FMI, pourrait ou non être la même que celle prévue par le Bureau de la responsabilité budgétaire. Les données sont présentées sur la base d'une année civile.

Russie : Les autorités ont suspendu l'application de la règle budgétaire en réaction aux sanctions prises à l'encontre du pays au lendemain de l'invasion de l'Ukraine. Les projections font l'hypothèse d'une augmentation des dépenses discrétionnaires équivalente au montant qui aurait été économisé si la règle budgétaire avait continué de s'appliquer, de la souscription de quelques emprunts et d'une baisse des recettes due à la récession prévue.

Singapour : Les chiffres de l'exercice 2020 reposent sur l'exécution du budget. Les projections pour l'exercice 2021 s'appuient sur des chiffres révisés qui reposent sur l'exécution du budget jusqu'à la fin de l'année 2021. Les projections pour l'exercice 2022 sont fondées sur la loi de finances initiale du 18 février 2022. Les services du FMI supposent un retrait progressif des mesures liées à la pandémie encore en vigueur et la mise en œuvre de diverses mesures de recettes annoncées dans la loi de finances pour l'exercice 2022 pendant le reste de la période de projection. Ces mesures de recettes sont les suivantes : 1) l'augmentation de la taxe sur les biens et services de 7 % à 8 % le 1^{er} janvier 2023, et à 9 % le 1^{er} janvier 2024 ; 2) une augmentation des taxes immobilières en 2023 pour les propriétés non occupées par leurs propriétaires (de 10–20 % à 12–36 %) et pour les propriétés occupées par leurs propriétaires et d'une valeur annuelle supérieure à 30 000 dollars (de 4–16 % à 6–32 %) ; 3) une augmentation de la taxe carbone de 5 dollars singapouriens par tonne à 25 dollars singapouriens en 2024 et 2025 et à 45 dollars singapouriens en 2026 et 2027.

Suède : Les estimations budgétaires pour 2021 et 2022 sont basées sur le projet de loi de finances publiques et le budget rectificatif définis par les autorités au printemps 2022, et elles ont été mises à jour avec leurs dernières prévisions intermédiaires. L'effet de l'évolution conjoncturelle sur les comptes

budgétaires est calculé à l'aide de l'élasticité 2014 de l'Organisation de coopération et de développement économiques² de manière à tenir compte des écarts de production et d'emploi.

Suisse : Les mesures de relance discrétionnaires annoncées par les autorités, dont il est tenu compte pour l'établissement des projections budgétaires pour 2022, sont autorisées dans le cadre de la règle du frein à l'endettement en cas de « circonstances exceptionnelles ».

Türkiye : La base des projections est le solde budgétaire défini par le FMI, qui exclut certains postes des recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

Hypothèses de politique monétaire

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. S'agissant des *taux d'intérêt*, veuillez vous référer à la partie Hypothèses au début de l'appendice statistique.

Afrique du Sud : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec le maintien de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 % à moyen terme.

Arabie saoudite : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

Argentine : Les projections monétaires sont conformes au cadre macroéconomique d'ensemble, aux plans budgétaires et de financement, et aux politiques monétaires et de change dans le cadre du régime de parité mobile.

Australie : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

²Voir Robert W. R. Price, Thai-Thanh Dang et Yvan Guillemette, « New Tax and Expenditure Elasticity Estimates for EU Budget Surveillance », document de travail n° 1174 du département des affaires économiques de l'OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 2014.

Encadré A1 (fin)

Autriche : Les projections de croissance de la masse monétaire sont proportionnelles à la croissance du PIB nominal.

Brésil : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une inflation qui converge vers le milieu de la fourchette cible d'ici la fin de l'année 2024.

Canada : Les projections tiennent compte du durcissement de la politique monétaire de la part de la Banque du Canada et de l'augmentation des rendements à long terme, déclenchés par une inflation qui a largement dépassé sa valeur cible. Il est attendu que la Banque du Canada continue de relever son principal taux directeur en 2022 et 2023. Compte tenu de l'excès de la demande, le resserrement de la politique monétaire se justifie, en dépit de la détérioration des perspectives à moyen terme.

Chili : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

Chine : L'orientation générale de la politique monétaire était légèrement restrictive en 2021, mais devrait devenir légèrement accommodante en 2022.

Danemark : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

Espagne : Les projections de croissance de la masse monétaire sont proportionnelles à la croissance du PIB nominal.

États-Unis : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

Grèce : Les projections concernant la monnaie au sens large sont basées sur les bilans des établissements financiers monétaires et les hypothèses de flux de dépôts.

Hong Kong (RAS) : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

Inde : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve d'Inde à moyen terme, malgré une récente augmentation de l'inflation au-delà de la limite supérieure de la fourchette cible.

Indonésie : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale à moyen terme.

Israël : Les hypothèses reposent sur une normalisation progressive de la politique monétaire.

Italie : Les estimations et projections des services du FMI reposent sur les données effectives et les plans d'action de la Banque d'Italie et sur les prévisions de l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne établies par l'équipe du FMI chargée de la zone euro.

Japon : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

Mexique : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

Nouvelle-Zélande : Les projections monétaires reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

Pays-Bas : Les projections monétaires reposent sur les projections du taux interbancaire offert à Londres à six mois en euros estimées par les services du FMI.

Portugal : Les hypothèses relatives à la politique monétaire reposent sur les feuilles de calcul des services du FMI et sur les projections pour les secteurs réel et budgétaire.

République de Corée : Les projections supposent que le taux directeur évolue conformément aux attentes des marchés.

Royaume-Uni : La trajectoire des taux d'intérêt à court terme repose sur les anticipations de taux d'intérêt des marchés.

Russie : Les projections monétaires supposent que la banque centrale de la Fédération de Russie applique une politique monétaire restrictive. L'équipe des services du FMI considère que cette orientation est la bonne, eu égard à l'accélération de l'inflation.

Singapour : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

Suède : Les projections monétaires correspondent aux projections de la banque centrale.

Suisse : Les projections supposent que le taux directeur ne varie pas en 2022–23.

Turkiye : Dans le scénario de référence, il est supposé que l'orientation de la politique monétaire reste conforme aux attentes des marchés.

Zone euro : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres sont conformes aux anticipations des marchés.

Liste des tableaux de l'appendice statistique A¹

Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel

Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation

Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes

Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

¹Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

Tableau A1. Production mondiale : récapitulation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	
Monde	4,1	3,5	3,4	3,3	3,8	3,6	2,8	-3,0	6,0	3,2	2,7	3,2	
Pays avancés	1,6	2,0	2,3	1,8	2,5	2,3	1,7	-4,4	5,2	2,4	1,1	1,7	
États-Unis	1,8	2,3	2,7	1,7	2,3	2,9	2,3	-3,4	5,7	1,6	1,0	1,9	
Zone euro	0,9	1,4	2,0	1,9	2,6	1,8	1,6	-6,1	5,2	3,1	0,5	1,5	
Japon	0,7	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,4	-4,6	1,7	1,7	1,6	0,4	
Autres pays avancés ²	2,7	3,0	2,2	2,3	2,9	2,5	1,9	-3,8	5,7	3,1	1,8	2,0	
Pays émergents et pays en développement	6,4	4,7	4,3	4,4	4,8	4,6	3,6	-1,9	6,6	3,7	3,7	4,3	
Par région													
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,5	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,2	-0,6	7,2	4,4	4,9	5,1	
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,3	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,5	-1,7	6,8	0,0	0,6	2,2	
Amérique latine et Caraïbes	4,0	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,2	-7,0	6,9	3,5	1,7	2,4	
Moyen-Orient et Asie centrale	5,0	3,4	3,0	4,2	2,6	2,6	1,7	-2,7	4,5	5,0	3,6	3,7	
Afrique subsaharienne	5,6	5,0	3,2	1,5	3,0	3,3	3,2	-1,6	4,7	3,6	3,7	4,4	
Classification analytique													
Source des recettes d'exportation													
Combustibles	5,4	3,1	1,4	1,6	0,5	0,7	-0,1	-4,3	4,1	4,5	3,5	2,8	
Autres produits	6,6	5,0	4,7	4,8	5,3	5,1	4,0	-1,6	6,9	3,6	3,8	4,4	
Dont : produits primaires	4,8	2,2	2,9	1,9	2,9	1,9	1,2	-5,2	8,0	3,5	2,7	3,3	
Source de financement extérieur													
Pays débiteurs (net)	5,4	4,5	4,2	4,1	4,8	4,5	3,3	-3,5	6,4	4,6	3,9	4,6	
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette													
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021	4,6	3,1	2,1	3,4	4,0	3,7	3,6	-0,8	3,4	0,9	4,2	5,4	
Autres groupes													
Union européenne	1,2	1,7	2,5	2,1	3,0	2,2	2,0	-5,6	5,4	3,2	0,7	1,7	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,7	3,2	2,9	4,6	2,1	2,0	1,0	-3,1	4,1	5,0	3,6	3,6	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,4	4,6	4,3	4,5	4,8	4,6	3,5	-2,2	6,8	3,6	3,6	4,1	
Pays en développement à faible revenu	6,1	6,1	4,8	3,9	4,9	5,1	4,9	1,1	4,1	4,8	4,9	5,7	
<i>Pour mémoire</i>													
Taux de croissance médian													
Pays avancés	1,9	2,3	2,2	2,2	3,0	2,8	2,0	-4,2	5,3	3,1	1,5	1,9	
Pays émergents et pays en développement	4,7	3,8	3,3	3,4	3,7	3,5	3,1	-3,5	4,3	3,7	3,5	3,5	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,1	3,4	3,0	3,0	2,9	2,9	2,4	-5,9	4,7	3,7	3,3	3,0	
Pays en développement à faible revenu	5,3	5,0	4,3	4,4	4,3	4,4	4,5	-0,5	3,7	3,7	4,4	5,0	
Production par habitant³													
Pays avancés	1,0	1,5	1,7	1,3	2,0	1,8	1,3	-4,9	5,1	2,2	0,9	1,4	
Pays émergents et pays en développement	4,7	3,2	2,8	2,9	3,3	3,3	2,3	-3,2	5,9	2,7	2,6	3,1	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,0	3,3	3,0	3,2	3,6	3,6	2,5	-3,2	6,1	3,1	2,9	3,4	
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,8	2,3	1,5	2,5	2,7	2,6	-1,2	2,5	2,5	2,6	3,4	
Croissance mondiale sur la base des cours de change	2,7	2,8	2,8	2,6	3,3	3,2	2,5	-3,4	5,8	2,9	2,1	2,8	
Production mondiale (valeur en milliards de dollars)													
Aux cours de change	61 996	79 429	74 944	76 211	81 036	86 210	87 654	85 441	97 076	101 561	106 182	131 631	
Sur la base des parités de pouvoir d'achat	84 757	109 595	111 857	116 169	122 351	129 709	135 641	132 936	146 608	161 450	171 549	210 591	

¹PIB réel.

²Hors États-Unis, Japon et zone euro.

³La production par habitant est calculée en dollars internationaux sur la base des parités de pouvoir d'achat.

Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			4 ^e trimestre ²		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021 : T4	Projections	
														2022 : T4	2023 : T4
PIB réel															
Pays avancés	1,6	2,0	2,3	1,8	2,5	2,3	1,7	-4,4	5,2	2,4	1,1	1,7	4,7	0,9	1,3
États-Unis	1,8	2,3	2,7	1,7	2,3	2,9	2,3	-3,4	5,7	1,6	1,0	1,9	5,5	0,0	1,0
Zone euro	0,9	1,4	2,0	1,9	2,6	1,8	1,6	-6,1	5,2	3,1	0,5	1,5	4,6	1,0	1,4
Allemagne	1,3	2,2	1,5	2,2	2,7	1,0	1,1	-3,7	2,6	1,5	-0,3	1,3	1,2	0,6	0,5
France	1,2	1,0	1,1	1,0	2,4	1,8	1,9	-7,9	6,8	2,5	0,7	1,4	5,0	0,4	0,9
Italie	-0,3	0,0	0,8	1,3	1,7	0,9	0,5	-9,0	6,7	3,2	-0,2	0,7	6,6	0,6	0,5
Espagne	0,6	1,4	3,8	3,0	3,0	2,3	2,1	-10,8	5,1	4,3	1,2	1,7	5,5	1,3	2,0
Pays-Bas	1,1	1,4	2,0	2,2	2,9	2,4	2,0	-3,9	4,9	4,5	0,8	1,5	6,2	2,6	1,2
Belgique	1,6	1,6	2,0	1,3	1,6	1,8	2,1	-5,7	6,2	2,4	0,4	1,2	5,7	0,5	1,2
Irlande	1,6	8,6	24,4	2,0	9,0	8,5	5,4	6,2	13,6	9,0	4,0	3,0	13,9	8,3	6,6
Autriche	1,5	0,7	1,0	2,0	2,3	2,5	1,5	-6,7	4,6	4,7	1,0	1,7	6,4	1,9	3,7
Portugal	-0,1	0,8	1,8	2,0	3,5	2,8	2,7	-8,4	4,9	6,2	0,7	1,9	5,9	2,3	1,8
Grèce	-1,7	0,5	-0,2	-0,5	1,1	1,7	1,8	-9,0	8,3	5,2	1,8	1,4	8,3	0,7	7,5
Finlande	1,2	-0,4	0,5	2,8	3,2	1,1	1,2	-2,2	3,0	2,1	0,5	1,4	3,1	0,4	1,5
République slovaque	4,1	2,7	5,2	1,9	3,0	3,8	2,6	-4,4	3,0	1,8	1,5	2,8	1,2	1,1	2,4
Lituanie	3,3	3,5	2,0	2,5	4,3	4,0	4,6	-0,1	5,0	1,8	1,1	2,3	5,4	-0,7	3,4
Slovénie	1,5	2,8	2,2	3,2	4,8	4,5	3,5	-4,3	8,2	5,7	1,7	3,0	10,4	-0,4	3,7
Luxembourg	2,6	2,6	2,3	5,0	1,3	2,0	3,3	-1,8	6,9	1,6	1,1	2,5	4,9	-0,3	2,8
Lettonie	2,7	1,9	3,9	2,4	3,3	4,0	2,5	-3,8	4,5	2,5	1,6	3,4	2,8	2,9	1,0
Estonie	2,6	3,0	1,9	3,2	5,8	3,8	3,7	-0,6	8,0	1,0	1,8	3,3	7,2	-0,1	1,8
Chypre	1,3	-1,8	3,4	6,5	5,9	5,7	5,3	-5,0	5,6	3,5	2,5	2,9	6,2	-0,9	9,8
Malte	2,9	7,6	9,6	3,4	10,9	6,2	5,9	-8,3	10,3	6,2	3,3	3,4	11,6	2,4	5,6
Japon	0,7	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,4	-4,6	1,7	1,7	1,6	0,4	0,5	2,1	0,9
Royaume-Uni	1,2	3,0	2,6	2,3	2,1	1,7	1,7	-9,3	7,4	3,6	0,3	1,5	6,6	1,0	0,2
Corée	4,0	3,2	2,8	2,9	3,2	2,9	2,2	-0,7	4,1	2,6	2,0	2,3	4,2	1,7	2,6
Canada	1,9	2,9	0,7	1,0	3,0	2,8	1,9	-5,2	4,5	3,3	1,5	1,7	3,2	2,2	1,3
Taiwan, prov. chinoise de	4,2	4,7	1,5	2,2	3,3	2,8	3,1	3,4	6,6	3,3	2,8	2,0	4,9	2,5	2,2
Australie	3,0	2,6	2,3	2,7	2,4	2,8	2,0	-2,1	4,9	3,8	1,9	2,3	4,5	2,3	1,9
Suisse	2,2	2,3	1,6	2,1	1,4	2,9	1,2	-2,5	4,2	2,2	0,8	1,2	3,9	0,4	1,5
Suède	2,0	2,7	4,5	2,1	2,6	2,0	2,0	-2,2	5,1	2,6	-0,1	2,0	5,7	0,1	1,3
Singapour	6,7	3,9	3,0	3,6	4,7	3,7	1,1	-4,1	7,6	3,0	2,3	2,5	6,1	1,0	3,3
Hong Kong (RAS)	4,5	2,8	2,4	2,2	3,8	2,8	-1,7	-6,5	6,3	-0,8	3,9	2,8	4,7	2,1	1,5
République tchèque	2,5	2,3	5,4	2,5	5,2	3,2	3,0	-5,5	3,5	1,9	1,5	2,5	3,5	-1,3	5,0
Israël	4,3	3,9	2,5	4,5	4,3	4,1	4,2	-1,9	8,6	6,1	3,0	3,5	10,4	1,6	3,4
Norvège	1,6	2,0	2,0	1,1	2,3	1,1	0,7	-0,7	3,9	3,6	2,6	1,3	4,7	3,0	1,5
Danemark	0,9	1,6	2,3	3,2	2,8	2,0	1,5	-2,0	4,9	2,6	0,6	1,8	6,7	-0,4	1,0
Nouvelle-Zélande	2,1	3,8	3,7	4,0	3,5	3,4	2,9	-2,1	5,6	2,3	1,9	2,4	3,0	2,6	1,5
Porto Rico	-0,7	-1,2	-1,0	-1,3	-2,9	-4,2	1,5	-3,9	2,7	4,8	0,4	0,0	...	...	...
Macao (RAS)	13,1	-2,0	-21,5	-0,7	10,0	6,5	-2,5	-54,0	18,0	-22,4	56,7	3,3	...	...	...
Islande	2,7	1,7	4,4	6,3	4,2	4,9	2,4	-6,8	4,4	5,1	2,9	2,2	4,9	2,1	3,0
Andorre	-0,3	2,5	1,4	3,7	0,3	1,6	2,0	-11,2	8,9	6,6	2,0	1,5	...	...	...
Saint-Marin	-1,7	-0,6	2,7	2,3	0,3	1,5	2,1	-6,7	5,4	3,1	0,8	1,3	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,3	1,8	2,1	1,5	2,2	2,1	1,6	-4,8	5,1	2,0	0,8	1,5	4,4	0,6	0,9
Demande intérieure réelle totale															
Pays avancés	1,4	2,0	2,6	2,0	2,5	2,3	2,0	-4,3	5,3	2,9	1,0	1,7	5,1	0,7	1,7
États-Unis	1,5	2,5	3,4	1,8	2,4	3,1	2,4	-3,0	6,9	2,3	0,6	1,8	6,2	0,3	0,7
Zone euro	0,5	1,3	2,3	2,4	2,3	1,8	2,4	-5,8	4,1	3,2	0,7	1,5	4,9	0,3	1,9
Allemagne	0,9	1,7	1,4	3,1	2,6	1,6	1,7	-3,0	1,9	3,2	0,0	1,4	2,4	1,6	1,2
France	1,3	1,5	1,4	1,4	2,5	1,4	2,1	-6,7	6,6	2,6	0,7	1,4	5,6	0,3	0,9
Italie	-0,7	0,1	1,2	1,8	1,8	1,3	-0,2	-8,5	6,8	3,6	-0,1	0,9	7,9	-0,9	1,5
Espagne	0,1	1,9	4,1	2,1	3,3	3,0	1,6	-8,9	4,7	3,0	1,5	1,6	3,8	1,7	2,1
Japon	0,6	0,3	1,1	0,3	1,1	0,6	0,1	-3,8	0,6	1,9	1,3	0,4	0,5	1,9	1,1
Royaume-Uni	1,2	3,5	3,2	3,1	1,9	1,2	1,6	-10,1	8,5	4,6	0,3	1,5	4,8	-0,6	3,8
Canada	2,9	1,7	-0,2	0,4	4,1	2,5	1,2	-6,4	6,1	5,5	1,8	1,4	4,7	4,9	0,5
Autres pays avancés ²	3,0	2,8	2,6	2,9	3,6	2,7	1,5	-2,5	5,2	3,2	2,3	2,4	5,6	1,1	3,3
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,2	1,9	2,4	1,7	2,2	2,2	1,7	-4,4	5,6	2,7	0,6	1,5	4,9	0,7	1,1

¹Dans les tableaux de l'appendice statistique, lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.²Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.³Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2004-13	2014-23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses de consommation privée												
Pays avancés	1,5	1,6	1,8	2,5	2,1	2,2	2,2	1,6	-5,8	5,3	3,5	1,2
États-Unis	1,8	2,3	2,7	3,3	2,5	2,4	2,9	2,2	-3,8	7,9	2,4	0,6
Zone euro	0,6	0,9	0,9	1,9	2,0	1,8	1,5	1,4	-7,7	3,7	3,8	0,8
Allemagne	0,7	0,9	1,1	1,9	2,4	1,4	1,5	1,6	-5,6	0,4	4,5	0,6
France	1,2	1,0	0,9	1,4	1,6	1,6	1,0	1,8	-6,8	5,3	2,7	1,3
Italie	-0,3	0,2	0,1	1,9	1,2	1,5	1,0	0,2	-10,6	5,2	2,8	-0,4
Espagne	0,2	0,9	1,7	2,9	2,7	3,0	1,7	1,0	-12,0	4,6	3,0	1,7
Japon	0,9	-0,1	-0,9	-0,2	-0,4	1,1	0,2	-0,5	-5,2	1,3	2,8	1,1
Royaume-Uni	1,2	1,6	2,6	3,6	3,7	1,6	2,4	1,3	-10,6	6,2	5,5	0,7
Canada	2,9	2,5	2,6	2,3	2,1	3,7	2,6	1,4	-6,1	4,9	8,7	3,2
Autres pays avancés ¹	2,9	2,1	2,5	2,9	2,6	2,8	2,8	1,8	-5,5	4,0	4,3	2,8
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,4	1,6	1,7	2,4	2,0	2,0	2,1	1,5	-5,4	5,6	3,3	0,8
Consommation publique												
Pays avancés	1,3	1,6	0,6	1,7	2,0	0,8	1,5	2,3	1,8	3,4	0,9	0,7
États-Unis	0,5	0,9	-0,8	1,6	1,9	0,0	1,2	2,0	2,0	1,0	-0,9	0,9
Zone euro	1,3	1,5	0,8	1,3	1,9	1,1	1,0	1,7	1,1	4,2	1,8	0,2
Allemagne	1,5	2,4	1,7	2,9	4,0	1,7	0,8	2,6	4,0	3,8	3,3	-0,6
France	1,6	1,0	1,3	1,0	1,4	1,4	0,8	1,0	-4,0	6,4	1,6	-0,1
Italie	-0,2	0,1	-0,6	-0,6	0,7	-0,1	0,1	-0,5	0,5	0,6	1,3	-0,5
Espagne	2,8	1,5	-0,7	2,0	1,0	1,0	2,3	2,0	3,3	3,1	-0,2	1,2
Japon	1,3	1,4	1,0	1,9	1,6	0,1	1,0	1,9	2,3	2,1	1,5	0,8
Royaume-Uni	1,6	1,7	2,0	1,3	0,5	0,6	0,4	4,2	-5,9	14,3	1,4	-0,8
Canada	1,8	2,0	0,6	1,4	1,8	2,1	3,2	1,7	0,0	5,8	1,7	1,6
Autres pays avancés ¹	2,8	3,2	2,7	2,8	3,5	2,4	3,5	3,8	4,7	4,5	2,9	1,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,9	1,2	0,2	1,6	1,8	0,4	1,0	2,0	1,1	3,1	0,5	0,5
Formation brute de capital fixe												
Pays avancés	1,0	2,4	3,4	3,6	2,6	3,8	3,0	3,0	-3,5	5,6	1,7	1,3
États-Unis	1,3	2,7	5,1	3,7	2,1	3,8	4,4	3,1	-1,5	6,1	0,5	-0,1
Zone euro	-0,2	2,6	1,4	4,7	4,0	3,9	3,1	6,9	-6,4	4,1	3,4	1,6
Allemagne	1,4	1,7	3,2	1,7	3,8	2,6	3,3	1,9	-2,3	1,2	0,8	0,9
France	1,0	1,9	0,0	0,9	2,5	5,0	3,2	4,2	-8,4	11,3	1,5	0,1
Italie	-2,5	3,0	-2,2	1,8	4,0	3,2	3,1	1,2	-9,1	17,0	10,3	3,1
Espagne	-2,6	3,2	4,1	4,9	2,4	6,8	6,3	4,5	-9,5	4,3	7,5	2,2
Japon	-0,5	0,3	2,2	2,3	1,2	1,6	0,6	0,5	-4,9	-1,4	-1,2	2,7
Royaume-Uni	0,5	2,1	6,8	6,3	4,7	3,3	-0,1	0,5	-9,5	5,9	4,5	-0,6
Canada	3,8	0,6	2,3	-5,2	-4,7	3,3	2,5	0,0	-2,8	7,1	1,5	2,9
Autres pays avancés ¹	3,4	2,6	2,6	2,3	3,0	4,9	2,0	0,7	-1,2	7,5	1,4	3,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	2,1	3,7	2,8	2,2	3,4	3,2	2,3	-3,7	5,7	1,4	0,7

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2004-13	2014-23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Demande intérieure finale												
Pays avancés	1,4	1,8	1,9	2,6	2,2	2,3	2,2	2,1	-3,9	5,0	2,6	1,1
États-Unis	1,5	2,2	2,7	3,1	2,3	2,4	3,0	2,4	-2,5	6,5	1,6	0,5
Zone euro	0,6	1,4	1,0	2,3	2,4	2,1	1,7	2,6	-5,6	3,9	3,2	0,9
Allemagne	1,0	1,4	1,7	2,1	3,1	1,7	1,8	1,9	-2,8	1,4	3,3	0,4
France	1,3	1,2	0,8	1,2	1,7	2,3	1,4	2,1	-6,5	6,9	2,1	0,7
Italie	-0,7	0,8	-0,4	1,4	1,6	1,5	1,2	0,3	-8,2	6,4	4,1	0,4
Espagne	0,1	1,5	1,6	3,1	2,3	3,3	2,7	1,9	-8,5	4,2	3,2	1,7
Japon	0,6	0,3	0,1	0,8	0,3	1,0	0,5	0,2	-3,7	0,8	1,8	1,7
Royaume-Uni	1,1	1,7	3,2	3,6	3,3	1,7	1,6	1,7	-9,5	7,7	4,5	0,1
Canada	2,9	1,8	2,1	0,3	0,5	3,3	2,7	1,2	-4,1	5,6	4,9	2,2
Autres pays avancés ¹	2,9	2,4	2,6	2,7	2,9	3,4	2,4	1,8	-2,5	4,9	3,1	2,6
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,2	1,6	1,9	2,4	2,0	2,1	2,1	1,8	-3,9	5,3	2,3	0,7
Formation de stock²												
Pays avancés	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1	-0,1	-0,4	0,3	0,3	-0,1
États-Unis	0,1	0,0	-0,1	0,3	-0,5	0,0	0,2	0,1	-0,5	0,3	0,7	0,1
Zone euro	-0,1	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,2	-0,3	0,2	0,0	-0,2
Allemagne	-0,1	0,0	0,0	-0,7	0,0	0,9	-0,1	-0,1	-0,2	0,5	-0,1	-0,3
France	0,1	0,1	0,7	0,2	-0,3	0,2	0,0	0,0	-0,3	-0,3	0,5	0,0
Italie	0,0	0,0	0,5	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,5	-0,3	0,4	-0,4	-0,5
Espagne	-0,1	-0,2	0,2	-1,5	-0,1	0,0	0,3	-0,2	-0,5	0,6	-0,4	-0,3
Japon	0,0	0,0	0,1	0,3	-0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,1	-0,2	0,3	-0,1
Royaume-Uni	0,1	0,0	0,4	-0,1	-0,2	0,2	-0,5	0,2	-0,7	0,4	0,3	-0,2
Canada	0,1	0,0	-0,4	-0,5	0,0	0,9	-0,1	0,1	-1,3	0,9	0,9	-0,4
Autres pays avancés ¹	0,0	0,1	0,3	-0,1	0,0	0,2	0,3	-0,2	0,0	0,2	0,1	-0,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,3	0,2	0,0	0,0	-0,5	0,3	0,5	-0,1
Solde extérieur²												
Pays avancés	0,2	-0,1	0,0	-0,3	-0,1	0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,4	0,2
États-Unis	0,2	-0,4	-0,3	-0,8	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-1,4	-0,7	0,4
Zone euro	0,4	0,0	0,1	-0,2	-0,4	0,4	0,0	-0,7	-0,5	1,3	0,0	-0,2
Allemagne	0,4	-0,2	0,7	0,3	-0,6	0,2	-0,6	-0,6	-0,8	0,8	-1,4	-0,2
France	-0,1	-0,3	-0,5	-0,4	-0,4	-0,1	0,4	-0,3	-1,0	0,0	-0,1	-0,1
Italie	0,4	-0,2	-0,1	-0,4	-0,5	0,0	-0,3	0,7	-0,7	0,0	-0,3	-0,1
Espagne	0,6	-0,1	-0,5	-0,1	1,0	-0,2	-0,6	0,5	-2,2	0,5	1,3	-0,3
Japon	0,1	0,2	0,1	0,5	0,5	0,6	0,0	-0,5	-0,9	1,1	-0,1	0,3
Royaume-Uni	0,0	-0,2	-1,1	-0,4	-0,1	0,7	-0,1	0,1	1,0	-1,5	-1,1	0,0
Canada	-1,0	-0,2	1,2	0,8	0,4	-1,1	0,2	0,6	0,5	-2,0	-2,2	-0,4
Autres pays avancés ¹	0,6	0,2	0,5	0,0	0,0	-0,2	0,2	0,6	0,7	0,5	-0,2	0,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,1	-0,3	-0,1	-0,3	-0,1	0,0	-0,2	-0,2	-0,4	-0,7	-0,7	0,2

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

²Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,5	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,2	-0,6	7,2	4,4	4,9	5,1
Bangladesh	6,1	6,1	6,6	7,1	6,6	7,3	7,9	3,4	6,9	7,2	6,0	6,9
Bhoutan	7,9	4,0	6,2	7,4	6,3	3,8	4,4	-2,3	-3,3	4,0	4,3	5,8
Brunei Darussalam	0,7	-2,5	-0,4	-2,5	1,3	0,1	3,9	1,1	-1,6	1,2	3,3	3,4
Cambodge	7,9	7,1	7,0	6,9	7,0	7,5	7,1	-3,1	3,0	5,1	6,2	6,6
Chine	10,3	7,4	7,0	6,9	6,9	6,8	6,0	2,2	8,1	3,2	4,4	4,6
Fidji	1,6	5,6	4,5	2,4	5,4	3,8	-0,6	-17,0	-5,1	12,5	6,9	3,5
Îles Marshall	0,9	-1,0	1,6	1,4	3,3	3,1	6,8	-1,6	1,7	1,5	3,2	1,5
Îles Salomon	5,2	1,2	1,7	5,6	3,1	2,7	1,7	-3,4	-0,2	-4,5	2,6	3,0
Inde ¹	7,7	7,4	8,0	8,3	6,8	6,5	3,7	-6,6	8,7	6,8	6,1	6,2
Indonésie	5,9	5,0	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	-2,1	3,7	5,3	5,0	5,1
Kiribati	1,4	-1,1	9,9	-0,5	-0,2	5,3	-0,5	-0,5	1,5	1,0	2,4	2,0
Lao, Rép. dém. pop.	7,8	7,6	7,3	7,0	6,9	6,3	4,7	-0,4	2,1	2,2	3,1	4,3
Malaisie	5,0	6,0	5,0	4,4	5,8	4,8	4,4	-5,5	3,1	5,4	4,4	3,9
Maldives	5,0	7,3	2,9	6,3	7,2	8,1	6,9	-33,5	37,0	8,7	6,1	5,6
Micronésie	-0,5	-2,3	4,6	0,9	2,7	0,2	1,2	-1,8	-3,2	-0,6	2,9	0,6
Mongolie	8,6	7,9	2,4	1,5	5,6	7,7	5,6	-4,6	1,6	2,5	5,0	5,0
Myanmar	9,1	8,2	7,5	6,4	5,8	6,4	6,8	3,2	-17,9	2,0	3,3	3,6
Nauru	...	27,2	3,4	3,0	-5,5	5,7	1,0	0,7	1,6	0,9	2,0	1,8
Népal	4,2	6,0	4,0	0,4	9,0	7,6	6,7	-2,4	4,2	4,2	5,0	5,3
Palaos	0,0	4,7	8,4	0,4	-3,4	0,1	0,4	-8,9	-13,4	-2,8	12,3	3,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,1	13,5	6,6	5,5	3,5	-0,3	4,5	-3,5	1,2	3,8	5,1	3,0
Philippines	5,4	6,3	6,3	7,1	6,9	6,3	6,1	-9,5	5,7	6,5	5,0	6,0
Samoa	1,8	0,7	3,9	8,0	1,4	-0,6	4,5	-3,1	-7,1	-5,0	4,0	2,6
Sri Lanka	6,5	6,4	4,2	5,1	6,5	2,3	-0,2	-3,5	3,3	-8,7	-3,0	3,1
Thaïlande	4,0	1,0	3,1	3,4	4,2	4,2	2,2	-6,2	1,5	2,8	3,7	3,0
Timor-Leste ²	5,3	4,5	2,8	3,4	-3,1	-0,7	2,1	-8,6	1,5	3,3	4,2	3,0
Tonga	0,1	2,0	1,2	6,6	3,3	0,2	0,7	0,5	-2,7	-2,0	2,9	1,8
Tuvalu	0,8	1,7	9,4	4,7	3,4	1,6	13,9	1,0	2,5	3,0	3,5	3,5
Vanuatu	3,5	3,1	0,4	4,7	6,3	2,9	3,2	-5,4	0,4	1,7	3,1	3,0
Viet Nam	6,4	6,4	7,0	6,7	6,9	7,2	7,2	2,9	2,6	7,0	6,2	6,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,3	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,5	-1,7	6,8	0,0	0,6	2,2
Albanie ¹	4,2	1,8	2,2	3,3	3,8	4,0	2,1	-3,5	8,5	4,0	2,5	3,4
Bélarus	6,5	1,7	-3,8	-2,5	2,5	3,1	1,4	-0,7	2,3	-7,0	0,2	0,8
Bosnie-Herzégovine	3,0	1,1	3,1	3,1	3,2	3,7	2,8	-3,1	7,5	2,4	2,0	3,0
Bulgarie	3,3	1,0	3,4	3,0	2,8	2,7	4,0	-4,4	4,2	3,9	3,0	2,8
Croatie	0,8	-0,3	2,5	3,5	3,4	2,9	3,5	-8,1	10,2	5,9	3,5	2,5
Hongrie	1,1	4,2	3,8	2,3	4,3	5,4	4,6	-4,5	7,1	5,7	1,8	3,2
Kosovo	4,2	3,3	5,9	5,6	4,8	3,4	4,8	-5,3	9,5	2,7	3,5	3,5
Macédoine du Nord	3,4	3,6	3,9	2,8	1,1	2,9	3,9	-6,1	4,0	2,7	3,0	3,8
Moldova, Rép. de	4,5	5,0	-0,3	4,4	4,2	4,1	3,6	-8,3	13,9	0,0	2,3	5,0
Monténégro	3,1	1,8	3,4	2,9	4,7	5,1	4,1	-15,3	13,0	7,2	2,5	3,0
Pologne	4,0	3,4	4,2	3,1	4,8	5,4	4,7	-2,2	5,9	3,8	0,5	3,1
Roumanie	3,7	3,6	3,0	4,7	7,3	4,5	4,2	-3,7	5,9	4,8	3,1	3,5
Russie	4,2	0,7	-2,0	0,2	1,8	2,8	2,2	-2,7	4,7	-3,4	-2,3	0,7
Serbie	3,8	-1,6	1,8	3,3	2,1	4,5	4,3	-0,9	7,4	3,5	2,7	4,0
Türkiye	5,9	4,9	6,1	3,3	7,5	3,0	0,8	1,9	11,4	5,0	3,0	3,0
Ukraine ¹	2,5	-6,6	-9,8	2,4	2,4	3,5	3,2	-3,8	3,4	-35,0	...	...
Amérique latine et Caraïbes	4,0	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,2	-7,0	6,9	3,5	1,7	2,4
Antigua-et-Barbuda	1,3	3,8	3,8	5,5	3,1	6,9	4,9	-20,2	5,3	6,0	5,6	2,7
Argentine	4,9	-2,5	2,7	-2,1	2,8	-2,6	-2,0	-9,9	10,4	4,0	2,0	2,0
Aruba	0,6	0,0	3,6	2,1	5,5	5,3	0,6	-18,6	17,2	4,0	2,0	1,2
Bahamas	0,4	1,8	1,0	-0,9	3,1	1,8	1,9	-23,8	13,7	8,0	4,1	1,5
Barbade	0,4	-0,1	2,4	2,5	0,5	-0,6	-1,3	-13,7	0,7	10,5	5,0	1,8
Belize	2,5	3,9	2,6	-2,3	-1,0	0,3	4,5	-13,7	16,3	3,5	2,0	2,0
Bolivie	4,9	5,5	4,9	4,3	4,2	4,2	2,2	-8,7	6,1	3,8	3,2	2,5
Brésil	4,0	0,5	-3,5	-3,3	1,3	1,8	1,2	-3,9	4,6	2,8	1,0	2,0
Chili	4,8	1,8	2,2	1,7	1,3	3,9	0,9	-6,1	11,7	2,0	-1,0	2,5
Colombie	4,8	4,5	3,0	2,1	1,4	2,6	3,2	-7,0	10,7	7,6	2,2	3,3

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	
Amérique latine et Caraïbes (fin)	4,0	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,2	-7,0	6,9	3,5	1,7	2,4	
Costa Rica	4,5	3,5	3,7	4,2	4,2	2,6	2,4	-4,1	7,8	3,8	2,9	3,2	
Dominique	1,9	4,8	-2,7	2,8	-6,6	3,5	5,5	-16,6	4,8	6,0	4,9	2,5	
El Salvador	2,1	1,7	2,4	2,5	2,3	2,4	2,4	-8,2	10,3	2,6	1,7	2,0	
Équateur	4,9	3,8	0,1	-1,2	2,4	1,3	0,0	-7,8	4,2	2,9	2,7	2,8	
Grenade	0,9	7,3	6,4	3,7	4,4	4,4	0,7	-13,8	5,6	3,6	3,6	2,8	
Guatemala	3,6	4,4	4,1	2,7	3,1	3,4	4,0	-1,8	8,0	3,4	3,2	3,5	
Guyana	3,5	1,7	0,7	3,8	3,7	4,4	5,4	43,5	23,8	57,8	25,2	3,3	
Haïti	2,0	1,7	2,6	1,8	2,5	1,7	-1,7	-3,3	-1,8	-1,2	0,5	1,5	
Honduras ¹	4,1	3,1	3,8	3,9	4,8	3,8	2,7	-9,0	12,5	3,4	3,5	3,9	
Jamaïque	0,2	0,6	0,9	1,5	0,7	1,8	1,0	-10,0	4,6	2,8	3,0	1,6	
Mexique	2,2	2,8	3,3	2,6	2,1	2,2	-0,2	-8,1	4,8	2,1	1,2	2,1	
Nicaragua	4,0	4,8	4,8	4,6	4,6	-3,4	-3,8	-1,8	10,3	4,0	3,0	3,8	
Panama	8,0	5,1	5,7	5,0	5,6	3,7	3,0	-17,9	15,3	7,5	4,0	4,5	
Paraguay	4,5	5,3	3,0	4,3	4,8	3,2	-0,4	-0,8	4,2	0,2	4,3	3,5	
Pérou	6,4	2,4	3,3	4,0	2,5	4,0	2,2	-11,0	13,6	2,7	2,6	3,0	
République dominicaine	5,1	7,1	6,9	6,7	4,7	7,0	5,1	-6,7	12,3	5,3	4,5	5,0	
Saint-Kitts-et-Nevis	3,1	7,6	0,7	3,9	0,9	2,7	4,8	-14,0	-3,6	9,8	4,8	2,7	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,3	1,1	2,8	4,1	1,7	3,1	0,4	-5,3	0,5	5,0	6,0	2,7	
Sainte-Lucie	2,0	1,3	-0,2	3,8	3,4	2,9	-0,7	-24,4	12,2	9,1	5,8	1,5	
Suriname	4,7	0,3	-3,4	-4,9	1,6	4,9	1,1	-15,9	-3,5	1,3	2,3	3,0	
Trinité-et-Tobago	3,4	-0,9	1,8	-6,3	-2,7	-0,7	-0,2	-7,4	-0,7	4,0	3,5	1,6	
Uruguay ¹	5,6	3,2	0,4	1,7	1,6	0,5	0,4	-6,1	4,4	5,3	3,6	2,2	
Venezuela	5,7	-3,9	-6,2	-17,0	-15,7	-19,7	-27,7	-30,0	0,5	6,0	6,5	...	
Moyen-Orient et Asie centrale	5,0	3,4	3,0	4,2	2,6	2,6	1,7	-2,7	4,5	5,0	3,6	3,7	
Afghanistan ¹	8,9	2,7	1,0	2,2	2,6	1,2	3,9	-2,4	...	...	...	...
Algérie	3,2	3,8	3,7	3,2	1,4	1,2	1,0	-5,1	3,5	4,7	2,6	1,7	
Arabie saoudite	4,5	3,7	4,1	1,7	-0,7	2,5	0,3	-4,1	3,2	7,6	3,7	3,0	
Arménie	5,9	3,6	3,3	0,2	7,5	5,2	7,6	-7,4	5,7	7,0	3,5	4,5	
Azerbaïdjan	12,3	2,8	1,0	-3,1	0,2	1,5	2,5	-4,2	5,6	3,7	2,5	2,5	
Bahreïn	5,3	4,4	2,5	3,6	4,3	2,1	2,2	-4,9	2,2	3,4	3,0	3,0	
Cisjordanie et Gaza	7,7	-0,2	3,7	8,9	1,4	1,2	1,4	-11,3	7,1	4,0	3,5	2,0	
Djibouti	4,4	7,1	7,5	7,1	5,5	4,8	5,5	1,2	4,8	3,6	5,0	6,0	
Égypte	4,7	4,3	5,8	5,8	5,4	5,0	5,5	3,5	3,3	6,6	4,4	5,9	
Émirats arabes unis	4,3	4,4	5,1	3,0	2,4	1,2	3,4	-4,8	3,8	5,1	4,2	4,2	
Géorgie	5,9	4,4	3,0	2,9	4,8	4,8	5,0	-6,8	10,4	9,0	4,0	5,2	
Iran	2,5	5,0	-1,4	8,8	2,8	-1,8	-3,1	3,3	4,7	3,0	2,0	2,0	
Iraq	10,2	0,7	2,5	15,2	-3,4	4,7	5,8	-15,7	7,7	9,3	4,0	2,7	
Jordanie	5,5	3,4	2,5	2,0	2,1	1,9	2,0	-1,6	2,2	2,4	2,7	3,3	
Kazakhstan	6,9	4,3	1,0	0,9	3,9	4,1	4,5	-2,6	4,1	2,5	4,4	2,7	
Koweït	4,3	0,5	0,6	2,9	-4,7	2,4	-0,6	-8,9	1,3	8,7	2,6	2,7	
Liban ¹	5,3	2,5	0,5	1,6	0,9	-1,9	-6,9	-25,9	...	...	...	...
Libye ¹	-0,5	-23,0	-0,8	-1,5	32,5	7,9	-11,2	-29,5	28,3	-18,5	17,9	4,1	
Maroc	4,6	2,7	4,3	0,5	5,1	3,1	2,9	-7,2	7,9	0,8	3,1	3,4	
Mauritanie	4,3	4,3	5,4	1,3	6,3	4,8	5,4	-0,9	2,4	4,0	4,8	4,8	
Oman	4,9	1,3	5,0	5,0	0,3	1,3	-1,1	-3,2	3,0	4,4	4,1	2,7	
Ouzbékistan	7,7	6,9	7,2	5,9	4,4	5,4	5,7	1,9	7,4	5,2	4,7	5,0	
Pakistan ¹	4,7	4,1	4,1	4,6	4,6	6,1	3,1	-0,9	5,7	6,0	3,5	5,0	
Qatar	14,1	5,3	4,8	3,1	-1,5	1,2	0,7	-3,6	1,6	3,4	2,4	3,8	
République kirghize	4,5	4,0	3,9	4,3	4,7	3,5	4,6	-8,6	3,7	3,8	3,2	4,0	
Somalie	...	2,7	4,6	4,7	2,2	3,7	2,7	-0,3	2,9	1,9	3,1	4,1	
Soudan ³	0,7	4,7	4,9	4,7	0,8	-2,3	-2,5	-3,6	0,5	-0,3	2,6	6,0	
Syrie ⁴	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	7,3	6,7	6,0	6,9	7,1	7,6	7,4	4,4	9,2	5,5	4,0	4,0	
Tunisie	3,7	3,1	1,0	1,1	2,2	2,5	1,4	-8,7	3,3	2,2	1,6	2,6	
Turkménistan	10,4	3,8	3,0	-1,0	4,7	0,9	-3,4	-3,0	4,6	1,2	2,3	1,7	
Yémen	2,4	-0,2	-28,0	-9,4	-5,1	0,8	1,4	-8,5	-1,0	2,0	3,2	5,5	

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	
Afrique subsaharienne	5,6	5,0	3,2	1,5	3,0	3,3	3,2	-1,6	4,7	3,6	3,7	4,4	
Angola	8,4	4,8	0,9	-2,6	-0,2	-1,3	-0,7	-5,8	0,8	2,9	3,4	3,9	
Afrique du Sud	3,3	1,4	1,3	0,7	1,2	1,5	0,3	-6,3	4,9	2,1	1,1	1,4	
Bénin	4,0	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	5,7	6,2	6,0	
Botswana	3,3	5,7	-4,9	7,2	4,1	4,2	3,0	-8,7	11,4	4,1	4,0	4,0	
Burkina Faso	5,9	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7	1,9	6,9	3,6	4,8	5,3	
Burundi	4,4	4,2	-3,9	-0,6	0,5	1,6	1,8	0,3	3,1	3,3	4,1	4,6	
Cabo Verde	4,1	0,6	1,0	4,7	3,7	14,6	5,7	-14,8	7,0	4,0	4,8	4,5	
Cameroon	3,7	5,8	5,6	4,5	3,5	4,0	3,4	0,5	3,6	3,8	4,6	4,9	
Comores	3,0	2,1	1,3	3,5	4,2	3,6	1,8	-0,3	2,2	3,0	3,4	4,4	
Congo, Rép. dém. du	6,3	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	6,1	6,7	6,3	
Congo, Rép. du	4,8	6,7	-3,6	-10,7	-4,4	-4,8	-0,4	-8,1	-0,6	4,3	4,6	3,3	
Côte d'Ivoire	2,8	8,8	8,8	7,2	7,4	6,9	6,2	2,0	7,0	5,5	6,5	6,0	
Érythrée	1,8	30,9	-20,6	7,4	-10,0	13,0	3,8	-0,5	2,9	2,6	2,8	2,9	
Eswatini	3,8	0,9	2,2	1,1	2,0	2,4	2,7	-1,6	7,9	2,4	1,8	2,3	
Éthiopie	10,9	10,3	10,4	8,0	10,2	7,7	9,0	6,1	6,3	3,8	5,3	7,0	
Gabon	2,8	4,4	3,9	2,1	0,5	0,8	3,9	-1,9	1,5	2,7	3,7	3,8	
Gambie	2,5	-1,4	4,1	1,9	4,8	7,2	6,2	0,6	4,3	5,0	6,0	5,0	
Ghana	7,3	2,9	2,1	3,4	8,1	6,2	6,5	0,5	5,4	3,6	2,8	6,8	
Guinée	3,6	3,7	3,8	10,8	10,3	6,4	5,6	4,9	3,8	4,6	5,1	5,2	
Guinée équatoriale	7,6	0,4	-9,1	-8,8	-5,7	-6,2	-5,5	-4,2	-3,2	5,8	-3,1	-1,1	
Guinée-Bissau	3,5	1,0	6,1	5,3	4,8	3,8	4,5	1,5	5,0	3,8	4,5	5,0	
Kenya	4,8	5,0	5,0	4,2	3,8	5,7	5,1	-0,3	7,5	5,3	5,1	5,5	
Lesotho	3,6	2,1	3,3	1,9	-2,7	-0,3	0,0	-6,0	2,1	2,1	1,6	0,1	
Libéria	7,4	0,7	0,0	-1,6	2,5	1,2	-2,5	-3,0	5,0	3,7	4,2	6,0	
Madagascar	3,1	3,3	3,1	4,0	3,9	3,2	4,4	-7,1	4,3	4,2	5,2	5,0	
Malawi	5,8	5,7	3,0	2,3	4,0	4,4	5,4	0,9	2,2	0,9	2,5	4,5	
Mali	3,6	7,1	6,2	5,9	5,3	4,7	4,8	-1,2	3,1	2,5	5,3	5,0	
Maurice	4,0	3,7	3,6	3,8	3,8	3,8	3,0	-14,9	4,0	6,1	5,4	3,3	
Mozambique	7,4	7,4	6,7	3,8	3,7	3,4	2,3	-1,2	2,3	3,7	4,9	13,2	
Namibie	4,3	6,1	4,3	0,0	-1,0	1,1	-0,8	-8,0	2,7	3,0	3,2	2,5	
Niger	5,3	6,6	4,4	5,7	5,0	7,2	5,9	3,6	1,3	6,7	7,3	6,0	
Nigéria	7,3	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,2	-1,8	3,6	3,2	3,0	2,9	
Ouganda	7,1	5,7	8,0	0,2	6,8	5,5	7,8	-1,4	6,7	4,4	5,9	6,8	
République centrafricaine	-1,5	0,1	4,3	4,7	4,5	3,8	3,0	1,0	1,0	1,5	3,0	3,7	
Rwanda	8,0	6,2	8,9	6,0	4,0	8,6	9,5	-3,4	10,9	6,0	6,7	6,1	
Sao Tomé-et-Principe	5,3	6,5	3,8	4,2	3,9	3,0	2,2	3,0	1,9	1,4	2,6	4,0	
Sénégal	3,2	6,2	6,4	6,4	7,4	6,2	4,6	1,3	6,1	4,7	8,1	5,2	
Seychelles	4,4	4,7	5,6	5,4	4,5	3,2	3,1	-7,7	7,9	10,9	5,2	3,9	
Sierra Leone	7,8	4,6	-20,5	6,4	3,8	3,5	5,3	-2,0	4,1	2,4	3,3	4,3	
Soudan du Sud	...	1,8	-0,2	-13,3	-5,8	-2,1	0,9	-6,5	5,3	6,5	5,6	4,4	
Tanzanie	6,5	6,7	6,2	6,9	6,8	7,0	7,0	4,8	4,9	4,5	5,2	7,0	
Tchad	7,8	6,9	1,8	-5,6	-2,4	2,4	3,4	-2,2	-1,1	3,3	3,4	3,5	
Togo	3,0	5,9	5,7	5,6	4,3	5,0	5,5	1,8	5,3	5,4	6,2	6,5	
Zambie	7,6	4,7	2,9	3,8	3,5	4,0	1,4	-2,8	4,6	2,9	4,0	5,0	
Zimbabwe ¹	1,7	2,4	1,8	0,5	5,0	4,7	-6,1	-5,2	7,2	3,0	2,8	3,0	

¹Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Albanie, au Honduras, à l'Inde, au Liban, à la Libye, au Pakistan, à l'Ukraine, à l'Uruguay et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

²Les données pour le Timor-Leste excluent les projections concernant les exportations pétrolières de la zone d'exploitation pétrolière commune (Joint Petroleum Development Area).

³Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

⁴Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A5. Inflation : récapitulation*(En pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Déflateurs du PIB												
Pays avancés	1,6	1,4	1,3	1,0	1,5	1,7	1,5	1,5	2,9	5,5	3,7	1,8
États-Unis	2,1	1,9	1,0	1,0	1,9	2,4	1,8	1,2	4,2	7,1	3,6	1,9
Zone euro	1,6	0,9	1,4	0,9	1,1	1,5	1,7	1,7	2,1	4,3	4,4	1,9
Japon	-1,0	1,7	2,1	0,4	-0,1	0,0	0,6	0,9	-0,9	0,3	0,6	0,3
Autres pays avancés ¹	2,0	1,3	1,1	1,2	1,9	1,7	1,2	1,8	3,4	6,3	4,3	1,9
Prix à la consommation												
Pays avancés	2,0	1,4	0,3	0,8	1,7	2,0	1,4	0,7	3,1	7,2	4,4	1,9
États-Unis	2,4	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7	8,1	3,5	2,0
Zone euro ²	2,0	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,3	5,7	1,8
Japon	-0,1	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,0	1,4	1,0
Autres pays avancés ¹	2,3	1,5	0,5	0,9	1,8	1,9	1,4	0,6	2,5	6,5	5,1	2,0
Pays émergents et pays en développement³	6,3	4,7	4,7	4,4	4,5	5,0	5,1	5,1	5,9	9,9	8,1	4,3
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,0	3,5	2,7	2,8	2,5	2,7	3,3	3,1	2,2	4,1	3,6	2,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,1	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,3	9,5	27,8	19,4	6,7
Amérique latine et Caraïbes	4,9	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,8	14,1	11,4	5,7
Moyen-Orient et Asie centrale	8,4	6,5	5,6	5,9	7,1	10,0	7,7	10,5	12,9	13,8	13,1	6,8
Afrique subsaharienne	8,6	6,4	6,7	10,2	10,7	8,3	8,2	10,2	11,1	14,4	11,9	6,9
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	8,4	5,6	5,6	7,8	6,6	9,0	6,9	9,4	12,0	13,4	11,8	7,6
Autres produits	5,9	4,6	4,6	3,9	4,2	4,5	4,9	4,7	5,2	9,5	7,6	3,9
Dont : produits primaires ⁴	6,6	7,3	5,7	6,6	11,6	13,8	16,8	18,3	22,0	26,9	23,4	9,8
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	7,2	5,8	5,7	5,4	5,8	5,8	5,6	6,1	7,7	13,3	10,7	4,8
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021	9,9	9,1	13,4	11,0	16,8	15,8	12,7	15,3	19,4	20,5	16,9	6,5
Autres groupes												
Union européenne	2,3	0,4	0,1	0,2	1,6	1,9	1,4	0,7	2,9	9,2	6,8	2,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	8,1	6,3	5,7	5,8	7,3	11,3	8,1	10,9	14,2	14,2	12,4	7,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,0	4,5	4,6	4,0	4,1	4,6	4,8	4,6	5,3	9,5	7,7	4,1
Pays en développement à faible revenu	9,7	7,2	6,5	8,3	9,2	8,8	8,3	11,3	13,0	14,2	12,0	6,1
<i>Pour mémoire</i>												
Taux d'inflation médian												
Pays avancés	2,3	0,7	0,1	0,5	1,6	1,8	1,4	0,4	2,5	7,5	4,5	2,0
Pays émergents et pays en développement ³	5,2	3,1	2,5	2,7	3,3	3,1	2,7	2,8	3,8	8,0	5,7	3,0

¹Hors États-Unis, Japon et zone euro.²Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.³Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.⁴Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	Projections	
														2022	2023
Pays avancés	2,0	1,4	0,3	0,8	1,7	2,0	1,4	0,7	3,1	7,2	4,4	1,9	5,2	7,0	3,2
États-Unis	2,4	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7	8,1	3,5	2,0	7,4	6,4	2,3
Zone euro ³	2,0	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,3	5,7	1,8	5,0	8,8	4,5
Allemagne	1,8	0,8	0,7	0,4	1,7	1,9	1,4	0,4	3,2	8,5	7,2	2,0	5,7	10,2	5,4
France	1,8	0,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5	2,1	5,8	4,6	1,6	3,3	6,3	3,9
Italie	2,2	0,2	0,1	-0,1	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,9	8,7	5,2	2,0	4,2	8,7	5,2
Espagne	2,5	-0,2	-0,5	-0,2	2,0	1,7	0,7	-0,3	3,1	8,8	4,9	1,7	6,5	7,7	4,1
Pays-Bas	1,8	0,3	0,2	0,1	1,3	1,6	2,7	1,1	2,8	12,0	8,0	2,0	6,3	12,8	3,4
Belgique	2,3	0,5	0,6	1,8	2,2	2,3	1,2	0,4	3,2	9,5	4,9	1,7	6,6	7,9	3,6
Irlande	1,3	0,3	-0,1	-0,2	0,3	0,7	0,9	-0,5	2,4	8,4	6,5	2,0	5,6	10,0	4,2
Autriche	2,1	1,5	0,8	1,0	2,2	2,1	1,5	1,4	2,8	7,7	5,1	2,0	3,8	7,0	3,2
Portugal	2,0	-0,2	0,5	0,6	1,6	1,2	0,3	-0,1	0,9	7,9	4,7	2,0	0,0	12,5	4,0
Grèce	2,6	-1,4	-1,1	0,0	1,1	0,8	0,5	-1,3	0,6	9,2	3,2	1,9	4,4	8,2	1,6
Finlande	2,0	1,2	-0,2	0,4	0,8	1,2	1,1	0,4	2,1	6,5	3,5	1,8	3,2	6,6	3,5
République slovaque	3,1	-0,1	-0,3	-0,5	1,4	2,5	2,8	2,0	2,8	11,9	10,1	2,0	5,0	13,5	8,6
Lituanie	3,8	0,2	-0,7	0,7	3,7	2,5	2,2	1,1	4,6	17,6	8,4	2,3	10,7	16,5	5,0
Slovénie	2,7	0,2	-0,5	-0,1	1,4	1,7	1,6	-0,1	1,9	8,9	5,1	2,4	4,9	8,8	3,0
Luxembourg	2,8	0,7	0,1	0,0	2,1	2,0	1,7	0,0	3,5	8,4	3,7	2,0	5,4	7,5	3,0
Lettonie	5,3	0,7	0,2	0,1	2,9	2,6	2,7	0,1	3,2	16,5	8,0	2,5	7,9	18,9	3,4
Estonie	4,4	0,5	0,1	0,8	3,7	3,4	2,3	-0,6	4,5	21,0	9,5	2,4	12,0	21,8	3,7
Chypre	2,2	-0,3	-1,5	-1,2	0,7	0,8	0,5	-1,1	2,2	8,0	3,8	2,0	4,7	6,6	2,4
Malte	2,4	0,8	1,2	0,9	1,3	1,7	1,5	0,8	0,7	5,9	4,6	2,1	2,6	6,5	3,7
Japon	-0,1	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,0	1,4	1,0	0,5	2,4	1,2
Royaume-Uni	2,7	1,5	0,0	0,7	2,7	2,5	1,8	0,9	2,6	9,1	9,0	2,0	5,4	11,3	6,3
Corée	2,9	1,3	0,7	1,0	1,9	1,5	0,4	0,5	2,5	5,5	3,8	2,0	3,7	6,2	2,6
Canada	1,8	1,9	1,1	1,4	1,6	2,3	1,9	0,7	3,4	6,9	4,2	2,0	4,7	6,9	3,2
Taiwan, prov. chinoise de	1,4	1,2	-0,3	1,4	0,6	1,3	0,6	-0,2	2,0	3,1	2,2	1,4	2,6	3,1	2,2
Australie	2,7	2,5	1,5	1,3	2,0	1,9	1,6	0,9	2,8	6,5	4,8	2,5	3,6	7,7	3,1
Suisse	0,6	0,0	-1,1	-0,4	0,5	0,9	0,4	-0,7	0,6	3,1	2,4	1,0	1,5	3,8	1,6
Suède	1,5	0,2	0,7	1,1	1,9	2,0	1,7	0,7	2,7	7,2	8,4	2,0	3,3	8,2	8,0
Singapour	2,7	1,0	-0,5	-0,5	0,6	0,4	0,6	-0,2	2,3	5,5	3,0	1,5	4,0	5,6	3,0
Hong Kong (RAS)	2,5	4,4	3,0	2,4	1,5	2,4	2,9	0,3	1,6	1,9	2,4	2,5	2,4	1,9	2,2
République tchèque	2,5	0,3	0,3	0,7	2,5	2,1	2,8	3,2	3,8	16,3	8,6	2,0	6,6	20,0	4,0
Israël	2,1	0,5	-0,6	-0,5	0,2	0,8	0,8	-0,6	1,5	4,5	3,6	1,9	2,8	5,3	2,7
Norvège	1,7	2,0	2,2	3,6	1,9	2,8	2,2	1,3	3,5	4,7	3,8	2,0	5,3	4,7	3,5
Danemark	1,9	0,4	0,2	0,0	1,1	0,7	0,7	0,3	1,9	7,2	3,8	2,0	3,4	7,2	3,8
Nouvelle-Zélande	2,6	1,2	0,3	0,6	1,9	1,6	1,6	1,7	3,9	6,3	3,9	2,1	5,9	5,1	2,9
Porto Rico	3,1	0,6	-0,8	-0,3	1,8	1,3	0,1	-0,5	2,4	4,4	3,5	2,3	4,2	4,8	2,3
Macao (RAS)	4,6	6,0	4,6	2,4	1,2	3,0	2,8	0,8	0,0	2,5	2,4	2,2	1,0	2,5	2,4
Islande	6,2	2,0	1,6	1,7	1,8	2,7	3,0	2,8	4,5	8,4	6,7	2,5	5,1	9,9	5,1
Andorre	2,2	-0,1	-1,1	-0,4	2,6	1,3	0,7	0,3	1,7	5,3	2,8	1,7	3,3	4,5	2,5
Saint-Marin	2,3	1,1	0,1	0,6	1,0	1,8	1,0	0,2	2,1	6,9	4,5	1,8	2,1	6,9	4,5
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,9	1,5	0,3	0,8	1,8	2,1	1,5	0,8	3,3	7,2	4,3	1,9	5,6	6,8	3,2

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

³Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période ²		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	2022	2023	
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,0	3,5	2,7	2,8	2,5	2,7	3,3	3,1	2,2	4,1	3,6	2,8	3,0	4,7	3,0	
Bangladesh	7,7	7,3	6,4	5,9	5,4	5,8	5,5	5,6	5,6	6,1	9,1	5,5	5,6	7,6	8,5	
Bhoutan	6,3	9,6	6,7	3,3	4,3	3,7	2,8	3,0	12,6	7,7	6,6	4,0	9,2	6,2	7,0	
Brunei Darussalam	0,7	-0,2	-0,5	-0,3	-1,3	1,0	-0,4	1,9	1,7	2,5	2,0	1,0	2,2	2,5	2,0	
Cambodge	6,2	3,9	1,2	3,0	2,9	2,5	1,9	2,9	2,9	5,2	3,8	3,0	3,7	5,2	3,8	
Chine	3,1	2,0	1,4	2,0	1,6	2,1	2,9	2,4	0,9	2,2	2,2	2,0	1,8	2,7	1,8	
Fidji	4,1	0,5	1,4	3,9	3,3	4,1	1,8	-2,6	0,2	4,7	3,5	2,5	3,0	5,0	3,0	
Îles Marshall	4,1	1,1	-2,2	-1,5	0,1	0,8	-0,1	-0,7	2,6	6,4	2,2	2,0	2,9	0,0	2,2	
Îles Salomon	7,7	5,3	-0,6	0,5	0,5	3,5	1,6	3,0	-0,1	3,7	3,6	3,4	3,5	4,3	3,0	
Inde	8,2	5,8	4,9	4,5	3,6	3,4	4,8	6,2	5,5	6,9	5,1	4,0	6,3	6,4	4,9	
Indonésie	7,1	6,4	6,4	3,5	3,8	3,3	2,8	2,0	1,6	4,6	5,5	3,0	1,9	7,2	3,3	
Kiribati	1,7	2,1	0,6	1,9	0,4	0,6	-1,8	2,5	3,0	5,6	3,3	1,6	3,2	5,4	3,1	
Lao, Rép. dém. pop.	6,0	4,1	1,3	1,6	0,8	2,0	3,3	5,1	3,8	15,0	9,0	3,0	5,3	15,0	9,0	
Malaisie	2,5	3,1	2,1	2,1	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,5	3,2	2,8	2,5	3,2	3,2	2,8	
Maldives	6,7	2,4	1,4	0,8	2,3	1,4	1,3	-1,6	0,2	4,3	4,4	2,0	0,2	6,2	3,0	
Micronésie	4,4	0,7	0,0	-0,9	0,1	1,1	2,2	0,9	2,1	5,8	3,0	2,0	2,1	5,8	3,0	
Mongolie	11,2	12,3	5,7	0,7	4,3	6,8	7,3	3,7	7,1	14,8	12,1	6,5	13,5	14,2	10,1	
Myanmar	10,6	5,7	7,3	9,1	4,6	5,9	8,6	5,7	3,6	16,2	13,3	7,8	7,3	19,4	11,1	
Nauru	...	0,3	9,8	8,2	5,1	0,5	4,3	-6,6	1,2	2,0	2,0	2,0	1,2	2,6	1,7	
Népal	7,9	9,0	7,2	9,9	4,5	4,1	4,6	6,1	3,6	6,3	7,7	5,4	4,2	8,1	7,2	
Palaos	3,8	4,0	2,2	-1,3	1,1	2,0	0,6	0,7	0,4	12,2	8,1	0,9	4,6	15,0	6,2	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,4	5,2	6,0	6,7	5,4	4,4	3,9	4,9	4,5	6,6	5,4	4,5	5,7	6,2	5,2	
Philippines	4,6	3,6	0,7	1,2	2,9	5,3	2,4	2,4	3,9	5,3	4,3	3,0	3,1	5,8	3,7	
Samoa	5,2	-1,2	1,9	0,1	1,3	3,7	2,2	1,5	-3,0	8,7	6,3	3,0	4,1	10,9	2,3	
Sri Lanka	8,6	2,8	2,2	4,0	6,6	4,3	4,3	4,6	6,0	48,2	29,5	5,0	12,1	69,8	9,1	
Thaïlande	3,1	1,9	-0,9	0,2	0,7	1,1	0,7	-0,8	1,2	6,3	2,8	2,0	2,2	7,3	0,3	
Timor-Leste	6,3	0,8	0,6	-1,5	0,5	2,3	0,9	0,5	3,8	7,0	4,0	2,0	5,3	7,0	4,0	
Tonga	6,0	2,3	0,1	-0,6	7,2	6,8	3,3	0,4	1,4	8,5	8,9	2,5	6,9	11,3	5,1	
Tuvalu	2,4	1,1	3,1	3,5	4,1	2,2	3,5	1,6	2,9	5,7	4,0	2,9	2,9	5,7	4,0	
Vanuatu	2,4	0,8	2,5	0,8	3,1	2,4	2,7	5,3	2,3	4,6	3,4	3,1	0,7	4,9	3,6	
Viet Nam	10,4	4,1	0,6	2,7	3,5	3,5	2,8	3,2	1,8	3,8	3,9	3,5	1,8	4,4	3,5	
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,1	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,3	9,5	27,8	19,4	6,7	15,0	28,3	13,9	
Albanie ⁴	2,7	1,6	1,9	1,3	2,0	2,0	1,4	1,6	2,0	6,2	4,3	3,0	3,7	5,8	3,3	
Bélarus	19,8	18,1	13,5	11,8	6,0	4,9	5,6	5,5	9,5	16,5	13,1	5,0	10,0	18,9	12,4	
Bosnie-Herzégovine	2,6	-0,9	-1,0	-1,6	0,8	1,4	0,6	-1,1	2,0	10,5	4,5	2,1	1,8	9,5	4,1	
Bulgarie ³	5,0	-1,6	-1,1	-1,3	1,2	2,6	2,5	1,2	2,8	12,4	5,2	2,0	6,6	12,7	2,4	
Croatie	2,9	-0,2	-0,5	-1,1	1,1	1,5	0,8	0,1	2,6	9,8	5,5	1,9	5,5	9,2	4,9	
Hongrie	4,8	-0,2	-0,1	0,4	2,4	2,8	3,4	3,3	5,1	13,9	13,3	3,2	7,4	20,1	6,7	
Kosovo	2,4	0,4	-0,5	0,2	1,5	1,1	2,7	0,2	3,3	12,0	5,0	2,0	6,7	12,5	1,8	
Macédoine du Nord	2,4	-0,3	-0,3	-0,2	1,4	1,5	0,8	1,2	3,2	10,6	4,5	2,0	4,9	9,3	4,0	
Moldova, Rép. de	8,5	5,1	9,6	6,4	6,5	3,6	4,8	3,8	5,1	28,5	13,8	5,0	13,9	30,0	8,0	
Monténégro	3,5	-0,7	1,5	-0,3	2,4	2,6	0,4	-0,2	2,4	12,8	9,2	1,9	4,7	16,3	7,0	
Pologne	2,9	0,1	-0,9	-0,7	2,0	1,8	2,2	3,4	5,1	13,8	14,3	2,5	8,6	15,8	9,0	
Roumanie	6,5	1,1	-0,6	-1,6	1,3	4,6	3,8	2,6	5,0	13,3	11,0	2,5	8,2	14,7	7,7	
Russie	9,5	7,8	15,5	7,0	3,7	2,9	4,5	3,4	6,7	13,8	5,0	4,0	8,4	12,5	4,0	
Serbie	9,6	2,1	1,4	1,1	3,1	2,0	1,9	1,6	4,1	11,5	8,3	3,0	7,9	12,5	6,0	
Türkiye	8,3	8,9	7,7	7,8	11,1	16,3	15,2	12,3	19,6	73,1	51,2	15,0	36,1	73,5	36,9	
Ukraine ⁴	10,1	12,1	48,7	13,9	14,4	10,9	7,9	2,7	9,4	20,6	...	...	10,0	30,0	...
Amérique latine et Caraïbes⁵	4,9	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,8	14,1	11,4	5,7	11,6	14,6	9,5	
Antigua-et-Barbuda	2,3	1,1	1,0	-0,5	2,4	1,2	1,4	1,1	1,6	8,5	4,5	2,0	1,2	10,5	2,7	
Argentine ⁴	8,9	...	...	...	25,7	34,3	53,5	42,0	48,4	72,4	76,1	32,2	50,9	95,0	60,0
Aruba	2,6	0,4	0,5	-0,9	-1,0	3,6	3,9	-1,3	0,7	6,0	5,5	2,8	3,6	7,7	3,0	
Bahamas	2,0	1,2	1,9	-0,3	1,5	2,3	2,5	0,0	2,9	5,7	5,3	2,4	4,1	7,2	3,4	
Barbade	5,2	1,8	-1,1	1,5	4,4	3,7	4,1	2,9	3,1	9,9	8,2	2,4	5,2	10,0	6,7	
Belize	2,3	1,2	-0,9	0,7	1,1	0,3	0,2	0,1	3,2	6,6	4,7	2,0	4,9	8,0	2,5	
Bolivie	6,0	5,8	4,1	3,6	2,8	2,3	1,8	0,9	0,7	3,2	3,6	3,5	0,9	4,2	3,6	
Brésil	5,5	6,3	9,0	8,7	3,4	3,7	3,7	3,2	8,3	9,4	4,7	3,0	10,1	6,0	4,7	
Chili	3,1	4,7	4,3	3,8	2,2	2,3	2,3	3,0	4,5	11,6	8,7	3,0	7,1	12,2	6,2	
Colombie	4,3	2,9	5,0	7,5	4,3	3,2	3,5	2,5	3,5	9,7	7,1	3,0	5,6	11,0	6,0	

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	Projections	
														2022	2023
Amérique latine et Caraïbes⁵ (fin)	4,9	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,8	14,1	11,4	5,7	11,6	14,6	9,5
Costa Rica	8,8	4,5	0,8	0,0	1,6	2,2	2,1	0,7	1,7	8,9	6,4	3,0	3,3	9,5	4,8
Dominique	2,1	0,8	-0,9	0,1	0,3	1,0	1,5	-0,7	1,6	5,3	4,7	2,0	3,5	3,5	4,9
El Salvador	3,4	1,1	-0,7	0,6	1,0	1,1	0,1	-0,4	3,5	7,3	2,7	1,2	6,1	6,0	2,0
Équateur	4,0	3,6	4,0	1,7	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,1	3,2	2,4	1,0	1,9	3,8	1,4
Grenade	3,0	-1,0	-0,6	1,7	0,9	0,8	0,6	-0,7	1,2	4,5	3,5	2,0	1,9	5,4	2,3
Guatemala	6,1	3,4	2,4	4,4	4,4	3,8	3,7	3,2	4,3	6,4	5,6	4,0	3,1	8,0	4,6
Guyana	5,4	0,7	-0,9	0,8	1,9	1,3	2,1	1,2	3,3	7,6	7,6	3,5	5,7	9,4	6,0
Haïti	9,5	3,2	5,3	11,4	10,6	11,4	17,3	22,9	15,9	26,8	21,2	9,7	13,1	31,5	14,8
Honduras ⁴	6,8	6,1	3,2	2,7	3,9	4,3	4,4	3,5	4,5	8,6	8,5	4,0	5,3	11,0	6,2
Jamaïque	11,4	8,3	3,7	2,3	4,4	3,7	3,9	5,2	5,9	9,0	7,0	5,0	7,3	9,5	5,5
Mexique	4,2	4,0	2,7	2,8	6,0	4,9	3,6	3,4	5,7	8,0	6,3	3,0	7,4	8,5	4,8
Nicaragua	8,9	6,0	4,0	3,5	3,9	4,9	5,4	3,7	4,9	9,9	7,0	3,5	7,2	10,0	5,5
Panama	4,0	2,6	0,1	0,7	0,9	0,8	-0,4	-1,6	1,6	3,9	3,3	2,0	2,6	4,4	3,0
Paraguay	6,1	5,0	3,1	4,1	3,6	4,0	2,8	1,8	4,8	9,5	4,5	4,0	6,8	8,2	4,2
Pérou	2,9	3,2	3,5	3,6	2,8	1,3	2,1	1,8	4,0	7,5	4,4	2,0	6,4	6,8	3,0
République dominicaine	9,7	3,0	0,8	1,6	3,3	3,6	1,8	3,8	8,2	9,0	5,7	4,0	8,5	8,0	4,9
Saint-Kitts-et-Nevis	3,4	0,2	-2,3	-0,7	0,7	-1,0	-0,3	-0,6	0,2	3,8	2,8	2,0	1,9	3,4	2,2
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,4	0,2	-1,7	-0,2	2,2	2,3	0,9	-0,6	1,6	5,8	4,6	2,0	3,4	8,0	2,1
Sainte-Lucie	2,9	3,5	-1,0	-3,1	0,1	2,6	0,5	-1,8	2,4	6,4	2,7	2,0	4,1	5,5	2,3
Suriname	8,5	3,4	6,9	55,5	22,0	6,9	4,4	34,9	59,1	47,6	27,2	5,0	60,7	35,2	22,9
Trinité-et-Tobago	7,6	5,7	4,7	3,1	1,9	1,0	1,0	0,6	1,5	5,0	4,6	2,1	3,5	6,5	3,8
Uruguay	7,5	8,9	8,7	9,6	6,2	7,6	7,9	9,8	7,7	9,1	7,8	4,5	8,0	8,9	7,2
Venezuela ⁴	24,1	62,2	121,7	254,9	438,1	65 374,1	19 906,0	2 355,1	1 588,5	210,0	195,0	...	686,4	220,0	150,0
Moyen-Orient et Asie centrale	8,4	6,5	5,6	5,9	7,1	10,0	7,7	10,5	12,9	13,8	13,1	6,8	12,7	15,6	10,8
Afghanistan ⁴	8,7	4,7	-0,7	4,4	5,0	0,6	2,3	5,6	...	...	...	...	...	...	...
Algérie	4,2	2,9	4,8	6,4	5,6	4,3	2,0	2,4	7,2	9,7	8,7	9,5	8,5	11,1	7,5
Arabie saoudite	3,2	2,2	1,2	2,1	-0,8	2,5	-2,1	3,4	3,1	2,7	2,2	2,0	1,2	2,7	2,2
Arménie	5,1	3,0	3,7	-1,4	1,2	2,5	1,4	1,2	7,2	8,5	7,0	4,1	7,7	8,5	6,0
Azerbaïdjan	7,8	1,4	4,0	12,4	12,8	2,3	2,7	2,8	6,7	12,2	10,8	4,0	12,0	12,5	9,0
Bahreïn	2,4	2,6	1,8	2,8	1,4	2,1	1,0	-2,3	-0,6	3,5	3,4	1,9	-0,4	3,0	1,8
Cisjordanie et Gaza	3,8	1,7	1,4	-0,2	0,2	-0,2	1,6	-0,7	1,2	4,9	3,4	2,0	1,3	5,7	3,8
Djibouti	4,2	1,3	-0,8	2,7	0,6	0,1	3,3	1,8	1,2	6,6	1,9	2,5	2,5	5,5	3,5
Égypte	9,8	10,1	11,0	10,2	23,5	20,9	13,9	5,7	4,5	8,5	12,0	7,0	4,9	13,1	9,2
Émirats arabes unis	4,8	2,3	4,1	1,6	2,0	3,1	-1,9	-2,1	0,2	5,2	3,6	2,0	0,2	5,2	3,6
Géorgie	5,7	3,1	4,0	2,1	6,0	2,6	4,9	5,2	9,6	11,6	6,0	3,0	13,9	9,0	3,8
Iran	18,8	15,6	11,9	9,1	9,6	30,2	34,6	36,4	40,1	40,0	40,0	25,0	34,7	45,0	35,0
Iraq	...	2,2	1,4	0,5	0,2	0,4	-0,2	0,6	6,0	6,5	4,5	2,0	5,3	5,8	3,7
Jordanie	4,7	3,0	-1,1	-0,6	3,6	4,5	0,7	0,4	1,3	3,8	3,0	2,5	2,3	4,4	3,0
Kazakhstan	8,4	6,7	6,7	14,6	7,4	6,0	5,2	6,8	8,0	14,0	11,3	5,3	8,4	16,4	9,0
Koweït	4,0	3,1	3,7	3,5	1,5	0,6	1,1	2,1	3,4	4,3	2,4	2,5	4,1	3,2	2,6
Liban ⁴	4,1	1,1	-3,8	-0,8	4,5	6,1	2,9	84,9	...	...	...	...	...	...	...
Libye ⁴	5,1	2,4	10,0	25,9	25,9	14,0	-2,9	1,5	2,8	5,5	4,0	3,1	3,7	5,8	2,6
Maroc	1,8	0,4	1,4	1,5	0,7	1,6	0,2	0,6	1,4	6,2	4,1	2,0	3,2	6,0	3,7
Mauritanie	6,6	3,8	0,5	1,5	2,3	3,1	2,3	2,3	3,8	7,1	7,8	5,7	5,7	8,5	7,0
Oman	3,9	1,0	0,1	1,1	1,6	0,9	0,1	-0,9	1,5	3,1	1,9	1,9	3,8	1,7	0,8
Ouzbékistan	11,6	9,1	8,5	8,8	13,9	17,5	14,5	12,9	10,8	11,2	10,8	5,1	10,0	11,5	11,4
Pakistan ⁴	10,3	8,6	4,5	2,9	4,1	3,9	6,7	10,7	8,9	12,1	19,9	6,5	9,7	21,3	15,0
Qatar	5,4	4,2	0,9	2,7	0,4	0,3	-0,7	-2,7	2,3	4,5	3,3	1,5	5,9	3,1	3,5
République kirghize	8,8	7,5	6,5	0,4	3,2	1,5	1,1	6,3	11,9	13,5	12,4	4,8	11,2	15,4	10,0
Somalie	...	1,3	0,9	0,0	4,0	4,3	4,5	4,3	4,6	9,0	3,9	3,2	5,7	8,3	3,8
Soudan ⁶	16,5	36,9	16,9	17,8	32,4	63,3	51,0	163,3	359,1	154,9	76,9	8,1	318,2	129,5	49,4
Syrie ⁷	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	9,3	6,1	5,8	5,9	7,3	3,8	7,8	8,6	9,0	8,3	8,1	6,5	8,0	8,5	7,6
Tunisie	3,9	4,6	4,4	3,6	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	8,1	8,5	4,8	6,6	9,4	8,2
Turkménistan	6,4	6,0	7,4	3,6	8,0	13,3	5,1	7,6	15,0	17,5	10,5	8,0	21,0	14,0	7,0
Yémen	11,4	8,2	22,0	21,3	30,4	27,6	12,0	23,1	45,7	43,8	17,1	5,0	58,5	29,2	7,7

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période ²		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	Projections		
														2022	2023	
Afrique subsaharienne	8,6	6,4	6,7	10,2	10,7	8,3	8,2	10,2	11,1	14,4	11,9	6,9	11,5	15,5	10,2	
Angola	16,2	7,3	9,2	30,7	29,8	19,6	17,1	22,3	25,8	21,7	11,8	6,4	27,0	15,0	11,0	
Afrique du Sud	5,5	6,1	4,6	6,3	5,3	4,6	4,1	3,3	4,6	6,7	5,1	4,5	5,4	7,0	4,5	
Bénin	3,3	-1,1	0,2	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	1,7	5,0	1,8	1,6	1,7	5,0	1,8	
Botswana	8,4	4,4	3,1	2,8	3,3	3,2	2,7	1,9	6,7	11,2	5,8	4,6	8,7	11,2	5,8	
Burkina Faso	2,6	-0,3	1,7	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,9	14,2	1,5	2,0	8,0	13,7	-3,5	
Burundi	10,8	4,4	5,6	5,5	16,6	-2,8	-0,7	7,3	8,3	17,3	8,5	4,0	10,1	19,7	0,1	
Cabo Verde	2,6	-0,2	0,1	-1,4	0,8	1,3	1,1	0,6	1,9	6,5	3,5	2,0	5,4	6,5	3,5	
Cameroun	2,5	1,9	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3	4,6	2,8	2,0	3,5	4,1	2,9	
Comores	3,7	0,0	0,9	0,8	0,1	1,7	3,7	0,8	-0,2	11,4	8,4	1,9	7,1	16,3	0,9	
Congo, Rép. dém. du	15,3	1,2	0,7	3,2	35,7	29,3	4,7	11,4	9,0	8,4	9,8	6,3	5,3	11,0	6,8	
Congo, Rép. du	3,5	0,9	3,2	3,2	0,4	1,2	0,4	1,4	2,0	3,5	3,2	3,0	1,5	3,5	3,2	
Côte d'Ivoire	2,2	0,5	1,2	0,6	0,6	0,6	0,8	2,4	4,2	5,5	4,0	2,0	5,6	6,4	2,7	
Érythrée	13,6	8,4	28,5	-5,6	-13,3	-14,4	1,3	5,6	6,6	7,4	6,4	5,0	6,7	8,2	4,5	
Eswatini	6,7	5,7	5,0	7,8	6,2	4,8	2,6	3,9	3,7	4,9	4,2	4,4	3,5	4,9	4,2	
Éthiopie	16,6	7,4	9,6	6,6	10,7	13,8	15,8	20,4	26,8	33,6	28,6	14,4	35,1	32,5	26,0	
Gabon	1,2	4,5	-0,1	2,1	2,7	4,8	2,0	1,3	1,1	3,5	3,2	2,2	1,7	4,6	2,0	
Gambie	5,5	6,3	6,8	7,2	8,0	6,5	7,1	5,9	7,4	11,3	11,1	5,0	7,6	12,4	9,7	
Ghana	11,2	15,5	17,2	17,5	12,4	9,8	7,1	9,9	10,0	27,2	20,9	6,5	12,6	31,7	17,4	
Guinée	19,0	9,7	8,2	8,2	8,9	9,8	9,5	10,6	12,6	12,7	12,2	7,8	12,5	12,9	11,5	
Guinée équatoriale	4,4	4,3	1,7	1,4	0,7	1,3	1,2	4,8	-0,1	5,1	5,7	3,5	2,9	6,0	5,5	
Guinée-Bissau	2,8	-1,0	1,5	2,7	-0,2	0,4	0,3	1,5	3,3	5,5	4,0	2,0	5,8	1,0	4,0	
Kenya	9,0	6,9	6,6	6,3	8,0	4,7	5,2	5,3	6,1	7,4	6,6	5,0	5,7	8,1	6,0	
Lesotho	6,0	5,4	3,2	6,6	4,4	4,8	5,2	5,0	6,0	8,1	6,2	5,5	7,2	7,4	5,0	
Libéria	8,6	9,9	7,7	8,8	12,4	23,5	27,0	17,0	7,8	6,9	8,7	5,0	5,5	11,0	6,5	
Madagascar	10,1	6,1	7,4	6,1	8,6	8,6	5,6	4,2	5,8	9,8	8,0	5,8	6,2	12,0	9,7	
Malawi	12,9	23,8	21,9	21,7	11,5	9,2	9,4	8,6	9,3	18,4	16,5	6,5	11,5	20,6	15,2	
Mali	2,6	0,9	1,4	-1,8	2,4	1,9	-3,0	0,5	3,8	8,0	3,0	2,0	8,8	4,0	3,0	
Maurice	5,6	3,2	1,3	1,0	3,7	3,2	0,5	2,5	4,0	10,2	6,1	3,6	6,8	9,7	6,4	
Mozambique	9,1	2,6	3,6	17,4	15,1	3,9	2,8	3,1	5,7	11,3	8,6	5,5	6,7	15,4	8,2	
Namibie	5,8	5,3	3,4	6,7	6,1	4,3	3,7	2,2	3,6	6,4	4,9	4,5	-0,8	6,9	4,4	
Niger	2,6	-0,9	1,0	0,2	0,2	2,8	-2,5	2,9	3,8	4,5	3,0	2,0	4,9	4,8	3,0	
Nigéria	11,5	8,0	9,0	15,7	16,5	12,1	11,4	13,2	17,0	18,9	17,3	11,5	15,6	21,0	15,1	
Ouganda	9,2	4,3	3,7	5,2	5,6	2,5	2,1	2,8	2,2	6,4	6,4	5,0	2,9	8,4	6,8	
République centrafricaine	3,3	17,8	1,4	4,9	4,2	1,6	2,8	0,9	4,3	6,5	6,3	2,5	2,7	11,0	3,3	
Rwanda	8,3	1,8	2,5	5,7	4,8	1,4	2,4	7,7	0,8	9,5	8,0	5,0	1,9	8,7	6,5	
Sao Tomé-et-Principe	16,6	7,0	6,1	5,4	5,7	7,9	7,7	9,8	8,1	15,0	11,2	5,0	9,5	16,7	6,8	
Sénégal	2,1	-1,1	0,9	1,2	1,1	0,5	1,0	2,5	2,2	7,5	3,1	2,0	3,8	7,0	0,6	
Seychelles	8,1	1,4	4,0	-1,0	2,9	3,7	1,8	1,2	9,8	4,1	3,3	3,0	7,9	5,7	1,0	
Sierra Leone	9,5	4,6	6,7	10,9	18,2	16,0	14,8	13,4	11,9	25,9	26,8	10,3	17,9	29,4	23,7	
Soudan du Sud	...	1,7	52,8	322,7	213,0	83,4	49,3	24,0	30,2	17,6	21,7	8,0	2,4	28,4	15,0	
Tanzanie	8,8	6,1	5,6	5,2	5,3	3,5	3,4	3,3	3,7	4,0	5,3	4,1	4,2	4,4	5,4	
Tchad	2,6	1,7	4,8	-1,6	-0,9	4,0	-1,0	4,5	-0,8	4,9	3,1	3,0	1,0	5,2	2,5	
Togo	2,7	0,2	1,8	0,9	-0,2	0,9	0,7	1,8	4,3	5,6	2,1	1,7	6,2	1,3	3,9	
Zambie	11,2	7,8	10,1	17,9	6,6	7,5	9,2	15,7	22,0	12,5	9,5	7,0	16,4	12,7	8,0	
Zimbabwe ⁴	5,0	-0,2	-2,4	-1,6	0,9	10,6	255,3	557,2	98,5	284,9	204,6	10,0	60,7	547,3	100,0	

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

³Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

⁴Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Albanie, à l'Argentine, au Honduras, au Liban, à la Libye, au Pakistan, à l'Ukraine, au Venezuela et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁵Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁶Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

⁷Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques¹
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne									Projections		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Principaux pays avancés												
Prêt/emprunt (net)	-5,3	-3,6	-3,0	-3,3	-3,2	-3,3	-3,6	-11,9	-8,7	-4,4	-4,6	-4,9
Écart de production ²	-2,3	-2,8	-2,0	-1,7	-0,8	-0,1	0,2	-3,4	-0,6	-0,3	-0,9	-0,1
Solde structurel ²	-4,2	-2,5	-2,2	-2,7	-2,9	-3,2	-3,6	-8,2	-7,2	-4,3	-4,2	-4,7
États-Unis												
Prêt/emprunt (net) ³	-6,5	-4,0	-3,5	-4,4	-4,6	-5,3	-5,5	-14,5	-10,9	-4,0	-5,7	-7,1
Écart de production ²	-3,7	-4,0	-2,5	-2,1	-1,3	0,0	0,7	-3,2	0,5	0,0	-0,8	-0,3
Solde structurel ²	-4,5	-2,7	-2,5	-3,6	-4,1	-5,1	-5,7	-10,8	-9,5	-4,0	-5,3	-6,8
Dette nette	60,6	81,1	80,9	81,9	80,3	81,2	83,0	99,1	99,6	94,7	96,9	112,0
Dette brute	82,3	104,6	105,2	107,2	106,2	107,5	108,8	134,5	128,1	122,1	122,9	134,9
Zone euro												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-2,5	-2,0	-1,5	-0,9	-0,4	-0,7	-7,0	-5,1	-3,8	-3,3	-2,5
Écart de production ²	-0,5	-2,9	-2,3	-1,7	-0,6	-0,1	0,0	-4,5	-1,9	-0,3	-0,8	0,1
Solde structurel ²	-3,0	-0,7	-0,5	-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-4,3	-3,8	-3,5	-2,9	-2,6
Dette nette	62,8	76,3	75,1	74,6	72,5	70,7	69,1	79,4	78,6	76,7	76,2	75,2
Dette brute	78,2	93,1	91,2	90,4	87,9	85,9	83,8	96,9	95,3	93,0	91,3	87,8
Allemagne												
Prêt/emprunt (net)	-1,7	0,6	1,0	1,2	1,3	1,9	1,5	-4,3	-3,7	-3,3	-2,5	-0,5
Écart de production ²	-0,2	-0,4	-0,4	0,1	1,0	0,8	0,4	-3,0	-1,3	-0,5	-1,3	0,0
Solde structurel ²	-1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,6	1,3	-2,9	-3,0	-3,0	-1,8	-0,6
Dette nette	57,5	54,9	52,2	49,3	45,4	42,6	40,4	45,8	47,0	47,7	47,8	44,1
Dette brute	72,3	75,3	71,9	69,0	64,6	61,3	58,9	68,0	69,6	71,1	68,3	59,7
France												
Prêt/emprunt (net)	-4,4	-3,9	-3,6	-3,6	-3,0	-2,3	-3,1	-8,9	-6,4	-5,1	-5,6	-5,0
Écart de production ²	-0,4	-2,2	-2,4	-2,7	-1,5	-0,8	0,0	-4,7	-1,9	-0,8	-1,2	-0,1
Solde structurel ²	-4,1	-2,5	-2,1	-1,9	-1,9	-1,5	-2,1	-5,7	-5,1	-4,5	-4,8	-4,9
Dette nette	67,4	85,5	86,3	89,2	89,4	89,2	88,9	102,3	101,1	100,3	101,0	106,9
Dette brute	77,1	94,9	95,6	98,0	98,1	97,8	97,4	114,7	112,6	111,8	112,5	118,5
Italie												
Prêt/emprunt (net)	-3,4	-3,0	-2,6	-2,4	-2,4	-2,2	-1,5	-9,6	-7,2	-5,4	-3,9	-3,0
Écart de production ²	-0,6	-4,1	-3,5	-2,7	-1,7	-1,2	-1,2	-6,2	-3,3	0,4	-0,6	0,6
Solde structurel ²	-3,4	-1,0	-0,6	-1,2	-1,5	-1,6	-0,9	-6,0	-5,1	-5,7	-3,6	-3,3
Dette nette	104,3	121,4	122,2	121,6	121,3	121,8	121,7	141,8	138,3	135,4	135,6	132,3
Dette brute	114,3	135,4	135,3	134,8	134,2	134,4	134,1	155,3	150,9	147,2	147,1	142,5
Japon												
Prêt/emprunt (net)	-6,3	-5,6	-3,7	-3,6	-3,1	-2,5	-3,0	-9,0	-6,7	-7,9	-3,6	-2,6
Écart de production ²	-2,1	-1,9	-1,5	-1,8	-0,3	-0,7	-1,2	-2,6	-2,5	-2,0	-1,1	0,0
Solde structurel ²	-5,7	-5,5	-4,2	-4,0	-3,4	-2,5	-2,6	-8,2	-6,3	-7,3	-3,2	-2,6
Dette nette	115,7	145,1	144,6	149,6	148,1	151,0	151,5	162,6	168,1	172,6	172,4	175,1
Dette brute ⁴	195,1	233,5	228,4	232,5	231,4	232,3	236,3	259,4	262,5	263,9	261,1	263,4
Royaume-Uni												
Prêt/emprunt (net)	-5,6	-5,5	-4,5	-3,3	-2,4	-2,2	-2,2	-12,8	-8,0	-4,3	-2,3	-1,0
Écart de production ²	-1,1	-1,8	-1,0	-0,5	0,1	0,3	0,6	-3,5	-0,1	0,4	-1,0	0,0
Solde structurel ²	-4,8	-3,9	-3,6	-2,8	-2,3	-2,4	-2,7	0,5	-3,2	-4,3	-1,7	-1,0
Dette nette	52,9	77,3	77,6	76,9	75,7	74,8	74,1	90,2	84,3	75,3	68,5	56,5
Dette brute	59,1	85,5	86,0	85,8	85,1	84,5	83,9	102,6	95,3	87,0	79,9	68,0
Canada												
Prêt/emprunt (net)	-1,0	0,2	-0,1	-0,5	-0,1	0,4	0,0	-11,4	-5,0	-2,2	-1,2	-0,5
Écart de production ²	0,0	1,0	-0,1	-0,9	0,4	0,6	0,4	-3,4	-1,4	0,6	-0,1	0,0
Solde structurel ²	-0,9	-0,6	0,0	0,1	-0,3	0,0	-0,2	-8,6	-4,0	-2,7	-1,2	-0,5
Dette nette ⁵	26,5	28,5	28,6	28,5	25,8	25,7	23,1	33,6	31,6	30,5	30,3	27,3
Dette brute	76,1	85,6	91,2	91,8	88,9	88,9	87,2	117,8	112,9	102,2	98,7	88,7

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

¹Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale 2008* (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

²En pourcentage du PIB potentiel.

³Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

⁴Sur base non consolidée.

⁵Comprend les prises de participation.

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2004-13	2014-23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Commerce de biens et de services												
Commerce mondial¹												
Volume	5,4	2,8	3,8	2,9	2,3	5,7	4,1	0,9	-7,8	10,1	4,3	2,5
Déflateur des prix												
En dollars	4,1	0,4	-1,8	-13,3	-4,0	4,3	5,4	-2,4	-2,2	12,7	7,0	0,3
En DTS	3,2	1,7	-1,7	-5,9	-3,4	4,5	3,2	0,0	-3,0	10,2	13,3	1,5
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,5	2,5	3,8	3,7	2,0	5,1	3,6	1,2	-9,0	8,7	4,2	2,5
Pays émergents et pays en développement	7,4	3,2	3,4	1,9	2,8	6,4	4,3	0,5	-4,8	11,8	3,3	2,9
Importations												
Pays avancés	3,7	3,0	4,0	4,7	2,5	4,8	3,8	2,1	-8,4	9,5	6,0	2,0
Pays émergents et pays en développement	9,1	2,5	4,3	-0,6	1,6	7,5	5,2	-1,0	-7,8	11,8	2,4	3,0
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,4	0,3	0,3	1,8	1,1	-0,3	-0,4	0,3	0,9	0,6	-1,5	0,5
Pays émergents et pays en développement	1,5	-0,6	-0,7	-4,4	-1,6	1,6	1,1	-1,5	-1,1	1,7	0,8	-1,7
Commerce de biens												
Commerce mondial¹												
Volume	5,3	2,7	3,0	2,3	2,1	5,7	3,9	0,2	-5,0	10,8	2,9	2,0
Déflateur des prix												
En dollars	4,2	0,3	-2,4	-14,6	-4,8	4,8	5,7	-3,0	-2,6	14,4	8,5	-0,4
En DTS	3,4	1,6	-2,4	-7,3	-4,2	5,1	3,6	-0,7	-3,4	11,8	14,8	0,7
Prix mondiaux en dollars²												
Produits manufacturés	2,6	1,1	-0,5	-3,0	-5,2	0,1	2,0	0,4	-3,2	6,8	10,2	3,9
Pétrole	13,6	-1,9	-9,2	-46,0	-15,0	22,3	25,1	-7,5	-31,7	65,9	41,4	-12,9
Produits primaires hors combustibles	8,3	1,4	-5,8	-17,0	-0,3	6,4	1,3	0,6	6,5	26,3	7,3	-6,2
Produits alimentaires	5,8	1,3	-1,6	-16,9	1,5	3,8	-1,2	-3,1	1,7	26,1	14,2	-5,8
Boissons	6,7	2,4	20,6	-7,4	-3,0	-3,8	-9,2	-5,7	2,4	22,4	16,5	-2,7
Matières premières agricoles	4,7	-1,2	-7,6	-11,3	-0,2	5,4	2,0	-5,4	-3,4	15,4	2,5	-6,9
Métaux	13,1	0,3	-12,2	-27,3	-5,3	22,2	6,6	3,9	3,5	46,7	-5,5	-12,0
Prix mondiaux en DTS²												
Produits manufacturés	1,8	2,4	-0,4	5,3	-4,6	0,3	-0,1	2,9	-3,9	4,4	16,6	5,1
Pétrole	12,7	-0,6	-9,1	-41,3	-14,4	22,6	22,6	-5,2	-32,2	62,2	49,8	-11,9
Produits primaires hors combustibles	7,5	2,7	-5,7	-10,0	0,4	6,7	-0,8	3,1	5,7	23,5	13,6	-5,1
Produits alimentaires	4,9	2,7	-1,5	-9,8	2,2	4,1	-3,3	-0,7	0,9	23,3	20,9	-4,7
Boissons	5,8	3,8	20,7	0,5	-2,3	-3,5	-11,1	-3,4	1,6	19,7	23,3	-1,5
Matières premières agricoles	3,9	0,1	-7,6	-3,7	0,5	5,7	-0,1	-3,1	-4,1	12,8	8,5	-5,8
Métaux	12,2	1,7	-12,1	-21,1	-4,7	22,5	4,4	6,4	2,6	43,4	0,1	-11,0
Prix mondiaux en euros²												
Produits manufacturés	1,0	3,7	-0,5	16,2	-5,0	-1,9	-2,5	6,0	-5,0	3,0	23,3	7,2
Pétrole	11,8	0,7	-9,2	-35,3	-14,7	19,8	19,6	-2,3	-33,0	60,0	58,4	-10,2
Produits primaires hors combustibles	6,6	4,0	-5,8	-0,7	0,0	4,3	-3,2	6,2	4,5	21,8	20,1	-3,3
Produits alimentaires	4,1	4,0	-1,6	-0,5	1,8	1,7	-5,6	2,3	-0,3	21,6	27,9	-2,9
Boissons	5,0	5,1	20,5	10,9	-2,7	-5,7	-13,2	-0,5	0,5	18,1	30,4	0,4
Matières premières agricoles	3,0	1,4	-7,7	6,3	0,1	3,3	-2,5	-0,2	-5,2	11,3	14,8	-4,0
Métaux	11,3	3,0	-12,2	-12,9	-5,0	19,7	1,9	9,6	1,5	41,5	5,8	-9,3

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	Moyennes									Projections		
	2004–13	2014–23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Commerce de biens (fin)												
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,3	2,3	3,0	3,0	1,7	5,1	3,0	0,3	-6,4	9,7	2,4	1,7
Pays émergents et pays en développement	7,2	3,0	2,8	1,4	2,7	6,5	3,9	-0,4	-0,9	11,0	1,4	2,4
Pays exportateurs de combustibles	4,9	0,3	-0,2	2,0	0,7	1,1	0,3	-4,3	-6,1	0,6	7,6	2,5
Pays exportateurs d'autres produits	7,9	3,5	3,7	1,3	3,1	7,5	4,6	0,4	0,0	12,4	0,5	2,3
Importations												
Pays avancés	3,8	2,9	3,4	3,7	2,2	4,8	3,8	0,6	-5,8	10,8	5,3	1,5
Pays émergents et pays en développement	9,0	2,7	2,7	-0,1	2,2	7,5	5,3	-0,1	-5,6	12,1	1,4	2,9
Pays exportateurs de combustibles	10,0	-0,5	3,6	0,0	-6,8	-0,9	-3,0	2,4	-12,0	1,2	9,4	2,3
Pays exportateurs d'autres produits	8,9	3,2	2,5	-0,2	3,6	8,8	6,4	-0,3	-4,8	13,4	0,6	3,0
Déflateur des prix en DTS												
Exportations												
Pays avancés	2,2	1,4	-1,8	-6,4	-2,2	4,1	2,7	-1,2	-2,2	10,1	11,5	1,0
Pays émergents et pays en développement	6,2	1,8	-3,3	-9,1	-7,0	7,1	4,9	0,2	-5,8	15,9	19,2	0,3
Pays exportateurs de combustibles	10,4	0,3	-7,9	-30,0	-10,7	15,5	13,9	-3,4	-22,0	38,8	37,4	-5,6
Pays exportateurs d'autres produits	5,0	2,3	-1,9	-3,6	-6,3	5,5	3,3	0,9	-2,9	12,8	16,4	1,5
Importations												
Pays avancés	2,7	1,1	-2,0	-8,1	-3,5	4,5	3,4	-1,5	-3,3	9,5	13,3	0,8
Pays émergents et pays en développement	4,4	2,3	-2,8	-5,2	-5,5	5,7	3,6	0,6	-2,9	13,9	17,4	0,7
Pays exportateurs de combustibles	4,3	2,6	-2,6	-2,4	-3,6	3,4	1,3	2,6	-0,8	11,1	16,0	2,4
Pays exportateurs d'autres produits	4,4	2,2	-2,8	-5,7	-5,9	6,0	3,9	0,3	-3,2	14,3	17,6	0,5
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,4	0,3	0,2	1,9	1,3	-0,4	-0,7	0,3	1,1	0,6	-1,6	0,3
Pays émergents et pays en développement	1,7	-0,4	-0,5	-4,1	-1,5	1,3	1,3	-0,4	-3,0	1,7	1,5	-0,4
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,8	0,0	2,4	8,3	0,2	-3,2	-2,0	0,8	0,4	-5,6	-2,4	1,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,6	0,6	-0,4	-9,1	-5,4	3,3	4,2	0,4	-4,4	8,2	8,5	2,5
Amérique latine et Caraïbes	2,4	-0,8	-2,7	-9,0	0,9	4,4	-0,2	-0,6	0,6	4,2	-3,3	-1,9
Moyen-Orient et Asie centrale	4,4	-1,7	-4,2	-24,1	-5,4	9,7	10,0	-4,6	-17,7	21,0	14,4	-6,5
Afrique subsaharienne	4,6	-0,3	-3,6	-14,7	-1,5	9,4	4,8	-2,3	0,4	10,6	2,1	-5,5
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	5,8	-2,2	-5,5	-28,2	-7,3	11,7	12,5	-5,9	-21,4	24,9	18,5	-7,8
Autres produits	0,6	0,1	1,0	2,2	-0,4	-0,4	-0,6	0,5	0,3	-1,3	-1,0	1,0
<i>Pour mémoire</i>												
Exportations mondiales (milliards de dollars)												
Biens et services	17 869	25 022	23 799	21 127	20 752	22 884	25 072	24 653	22 260	27 663	30 593	31 416
Biens	14 190	19 305	18 643	16 202	15 746	17 458	19 106	18 540	17 212	21 772	24 020	24 355
Prix moyen du pétrole ³	13,6	-1,9	-9,2	-46,0	-15,0	22,3	25,1	-7,5	-31,7	65,9	41,4	-12,9
En dollars le baril	77,52	66,33	94,05	50,82	43,22	52,86	66,15	61,21	41,83	69,42	98,19	85,52
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés ⁴	2,6	1,1	-0,5	-3,0	-5,2	0,1	2,0	0,4	-3,2	6,8	10,2	3,9

¹Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.

²Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant 82 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014–16, dans le total des importations mondiales des produits de base.

³Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

⁴Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	225,5	273,0	369,3	489,3	398,6	379,3	179,9	339,4	-370,9	-170,2	236,6
États-Unis	-370,1	-408,5	-396,2	-361,0	-439,8	-446,0	-619,7	-846,4	-985,3	-822,9	-701,4
Zone euro	316,9	313,5	364,0	402,1	398,0	311,1	247,7	356,9	137,3	194,7	424,8
Allemagne	280,3	288,8	295,1	288,9	316,3	294,3	272,5	313,6	168,7	216,6	301,1
France	-27,3	-9,0	-12,0	-19,9	-23,2	14,0	-47,4	10,6	-35,1	-42,3	-9,1
Italie	41,0	26,4	48,9	50,7	52,9	64,8	70,9	51,3	-3,3	5,6	57,1
Espagne	23,3	24,2	39,1	36,4	26,7	29,3	10,6	13,2	-2,4	-3,5	25,3
Japon	36,8	136,4	197,8	203,5	177,8	176,3	146,9	142,2	58,1	94,4	165,6
Royaume-Uni	-157,9	-152,7	-145,6	-98,1	-112,6	-76,8	-69,0	-82,5	-153,9	-157,9	-155,9
Canada	-41,9	-54,4	-47,2	-46,2	-41,0	-35,5	-29,4	0,9	11,6	-5,3	-51,9
Autres pays avancés ¹	351,0	350,3	330,2	333,0	330,6	345,6	401,0	591,7	484,5	448,5	462,0
Pays émergents et pays en développement	161,4	-76,1	-99,4	-21,9	-55,4	-3,4	157,8	343,8	598,0	492,3	-108,2
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	227,4	296,1	212,3	166,4	-51,3	93,2	319,8	250,2	191,6	166,9	-25,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-10,9	34,2	-8,4	-19,9	66,1	50,1	0,4	71,0	131,9	131,5	-13,5
Amérique latine et Caraïbes	-189,9	-172,7	-102,3	-94,7	-142,1	-106,6	-8,7	-79,3	-97,6	-83,7	-98,2
Moyen-Orient et Asie centrale	199,7	-140,8	-146,4	-39,0	111,8	17,3	-105,7	121,8	406,5	333,0	89,8
Afrique subsaharienne	-64,9	-92,9	-54,6	-34,6	-40,0	-57,4	-48,0	-19,9	-34,6	-55,4	-61,2
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	252,0	-144,7	-99,4	41,0	201,3	72,9	-89,8	180,8	498,3	406,6	152,1
Autres produits	-88,8	70,6	2,2	-60,7	-254,5	-74,5	249,4	164,5	101,6	87,4	-257,7
Dont : produits primaires	-57,7	-65,0	-45,1	-57,7	-76,3	-48,5	-4,5	-19,0	-37,6	-36,7	-35,8
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-384,4	-353,3	-271,6	-306,0	-382,1	-299,2	-114,0	-294,5	-459,0	-430,2	-508,5
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021	-59,2	-72,7	-65,9	-59,5	-52,0	-52,5	-35,6	-40,0	-41,2	-51,1	-45,4
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	386,8	196,9	269,8	467,4	343,2	375,9	337,7	683,3	227,1	322,2	128,4
Union européenne	451,8	443,2	472,3	502,2	509,1	467,7	418,7	571,6	190,5	262,3	541,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	191,5	-122,2	-121,1	-19,3	127,5	36,5	-90,2	128,9	399,4	321,3	112,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	204,3	-1,0	-58,8	11,4	-0,7	54,2	209,2	418,9	690,8	583,7	-16,5
Pays en développement à faible revenu	-42,9	-75,1	-40,6	-33,3	-54,7	-57,6	-51,4	-75,0	-92,8	-91,3	-91,7

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)
(En pourcentage du PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,7	0,4	0,6	-0,6	-0,3	0,3
États-Unis	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,1	-3,0	-3,7	-3,9	-3,1	-2,3
Zone euro	2,3	2,7	3,0	3,2	2,9	2,3	1,9	2,5	1,0	1,4	2,5
Allemagne	7,2	8,6	8,5	7,8	8,0	7,6	7,0	7,4	4,2	5,3	6,1
France	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	0,5	-1,8	0,4	-1,3	-1,5	-0,3
Italie	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,2	3,7	2,4	-0,2	0,3	2,5
Espagne	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,8	0,9	-0,2	-0,2	1,5
Japon	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	2,9	2,9	1,4	2,2	3,2
Royaume-Uni	-5,1	-5,2	-5,3	-3,6	-3,9	-2,7	-2,5	-2,6	-4,8	-4,5	-3,5
Canada	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,0	0,5	-0,2	-1,9
Autres pays avancés ¹	5,0	5,4	5,0	4,7	4,4	4,7	5,5	7,1	5,7	5,1	4,4
Pays émergents et pays en développement	0,5	-0,3	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,5	0,8	1,3	1,0	-0,2
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	1,5	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,7	0,6	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,3	1,0	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,0	1,7	2,9	2,8	-0,2
Amérique latine et Caraïbes	-3,2	-3,4	-2,1	-1,7	-2,7	-2,0	-0,2	-1,6	-1,7	-1,4	-1,4
Moyen-Orient et Asie centrale	4,9	-3,9	-4,1	-1,1	2,8	0,4	-2,5	2,3	6,5	5,2	1,2
Afrique subsaharienne	-3,6	-5,7	-3,6	-2,1	-2,3	-3,3	-2,9	-1,1	-1,7	-2,5	-2,0
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	6,0	-4,2	-3,1	1,2	5,3	1,9	-2,4	3,8	8,4	6,7	2,1
Autres produits	-0,3	0,3	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,3	0,2	-0,5
Dont : produits primaires	-2,8	-3,2	-2,3	-2,7	-3,6	-2,4	-0,2	-0,9	-1,6	-1,5	-1,2
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-2,7	-2,8	-2,1	-2,2	-2,6	-2,0	-0,8	-1,9	-2,7	-2,4	-2,1
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021	-4,8	-6,2	-5,7	-5,4	-4,5	-4,3	-2,9	-2,9	-3,1	-3,6	-2,4
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	0,5	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,7	0,2	0,3	0,1
Union européenne	2,9	3,3	3,4	3,4	3,2	3,0	2,7	3,3	1,1	1,5	2,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,8	-4,2	-4,1	-0,6	3,9	1,1	-2,6	2,9	7,4	5,9	1,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	0,7	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,6	1,1	1,6	1,3	0,0
Pays en développement à faible revenu	-2,1	-3,8	-2,1	-1,7	-2,5	-2,5	-2,2	-3,0	-3,4	-3,1	-2,1

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)*(En pourcentage des exportations des biens et des services)*

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	1,5	2,0	2,7	3,4	2,5	2,4	1,3	2,0	-2,0	-0,9	1,0
États-Unis	-15,5	-17,9	-17,7	-15,1	-17,3	-17,5	-28,7	-33,1	-32,7	-26,3	-19,1
Zone euro	8,9	9,7	11,2	11,3	10,3	8,1	7,1	8,6	...	...	...
Allemagne	15,8	18,3	18,5	16,6	16,8	16,2	16,3	15,6	8,9	11,3	13,1
France	-3,1	-1,2	-1,5	-2,4	-2,5	1,6	-6,3	1,1	-3,2	-3,8	-0,7
Italie	6,5	4,8	8,9	8,4	8,1	10,2	12,7	7,5	-0,4	0,7	6,0
Espagne	5,1	6,0	9,4	7,9	5,3	6,0	2,7	2,6	-0,4	-0,6	3,3
Japon	4,3	17,4	24,4	23,2	19,1	19,5	18,5	15,5	6,2	9,7	14,4
Royaume-Uni	-18,2	-19,0	-18,9	-12,1	-12,7	-8,6	-8,8	-9,6	-16,7	-15,7	-12,1
Canada	-7,3	-11,0	-9,8	-8,9	-7,4	-6,3	-6,1	0,1	1,6	-0,7	-6,5
Autres pays avancés ¹	8,4	9,4	9,0	8,3	7,6	8,2	10,3	12,1	9,1	8,3	7,2
Pays émergents et pays en développement	2,0	-0,9	-1,3	-0,3	-0,7	-0,1	2,0	3,1	4,8	3,9	-0,8
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,7	7,8	5,8	4,1	-1,1	2,1	7,3	4,5	3,1	2,6	-0,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,7	2,9	-0,7	-1,5	4,3	3,3	0,0	4,0	7,0	6,7	-0,6
Amérique latine et Caraïbes	-15,3	-16,0	-9,7	-8,1	-11,2	-8,6	-0,8	-5,8	-6,2	-5,2	-5,3
Moyen-Orient et Asie centrale	12,8	-10,5	-12,1	-3,3	6,5	0,9	-9,1	7,6	19,2	15,8	3,9
Afrique subsaharienne	-14,3	-27,0	-17,1	-9,4	-9,4	-13,9	-14,2	-4,5	-6,6	-10,6	-9,8
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	14,8	-10,9	-8,3	2,8	12,3	4,8	-8,2	11,8	24,1	20,2	7,6
Autres produits	-1,3	1,1	0,0	-0,9	-3,3	-1,0	3,5	1,8	1,0	0,8	-2,0
Dont : produits primaires	-11,7	-15,3	-10,7	-12,2	-15,1	-9,7	-1,0	-3,2	-5,6	-5,3	-4,2
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-10,5	-11,0	-8,5	-8,4	-9,5	-7,4	-3,1	-6,4	-8,9	-8,0	-7,4
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021	-17,5	-27,4	-27,3	-21,7	-16,7	-16,7	-13,3	-11,9	-13,0	-16,0	-10,8
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	1,7	1,0	1,3	2,0	1,3	1,5	1,5	2,4	0,7	1,0	0,3
Union européenne	6,3	6,9	7,2	7,0	6,4	6,0	5,8	6,6	2,1	2,8	4,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	13,9	-10,1	-11,0	-2,0	8,4	2,4	-8,8	9,0	21,2	17,3	5,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	2,7	0,1	-0,8	0,1	-0,1	0,6	2,8	4,1	6,0	5,0	-0,2
Pays en développement à faible revenu	-8,1	-15,6	-8,4	-5,9	-8,6	-8,4	-8,1	-10,1	-10,7	-10,0	-7,2

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
(En pourcentage du PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,7	0,4	0,6	-0,6	-0,3	0,3
États-Unis	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,1	-3,0	-3,7	-3,9	-3,1	-2,3
Zone euro ¹	2,3	2,7	3,0	3,2	2,9	2,3	1,9	2,5	1,0	1,4	2,5
Allemagne	7,2	8,6	8,5	7,8	8,0	7,6	7,0	7,4	4,2	5,3	6,1
France	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	0,5	-1,8	0,4	-1,3	-1,5	-0,3
Italie	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,2	3,7	2,4	-0,2	0,3	2,5
Espagne	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,8	0,9	-0,2	-0,2	1,5
Pays-Bas	8,2	6,3	8,1	10,8	10,8	9,0	7,1	9,0	7,5	7,7	7,2
Belgique	0,8	1,4	0,6	0,7	-0,8	0,2	0,8	-0,4	-2,2	-0,9	0,7
Irlande	1,1	4,4	-4,2	0,5	4,9	-19,8	-6,8	14,2	12,2	9,8	7,1
Autriche	2,5	1,7	2,7	1,4	0,9	2,1	1,9	-0,5	-2,6	-2,1	1,8
Portugal	0,2	0,2	1,2	1,3	0,6	0,4	-1,0	-1,2	-1,1	-0,4	-0,3
Grèce	-2,4	-1,5	-2,4	-2,6	-3,6	-2,2	-7,3	-6,5	-6,7	-6,3	-3,9
Finlande	-1,3	-0,9	-2,0	-0,8	-1,8	-0,3	0,6	0,9	-0,8	-0,2	-0,5
République slovaque	1,1	-2,1	-2,7	-1,9	-2,2	-3,4	0,3	-2,0	-3,7	-2,9	0,0
Lituanie	3,2	-2,8	-0,8	0,6	0,3	3,5	7,3	1,4	-1,6	-2,1	0,0
Slovénie	5,1	3,8	4,8	6,2	6,0	5,9	7,6	3,8	-0,1	0,4	0,6
Luxembourg	4,9	4,8	4,8	4,7	4,7	4,6	4,1	4,8	4,3	4,4	4,6
Lettonie	-1,6	-0,6	1,6	1,3	-0,2	-0,7	2,9	-2,9	-3,3	-3,0	-1,0
Estonie	0,7	1,8	1,2	2,3	0,8	2,5	-0,3	-1,6	-0,2	0,1	0,6
Chypre	-4,1	-0,4	-4,2	-5,1	-4,0	-5,7	-10,1	-7,2	-8,5	-7,2	-6,7
Malte	8,5	2,7	-0,6	5,9	6,4	5,0	-2,9	-4,9	-3,1	-2,2	2,0
Japon	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	2,9	2,9	1,4	2,2	3,2
Royaume-Uni	-5,1	-5,2	-5,3	-3,6	-3,9	-2,7	-2,5	-2,6	-4,8	-4,5	-3,5
Corée	5,6	7,2	6,5	4,6	4,5	3,6	4,6	4,9	3,2	3,5	4,4
Canada	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,0	0,5	-0,2	-1,9
Taiwan, prov. chinoise de	11,3	13,6	13,1	14,1	11,6	10,6	14,2	14,8	14,8	12,7	9,9
Australie	-3,0	-4,6	-3,3	-2,6	-2,2	0,4	2,4	3,1	2,1	0,7	-0,5
Suisse	7,6	9,6	8,1	6,3	6,2	5,5	2,9	9,4	6,2	6,4	7,0
Suède	4,2	3,3	2,4	3,0	2,7	5,5	5,9	5,4	3,8	3,5	3,2
Singapour	18,0	18,7	17,6	17,3	15,2	14,5	16,8	18,1	12,8	12,5	11,5
Hong Kong (RAS)	1,4	3,3	4,0	4,6	3,7	5,9	7,0	11,3	8,6	5,9	3,6
République tchèque	0,2	0,4	1,8	1,5	0,4	0,3	2,0	-0,9	-4,3	-2,2	1,0
Israël	4,1	5,1	3,5	3,5	2,8	3,3	5,3	4,2	2,5	3,7	3,3
Norvège	10,8	8,0	4,5	5,5	8,0	2,9	1,1	15,0	19,4	14,5	6,3
Danemark	8,9	8,2	7,8	8,0	7,3	8,5	8,0	8,8	8,2	7,4	7,2
Nouvelle-Zélande	-3,1	-2,8	-2,0	-2,8	-4,2	-2,9	-0,8	-6,0	-7,7	-6,0	-5,3
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	32,7	23,3	26,5	30,8	33,0	33,8	15,2	13,8	-2,4	22,8	31,0
Islande	4,4	5,6	8,1	4,2	4,1	6,5	1,9	-1,6	-2,0	-0,3	0,3
Andorre	...	...	...	...	...	18,0	14,6	15,9	16,7	17,3	19,1
Saint-Marin	...	...	...	-0,4	-1,9	2,0	2,8	4,0	1,4	0,8	0,8
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	-0,7	-0,5	-0,2	0,0	-0,2	0,0	-0,7	-1,0	-2,2	-1,6	-0,7
Zone euro ²	3,0	3,4	3,6	3,6	3,5	3,1	2,7	3,7	1,5	1,9	3,1

¹Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.

²Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes*(En pourcentage du PIB)*

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays émergents et pays en développement d'Asie	1,5	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,7	0,6	-0,1
Bangladesh	0,7	1,2	1,6	-0,5	-3,0	-1,3	-1,5	-1,1	-4,1	-3,8	-3,2
Bhoutan	-27,1	-29,1	-30,1	-22,7	-18,4	-20,5	-15,8	-12,1	-24,5	-18,1	-3,7
Brunei Darussalam	30,7	16,7	12,9	16,4	6,9	6,6	4,3	4,6	11,2	9,7	13,6
Cambodge	-8,6	-8,7	-8,5	-7,9	-11,8	-15,0	-8,7	-47,9	-31,3	-17,0	-8,1
Chine	2,2	2,6	1,7	1,5	0,2	0,7	1,7	1,8	1,8	1,5	0,6
Fidji	-5,5	-4,3	-3,5	-6,6	-8,4	-12,6	-12,7	-13,7	-13,6	-13,6	-10,5
Îles Marshall	2,0	15,6	13,5	5,0	4,0	-25,9	16,2	3,2	-4,0	-2,7	-3,9
Îles Salomon	-3,8	-2,7	-3,5	-4,3	-3,0	-9,5	-1,6	-4,8	-10,1	-13,1	-9,4
Inde	-1,3	-1,0	-0,6	-1,8	-2,1	-0,9	0,9	-1,2	-3,5	-2,9	-2,6
Indonésie	-3,1	-2,0	-1,8	-1,6	-2,9	-2,7	-0,4	0,3	2,2	1,1	-1,9
Kiribati	31,5	33,0	10,8	37,4	38,8	48,8	39,1	16,6	6,3	8,3	10,5
Lao, Rép. dém. pop.	-23,3	-22,3	-11,0	-11,1	-13,0	-9,1	-4,5	-0,2	-2,5	-5,9	-7,9
Malaisie	4,3	3,0	2,4	2,8	2,2	3,5	4,2	3,8	1,6	2,2	2,0
Maldives	-3,7	-7,5	-23,6	-21,6	-28,4	-26,6	-35,5	-8,8	-15,0	-12,3	-6,9
Micronésie	6,1	4,5	7,2	10,3	21,0	14,5	3,7	1,0	0,4	-0,9	-5,5
Mongolie	-15,8	-8,2	-6,3	-10,1	-16,7	-15,2	-5,1	-12,8	-20,3	-17,5	-10,0
Myanmar	-4,5	-3,5	-4,2	-6,8	-4,7	-2,8	-3,4	-1,4	-1,7	-1,3	-1,9
Nauru	27,3	-19,1	4,1	12,3	8,0	4,9	2,8	4,1	-2,2	0,1	-0,1
Népal	4,0	4,4	5,5	-0,3	-7,1	-6,9	-1,0	-7,9	-12,1	-6,3	-3,5
Palaos	-19,4	-8,9	-13,4	-22,8	-19,4	-34,6	-41,7	-28,5	-43,2	-34,1	-15,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	14,2	24,6	28,4	28,5	24,4	22,0	20,2	22,9	22,0	19,8	16,9
Philippines	3,6	2,4	-0,4	-0,7	-2,6	-0,8	3,2	-1,8	-4,4	-3,3	-1,8
Samoa	-8,6	-2,6	-4,2	-1,8	0,8	2,8	0,2	-14,5	-8,4	-7,4	-2,0
Sri Lanka	-2,4	-2,2	-2,0	-2,4	-3,0	-2,1	-1,4	-3,8	-3,4	-2,0	-1,2
Thaïlande	2,9	6,9	10,5	9,6	5,6	7,0	4,2	-2,2	-0,5	1,9	3,3
Timor-Leste ²	75,6	12,8	-33,0	-17,5	-12,1	6,5	-16,2	1,8	-11,6	-39,4	-41,5
Tonga	-6,3	-10,1	-6,5	-6,4	-6,3	-0,9	-4,0	3,1	-6,0	-28,5	-10,9
Tuvalu	-3,7	-70,6	13,9	11,5	53,9	-16,9	-7,9	2,1	-5,9	0,5	-9,6
Vanuatu	7,8	0,3	3,4	-4,4	12,2	13,6	2,7	2,1	-9,0	-1,7	0,3
Viet Nam	3,7	-0,9	0,2	-0,6	1,9	3,7	4,4	-2,0	0,3	1,0	0,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,3	1,0	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,0	1,7	2,9	2,8	-0,2
Albanie ¹	-10,8	-8,6	-7,6	-7,5	-6,8	-7,6	-8,7	-7,7	-8,6	-8,0	-7,4
Bélarus	-6,6	-3,3	-3,4	-1,7	0,0	-1,9	-0,4	2,7	-1,5	-1,1	-0,2
Bosnie-Herzégovine	-7,4	-5,1	-4,8	-4,8	-3,3	-2,8	-3,8	-2,1	-4,3	-3,7	-3,2
Bulgarie	1,2	0,0	3,1	3,3	0,9	1,9	-0,1	-0,4	-0,9	-1,4	-0,1
Croatie	0,3	3,4	2,3	3,5	1,9	3,0	-0,1	3,4	2,2	2,0	2,5
Hongrie	1,2	2,3	4,5	2,0	0,2	-0,7	-1,1	-3,2	-6,7	-3,0	0,7
Kosovo	-7,2	-8,8	-8,0	-5,5	-7,6	-5,7	-7,0	-8,8	-10,9	-8,7	-6,0
Macédoine du Nord	-0,5	-2,0	-2,9	-1,0	-0,1	-3,3	-3,4	-3,5	-6,7	-4,6	-3,9
Moldova, Rép. de	-6,0	-6,0	-3,6	-5,8	-10,8	-9,5	-7,7	-11,6	-12,8	-12,4	-8,5
Monténégro	-12,4	-11,0	-16,2	-16,1	-17,0	-14,3	-26,0	-9,2	-13,8	-14,0	-12,9
Pologne	-2,6	-0,9	-0,8	-0,4	-1,3	0,5	2,9	-0,7	-4,0	-3,3	-2,0
Roumanie	-0,3	-0,8	-1,6	-3,1	-4,6	-4,9	-5,0	-7,0	-8,4	-8,0	-6,1
Russie	2,8	5,0	1,9	2,0	7,0	3,9	2,4	6,9	12,2	11,1	3,3
Serbie	-5,6	-3,5	-2,9	-5,2	-4,8	-6,9	-4,1	-4,4	-8,4	-7,0	-4,8
Türkiye	-4,1	-3,2	-3,1	-4,8	-2,8	0,7	-4,9	-1,7	-5,7	-3,9	-2,6
Ukraine ¹	-3,9	1,7	-1,5	-2,2	-3,3	-2,7	3,3	-1,6	...	...	...
Amérique latine et Caraïbes	-3,2	-3,4	-2,1	-1,7	-2,7	-2,0	-0,2	-1,6	-1,7	-1,4	-1,4
Antigua-et-Barbuda	0,3	2,2	-2,5	-8,0	-14,5	-7,5	-18,4	-15,0	-19,0	-14,7	-11,2
Argentine	-1,6	-2,7	-2,7	-4,8	-5,2	-0,8	0,8	1,4	-0,3	0,6	0,5
Aruba	-4,8	3,9	4,6	1,0	-0,5	2,6	-13,0	1,4	2,9	3,3	0,6
Bahamas	-19,6	-12,5	-12,4	-13,4	-9,4	-2,6	-24,5	-23,1	-18,2	-14,1	-7,7
Barbade	-9,2	-6,1	-4,3	-3,8	-4,0	-3,1	-6,9	-11,5	-10,0	-8,7	-4,3
Belize	-6,4	-7,9	-7,3	-7,0	-6,6	-7,8	-6,3	-6,7	-7,3	-7,1	-6,8
Bolivie	1,7	-5,8	-5,6	-5,0	-4,3	-3,3	-0,7	2,0	-1,4	-2,1	-3,6
Brésil	-4,1	-3,0	-1,4	-1,1	-2,7	-3,5	-1,7	-1,7	-1,5	-1,6	-2,0
Chili	-3,5	-2,8	-2,6	-2,8	-4,5	-5,2	-1,7	-6,7	-6,7	-4,4	-2,5
Colombie	-5,2	-6,4	-4,5	-3,2	-4,2	-4,6	-3,4	-5,7	-5,1	-4,4	-4,0

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (suite)
(En pourcentage du PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Amérique latine et Caraïbes (fin)	-3,2	-3,4	-2,1	-1,7	-2,7	-2,0	-0,2	-1,6	-1,7	-1,4	-1,4
Costa Rica	-4,7	-3,4	-2,1	-3,6	-3,0	-1,3	-1,0	-3,3	-4,8	-4,4	-3,0
Dominique	-5,4	-4,7	-7,7	-8,9	-43,7	-34,4	-29,3	-32,5	-30,6	-28,1	-12,1
El Salvador	-5,4	-3,2	-2,3	-1,9	-3,3	-0,4	0,8	-5,1	-8,9	-3,9	-4,8
Équateur	-0,7	-2,2	1,1	-0,2	-1,2	-0,1	2,7	2,9	2,4	2,1	1,9
Grenade	-11,6	-12,5	-11,0	-14,4	-16,1	-14,6	-21,0	-24,2	-24,5	-19,8	-11,6
Guatemala	-3,3	-1,2	1,0	1,2	0,9	2,4	4,9	2,5	1,1	0,8	0,6
Guyana	-6,7	-3,4	1,5	-4,9	-29,0	-53,3	-16,4	-25,5	43,5	30,4	26,6
Haïti	-7,3	-5,1	-1,8	-2,2	-2,9	-1,1	1,1	0,5	0,8	-0,5	-1,2
Honduras ¹	-6,9	-4,7	-3,1	-1,2	-6,6	-2,6	2,8	-4,3	-4,6	-4,3	-3,5
Jamaïque	-8,0	-3,0	-0,3	-2,7	-1,6	-2,2	-0,4	0,9	-6,0	-5,2	-2,2
Mexique	-1,9	-2,6	-2,2	-1,7	-2,0	-0,3	2,5	-0,4	-1,2	-1,2	-0,9
Nicaragua	-8,0	-9,9	-8,5	-7,2	-1,8	6,0	3,9	-2,3	-3,2	-2,8	-3,2
Panama	-13,4	-9,0	-7,8	-6,0	-7,6	-5,0	2,0	-2,2	-3,7	-3,3	-2,5
Paraguay	-0,1	-0,2	4,3	3,0	-0,2	-0,5	2,7	0,8	-3,8	-0,1	0,3
Pérou	-4,5	-5,0	-2,6	-1,3	-1,7	-1,0	0,8	-2,5	-3,0	-2,1	-1,4
République dominicaine	-3,2	-1,8	-1,1	-0,2	-1,5	-1,3	-1,7	-2,8	-3,3	-2,7	-2,9
Saint-Kitts-et-Nevis	0,3	-8,3	-12,3	-10,5	-5,5	-2,2	-8,0	-5,0	-5,3	-4,0	-1,5
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-24,7	-14,7	-12,7	-11,7	-10,2	-3,1	-15,1	-22,6	-26,5	-27,6	-9,0
Sainte-Lucie	-2,5	-0,7	-6,5	-2,0	1,4	5,7	-15,7	-11,0	-6,0	-0,1	0,5
Suriname	-7,4	-15,3	-4,8	1,9	-3,0	-11,3	9,1	5,8	-2,0	-0,9	-1,2
Trinité-et-Tobago	15,0	8,2	-3,5	6,1	6,8	4,3	-6,3	10,4	14,3	15,9	12,9
Uruguay	-3,0	-0,3	0,8	0,0	-0,4	1,6	-0,8	-1,8	-1,2	-1,9	-1,9
Venezuela	2,3	-12,8	-3,4	7,5	8,4	6,6	-8,0	-2,1	4,0	6,0	...
Moyen-Orient et Asie centrale	4,9	-3,9	-4,1	-1,1	2,8	0,4	-2,5	2,3	6,5	5,2	1,2
Afghanistan ¹	6,5	3,7	9,0	7,6	12,2	11,7	11,2	...	...	...	...
Algérie	-4,4	-16,4	-16,5	-13,1	-9,6	-9,9	-12,9	-2,8	6,2	0,6	-3,8
Arabie saoudite	9,8	-8,7	-3,7	1,5	8,8	4,8	-3,2	5,3	16,0	12,3	3,5
Arménie	-7,8	-2,7	-1,0	-1,5	-7,0	-7,4	-3,8	-3,7	-5,5	-5,1	-4,9
Azerbaïdjan	13,9	-0,4	-3,6	4,1	12,8	9,1	-0,5	15,2	31,7	31,4	9,6
Bahreïn	4,6	-2,4	-4,6	-4,1	-6,4	-2,1	-9,3	6,7	8,6	5,0	0,9
Cisjordanie et Gaza	-13,6	-13,9	-13,9	-13,2	-13,2	-10,4	-12,3	-8,2	-10,7	-8,9	-11,1
Djibouti	24,0	29,5	-1,0	-4,8	14,7	18,3	11,3	-0,7	-4,8	-3,2	1,7
Égypte	-0,9	-3,6	-5,7	-5,8	-2,3	-3,4	-2,9	-4,4	-3,6	-3,4	-1,6
Émirats arabes unis	13,5	4,9	3,7	7,1	9,8	8,9	5,9	11,4	14,7	12,5	6,4
Géorgie	-10,1	-11,8	-12,5	-8,0	-6,8	-5,8	-12,5	-10,1	-7,2	-6,8	-5,3
Iran	2,9	0,3	2,9	3,1	5,1	-0,3	-0,1	0,7	1,6	1,5	0,3
Iraq	2,6	-6,4	-7,4	-4,7	3,0	0,4	-10,8	7,8	16,3	13,0	3,9
Jordanie	-7,1	-9,0	-9,7	-10,6	-6,9	-1,7	-5,7	-8,8	-6,7	-4,8	-4,0
Kazakhstan	2,8	-3,3	-5,9	-3,1	-0,1	-4,0	-3,8	-2,9	3,0	1,8	-1,8
Koweït	33,4	3,5	-4,6	8,0	14,4	12,5	3,2	16,3	29,1	23,0	16,1
Liban ¹	-28,9	-19,9	-23,5	-26,4	-28,6	-28,2	-15,8	...	...	...	...
Libye ¹	-33,1	-18,9	-9,4	6,6	14,7	6,7	-8,5	18,1	16,6	24,5	10,6
Maroc	-5,5	-2,0	-3,8	-3,2	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3	-4,3	-4,1	-3,1
Mauritanie	-22,2	-15,5	-11,0	-10,0	-13,1	-10,3	-6,7	-9,4	-11,6	-9,1	-4,8
Oman	4,5	-13,9	-16,7	-13,4	-4,2	-4,5	-17,0	-6,1	6,2	3,6	1,5
Ouzbékistan	2,6	1,0	0,2	2,4	-6,8	-5,6	-5,0	-7,0	-3,3	-4,2	-5,0
Pakistan ¹	-1,1	-0,9	-1,6	-3,6	-5,4	-4,2	-1,5	-0,8	-4,6	-2,5	-2,4
Qatar	24,0	8,5	-5,5	4,0	9,1	2,4	-2,0	14,7	21,2	22,1	8,2
République kirghize	-17,0	-15,9	-11,6	-6,2	-12,1	-11,9	4,8	-8,7	-12,5	-9,6	-5,8
Somalie	-6,6	-6,3	-7,1	-7,8	-6,2	-10,4	-10,8	-17,1	-15,8	-14,1	-15,2
Soudan	-5,8	-8,5	-6,5	-9,4	-14,0	-15,6	-17,5	-7,4	-6,4	-7,5	-7,8
Syrie ²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	-3,4	-6,1	-4,2	2,1	-4,9	-2,2	4,1	8,4	3,8	0,0	-2,8
Tunisie	-9,3	-9,1	-8,8	-9,7	-10,4	-7,8	-5,9	-6,1	-9,1	-8,0	-5,2
Turkménistan	-7,8	-17,3	-23,1	-11,1	4,9	2,8	-3,3	0,6	2,5	2,5	-1,6
Yémen	-0,7	-6,2	-4,4	-1,4	-1,3	-3,8	-5,9	-5,1	-11,4	-8,2	0,0

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (fin)
(En pourcentage du PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Afrique subsaharienne	-3,6	-5,7	-3,6	-2,1	-2,3	-3,3	-2,9	-1,1	-1,7	-2,5	-2,0
Angola	-2,6	-8,8	-3,1	-0,5	7,3	6,1	1,5	11,2	11,3	5,4	-0,3
Afrique du Sud	-4,8	-4,3	-2,7	-2,4	-2,9	-2,6	2,0	3,7	1,2	-1,0	-2,0
Bénin	-6,7	-6,0	-3,0	-4,2	-4,6	-4,0	-1,7	-4,4	-6,0	-5,6	-5,5
Botswana	11,1	2,2	8,0	5,6	0,4	-7,0	-10,8	-0,5	2,0	2,5	4,9
Burkina Faso	-7,2	-7,6	-6,1	-5,0	-4,1	-3,3	4,3	0,2	-3,5	-3,4	-1,7
Burundi	-15,6	-11,5	-11,1	-11,7	-11,4	-11,6	-10,2	-13,4	-14,9	-14,1	-10,3
Cabo Verde	-9,1	-3,2	-3,8	-7,8	-4,9	0,2	-15,0	-11,2	-14,0	-6,2	-4,0
Cameroun	-3,9	-3,6	-3,1	-2,6	-3,5	-4,3	-3,7	-4,0	-2,3	-2,8	-3,0
Comores	-3,8	-0,3	-4,4	-2,1	-2,9	-3,9	-3,0	-2,4	-10,5	-9,1	-5,5
Congo, Rép. dém. du	-4,8	-3,9	-4,1	-3,3	-3,5	-3,2	-2,2	-0,9	0,0	0,0	0,7
Congo, Rép. du	1,0	-39,0	-48,7	-6,0	-0,2	0,4	-0,1	12,6	19,1	11,1	1,5
Côte d'Ivoire	1,0	-0,4	-0,9	-2,0	-3,9	-2,3	-3,2	-3,8	-5,2	-5,0	-3,6
Érythrée	17,7	22,4	13,4	24,8	15,7	13,1	14,6	13,5	12,2	10,8	9,3
Eswatini	11,6	13,0	7,9	6,2	1,3	3,8	6,7	2,5	-0,8	0,1	1,3
Éthiopie	-7,9	-11,5	-10,9	-8,5	-6,5	-5,3	-4,6	-3,2	-4,3	-4,4	-3,3
Gabon	7,6	-5,6	-11,1	-8,7	-4,8	-5,0	-6,9	-5,7	-1,4	-2,9	-2,7
Gambie	-7,3	-9,9	-9,2	-7,4	-9,5	-6,2	-2,9	-8,1	-13,7	-11,7	-8,6
Ghana	-6,8	-5,7	-5,1	-3,3	-3,0	-2,7	-3,0	-3,2	-5,2	-4,4	-3,7
Guinée	-14,4	-12,5	-30,7	-6,7	-19,2	-11,5	-13,6	-1,3	-7,0	-8,0	-1,4
Guinée équatoriale	-4,3	-17,7	-26,0	-7,8	-2,1	-0,9	-4,2	-3,4	-1,6	-2,1	-7,0
Guinée-Bissau	0,5	1,8	1,4	0,3	-3,5	-8,5	-2,7	-3,2	-6,5	-4,7	-4,0
Kenya	-9,3	-6,3	-5,4	-7,0	-5,4	-5,2	-4,7	-5,2	-5,9	-5,6	-5,0
Lesotho	-5,2	-4,2	-7,8	-4,2	-3,5	-1,7	-1,6	-5,0	-8,5	-8,7	-5,6
Libéria	-34,3	-28,5	-23,0	-22,3	-21,3	-19,6	-16,4	-17,7	-16,3	-16,5	-15,8
Madagascar	-0,3	-1,6	0,5	-0,4	0,7	-2,3	-5,4	-4,9	-5,4	-5,1	-3,2
Malawi	-7,0	-12,2	-13,1	-15,5	-12,0	-12,6	-13,8	-12,2	-12,1	-12,9	-10,5
Mali	-4,7	-5,3	-7,2	-7,3	-4,9	-7,5	-2,2	-10,0	-7,9	-7,1	-5,8
Maurice	-5,4	-3,6	-4,0	-4,6	-3,9	-5,1	-9,2	-13,6	-13,0	-8,1	-5,0
Mozambique	-36,3	-37,4	-32,2	-19,6	-30,3	-19,1	-27,3	-22,9	-45,9	-39,6	-10,9
Namibie	-9,4	-13,6	-16,5	-4,4	-3,5	-1,7	2,6	-9,1	-8,0	-4,2	-3,4
Niger	-12,1	-15,3	-11,4	-11,4	-12,6	-12,2	-13,5	-13,8	-15,6	-13,9	-8,0
Nigéria	0,2	-3,1	1,3	3,4	1,5	-3,3	-4,0	-0,4	-0,2	-0,6	-0,2
Ouganda	-6,5	-6,0	-2,8	-4,8	-6,1	-6,6	-9,5	-8,3	-8,0	-10,2	-7,3
République centrafricaine	-13,3	-9,2	-5,5	-8,0	-7,9	-5,1	-8,6	-10,8	-14,1	-7,5	-5,6
Rwanda	-11,3	-12,7	-15,3	-9,5	-10,1	-11,9	-12,1	-10,9	-12,6	-11,7	-7,3
Sao Tomé-et-Principe	-20,7	-12,0	-6,1	-13,2	-12,3	-12,1	-11,0	-11,3	-13,9	-11,0	-7,2
Sénégal	-7,0	-5,7	-4,2	-7,3	-8,8	-7,9	-10,9	-13,2	-13,0	-9,5	-5,0
Seychelles	-22,4	-18,1	-19,7	-19,1	-2,6	-3,2	-13,7	-10,5	-6,6	-7,7	-8,2
Sierra Leone	-9,4	-23,6	-7,6	-18,3	-12,4	-14,3	-6,8	-14,9	-8,5	-7,7	-6,0
Soudan du Sud	-1,2	1,7	16,8	4,8	7,3	1,5	-13,8	-2,7	8,6	2,1	-1,9
Tanzanie	-9,8	-7,7	-4,2	-2,6	-3,1	-2,6	-1,8	-3,3	-4,4	-3,9	-2,6
Tchad	-8,9	-13,8	-10,4	-7,1	-1,4	-4,4	-7,6	-4,5	0,8	-2,4	-6,7
Togo	-6,8	-7,6	-7,2	-1,5	-2,6	-0,8	-0,3	-1,9	-4,8	-5,7	-1,5
Zambie	2,1	-2,7	-3,3	-1,7	-1,3	1,4	12,0	7,6	-1,8	-3,7	3,8
Zimbabwe ¹	-12,0	-8,0	-3,4	-1,3	-3,7	4,0	2,9	1,1	0,6	0,3	0,5

¹Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Albanie, au Honduras, au Liban, à la Libye, au Pakistan, à l'Ukraine et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

²Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier
(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Pays avancés										
Solde du compte financier	304,5	282,5	433,4	433,4	480,2	155,9	29,7	465,8	-307,8	-116,3
Investissements directs nets	244,1	3,2	-246,5	355,4	-53,0	4,3	49,8	501,8	250,4	81,3
Investissements de portefeuille nets	57,8	164,1	486,8	-10,1	506,7	57,3	183,2	288,5	-285,6	-198,9
Dérivés financiers nets	1,8	-85,6	32,4	21,5	51,7	25,7	89,0	50,5	48,7	52,1
Autres investissements nets	-139,1	-25,6	-18,0	-178,6	-153,0	1,6	-650,0	-1 003,3	-342,8	-141,1
Variation des réserves	140,0	226,6	178,5	244,8	127,9	66,9	357,8	627,7	21,0	89,7
États-Unis										
Solde du compte financier	-298,1	-386,4	-362,4	-373,2	-302,9	-565,5	-697,0	-740,6	-973,0	-825,2
Investissements directs nets	135,7	-209,4	-174,6	28,6	-345,4	-209,1	122,9	-26,6	-47,3	-98,0
Investissements de portefeuille nets	-115,9	-106,8	-193,8	-250,1	78,8	-244,9	-540,2	43,0	-245,7	-228,4
Dérivés financiers nets	-54,3	-27,0	7,8	24,0	-20,4	-41,7	-5,1	-41,9	-6,4	-16,8
Autres investissements nets	-259,9	-37,0	-4,0	-174,1	-20,8	-74,5	-283,5	-829,1	-674,5	-482,0
Variation des réserves	-3,6	-6,3	2,1	-1,7	5,0	4,7	9,0	114,0	0,9	0,0
Zone euro										
Solde du compte financier	372,6	338,5	313,2	392,8	330,3	273,6	222,2	404,7	...	...
Investissements directs nets	89,3	244,3	150,8	74,1	121,2	96,4	-229,2	345,6	...	...
Investissements de portefeuille nets	87,0	133,5	529,8	402,6	272,6	-117,5	614,4	505,7	...	...
Dérivés financiers nets	49,7	126,5	11,2	12,9	46,7	8,6	33,9	82,5	...	...
Autres investissements nets	142,2	-177,4	-395,7	-95,5	-140,0	279,3	-211,8	-683,1	...	...
Variation des réserves	4,4	11,6	17,1	-1,2	29,8	6,7	14,9	154,1	...	...
Allemagne										
Solde du compte financier	319,3	260,1	289,0	312,5	291,7	208,6	247,1	372,5	168,7	216,6
Investissements directs nets	87,3	68,5	48,0	37,9	25,1	84,6	-4,0	120,5	65,9	59,9
Investissements de portefeuille nets	179,9	210,5	220,0	229,6	181,2	78,0	48,9	301,9	86,4	119,0
Dérivés financiers nets	51,2	33,7	31,7	12,6	26,8	27,5	109,9	72,2	2,9	29,1
Autres investissements nets	4,3	-50,2	-12,5	33,9	58,2	19,1	92,3	-159,8	13,5	8,6
Variation des réserves	-3,4	-2,5	1,9	-1,4	0,5	-0,6	-0,1	37,7	0,0	0,0
France										
Solde du compte financier	-10,3	-0,8	-18,6	-36,1	-28,4	-0,1	-61,9	3,6	-32,9	-40,2
Investissements directs nets	47,2	7,9	41,8	11,1	60,2	30,7	6,3	-11,5	10,5	21,4
Investissements de portefeuille nets	-23,8	43,2	0,2	30,3	19,3	-70,4	-37,8	-6,3	-25,7	-24,7
Dérivés financiers nets	-31,8	14,5	-17,6	-1,4	-30,5	4,1	-27,2	21,0	6,8	0,3
Autres investissements nets	-2,9	-74,2	-45,4	-72,7	-89,7	32,3	-7,8	-26,7	-26,6	-40,7
Variation des réserves	1,0	8,0	2,5	-3,4	12,3	3,2	4,6	27,0	2,1	3,5
Italie										
Solde du compte financier	78,4	42,9	37,4	61,2	38,8	60,8	71,5	30,4	9,1	22,9
Investissements directs nets	3,1	2,0	-12,3	0,5	-6,1	1,6	21,7	3,3	0,3	0,8
Investissements de portefeuille nets	3,2	111,7	157,1	102,0	156,5	-58,0	123,8	146,6	-32,6	-15,8
Dérivés financiers nets	-1,9	1,3	-3,6	-8,4	-3,3	2,9	-3,3	0,0	0,2	0,3
Autres investissements nets	75,2	-72,7	-102,5	-35,9	-111,5	110,6	-75,2	-144,0	41,2	37,6
Variation des réserves	-1,3	0,6	-1,3	3,0	3,1	3,6	4,6	24,5	0,0	0,0
Espagne										
Solde du compte financier	22,8	31,8	39,2	40,0	38,3	28,3	20,2	34,1	22,2	19,8
Investissements directs nets	14,2	33,4	12,4	14,1	-19,9	7,4	22,4	-15,6	4,7	4,8
Investissements de portefeuille nets	-8,8	12,0	64,9	37,1	28,1	-53,5	90,9	38,8	15,0	11,6
Dérivés financiers nets	1,3	4,2	2,8	8,7	-1,2	-8,5	-8,1	5,0	0,0	0,0
Autres investissements nets	10,9	-23,3	-50,1	-24,0	28,7	82,1	-84,6	-6,3	2,5	3,4
Variation des réserves	5,2	5,5	9,1	4,1	2,6	0,8	-0,4	12,2	0,0	0,0

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)*(Milliards de dollars)*

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Japon										
Solde du compte financier	58,9	180,9	266,5	168,3	183,9	228,3	129,2	99,3	55,4	91,5
Investissements directs nets	118,7	133,3	137,5	155,0	134,6	218,9	84,5	122,6	122,8	122,2
Investissements de portefeuille nets	-42,3	131,5	276,3	-50,6	92,2	87,4	38,5	-199,2	-68,6	-49,7
Dérivés financiers nets	34,0	17,7	-16,1	30,4	0,9	3,2	7,8	22,1	22,1	22,1
Autres investissements nets	-60,0	-106,7	-125,6	10,0	-67,9	-106,7	-12,4	91,0	-40,9	-14,5
Variation des réserves	8,5	5,1	-5,7	23,6	24,0	25,5	10,9	62,8	20,0	11,5
Royaume-Uni										
Solde du compte financier	-141,6	-165,9	-159,9	-84,4	-102,9	-89,7	-56,1	-60,9	-156,7	-161,0
Investissements directs nets	-176,1	-106,0	-297,4	46,1	-4,9	-51,6	-83,6	80,2	25,6	7,0
Investissements de portefeuille nets	16,3	-231,7	-200,1	-120,1	-361,1	38,2	-17,3	-349,4	-173,5	-188,8
Dérivés financiers nets	31,2	-128,6	29,3	13,3	11,2	11,3	39,0	-39,4	5,6	6,1
Autres investissements nets	-24,7	268,2	299,5	-32,4	227,2	-86,6	9,2	223,4	-14,3	14,8
Variation des réserves	11,7	32,2	8,8	8,8	24,8	-1,1	-3,3	24,4	0,0	0,0
Canada										
Solde du compte financier	-43,1	-51,8	-45,4	-44,2	-35,8	-38,3	-29,3	4,3	11,5	-5,3
Investissements directs nets	1,3	23,6	33,5	53,4	20,4	29,2	23,4	38,0	36,3	39,7
Investissements de portefeuille nets	-32,8	-36,2	-103,6	-74,9	3,4	-1,6	-67,8	-41,6	-29,2	-43,9
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-16,9	-47,8	19,1	-23,5	-58,2	-66,0	13,8	-12,2	4,4	-1,2
Variation des réserves	5,3	8,6	5,6	0,8	-1,5	0,1	1,3	20,2	0,0	0,0
Autres pays avancés¹										
Solde du compte financier	297,2	295,2	325,4	309,4	355,0	337,4	383,1	562,0	496,5	461,1
Investissements directs nets	-6,1	-102,5	-79,7	-158,3	34,0	-42,5	60,6	-77,5	-88,8	-186,5
Investissements de portefeuille nets	174,0	324,7	247,6	151,4	371,6	307,0	278,0	477,9	344,3	371,9
Dérivés financiers nets	-22,4	-12,0	3,2	-5,6	31,9	20,0	-9,0	-20,7	-8,1	-15,6
Autres investissements nets	40,3	-90,9	3,9	108,4	-132,1	22,5	-269,3	-74,4	258,3	220,6
Variation des réserves	111,5	176,0	150,2	213,1	49,5	30,3	322,8	256,2	-9,8	70,2
Pays émergents et pays en développement										
Solde du compte financier	-1,8	-313,0	-424,2	-284,3	-258,7	-146,0	57,7	152,2	653,8	522,3
Investissements directs nets	-433,4	-345,2	-261,6	-311,4	-376,8	-367,0	-327,4	-514,9	-354,5	-351,8
Investissements de portefeuille nets	-88,4	124,6	-57,4	-209,3	-102,0	-62,4	4,8	114,6	389,9	47,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	408,0	479,5	384,8	62,3	104,1	119,8	275,4	36,0	719,5	467,1
Variation des réserves	94,2	-583,1	-481,1	189,9	127,0	169,0	83,3	523,6	-101,6	363,4

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)
(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Par région										
Pays émergents et pays en développement d'Asie										
Solde du compte financier	142,2	61,2	-37,8	-68,9	-270,6	-62,6	145,4	62,2	203,6	176,7
Investissements directs nets	-201,0	-139,7	-26,2	-108,5	-170,5	-144,7	-164,8	-296,7	-217,8	-156,8
Investissements de portefeuille nets	-124,6	81,6	31,1	-70,1	-100,3	-72,9	-107,5	-23,1	208,3	-45,6
Dérivés financiers nets	0,7	0,7	-4,6	2,3	4,6	-2,6	15,9	18,1	17,8	18,3
Autres investissements nets	281,4	460,6	357,0	-80,3	-16,6	70,9	243,0	117,9	454,3	216,6
Variation des réserves	196,3	-333,0	-384,6	199,2	22,2	97,0	167,4	257,1	-246,6	156,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe										
Solde du compte financier	-26,2	68,6	10,5	-23,0	109,9	63,1	11,7	95,7	170,2	150,5
Investissements directs nets	0,5	-22,0	-45,4	-28,9	-25,4	-53,5	-37,8	-39,6	7,3	-29,4
Investissements de portefeuille nets	23,8	53,5	-9,4	-34,5	11,1	-1,6	21,1	39,2	74,1	50,3
Dérivés financiers nets	5,8	5,0	0,4	-2,5	-2,8	1,4	0,1	-6,2	-2,1	-2,5
Autres investissements nets	66,3	40,1	29,4	26,9	79,5	23,6	32,0	-32,7	160,8	139,0
Variation des réserves	-122,7	-7,9	35,5	16,2	47,6	93,3	-3,2	136,3	-69,6	-6,6
Amérique latine et Caraïbes										
Solde du compte financier	-196,2	-188,7	-106,5	-108,6	-160,5	-119,8	0,5	-93,3	-98,1	-85,4
Investissements directs nets	-140,9	-133,4	-124,8	-121,2	-148,6	-114,7	-90,9	-97,8	-106,9	-116,5
Investissements de portefeuille nets	-108,2	-50,8	-50,5	-39,3	-14,1	1,7	2,5	-1,7	-1,4	-1,7
Dérivés financiers nets	6,8	1,4	-2,9	3,9	4,1	4,9	5,7	0,8	3,5	2,5
Autres investissements nets	6,5	22,8	50,6	30,6	-15,8	21,2	66,8	-43,7	-3,8	16,5
Variation des réserves	39,7	-28,8	21,0	17,1	13,8	-32,7	16,4	49,1	10,5	13,8
Moyen-Orient et Asie centrale										
Solde du compte financier	156,9	-186,2	-225,5	-38,9	103,8	27,7	-78,8	98,4	401,2	326,0
Investissements directs nets	-43,7	-12,4	-31,0	-15,4	-11,4	-23,5	-23,3	-11,2	-5,3	-8,8
Investissements de portefeuille nets	129,3	61,8	-12,1	-41,5	5,8	29,2	86,4	55,5	103,5	40,0
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	64,3	-52,6	-42,7	84,5	76,9	15,4	-63,8	6,3	95,3	104,7
Variation des réserves	-10,1	-196,8	-148,3	-58,4	38,6	5,2	-87,7	54,5	213,1	199,2
Afrique subsaharienne										
Solde du compte financier	-78,5	-68,0	-64,8	-44,9	-41,3	-54,4	-21,1	-10,8	-23,2	-45,5
Investissements directs nets	-48,2	-37,8	-34,3	-37,4	-20,9	-30,5	-10,6	-69,5	-31,8	-40,3
Investissements de portefeuille nets	-8,6	-21,5	-16,6	-24,0	-4,5	-18,7	2,4	44,7	5,5	4,5
Dérivés financiers nets	-1,5	-0,4	1,0	0,2	-0,5	0,3	0,7	-0,2	-0,3	-0,3
Autres investissements nets	-10,5	8,6	-9,4	0,5	-19,8	-11,3	-2,4	-11,7	13,1	-9,7
Variation des réserves	-9,1	-16,5	-4,6	15,9	4,7	6,2	-9,6	26,6	-9,0	1,0

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)

(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles										
Solde du compte financier	180,0	-182,6	-189,7	12,0	173,9	67,9	-51,5	151,6	484,1	388,7
Investissements directs nets	-29,5	-11,5	-20,6	11,4	12,1	-8,5	-11,2	1,6	12,9	9,7
Investissements de portefeuille nets	137,2	67,7	-9,8	-35,9	7,1	28,0	86,1	71,9	85,8	55,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	90,6	-18,5	-3,4	111,4	110,7	39,1	-46,7	28,3	154,9	148,4
Variation des réserves	-35,5	-234,4	-164,5	-66,9	49,9	7,8	-89,2	55,8	236,7	184,5
Autres produits										
Solde du compte financier	-181,8	-130,4	-234,5	-296,3	-432,6	-213,9	109,2	0,7	169,7	133,6
Investissements directs nets	-403,8	-333,8	-241,0	-322,8	-388,9	-358,5	-316,2	-516,5	-367,4	-361,5
Investissements de portefeuille nets	-225,6	56,9	-47,5	-173,4	-109,1	-90,3	-81,3	42,7	304,1	-7,9
Dérivés financiers nets	11,8	6,8	-6,1	4,0	5,4	4,0	22,3	12,4	19,0	18,2
Autres investissements nets	317,3	498,0	388,2	-49,1	-6,6	80,7	322,2	7,7	564,7	318,7
Variation des réserves	129,7	-348,7	-316,5	256,8	77,0	161,2	172,5	467,9	-338,2	178,9
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)										
Solde du compte financier	-388,9	-315,7	-277,2	-339,6	-367,9	-300,1	-92,9	-308,6	-413,8	-404,0
Investissements directs nets	-284,4	-281,3	-292,1	-272,2	-313,3	-301,5	-249,2	-288,9	-298,9	-327,3
Investissements de portefeuille nets	-211,3	-52,7	-63,5	-123,8	-35,9	-32,8	-44,2	-19,2	37,8	-36,1
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-11,3	38,5	25,3	-28,9	-14,1	-59,4	49,6	-204,3	-57,9	-94,7
Variation des réserves	120,6	-9,4	77,1	93,2	4,9	105,0	152,5	215,9	-89,3	60,7
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021										
Solde du compte financier	-49,9	-66,1	-70,3	-53,1	-46,1	-43,4	-21,1	-29,6	-30,0	-41,4
Investissements directs nets	-22,9	-35,5	-27,8	-21,6	-25,9	-30,4	-20,1	-27,5	-23,4	-30,9
Investissements de portefeuille nets	-6,1	-0,5	-10,3	-30,6	-18,7	-12,6	7,3	-21,6	15,0	-10,8
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-8,1	-26,1	-36,1	-11,0	-6,5	2,6	4,9	6,7	-11,3	-18,5
Variation des réserves	-12,9	-3,8	3,9	10,3	5,2	-3,0	-12,7	13,6	-10,9	18,6
<i>Pour mémoire</i>										
Monde										
Solde du compte financier	302,7	-30,5	9,2	149,1	221,5	9,8	87,4	618,0	346,0	405,9

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2004-13	2008-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-27
Pays avancés											
Capacité/besoin de financement	-0,5	0,0	0,8	1,0	0,7	0,6	0,3	0,7	-0,6	-0,2	0,2
Solde du compte courant	-0,5	0,0	0,8	1,0	0,8	0,7	0,4	0,6	-0,6	-0,3	0,2
Épargne	21,7	21,5	22,6	23,3	23,4	23,4	23,1	24,3	23,8	23,7	24,0
Investissement	22,2	21,5	21,6	22,1	22,4	22,7	22,3	22,7	23,0	22,6	22,6
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
États-Unis											
Capacité/besoin de financement	-4,0	-2,8	-2,2	-1,8	-2,2	-2,1	-3,0	-3,7	-4,0	-3,2	-2,5
Solde du compte courant	-4,0	-2,8	-2,1	-1,9	-2,1	-2,1	-3,0	-3,7	-3,9	-3,1	-2,5
Épargne	16,9	17,2	18,9	19,5	19,6	19,4	19,2	20,1	21,1	21,5	21,9
Investissement	20,9	19,8	20,6	20,8	21,1	21,4	21,2	21,4	22,0	21,8	21,8
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Zone euro											
Capacité/besoin de financement	0,2	0,8	3,1	3,0	2,6	2,1	1,9	2,8	...	...	...
Solde du compte courant	0,1	0,7	3,0	3,2	2,9	2,3	1,9	2,5	1,0	1,4	2,3
Épargne	22,7	22,5	24,3	24,9	25,4	25,9	25,0	26,6	24,7	24,5	25,0
Investissement	21,8	20,8	20,7	21,3	21,9	22,9	22,3	23,0	23,2	22,5	22,2
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,3	-0,2	0,0	0,3	...	...	...
Allemagne											
Capacité/besoin de financement	5,9	6,6	8,6	7,7	8,0	7,5	6,8	7,3	4,2	5,3	6,2
Solde du compte courant	5,9	6,6	8,5	7,8	8,0	7,6	7,0	7,4	4,2	5,3	6,2
Épargne	26,2	26,8	28,5	28,8	29,9	29,7	29,1	30,6	26,9	26,6	27,2
Investissement	20,3	20,2	20,0	21,0	21,9	22,1	22,1	23,3	22,7	21,3	21,0
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
France											
Capacité/besoin de financement	-0,3	-0,7	-0,4	-0,8	-0,7	0,6	-1,7	0,8	-1,2	-1,4	-0,6
Solde du compte courant	-0,3	-0,7	-0,5	-0,8	-0,8	0,5	-1,8	0,4	-1,3	-1,5	-0,7
Épargne	22,4	21,9	22,1	22,7	23,0	24,9	21,8	24,9	23,6	22,1	22,2
Investissement	22,7	22,6	22,6	23,4	23,9	24,4	23,6	24,6	24,9	23,6	22,9
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	0,1	0,1
Italie											
Capacité/besoin de financement	-1,4	-0,7	2,4	2,7	2,5	3,1	3,7	2,3	0,5	1,1	2,2
Solde du compte courant	-1,4	-0,8	2,6	2,6	2,5	3,2	3,7	2,4	-0,2	0,3	1,7
Épargne	19,0	18,2	20,0	20,7	21,0	21,4	21,4	22,3	22,4	23,1	23,1
Investissement	20,4	18,9	17,6	18,1	18,5	18,2	17,7	20,0	21,9	22,0	20,9
Solde du compte de capital	0,1	0,1	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,6	0,9	0,5
Espagne											
Capacité/besoin de financement	-4,3	-1,2	3,4	3,0	2,4	2,4	1,2	1,9	1,6	1,4	1,4
Solde du compte courant	-4,8	-1,7	3,2	2,8	1,9	2,1	0,8	0,9	-0,2	-0,2	0,8
Épargne	20,1	19,2	21,9	22,2	22,4	23,0	21,5	22,4	22,6	21,9	22,3
Investissement	24,9	20,9	18,8	19,4	20,5	20,9	20,7	21,5	22,7	22,1	21,5
Solde du compte de capital	0,5	0,5	0,2	0,2	0,5	0,3	0,4	0,9	1,8	1,6	0,6
Japon											
Capacité/besoin de financement	2,8	2,1	3,8	4,1	3,5	3,4	2,9	2,8	1,3	2,1	3,0
Solde du compte courant	2,9	2,1	4,0	4,1	3,5	3,4	2,9	2,9	1,4	2,2	3,1
Épargne	27,6	26,3	28,8	29,3	29,2	29,2	28,2	28,1	27,0	27,6	28,5
Investissement	24,7	24,2	24,8	25,2	25,6	25,8	25,3	25,2	25,7	25,5	25,4
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Royaume-Uni											
Capacité/besoin de financement	-3,1	-3,9	-5,4	-3,7	-4,0	-2,7	-2,6	-2,7	-4,9	-4,6	-3,8
Solde du compte courant	-3,1	-3,8	-5,3	-3,6	-3,9	-2,7	-2,5	-2,6	-4,8	-4,5	-3,7
Épargne	13,6	12,5	12,4	14,6	14,0	15,3	14,2	14,5	12,6	12,4	13,5
Investissement	16,7	16,4	17,7	18,2	17,9	18,0	16,7	17,1	17,4	16,9	17,2
Solde du compte de capital	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2004-13	2008-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-27
Canada											
Capacité/besoin de financement	-0,9	-2,7	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,0	0,5	-0,2	-1,2
Solde du compte courant	-0,9	-2,7	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,0	0,5	-0,2	-1,2
Épargne	22,6	21,3	19,7	20,7	21,0	21,0	20,5	23,8	23,8	22,8	22,6
Investissement	23,5	24,0	22,8	23,6	23,4	23,1	22,3	23,7	23,3	23,0	23,8
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays avancés¹											
Capacité/besoin de financement	4,0	4,2	5,0	4,8	4,6	4,7	5,6	7,1	5,7	5,1	4,6
Solde du compte courant	4,0	4,3	5,0	4,7	4,4	4,7	5,5	7,1	5,7	5,1	4,6
Épargne	30,5	30,5	30,6	30,9	30,4	30,3	31,6	33,4	32,5	31,8	31,2
Investissement	26,3	26,0	25,3	25,9	25,9	25,5	25,9	26,0	26,2	26,2	26,2
Solde du compte de capital	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays émergents et pays en développement											
Capacité/besoin de financement	2,4	1,2	-0,3	0,0	-0,1	0,1	0,6	0,9	1,3	1,0	0,2
Solde du compte courant	2,4	1,1	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,5	0,8	1,3	1,0	0,2
Épargne	32,0	32,5	31,2	31,7	32,4	32,1	33,0	34,0	35,4	35,0	34,4
Investissement	29,8	31,5	31,5	31,8	32,7	32,3	32,6	33,3	34,3	34,2	34,3
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie											
Capacité/besoin de financement	3,3	2,2	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,7	0,6	0,2
Solde du compte courant	3,2	2,2	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,7	0,6	0,2
Épargne	42,0	42,9	39,9	40,1	40,0	39,5	40,1	40,2	41,8	41,4	40,7
Investissement	39,0	40,7	38,7	39,2	40,2	39,1	38,6	39,2	41,1	40,8	40,5
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe											
Capacité/besoin de financement	-0,4	-0,4	0,1	-0,2	2,2	1,8	0,7	2,2	3,3	3,2	1,1
Solde du compte courant	-0,6	-0,7	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,0	1,7	2,9	2,8	0,7
Épargne	23,2	23,3	23,5	24,1	25,5	24,2	23,8	25,8	27,0	26,4	25,4
Investissement	23,6	23,8	23,7	24,6	23,6	22,9	23,7	24,2	24,1	23,7	24,7
Solde du compte de capital	0,1	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4
Amérique latine et Caraïbes											
Capacité/besoin de financement	-0,6	-2,1	-2,0	-1,7	-2,6	-2,0	0,0	-1,5	-1,7	-1,3	-1,3
Solde du compte courant	-0,7	-2,2	-2,1	-1,7	-2,7	-2,0	-0,2	-1,6	-1,7	-1,4	-1,4
Épargne	20,9	19,7	17,2	16,9	16,3	16,6	17,7	18,7	18,9	19,2	19,3
Investissement	21,6	21,9	19,2	18,7	19,0	18,7	17,9	20,3	20,7	20,7	20,8
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient et Asie centrale											
Capacité/besoin de financement	9,0	6,3	-4,0	-1,3	2,3	0,4	-2,5	2,0	6,4	5,1	2,1
Solde du compte courant	9,2	6,3	-4,1	-1,1	2,8	0,4	-2,5	2,3	6,5	5,2	2,2
Épargne	36,1	33,9	23,6	26,2	28,8	27,8	26,3	30,2	33,9	33,0	30,5
Investissement	27,2	27,4	26,9	27,1	26,2	27,8	29,1	28,4	27,8	28,3	28,5
Solde du compte de capital	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0
Afrique subsaharienne											
Capacité/besoin de financement	1,5	-1,4	-3,2	-1,7	-1,9	-2,9	-2,4	-0,7	-1,3	-2,2	-2,0
Solde du compte courant	0,2	-2,1	-3,6	-2,1	-2,3	-3,3	-2,9	-1,1	-1,7	-2,5	-2,3
Épargne	20,8	19,5	17,7	18,4	19,2	19,6	19,8	23,1	18,9	17,9	17,4
Investissement	20,7	21,6	21,0	20,5	21,2	22,9	22,6	24,0	20,5	20,4	19,6
Solde du compte de capital	1,2	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2004-13	2008-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-27
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles											
Capacité/besoin de financement	12,0	8,0	-3,1	0,9	4,8	1,8	-2,4	3,3	8,3	6,5	3,1
Solde du compte courant	12,2	8,0	-3,1	1,2	5,3	1,9	-2,4	3,8	8,4	6,7	3,3
Épargne	38,8	35,5	25,5	28,4	31,2	30,4	28,9	34,2	36,5	34,7	31,2
Investissement	27,0	27,4	27,4	26,9	26,0	28,9	31,6	31,1	28,6	28,6	28,2
Solde du compte de capital	0,2	0,0	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	0,0	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Autres produits											
Capacité/besoin de financement	0,9	0,1	0,1	-0,1	-0,7	-0,1	0,9	0,6	0,3	0,3	-0,2
Solde du compte courant	0,7	0,0	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,3	0,2	-0,2
Épargne	30,9	32,0	31,9	32,1	32,6	32,3	33,4	34,0	35,2	35,1	34,8
Investissement	30,3	32,0	32,0	32,3	33,4	32,6	32,7	33,6	35,0	34,9	35,0
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)											
Capacité/besoin de financement	-1,7	-2,5	-1,9	-2,0	-2,4	-1,8	-0,5	-1,6	-2,5	-2,2	-2,0
Solde du compte courant	-2,0	-2,8	-2,1	-2,2	-2,6	-2,0	-0,8	-1,9	-2,7	-2,4	-2,2
Épargne	23,3	23,0	22,2	22,4	22,7	22,6	22,9	23,6	22,9	23,2	23,6
Investissement	25,4	25,8	24,4	24,6	25,3	24,7	23,7	25,6	25,8	25,7	25,8
Solde du compte de capital	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2017 et 2021											
Capacité/besoin de financement	-1,4	-3,6	-5,3	-4,9	-4,0	-3,8	-2,2	-2,4	-2,6	-3,2	-2,7
Solde du compte courant	-2,4	-4,4	-5,7	-5,4	-4,5	-4,3	-2,9	-2,9	-3,1	-3,6	-3,0
Épargne	19,9	18,1	15,1	15,9	17,3	16,4	14,7	15,2	...	...	...
Investissement	22,4	22,3	21,0	21,7	21,5	21,4	18,0	18,5	...	...	...
Solde du compte de capital	1,0	0,8	0,4	0,5	0,5	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,3
<i>Pour mémoire</i>											
Monde											
Capacité/besoin de financement	0,3	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,8	0,3	0,4	0,2
Solde du compte courant	0,3	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,7	0,2	0,3	0,2
Épargne	25,0	25,5	26,0	26,7	27,0	27,0	27,1	28,4	28,9	28,8	28,8
Investissement	24,7	25,1	25,4	25,9	26,5	26,5	26,5	27,1	28,0	27,8	28,0
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peut être exprimé comme des identités comptables. L'épargne (S) moins l'investissement (I) est égal au solde du compte courant (CAB) ($S - I = CAB$). La capacité/besoin de financement (NLB) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (KAB) ($NLB = CAB + KAB$). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

	Moyennes				Projections			
	2004–13	2014–23	2020	2021	2022	2023	2020–23	2024–27
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>							
PIB réel mondial	4,1	2,9	-3,0	6,0	3,2	2,7	2,2	3,3
Pays avancés	1,6	1,7	-4,4	5,2	2,4	1,1	1,0	1,8
Pays émergents et pays en développement	6,4	3,8	-1,9	6,6	3,7	3,7	3,0	4,3
<i>Pour mémoire</i>								
Production potentielle								
Principaux pays avancés	1,5	1,2	-1,2	2,1	1,7	1,4	1,0	1,4
Commerce mondial, volume¹	5,4	2,8	-7,8	10,1	4,3	2,5	2,1	3,6
Importations								
Pays avancés	3,7	3,0	-8,4	9,5	6,0	2,0	2,1	2,9
Pays émergents et pays en développement	9,1	2,5	-7,8	11,8	2,4	3,0	2,1	4,8
Exportations								
Pays avancés	4,5	2,5	-9,0	8,7	4,2	2,5	1,4	3,2
Pays émergents et pays en développement	7,4	3,2	-4,8	11,8	3,3	2,9	3,1	4,4
Termes de l'échange								
Pays avancés	-0,4	0,3	0,9	0,6	-1,5	0,5	0,1	0,3
Pays émergents et pays en développement	1,5	-0,6	-1,1	1,7	0,8	-1,7	-0,1	-0,6
Prix mondiaux (en dollars)								
Produits manufacturés	2,6	1,1	-3,2	6,8	10,2	3,9	4,3	1,7
Pétrole	13,6	-1,9	-31,7	65,9	41,4	-12,9	8,7	-4,5
Produits primaires hors combustibles	8,3	1,4	6,5	26,3	7,3	-6,2	7,9	-0,2
Prix à la consommation								
Pays avancés	2,0	2,3	0,7	3,1	7,2	4,4	3,8	2,0
Pays émergents et pays en développement	6,3	5,7	5,1	5,9	9,9	8,1	7,2	4,6
Taux d'intérêt								
Taux mondial d'intérêt réel à long terme ²	1,3	-0,7	-0,3	-2,5	-5,1	-1,1	-2,2	0,8
Soldes des transactions courantes								
Pays avancés	-0,5	0,4	0,4	0,6	-0,6	-0,3	0,0	0,2
Pays émergents et pays en développement	2,4	0,3	0,5	0,8	1,3	1,0	0,9	0,2
Dette extérieure totale								
Pays émergents et pays en développement	27,4	29,9	32,6	30,3	27,3	26,6	29,2	25,6
Service de la dette								
Pays émergents et pays en développement	9,2	10,8	11,4	10,6	9,8	9,6	10,3	9,3

¹Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

²Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Les tensions d'une reprise à deux vitesses — Chômage, matières premières et flux de capitaux	Avril 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance au ralenti, risques en hausse	Septembre 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise en cours, mais qui reste en danger	Avril 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Une dette élevée et une croissance anémique	Octobre 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques	Avril 2013
Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions	Octobre 2013
Perspectives de l'économie mondiale : La reprise s'affermir, mais reste inégale	Avril 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise	Octobre 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Le grand confinement	Avril 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Une ascension longue et difficile	Octobre 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise — des situations divergentes à gérer	Avril 2021
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise en temps de pandémie	Octobre 2021
Perspectives de l'économie mondiale : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale	Avril 2022
Perspectives de l'économie mondiale : Riposter à la crise du coût de la vie	Octobre 2022

I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Perspectives de l'économie mondiale : contre-scénarios	Avril 2011, encadré 1.2
Bilans budgétaires : l'importance des actifs non financiers et de leur évaluation	Octobre 2014, encadré 3.3
Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3
Autres évolutions possibles de la lutte contre la COVID-19	Avril 2020, encadré scénario
Autres scénarios possibles	Octobre 2020, encadré scénario
Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2020, encadré 1.1
Encadré des scénarios	Avril 2021, encadré scénario

Scénarios défavorables	Octobre 2021, encadré scénario
Encadré des scénarios	Avril 2022, encadré scénario
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2022, encadré 1.3

II. Études rétrospectives

Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1

III. Croissance économique : facteurs et évolution

La reprise mondiale : où en sommes-nous ?	Avril 2012, encadré 1.2
Comment l'incertitude influe-t-elle sur les résultats économiques ?	Octobre 2012, encadré 1.3
La résilience des marchés émergents et des pays en développement sera-t-elle durable ?	Octobre 2012, chapitre 4
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Effets de contagion : répercussions de l'incertitude entourant les politiques économiques aux États-Unis et en Europe	Avril 2013, chapitre 2
La montée en puissance des pays à faible revenu peut-elle durer ?	Avril 2013, chapitre 4
Comment expliquer le ralentissement des BRICS ?	Octobre 2013, encadré 1.2
Sur la même longueur d'onde ? Effets d'entraînement, chocs communs et rôle des liens financiers et commerciaux	Octobre 2013, chapitre 3
Synchronisme de la production au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan et dans le Caucase et en Asie centrale	Octobre 2013, encadré 3.1
Effets d'entraînement des variations de la politique monétaire des États-Unis	Octobre 2013, encadré 3.2
Épargne et croissance économique	Avril 2014, encadré 3.1
Forcés à subir ? Conditions extérieures et croissance dans les pays émergents avant, pendant et après la crise financière mondiale	Avril 2014, chapitre 4
Incidence de la conjoncture extérieure sur la croissance à moyen terme des pays émergents	Avril 2014, encadré 4.1
Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3
La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2

La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4
Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3
Parer aux futures récessions dans les pays avancés : les politiques cycliques à l'ère des taux bas et de l'endettement élevé	Avril 2020, chapitre 2
Le Grand Confinement : analyse de ses effets économiques	Octobre 2020, chapitre 2
Synthèse des publications sur les conséquences économiques du confinement	Octobre 2020, encadré 2.1
Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	Avril 2021, encadré 1.1
Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	Avril 2021, chapitre 2
Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration	Avril 2021, encadré 2.1
Recherche et innovation : combattre la pandémie et doper la croissance à long terme	Octobre 2021, chapitre 3

IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base

Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Avril 2011, appendice 1.2
Pénurie de pétrole, croissance et déséquilibres mondiaux	Avril 2011, chapitre 3
Contraintes du cycle de vie pesant sur la production mondiale de pétrole	Avril 2011, encadré 3.1
Le gaz naturel non conventionnel va-t-il changer la donne ?	Avril 2011, encadré 3.2
L'effet à court terme des chocs pétroliers sur l'activité économique	Avril 2011, encadré 3.3
Filtrage passe-bas pour extraire les tendances conjoncturelles	Avril 2011, appendice 3.1
Les modèles empiriques pour l'énergie et le pétrole	Avril 2011, appendice 3.2
Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Septembre 2011, appendice 1.1
Investissements financiers, spéculation et prix des matières premières	Septembre 2011, encadré 1.4
Viser des objectifs atteignables : fluctuations des cours des matières premières et politique monétaire	Septembre 2011, chapitre 3
Les marchés des produits de base	Avril 2012, chapitre 1, dossier spécial
Fluctuations des cours des produits de base et conséquences pour les exportateurs	Avril 2012, chapitre 4
Effets macroéconomiques des chocs sur les cours des produits de base dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.1
La volatilité des cours des produits de base et le défi du développement dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.2
Les marchés des produits de base	Octobre 2012, chapitre 1, dossier spécial
Les énergies non conventionnelles aux États-Unis	Octobre 2012, encadré 1.4
Crise de l'approvisionnement alimentaire : qui sont les plus vulnérables ?	Octobre 2012, encadré 1.5
Les marchés des produits de base	Avril 2013, chapitre 1, dossier spécial
Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ?	Avril 2013, chapitre 3
Est-il encore judicieux de cibler l'inflation si la courbe de Phillips est plate ?	Avril 2013, encadré 3.1
Les marchés des produits de base	Octobre 2013, chapitre 1, dossier spécial
Les booms énergétiques et le solde des transactions courantes : l'expérience de plusieurs pays	Octobre 2013, encadré 1.DS.1
Facteurs influant sur les cours du pétrole et réduction de l'écart WTI–Brent	Octobre 2013, encadré 1.DS.2
Ancrage des anticipations d'inflation lorsque l'inflation est inférieure à l'objectif	Avril 2014, encadré 1.3
Produits de base — cours et prévisions	Avril 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'importance du gaz naturel dans l'économie mondiale	Octobre 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1, dossier spécial
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1, dossier spécial

Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord-Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2
Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1
Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1, dossier spécial
La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1, dossier spécial
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1, dossier spécial
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1
Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1, dossier spécial
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe plus large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2020, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2020, chapitre 1, dossier spécial
Bilan des émissions mondiales de carbone en 2019	Octobre 2020, encadré 1.DS.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial
Prix des logements et inflation des prix à la consommation	Octobre 2021, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Paniques inflationnistes	Octobre 2021, chapitre 2
L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.2
Évolution du marché et rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles	Avril 2022, chapitre 1, dossier spécial
Analyse d'erreurs récentes dans les prévisions de l'inflation des Perspectives de l'économie mondiale	Octobre 2022, encadré 1.1
Pouvoir de marché et inflation pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2022, encadré 1.2
Évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires	Octobre 2022, chapitre 1, dossier spécial

V. Politique budgétaire

Soldes budgétaire et commercial, des jumeaux séparés à la naissance ?	Septembre 2011, chapitre 4
Les multiplicateurs budgétaires à court terme sont-ils sous-estimés ?	Octobre 2012, encadré 1.1
Les conséquences d'une dette publique élevée dans les économies avancées	Octobre 2012, encadré 1.2
Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Surendettement public et résultats du secteur privé	Avril 2013, encadré 1.2

Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Améliorer l'efficacité de l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.2
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Les institutions et règles budgétaires et l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.5
Hausse des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1
L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4

VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

Indices de conditions financières	Avril 2011, appendice 1.1
Effondrement des prix de l'immobilier dans les pays avancés : répercussions sur les marchés financiers	Avril 2011, encadré 1.1
Retombées internationales et politiques macroéconomiques	Avril 2011, encadré 1.3
Les cycles emballement–effondrement du crédit : causes et conséquences pour les autorités	Septembre 2011, encadré 1.2
La baisse des cours boursiers est-elle un signe avant-coureur d'une récession ?	Septembre 2011, encadré 1.3
Effets de contagion : répercussions du désendettement des banques de la zone euro	Avril 2012, chapitre 2
Effets de contagion : la transmission financière des tensions dans l'économie mondiale	Octobre 2012, chapitre 2
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Que se passera-t-il quand les États-Unis mettront fin à leur politique d'assouplissement ?	Octobre 2013, encadré 1.1
Offre de crédit et croissance économique	Avril 2014, encadré 1.1
Dossier spécial sur les effets de contagion : les pays avancés doivent-ils se préoccuper d'un ralentissement de la croissance des pays émergents ?	Avril 2014, chapitre 2
Points de vue sur les taux d'intérêt réels mondiaux	Avril 2014, chapitre 3
Les marchés immobiliers mondiaux : mise à jour	Octobre 2014, encadré 1.1
Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2
Des taux directeurs négatifs peuvent-ils stimuler l'économie ?	Avril 2020, encadré 2.1
La réglementation macroprudentielle peut-elle atténuer les chocs financiers mondiaux dans les pays émergents ?	Avril 2020, chapitre 3
Mesures macroprudentielles et crédit : une méta-analyse des conclusions empiriques	Avril 2020, encadré 3.1
Les pays émergents ajustent-ils leur réglementation macroprudentielle en réponse aux chocs financiers mondiaux ?	Avril 2020, encadré 3.2
Hausse des risques de faillite et d'insolvabilité pour les petites et moyennes entreprises : évaluation et possibilités d'action	Octobre 2020, encadré 1.3
Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	Avril 2021, chapitre 4
Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	Avril 2021, encadré 4.1
Expansions monétaires et risques inflationnistes	Octobre 2021, encadré 1.3
Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation	Octobre 2021, encadré 2.3
Facteurs déterminants des taux d'intérêt neutres et perspectives incertaines	Avril 2022, encadré 1.2

La dette du secteur privé et la reprise mondiale	Avril 2022, chapitre 2
Hausse de l'endettement des ménages, excès mondial d'épargne des riches et taux d'intérêt naturel	Avril 2022, encadré 2.2
VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité	
Une lente reprise sans issue ? Une vision sectorielle des marchés du travail dans les économies avancées	Septembre 2011, encadré 1.1
La part du travail en Europe et aux États-Unis pendant et après la Grande Récession	Avril 2012, encadré 1.1
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3
Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2
Les effets macroéconomiques des migrations mondiales	Avril 2020, chapitre 4
Immigration : effets sur le marché du travail et rôle de l'automatisation	Avril 2020, encadré 4.1
Croissance inclusive dans les pays émergents et les pays en développement : incidence de la COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.2
Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	Avril 2021, chapitre 3
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
L'énigme des pénuries de main-d'œuvre : exemples des États-Unis et du Royaume-Uni	Avril 2022, encadré 1.1
Inégalités et viabilité de la dette publique	Avril 2022, encadré 2.1
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Dynamique des salaires post-COVID-19 et risques d'une spirale prix-salaires	Octobre 2022, chapitre 2
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1

VIII. Taux de change

Régimes de change et susceptibilité aux crises des pays émergents	Avril 2014, encadré 1.4
Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

Correction des déséquilibres extérieurs à la périphérie de l'Union européenne	Avril 2011, encadré 2.1
Flux internationaux de capitaux : faibles ou inconstants ?	Avril 2011, chapitre 4
Engagements extérieurs et points de basculement dans la crise	Septembre 2011, encadré 1.5
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Rééquilibrages extérieurs dans la zone euro	Octobre 2013, encadré 1.3
Le yin et le yang de la gestion des flux de capitaux : mettre en équilibre les entrées et les sorties de capitaux	Octobre 2013, chapitre 4
Simulation de la vulnérabilité à la situation des marchés internationaux de capitaux	Octobre 2013, encadré 4.1
Les retombées commerciales du boom du gaz de schiste aux États-Unis	Octobre 2014, encadré 1.DS.1
Les déséquilibres mondiaux ont-ils atteint un point d'inflexion ?	Octobre 2014, chapitre 4
Changement de vitesse : l'ajustement extérieur de 1986	Octobre 2014, encadré 4.1
Le conte de deux ajustements : Asie de l'Est et zone euro	Octobre 2014, encadré 4.2
Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2
De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4
Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3

Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1
Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibrages du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, Encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2
Les échanges et les chaînes de valeur mondiaux pendant la pandémie	Avril 2022, chapitre 4
Effets des perturbations de l'approvisionnement mondial durant la pandémie	Avril 2022, encadré 4.1
L'incidence des confinements sur les échanges : ce que disent les données sur le fret	Avril 2022, encadré 4.2
Ajustements commerciaux des entreprises à la pandémie de COVID-19 en France	Avril 2022, encadré 4.3

X. Études régionales

Liens Est–Ouest et effets de contagion en Europe	Avril 2012, encadré 2.1
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3

XI. Études de cas

Les Accords du Plaza sont-ils responsables des décennies perdues au Japon ?	Avril 2011, encadré 1.4
Comment va évoluer l'excédent extérieur de la Chine ?	Avril 2012, encadré 1.3
La Home Owners' Loan Corporation (HOLC) américaine	Avril 2012, encadré 3.1
La restructuration de la dette des ménages en Islande	Avril 2012, encadré 3.2
«Abenomics» : des risques après les premiers succès ?	Octobre 2013, encadré 1.4
Chine : les dépenses évoluent-elles au détriment des produits de base ?	Avril 2014, encadré 1.2
L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1
Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2
Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2
Immigration et salaires en Allemagne	Avril 2020, encadré 4.2
L'impact des migrations en provenance du Venezuela sur l'Amérique latine et les Caraïbes	Avril 2020, encadré 4.3
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2

XII. Études sur les changements climatiques

Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
--	--------------------------

L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2
Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Atténuation des changements climatiques : stratégies favorables à la croissance et à la distribution	Octobre 2020, chapitre 3
Lexique	Octobre 2020, encadré 3.1
Zoom sur le secteur de l'électricité : la première étape vers la décarbonation	Octobre 2020, encadré 3.2
Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles	Avril 2021, encadré 1.2
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.2
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Impact macroéconomique à court terme des politiques de décarbonation	Octobre 2022, chapitre 3
Implications à court terme de la tarification du carbone : passage en revue des études consacrées au sujet	Octobre 2022, encadré 3.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2
Décarboner le secteur de l'électricité tout en gérant l'intermittence des énergies renouvelables	Octobre 2022, encadré 3.3

XIII. Études spéciales

Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1
Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1
Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1

PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6
La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions–acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2
Persistance et facteurs de la composante commune des différentiels taux d'intérêt–croissance dans les pays avancés	Avril 2020, encadré 2.2
Troubles sociaux pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.4
Le rôle de l'informatisation durant la pandémie de COVID-19 : données recueillies aux États-Unis	Octobre 2020, encadré 2.2
Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	Avril 2021, encadré 2.2
L'insécurité alimentaire et le cycle conjoncturel	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.1
Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.1
Propriété intellectuelle, concurrence et innovation	Octobre 2021, encadré 3.3

EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, SEPTEMBRE 2022

Observations de la présidente à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 29 septembre 2022.

Dans l'ensemble, les administrateurs souscrivent à l'évaluation que les services du FMI font des perspectives de l'économie mondiale, des risques et des priorités d'action. Ils adhèrent globalement à l'analyse selon laquelle le niveau élevé de l'inflation, conjugué au resserrement des conditions financières lié à la normalisation des politiques, les répercussions de la guerre menée par la Russie en Ukraine, en particulier sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et les effets persistants de la pandémie de COVID-19, avec les perturbations des chaînes d'approvisionnement qu'ils entraînent, sont autant de facteurs qui contribuent à la détérioration des perspectives de l'économie mondiale. Les administrateurs reconnaissent que les risques pesant sur les perspectives sont exceptionnellement élevés. Ils conviennent que les risques les plus importants, notamment les actions divergentes des pouvoirs publics et les tensions entre pays, de nouveaux chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, une installation de la dynamique inflationniste et un désancrage des anticipations d'inflation, et les facteurs de vulnérabilité liés à l'endettement dans certains pays émergents, font pencher pour une évolution à la baisse des chiffres de la croissance. Par ailleurs, les administrateurs reconnaissent que, dans une conjoncture mêlant forte inflation, ralentissement de la croissance et accroissement des incertitudes autour des perspectives de l'économie et de l'action publique, les dirigeants se trouvent face à des arbitrages et des défis particulièrement complexes, ce qui entraîne une probabilité d'erreur supérieure à la normale.

Dans ce contexte, les administrateurs reconnaissent que les ripostes adéquates de l'action publique diffèrent d'un pays à l'autre, selon les réalités locales, les perspectives d'inflation et de croissance, et l'exposition aux échanges commerciaux et au risque financier. Ils estiment que, dans la plupart des pays, un resserrement des politiques monétaire et budgétaire s'impose pour juguler durablement l'inflation, tout en insistant sur la nécessité d'accompagner ces mesures de réformes structurelles destinées à améliorer la

productivité, à développer les capacités de production et à alléger les contraintes d'approvisionnement. Les administrateurs reconnaissent que de nombreux pays émergents et pays en développement (PEPD) se retrouvent face à des choix encore plus délicats. En effet, la hausse des prix des denrées alimentaires et des combustibles, la nécessité d'accompagner la reprise et de soutenir les plus vulnérables, et l'augmentation des coûts du financement sur le marché entraînée par le resserrement des conditions financières mondiales et l'appréciation du dollar peuvent générer des tensions antagonistes qui contraignent les dirigeants à un périlleux exercice d'équilibre.

Les administrateurs soulignent que les autorités monétaires doivent agir résolument et poursuivre la normalisation de leur politique pour éviter que les pressions inflationnistes s'installent dans la durée et parer à un désarimage des anticipations d'inflation. Ils conviennent que, dans la plupart des pays avancés et des PEPD, les banques centrales devraient poursuivre le resserrement de l'orientation de leur politique monétaire pour ramener l'inflation de manière plausible à sa valeur cible et ancrer les anticipations d'inflation. Ils jugent essentiel de préserver l'indépendance et la crédibilité des banques centrales afin d'assurer la stabilité des prix. Ils insistent aussi sur l'importance de continuer à analyser les répercussions des durcissements parallèles de politique monétaire par les banques centrales et, en particulier, leurs implications pour les PEPD. Les administrateurs soulignent qu'une communication claire sur les fonctions de la politique monétaire et sur l'engagement constant à atteindre les objectifs relatifs aux prix est indispensable pour préserver la crédibilité et éviter une volatilité malvenue des marchés. Ils considèrent que, si les conditions financières mondiales devaient se durcir de manière désordonnée, les PEPD pourraient faire face à des sorties de capitaux et devraient alors être prêts à utiliser l'ensemble des outils à leur disposition, et déployer notamment des interventions sur le marché des changes et des mesures de gestion des flux de capitaux, en s'appuyant si nécessaire sur le cadre stratégique intégré et en alignant leur action

sur la Vue institutionnelle sur la libéralisation et la gestion des flux de capitaux, sans pour autant que ces mesures ne viennent se substituer à la flexibilité des changes et aux ajustements macroéconomiques qui s'imposent.

Les administrateurs conviennent que la politique budgétaire doit composer avec un environnement hautement incertain, marqué par une forte inflation, un ralentissement de la croissance, des niveaux d'endettement élevés et un durcissement des conditions d'emprunt. Ils insistent sur le fait qu'en cas de forte inflation, un durcissement de la politique budgétaire enverrait un signal fort en montrant que les décideurs sont sur la même longueur d'onde dans leur lutte contre l'inflation. Ce signal aurait pour effet de réduire l'ampleur des relèvements de taux nécessaires pour préserver l'ancrage des anticipations d'inflation et contribuerait à maintenir les coûts d'emprunt à un niveau peu élevé. Les administrateurs soulignent que l'appui budgétaire déployé pour faire face à la flambée du coût de la vie liée au niveau élevé des prix des denrées alimentaires et de l'énergie doit avant tout prendre la forme d'aides ciblées en faveur des tranches les plus vulnérables de la population, car il est indispensable de préserver les incitations par les prix pour encourager les économies d'énergie. Certains administrateurs estiment qu'il pourrait être nécessaire d'adopter des politiques énergétiques complémentaires à titre temporaire dans les pays confrontés à des prix de l'énergie exceptionnellement élevés et volatils en raison de la guerre menée par la Russie en Ukraine.

Les administrateurs conviennent globalement que la politique budgétaire a un rôle à jouer pour éviter aux ménages de subir des pertes de revenu réel en cas de chocs néfastes de grande ampleur, mais que cela passe par des finances publiques solides. En s'appuyant sur les enseignements tirés de la pandémie, ils estiment que les pouvoirs publics devraient investir dans des dispositifs de protection sociale, et mettre au point des stratégies et des outils prêts à être déployés dans différents scénarios. Les administrateurs conviennent qu'un cadre budgétaire à moyen terme solide et crédible définissant une hiérarchie des dépenses et des actions d'accroissement des recettes peut contribuer à répondre aux besoins urgents engendrés par les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie, à reconstituer des marges de manœuvre budgétaires pour faire face aux futures crises, et à avancer sur des défis de longue haleine liés au développement, tels que l'investissement dans les énergies renouvelables et la santé, qui peuvent également renforcer la résilience de l'économie.

Les administrateurs constatent que, même si aucun événement de portée systémique ne s'est produit à ce jour, les risques pour la stabilité financière se sont accrus à bien

des égards, ce qui met en exergue l'importance de contenir une nouvelle accumulation de vulnérabilités financières. Ils conviennent que certains outils macroprudentiels pourraient nécessiter un ajustement pour résorber les poches de grande vulnérabilité, tout en tenant compte des circonstances et des difficultés économiques à court terme propres à chaque pays. Ils constatent cependant qu'au vu des grandes incertitudes économiques du moment et du processus de normalisation des politiques monétaires qui est en cours, il est important de trouver un équilibre entre, d'une part, contenir l'accumulation de vulnérabilités et, d'autre part, éviter la procyclicité et un resserrement désordonné des conditions financières.

Les administrateurs renouvellent leur appel pressant à la coopération et au dialogue à l'échelle internationale, qui sont essentiels pour apaiser les tensions géopolitiques, éviter une aggravation de la fragmentation économique et commerciale, et résoudre les problèmes auxquels se heurte notre monde interconnecté. Ils conviennent que des actions multilatérales sont essentielles pour surmonter les crises humanitaires en cours, mettre fin à la guerre menée par la Russie en Ukraine, préserver la liquidité au niveau mondial, faire face aux situations de surendettement, atténuer les changements climatiques et s'y adapter, et éradiquer la pandémie. Constatant que de nombreux pays doivent composer avec un resserrement des conditions financières, des niveaux d'endettement élevés et le besoin pressant de protéger les plus vulnérables de la flambée de l'inflation, les administrateurs invitent les institutions multilatérales à se tenir prêtes à fournir des liquidités d'urgence afin de préserver les dépenses essentielles et d'endiguer les crises de financement. Ils appellent par ailleurs de leurs vœux une plus grande transparence en matière de dette et une amélioration des mécanismes pour des restructurations de dette ordonnées, notamment un cadre commun plus efficace, lorsque des problèmes d'insolvabilité existent. Reconnaissant que les récents chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires pourraient avoir entravé la transition vers une économie verte, les administrateurs insistent sur le fait que l'atteinte de la sécurité énergétique va de pair avec l'avancée du programme d'action pour le climat, ce qui passe notamment par la réponse aux considérables besoins de financement des PEPD dans le domaine du climat, et par des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Bien que la pandémie de COVID-19 commence à s'estomper, les administrateurs souhaitent que soient déployées des actions déterminées pour lutter contre les inégalités persistantes dans l'accès aux soins de santé et à la vaccination dans le monde, et réduire la menace de futures pandémies.

DANS CE NUMÉRO :

CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

CHAPITRE 2

Dynamique des salaires post-COVID-19
et risques d'une spirale prix-salaires

CHAPITRE 3

Impact macroéconomique à court
terme des politiques de décarbonation



PUBLICATIONS

WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)

OCTOBRE 2022

